

REVUE
DES
DEUX MONDES

CIV^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

DI

REVUE
DES
DEUX MONDES

CIV^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME VINGTIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1934

338926

I
s
sa fo
la ne
l'inte
L
étran
qui l
derr
silho
l'em
I
tines
ouve
sa ve
l'un
par
sent
une
giro
sonc

Ce
(4)

MARCHELOUP

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

IL avait traversé le village sans rien voir, abîmé dans le même sentiment de détresse et d'affreuse impuissance. Il se revit une heure plus tôt, marchant dans la forêt avec sa folie d'enthousiasme. Il désira éperdûment que cette heure-là ne fût point révolue; et son dégoût de soi s'accrut, jusqu'à l'intolérable, de ce lâche et vain regret.

La rue était comme un désert, un passage dans un pays étranger. Il croisa, devant l'épicerie Alusson, quelques femmes qui le suivirent des yeux. Il lui sembla qu'elles chuchotaient derrière lui, se retourna impulsivement; mais entre leurs silhouettes et lui, il y avait comme une brume vacillante qui l'empêcha de les reconnaître.

Lorsqu'il passa devant l'école, une rumeur de voix enfantines lui parvint à travers la cour. Les fenêtres devaient être ouvertes. Il se souvint de lointaines matinées d'été, alors que sa voix se mêlait à celle des autres enfants, qu'ils récitaient à l'unisson, sur un ton monotone et chantant, la leçon apprise par cœur. Toutes les têtes se levaient vers M. Marcenac. On sentait affluer du dehors, entrant à flots par les grandes baies, une brise tiède qui fleurait la forêt, la menthe sauvage et la girofle. Souvent, quand les voix se taisaient, l'appel lointain et sonore d'un coucou semblait tinter dans la classe même.

Copyright by Maurice Genevoix, 1934.

(1) Voyez la *Revue* des 4^{re} et 15 février.

Pierre s'éloigna, la poitrine serrée. En ce temps-là il récitait avec les autres, il était un enfant d'ici. C'était la seconde fois qu'il se sentait ainsi exclu, mais cette fois avec une rigueur plus pesante : jamais encore il n'avait éprouvé cette impression de fatalité, ni cette sorte de froid désespoir. La pensée même de son ancien maître n'éveillait plus rien en lui, ou seulement le souvenir d'un jugement de Carine, à peine une bouffée d'amertume à se dire que M. Marcenac était réfléchi et prudent.

Il n'avait rencontré que des femmes : il n'y avait plus d'hommes ici, qu'on pût combattre. Ils étaient tous partis en Beauce, leurs galoches ferrées à la main, et sur l'épaule leurs grandes lames de faucheurs. Comme les autres étés, il ne devait rester au pays que les deux scieurs de long, Pascal Ferrague et Le Sanglier, Hugonin à son établi, et peut-être Grellety, qui charronnait pendant la belle saison.

Que pouvait-il faire à présent ? Il s'était échappé de là-bas pour se jeter au secours des siens ; pour les sauver, il l'avait cru de tout son cœur, mais aussi avec quel orgueil ! Le beau sauveteur, en vérité ; le misérable, qui venait de les perdre tous les quatre... Non, il n'attendrait pas que sonnât la fin de la classe, il n'irait pas pleurer encore auprès de M. Marcenac. Ni se confier à M. Demeillers, candide et gai, heureux de vivre, qui l'accueillerait avec bonté, mais qui le croirait hors de sens, qui lui dirait sans doute, en lui tapotant l'épaule, que des idées si noires ne pouvaient venir que du diable et qu'il fallait vite les chasser. D'ailleurs, à supposer qu'il le comprit, comment penser que M. Demeillers pût s'entremettre près de Ferrague ? Ni M. Demeillers, ni personne. Ceux que Ferrague acceptait d'écouter, ils étaient devant lui comme des sujets devant leur maître.

Déjà il était arrivé devant la maison des Chumort. Quelques secondes encore, il ne pourrait plus différer, il lui faudrait rentrer, revoir les siens, ou continuer, trainer ses pas vers la forêt. Il tressaillit : une forme étrange, une sorte de boule noirâtre avait paru rouler dans la poussière, presque à ses pieds. Il abaissa les yeux et reconnut le nain Balabout.

Balabout se tenait devant lui, souriant de toute sa face camarde, avec une expression de mystère et de malice.

— Entre, dit-il.

Pierre le regardait sans comprendre. Il fit un pas : le nain, avec une prestesse incroyable, le saisit fortement par l'étoffe de son pantalon.

— Il veut te voir. Mérance n'est pas là.

Et cependant, souriant toujours, il le tirait vers la cour de Clamort. Pierre lui toucha la main, se dégagea doucement en lui parlant comme à un animal :

— Là ! Là ! J'y vais. Ne me tire plus comme ça, Balabout.

Il entra chez Clamort, et aussitôt vit l'homme sur son lit. Clamort était méconnaissable, le visage ravagé, couvert d'une broussaille de poils blancs. Son torse, naguère encore puissant comme celui du Sanglier, s'était amaigri et creusé : le col de sa chemise, entrebaïllé sur sa poitrine, laissait paraître les clavicules saillantes et des lignes d'ombre entre les premières côtes. Pierre eût cru voir un moribond, si les yeux de Clamort n'eussent brillé d'une vie-fiévreuse, d'une ardeur sèche et passionnée.

— Enfin, te voilà ! dit Clamort.

Il s'était soulevé sur son lit, accoté des épaules à l'oreiller de plume. Pierre s'aperçut qu'il était sale, les mains tavelées d'une crasse épaisse, le linge grisâtre. De longues mèches de cheveux lui cachaient presque les oreilles. Les couvertures jetées sur le lit n'étaient que guenilles souillées. Clamort reprit :

— Tu vois comme je suis devenu. Grellety est droit et dur comme un baliveau de chêne, et nous avons tiré au sort ensemble. Voilà presque quatre ans que ce malheur m'est arrivé ; mais sans elle, je n'en serais pas où je suis.

Il se tendit brusquement vers Pierre, en proie à une exaltation farouche, presque effrayante.

— Faut que jete dise ça, Chambarcaud, que tu la connaisses encore mieux. Cette femme-là, c'est un monstre ; une vipère rouge, tu sais, qu'il faudrait clouer sur la mousse ; et lui maintenir la tête sous la fourche de la baguette, et prendre son couteau pour lui arracher les crochets. Et puis après, la tuer quand même : un grand coup de talon qui écrase.

Il eut un rire à cette vision, poursuivit aussitôt avec la même véhémence :

— Le martyre qu'elle m'a fait endurer ! Privé de tout, même de nourriture. Mais le pire, c'est de me promettre ma

mort, de m'en parler parleras-tu, de me la faire voir qui s'approche, qui reste là derrière les rideaux. Le matin, quand elle se lève de l'autre lit, elle ne manque jamais de me dire : « Tu n'es donc pas encore crevé ? » Voilà son bonjour du matin. Et quand je lui demande : « lave-moi », elle me répond que c'est perdre son temps que de bouchonner un cheval abattu, que ce serait plus indiqué de faire venir l'équarrisseur. C'est pour te dire : voilà ses manières avec moi. Jusqu'au dernier printemps, Sanglard venait tous les quinze jours ; il me rasait, ça me faisait plaisir, je me sentais un peu rajeuni. Elle lui a défendu de venir. Et elle m'a dit, à moi, que les trois sous de chaque barbe, elle les mettait honnêtement de côté pour me payer une couronne à ma mort : comme ça, toujours comme ça, me parler d'enterrement et de trou dans la terre. C'est ce qu'elle a trouvé de plus certain pour me détruire, pour me faire partir plus vite... Mais attends, oh ! attends, ma colombe.

Son rire devint si haineux que Pierre se sentit frissonner. Il détourna les yeux et remarqua machinalement :

— Tiens, Balabout s'est en allé.

— Non, dit Clamort, je sais où il est : c'est moi qui l'ai envoyé. Patiente un peu, mon camarade.

Il continua à exhaler sa haine, soulevé de grands sursauts qui le raidissaient sous ses draps, qui le jetaient à demi hors du lit. Et parfois il riait encore, de ce rire à peine humain dont la vue n'était point soutenable.

— Ha ! ha ! Je suis resté malin ! Tu ne le croirais pas, Chambarcaud : plus ma carcasse s'en va, et plus je me sens fort au dedans. Quand elle m'enferme à clef pour aller faire ses coups, elle ne sait pas que mes yeux voient quand même, et que la porte peut s'ouvrir. Grellety, dans le temps, m'avait copié la clef : des services qu'on se rend entre bons camarades. Cette clef-là, depuis trois mois, elle n'a guère chômé, mon garçon.

Il se mit alors à rappeler ce qui s'était passé au pays, la fuite de Rose avec Sautebois, le chagrin de Séverin Ferrague, les élections, le sac de l'atelier, la visite de M. de Besombes et les promesses qu'il avait faites. Il savait tout, avec une précision dont Pierre demeurerait stupéfait. Il savait que Rose Chambarcaud avait revu Séverin dans la forêt, et que Séverin lui avait pardonné. Il savait même que Pierre, lorsqu'il était

passé
il lui

—

Et

dont

—

mont

est a

à pr

d'hom

sacre

j'aura

M

dos,

sur le

—

des f

mais

fenê

fête

bou

affol

espè

boug

E

l'inf

qui

tout

vol

Et C

I

fro

—

ron

on

cau

eue

vill

passé tout à l'heure, revenait de chez Ferrague. Brusquement, il lui dit :

— Approche.

Et de tout près, d'une voix plus basse et plus calme, mais dont chaque mot pénétrait profond :

— Si tu sens que tu es un homme, c'est le moment de le montrer, Je crois... tu m'entends bien ? je crois que l'heure est arrivée. Sans bouger de mon lit, j'ai fait ça, j'ai réussi à préparer des choses. Peut-être que tu es triste, bout d'homme ? Mais si tu étais à ma place?... Eh bien ! tu vois, sacrebleu, je suis gai ! Si on m'enterre un de ces jours, j'aurai au moins vu ça avant de m'en aller.

Maintenant il semblait apaisé. Il s'était laissé glisser sur le dos, dans une attitude de repos ; et il parlait, les yeux fixés sur les toiles d'araignées des solives :

— Je suis encore vivant, petit. J'écoute, je pense, je tiens des fils. Je suis comme l'araignée qu'on ne voit pas bouger ; mais elle écoute bourdonner la mouche dans le soleil de la fenêtre. Et la mouche bourdonne à pleines ailes dans une fête de soleil qui la soule, s'envole de maison en maison, et bourdonne à travers le village, loin, loin, toujours plus haut, affolée de soleil et du bruit de ses ailes. Mais elle reviendra : espère ! Elle rentrera par la fenêtre : et l'araignée n'aura pas bougé. Est-ce que tu me comprends, Chambarcaud ?

Pierre avait peu à peu reculé. Il eût voulu se dire que l'infirme divaguait : une telle pensée eût allégé le malaise qui l'oppressait. Mais il lui était évident que Clamort gardait toute sa tête ; que la violence de sa passion, loin d'égarer sa volonté, la tendait au contraire vers un but ardemment désiré. Et Clamort l'effrayait plus qu'il ne lui faisait pitié.

Il dut faire un pénible effort pour reprendre son sang-froid. Secouant la tête, il dit d'une voix sourde et bourrue :

— Expliquez-vous. Peut-être que je comprendrai mieux.

— Tu parles juste, dit aussitôt Clamort. Ça va marcher rondement, sois tranquille : quand on a les mêmes ennemis, on a vite fait de se mettre d'accord.

Il se mit à énumérer toutes les raisons que les Chambarcaud avaient de haïr Mérance. Il révéla la part qu'elle avait eue dans le mouvement d'hostilité qui soulevait contre eux le village, le rôle qu'elle avait joué auprès du vieux Ferrague, lui

rapportant les propos et les actes, lui dénonçant les tièdes ou les irrésolus, faisant peser sur toutes les maisons une atmosphère empoisonnée, de délations, de calomnies, où chacun se défiait de tous.

Sans désormais hausser la voix, avec une lucidité qui choisissait bien ses mots, il expliqua ensuite l'acharnement de cette Mérance à vouloir perdre les Chambarcaud. « Mal-propre, impie, intempérante, elle détestait la claire dignité de Pauline; bréhaigne, elle ne pouvait lui pardonner son amour pour ses deux petits. Laide à voir comme elle était, la grâce charmante de Rose la faisait jaunir de bile. C'était bien simple : elle enrageait de tout ce qui était bon au monde ou de ce qui plaisait aux yeux; de tout ce qui faisait aimer la vie, la douce vie, chaude au cœur des hommes. Ferrague, lui, c'était autre chose : des idées qu'il avait, qu'il aimait mieux que la vie même. On ne discutait pas les idées du vieux Ferrague. Mais on avait le droit de tenir à d'autres idées, de les défendre de toutes ses forces, même contre lui.

Il répéta, regardant Pierre au fond des yeux :

— Même contre lui, je sais ce que je dis. Avant longtemps, avant une heure, tu verras que c'est possible. Et maintenant, petit gars, je pense que tu comprends Clamort. J'aurais bien pu te dire que j'ai de l'amitié pour vous, et je ne t'aurais pas menti. Mais l'amitié, c'est bon quand on est riche et solide, c'est un passe-temps de paradis. Une autre vérité, bien plus vraie, que j'ai mûrie dans mon martyre, c'est que les damnés de l'enfer ne sont pas si misérables, s'il leur reste une haine aux entrailles. Haïr, vois-tu, ça veut dire espérer. Jamais je n'aurais eu assez de force, si je n'avais espéré ma vengeance.

Il s'interrompit un instant, voyant que le visage de Pierre s'altérait et blémissait. Sa voix, lorsqu'il reprit, avait perdu son âpreté. Et il souriait, d'un gai sourire inattendu, qui le rendait presque semblable au Clamort que Pierre avait connu.

— Oui, oui, dit-il, c'est un peu rude pour toi. Mais ne crains rien, je ne rêve pas d'assassinat. Malgré tout ce que j'ai souffert, je ne suis pas une bête sauvage. Je veux seulement qu'elle perde sa puissance, que ce scandale finisse avant que je ferme les yeux. Je veux que mes amis reviennent ici librement, qu'ils puissent entrer dans ma maison, pour moi, comme si elle n'y était pas. Qu'elle ne soit plus rien, voilà

juste ce que je veux. Alors, tu me comprends, petit ; il faut que vous résistiez à Ferrague, que tout le monde sache bien, ici, qu'on peut résister à Ferrague. Et le jour où on saura ça, elle aura perdu sa puissance ; et n'importe qui, au pays, osera lui dire ce qu'il pense d'elle, ou lui montrer le dos et cracher sur la trace de ses pieds.

A ce moment, Pierre s'aperçut que son regard se tournait du côté de la porte. Il écoutait, le col tendu. La porte s'ouvrit tout doucement.

II

— Tu l'as retrouvé, Balabout ?

Le nain mit un doigt sur sa bouche. Il paraissait inquiet, et il hésitait sur le seuil.

— Où est Mérance ? dit-il soudain. Par ici, pas loin... Je la sens.

Clamort eut un haussement d'épaules :

— N'aie pas peur, elle est à Gency. On ne la verra pas de sitôt.

Il expliqua, tourné vers Pierre :

— Quand j'ai su que tu étais là, ce matin, — ne cherche pas : c'est lui qui me l'a dit, — j'ai compris que ce serait pour aujourd'hui. Alors, je me suis arrangé pour qu'elle aille en courses à Gency. Elle ne se doute de rien ; elle en a pour un bout de temps...

Et il répéta sa question :

— Je te demande si tu l'as trouvé ? S'il t'a dit qu'il allait venir ?

Le nain fit oui, d'un signe de tête impatienté. On voyait qu'il demeurerait nerveux, agité. Il avait repoussé la porte, mais sans la fermer tout à fait. Les doigts encore appuyés au chambranle, il flairait vers la cour en grognant du fond de la gorge.

— Pas loin... Pas loin... dit-il encore.

Son inquiétude gagnait Clamort. Lui aussi se mit à épier. Un silence extraordinaire, dangereux, parut glisser dans la pénombre du taudis.

— Non, dit enfin Clamort. Je suis sûr qu'elle est partie. Elle n'est pas là. Tu te seras trompé, Balabout.

Après un moment, il reprit :

— Là, tu vois, tu ne sens plus rien. Viens ici. Hop! Saute, petit frère.

Pierre n'eut même pas le temps de voir. Le nain, déjà, avait sauté sur le lit de Clamort. On eût dit un gros chat familier qui ronronnait sous la main de l'infirme.

— Voilà un bon ami, disait Clamort. Plus velouté de pied que la loutre, plus fin de nez que le renard. Tu t'en doutes, Chambarcaud : c'est lui qui a la clef dans sa poche. Dès que Mérance est au bout de la rue, il entre ici ; c'est tout le pays qui m'arrive. Et pas de danger avec lui : me voilà, je ne suis plus là. Pas une seule fois Mérance ne l'a surpris. Depuis l'église il reconnaît son sabotage. Et aussitôt, dehors, un tour de clef : et Balabout est dans le fagotier, sous l'herbe du fossé, parti.

Il le flattait doucement de la paume. Le nain, comme un poussah, se dandinait sur les couvertures. Il écoutait Clamort, et par moments gloussait de joie.

— Jamais, jamais, approuva-t-il. Pas surpris. Pas de danger.

Soudain ses yeux dardèrent une flamme, il fit le geste de lancer un caillou :

— Pas bon, Mérance. Sale femme. Pouah !

Clamort se mit à rire à gorge déployée :

— Tout le monde bon à Marcheloup, pas Mérance. Chambarcaud bon aussi, pas Mérance. Donné un coup de pied à Balabout, pas permis : très en colère, jamais oublier.

« Tu vois, poursuivit-il en s'adressant à Pierre ; il y a quand même une justice. Autrefois, voilà des années, elle l'a blessé d'un coup de sabot. Et voilà l'ennemi qu'elle s'est fait, sûrement le plus dangereux qui puisse lui coller à la peau. Tu n'as qu'à lui parler d'elle : il fera ce que tu voudras.

Balabout roula au pied du lit, se précipita vers la porte :

— Bon, La Feuillée. J'aime bien quand il arrive.

Quelques instants après, ils entendirent un pas dans la cour. Et aussitôt Séverin entra. Il portait sa livrée d'équipage, de gros housseaux alourdissaient ses jambes. Une saine odeur de terre et de feuillage pénétra avec lui dans la pièce : Pierre, aussitôt, respira mieux.

A peine entré, Séverin tâtonna des yeux, à demi aveuglé par l'ombre. Clamort lui dit :

— Il est ici.

Au même instant Séverin vit Pierre. Son visage contracté se détendit et s'apaisa. Et tout son corps aussi parut se redresser, s'épanouir, comme délivré d'un harassant fardeau. Jamais encore Pierre Chambarcaud n'avait vu la clarté de ses yeux plus rayonnante et plus limpide. Il sentit que son cœur se remettait à battre. Et, pour la première fois depuis qu'il avait quitté Ferrague, sa détresse se fit moins obsédante, et il recommença de croire que peut-être il pourrait espérer.

La Feuillée vint à lui, le regarda un moment sans rien dire. Son visage, à présent, exprimait un étonnement joyeux. Pierre devinait que pendant bien des jours il avait attendu cette rencontre, qu'il éprouvait une joie profonde à se convaincre qu'elle se réalisait enfin, que Pierre était bien là, devant lui. Et en effet, de sa voix enfantine que l'émotion faisait vaciller, La Feuillée murmura :

— Te voilà donc... Ah ! enfin, tu es arrivé.

Debout l'un en face de l'autre, inconscients de l'endroit où ils se rejoignaient, ils avaient tous deux oublié la présence de Clamort et du nain.

— Tu te rappelles ? interrogea Séverin. Un soir, au bord de Mourches, je t'ai dit que j'étais ton ami, je t'ai parlé d'un jour qui viendrait.

— Oui, oui, dit Pierre, j'y ai souvent pensé.

— Le jour est venu, dit Séverin.

Il souriait, comme le soir où ils étaient assis dans le sable, alors que les premières étoiles commençaient à luire sur l'étang. Pierre croyait voir encore le pâle reflet de l'eau trembler sur le front de Séverin.

— Ce soir-là, reprit le piqueux, j'avais encore de la bourbe dans l'âme. J'avais été comme un homme égaré, un fou aveugle qui errait dans le jour. Toute cette bourbe remuait en moi depuis que j'avais failli. Mais ce soir-là déjà la paix commençait à venir ; il y avait des places qui redevenaient transparentes ; les nuages troubles retombaient au fond.

Comme Rose le matin même, il évoqua la scène violente qui les avait naguère déchirés. Il s'accusait durement, lui seul, se reprochait son égoïsme, et cette brutalité furieuse qui avait bien failli faire de lui un meurtrier. « Oui, il l'avait épiée quand elle revenait du chenil. Il avait eu la force abominable

de feindre, pour qu'elle l'accompagnât, la douceur et la tendresse. Mais toute sa chair n'était qu'une brûlure. Et pendant qu'ils allaient vers l'étang il la regardait devant lui, il la revoyait se glisser par le couloir de la sellerie, et ses épaules étaient secouées de grands tressauts. »

Il redit les injures dont il l'avait fait crier, de basses injures, les mots les plus dégradants : « Et pendant qu'il les lui jetait, il l'aimait plus ardemment encore : et ces mots le souffletaient lui-même, augmentaient sa fureur et sa folie de destruction. »

— ... La tuer, la jeter dans l'étang, voilà ce que j'ai voulu. Et moi aussi mourir, et que tout soit fini. Pendant longtemps j'ai regretté; ma grande misère a regretté l'instant où je l'ai quand même retenue. Mais il fallait que je me dise, au plus triste de mon abandon, que moi aussi, moi le premier, je l'avais abandonnée; que je comprenne, pourtant, qu'elle était partie par ma faute, que je l'avais condamnée à partir. C'est ça qui est la vérité, Pierre... Maintenant, tu vois, je peux te la dire. Et je suis prêt, je n'ai plus peur. Parce que ce soir-là, peut-être que tu te rappelles, j'avais peur. J'avais beau voir la peine qui vous atteignait par ma faute, j'avais peur. Le désespoir de la pauvre Pauline, la colère de Benoît, sa plainte à la gendarmerie, déjà les paroles contre vous qui commencent à courir le village, tout cet orage qui monte et qui va crever sur vos têtes, c'est bien la faute de La Feuillée. Mais, au lieu de l'avouer, il se tait et il se cache. Il accepte le silence du pays, même celui de sa victime : quand Rose refuse de le trahir, qu'elle répond des mensonges aux questions des gendarmes, il accepte, cet homme sans honneur; il respire mieux, il recommence à voir des gens, à se montrer dans les coupes de forêt, à serrer la main des bûcheux : Tiens donc, c'est ce gentil Séverin! Qu'est-ce que tu devenais, camarade?

« Alors voilà, Rose est partie. La Clamort, dans sa cour, chante des chansons infâmes; Pauline attend le soir pour courir chercher votre pain. Et les ouvriers du pays, l'un après l'autre, quittent tous l'atelier de Benoît. Est-ce que Benoît n'est pas l'ennemi de ce pays? Est-ce qu'on a jamais vu, ici, d'autre manière de débiter les grumes que celle de nos vieux scieurs de long? De creuser les sabots que celle de Jean Hugonin, fils d'Hugonin le sabotier? D'où viennent-ils, ces

Chambarcaud? On dit que le père travaillait dans une grande scierie de Briare, qu'il a voulu se rapprocher de la forêt, appliquer ses idées à pied d'œuvre, se faire ici le pionnier du progrès : ce sont de ses grands mots à lui, son orgueil va jusque là; mais ici, à Marcheloup, on n'aime pas ce langage glorieux. Et voyez ce qui arrive : sa fille s'est détournée, elle n'est pas la première. Les filles d'ici qui ont fauté, leurs parents ne vont pas le crier sur les toits. Mais Benoit Chambarcaud crie que sa fille est innocente : une des plus effrontées qu'on ait vues, avec ces yeux de perdition ! Et il court se plaindre à Gency, il met en branle tout un canton parce que sa fille a bronché. Et maintenant le scandale est chez nous : Benoit accuse et parle d'attentat, il nous oblige à nous défendre. Est-ce qu'il voudrait aussi qu'on change? Qu'on se plie à ses lubies maudites? S'il n'aime pas les gens que nous sommes, s'il pâtit de vivre avec nous, qu'il s'en aille avec sa famille. On ne l'a pas appelé, peut-être? Alors qu'il parte et qu'il nous débarrasse...

« Voilà ce que j'entends, mon Pierre. Je n'ai même pas besoin d'entendre : que j'aperçoive Cogneras ou Grellety dans leur orne, que je voie les bras du Sanglier et ceux de mon frère Pascal s'apparier pour manœuvrer la scie, cela m'en dit plus que des mots. Et même en moi... Il me semble, des fois, lorsque j'écoute battre mon sang, qu'il prend une voix et qu'il me dit des choses, les mêmes qui volent par le village et dans les coupes de la forêt. Qui parle en moi? C'est alors que la crainte me saisit, et j'accepte que le mal chemine, et je dis : Je n'y suis pour rien. Et je me dis aussi que maintenant le courant est trop fort; que, même si je voulais, je ne pourrais pas l'arrêter. Moi, La Feuillée, qu'est-ce que je suis? Rien du tout, un berlaud qui bâille à la lune, qui n'a même pas été capable de garder une fille qu'il aimait.

Il avait incliné le front, une rougeur lui montait au visage. Il reprit d'une voix lointaine, rêveuse et triste :

— Quand tu es sorti des marsaules, si j'avais pu, je me serais sauvé. Je savais que j'allais entendre ta voix, une autre voix... Et je ne voulais pas l'entendre. Toujours la peur, cette lâche fatigue, ce besoin de rester à l'écart. Mais il allait falloir l'écouter, te sentir trembler contre moi, de confiance et d'amitié. Comme tu as su me parler d'eux ! Ta voix toute seule dans le soir qui venait, toute cette tendresse pour eux dans ta voix,

un grand amour que je sentais, indigne, et qui me touchait malgré moi, qui me rouvrait le cœur malgré moi. Tu me disais : « Puisque tu crois qu'elle reviendra... » Nous étions là, sur le bord de l'étang. Il n'y avait plus de village, plus seulement la pensée d'un village, d'hommes qui ont leurs idées, leurs coutumes, qui obéissent au gardien de leur loi. L'étang qui était devant nous, je ne savais même plus si c'était Mourches, ou les Liesses, ou la Noue-Mazonne : c'était un bel étang du soir où les étoiles commençaient à briller. Et pareillement, les chênes que je voyais, pourquoi me serais-je dit : ce sont ceux du Crot aux Sablons, et là-bas ceux de la Binoche, quand ils étaient ainsi, tous et tous, de grands beaux arbres sous le ciel ?

Il tressaillit, et Pierre avec lui, tous deux surpris par la voix de Clamort, un appel bas et pressant :

— Chut, Séverin...

Se retournant, ils virent Balabout qui agitait vivement son bras. Il leur sembla qu'un frôlement, dehors, éraflait le crépi du mur. Le même dangereux silence que tout à l'heure pesa dans toute la maison.

— Quoi ? dit Séverin en haussant les sourcils.

Et Clamort, les traits altérés, répéta plus impérieusement :

— Chut, Séverin ! On a marché dans le pâtis.

— Ça m'est égal, Clamort. Pourquoi même fermer la porte ? Tous ceux d'ici peuvent m'entendre, s'ils veulent. Tout à l'heure j'oserai bien autre chose.

A ce moment le nain poussa un grognement guttural, déboula vers la porte et l'ouvrit. Presque aussitôt il cria vers Clamort :

— Je l'ai vue ! Elle a couru dans le pâtis, passé entre les maisons... Tout au bout du village, derrière Alusson et Sanglard... Pour sûr, elle allait chez Ferrague.

— Eh ! bien donc, dit Séverin en marchant vers le seuil, je l'aurai suivie de près.

III

Comme il arrivait devant les deux débits, il vit Pascal et le Sanglier sortir ensemble du passage. Le grand Pascal, apercevant son frère, s'arrêta court, chuchota quelques mots à l'oreille

de son compagnon. Ils continuèrent à marcher vers Séverin.

— Tu allais chez nous ? dit Pascal.

— Justement.

— Te voilà bien pressé ! intervint Cœurderoy. Entre donc un moment, j'ai soif.

Il poussait La Feuillée par l'épaule vers les marches du café Sanglard.

— Il fait lourd à sécher la salive : je ne serais pas étonné si on avait de l'orage ce soir.

— Possible, reconnut La Feuillée.

Il regarda son frère et demanda :

— Tu n'entres pas ?

L'ainé, plus haut que lui de toute la tête, cherchait une réponse laborieuse. Il avait les yeux gris bleu des Ferrague, mais enfoncés sous un front dur que les cheveux couvraient très bas ; une cloison courte et fauve, serrée comme de la mousse brûlée. De son effort, le sang lui vint aux joues. Il prit un air rogue et dit : « Non. »

La main du Sanglier revint toucher l'épaule de La Feuillée, le poussa de nouveau vers les marches.

— Eh bien ! petit ? Qu'est-ce que tu attends ?

La Feuillée résistait, suivait des yeux son frère qui s'éloignait.

— C'est lui qui est pressé, dit-il. Ça n'est point son pas d'habitude.

Enfin il descendit les marches, s'assit dans la salle basse en face du vieux scieur de long. Sanglard, le nez piqué comme une fraise mûre, leur servit une chopine de vin. Il paraissait surpris qu'on ne l'invitât point. Mais comme les deux buveurs persistaient à se taire, il s'écarta et disparut dans sa cuisine.

— Tout à l'heure, dit aussitôt Séverin, j'ai aperçu de loin Mérance. Il m'a semblé qu'elle sortait de chez nous. Puisque vous en sortiez aussi, Cœurderoy, vous pourrez peut-être me dire ce qu'elle y était venue faire.

Cœurderoy sursauta et battit des paupières.

— Qu'est-ce que tu inventes là, Séverin ! Mérance ? Non, elle n'est pas venue chez ton père. Ou alors, pas quand j'y étais.

— Elle est venue, reprit Séverin, pour lui dire que je me

suis rencontré tout à l'heure, chez Clamort, avec le fils de Benoit Chambarcaud. Ce que nous nous sommes dit, elle l'a peut-être mal entendu; mais, en tout cas, mon père va bientôt le savoir.

Avant que Cœurderoy eût pu répondre, Séverin se penchait sur la table, la bouche un peu tremblante, mais le regard planté bien droit dans les yeux du Sanglier

— Et Mérance, en passant sur la place, vous a dit que Ferrague vous mandait. Et vous m'avez retenu ici pour que Pascal aille chercher les autres, Hugonin et Lucien, n'est-ce pas? Parce que mon père l'a aussi ordonné. Ah! il veut qu'il y ait du monde? Eh bien! ça me fera plaisir. Mais vous... Ce que vous faites en ce moment... Non, Cœurderoy, ça n'est pas bien.

Le Sanglier, deux ou trois fois, tourna le cou sur ses épaules, souffla rudement, et tout à coup releva la tête :

— C'est bien toi que j'entends, Séverin? C'est toi qui me parles comme ça? Il faut que je te voie ici, devant mes yeux, pour être sûr que c'est bien toi. Ah! je ne croyais pas que tu avais tellement changé! Ne dis plus rien, tu n'es qu'un méchant gamin.

Ils demeurèrent assis l'un devant l'autre, désormais silencieux et hostiles. Le même pli d'amertume pinçait la bouche de Séverin. Il ne regardait plus le Sanglier, et pourtant ses yeux continuaient à briller de colère. Pascal à peine de retour, il fut debout et jeta :

— Allons-y!

Ce fut un homme déjà cabré qui entra chez le vieux Ferrague. A son premier regard, il reconnut ceux qui étaient là: son père assis à sa place habituelle, à ses côtés Lucien et Hugonin, et Grellety un peu plus loin.

— Assieds-toi, Cœurderoy, dit Ferrague. Et toi aussi, Pascal. Avec nous.

Le grand Pascal inclina la tête. Il vint seulement se placer derrière la chaise de son père, et resta là debout, regardant sombrement Séverin. Tous d'ailleurs le regardaient ainsi, le visage sévère et clos. Seul en face d'eux, il avait l'impression de comparaître devant un tribunal, comme un coupable qu'on allait juger. Alors toute sa fierté recommençait à échauffer son sang. Bien campé sur ses jambes, il soutenait tous ces regards

fixés sur lui, levait le front et se préparait à faire tête.

— Séverin, dit le vieux Ferrague, je t'ai mandé...

Aussitôt la colère le saisit. Sa voix, brève et vibrante, coupa la parole du père :

— Mandé ? dit-il. C'est de moi-même que je suis venu.

— Séverin ! gronda Pascal. Ah ! prends garde !

— Je t'ai mandé, reprit le vieux, pour que tu me dises devant eux si tu es encore un Ferrague. Depuis longtemps tu n'y songes pas assez. Et depuis quelques jours...

Pour la seconde fois, Séverin osa interrompre son père. Et de même que Ferrague il reprit à son dernier mot, comme si les paroles de tout autre eussent été vaines et négligeables.

— Je suis venu à vous, dit-il, comme à mon père et à mon chef, pour vous apprendre que je vais me marier, que mon choix est fait et marqué.

Il regarda encore, l'un après l'autre, tous ceux qui étaient devant lui : chacun personnellement put voir son sourire de bravade, sentir la flamme de sa volonté.

— Je ne me doutais pas, disait-il cependant, que nous aurions cette compagnie. Mais ceux que je vois là ne sont que parents ou amis : personne n'est de trop entre nous.

Ses yeux revinrent à ceux de Ferrague et perdirent leur éclat de colère. Ils étaient à présent toute prière et respect ; mais ils continuaient à briller d'une franchise fière, et ne se baissaient point sous les prunelles pâles du vieil homme.

Ferrague leva la main et demanda d'une voix très calme :

— Qui est-ce ?

— Je dis que c'est Rose Chambarcaud.

— Tu sais qu'on a mal parlé d'elle ?

— Je le sais.

— Qu'elle a été la femme d'un autre ?

— Oui.

— Et qu'elle porte l'enfant d'un autre ?

— Oui.

— Tu sais que ces gens-là ont refusé d'être avec nous ?

— Refusé ?... Vous dites « refusé » ?

— Je le dis : c'est la vérité.

Ils parlaient sans hausser le ton, dans le grand silence des autres. Leurs répliques se croisaient, serrées ; et sous les

paroles qu'ils disaient on sentait une vibration profonde, de plus en plus tendue et douloureuse.

— Alors ? dit lentement Ferrague.

— Alors je l'ai choisie, et mon choix est marqué.

— C'est ta dernière parole, Séverin ?

— Oui, père. C'est ma dernière parole.

Pascal cria encore, d'une voix furieuse et menaçante :

— Prends garde, Séverin, prends garde !

Mais Ferrague se retourna un peu, et le grand Pascal se tut. Le silence se fit plus lourd. Ils demeuraient tous immobiles, serrés les uns contre les autres, et Séverin seul en face d'eux. Le vieux Ferrague ne regardait plus son fils. Il méditait, la tête un peu penchée, ses gros sourcils lui cachaient les yeux. Enfin il releva la tête, son buste raide et droit appuyé au dossier de la chaise.

— Et moi, maintenant, je te dis non. Je te dis non devant eux qui sont là : c'est ma parole et c'est la leur.

Il attendit un peu, une fugitive rougeur colorant ses joues amaigries. Une tendresse embua son regard : Séverin s'en aperçut, faillit baisser les yeux. Mais Ferrague reprenait d'une voix nette et glacée :

— Eh bien ?

— C'est mon choix, répéta Séverin.

Il recula d'un pas, voyant que Cœurderoy et Grellety s'étaient levés. Sa colère, un moment contenue, se ranima plus haute et plus brûlante. Il fit face aux deux hommes avec un rire de mépris :

— Qu'est-ce que vous êtes ici, vous deux ? Les domestiques de mon père ? Ou ses chiens ? Et vous croyez que c'est assez de vous lever, de m'appuyer vos mains sur les épaules pour qu'aussitôt je plie les genoux ? N'approchez pas, je défends qu'on me touche.

Il n'avait pas achevé que le Sanglier le giflait, d'une telle force que le sang lui vint aux lèvres. Le visage de Ferrague avait repris sa pâleur habituelle. Un peu penché, il regardait.

Les deux bûcherons avaient saisi Séverin et cherchaient à le terrasser. Mais il se débattait contre eux, muet à présent, les dents serrées, avec une énergie désespérée. Alors Pascal s'avança à son tour : ses yeux fixes, presque sans regard, lui donnaient l'air d'un aveugle. Il tenait à la main une harte, une

longue tresse de bouleau qu'il balançait en marchant lourdement. Il s'abattit d'un bloc sur son frère, l'écrasa du poids de son grand corps. Séverin, sous la brutalité de l'attaque, ne put retenir un gémissement.

— Pascal ! appela le vieux Ferrague.

L'aîné se redressa un peu. Il dit aux autres, sans relâcher sa prise :

— Maintenez-le.

Et il se mit à ligoter son frère, serrant la hart, entrecroisant les tours avec soin. Séverin n'avait même plus une plainte. On entendait les trois hommes haleter. Hugonin, la main à sa longue moustache blonde, ne cessait de la tordre d'un mouvement machinal. Lucien, extrêmement pâle, ne quittait pas des yeux son père.

— C'est fini, dit enfin Pascal.

Et Ferrague, de sa voix nette :

— C'est bien. Vous pouvez l'emmener.

IV

Une heure plus tard, les autres étant partis, il restait seul avec Pascal dans la salle de la maison. La journée s'achevait dans une épaisse chaleur d'orage. Par la fenêtre grande ouverte, on voyait d'énormes nuées livides monter de l'ouest sur la forêt. Leur masse cachait le soleil, obscurcissait déjà les terres d'une pénombre crépusculaire. Mais leur faite, à la rive du ciel bleu, se lisérait d'une frange lumineuse, éblouissante et blanche comme une coulée de métal fondu.

Le vieux Ferrague était encore assis à sa place devant la table. Il respirait péniblement, les traits plus creux, les prunelles perdues dans le vague. Son attitude avouait la souffrance et l'épuisement. Il dit très bas, entre deux halénées :

— Va écouter.

Pascal marcha vers la trappe de la cave, la souleva sans bruit et descendit quatre ou cinq marches.

— Tu n'entends rien ?

— Non, père.

— Il était tout à fait calmé ?

— Puisque nous l'avons délié.

— Et il n'a plus rien dit ?

— Plus rien. Il s'est jeté sur la couchette et il s'est tourné vers le mur.

Pascal avait refermé la trappe. Il allait et venait à travers la maison, versait l'eau dans la casse, allumait la flambée qui chaufferait le repas du soir. De temps en temps, lorsqu'il passait derrière Ferrague, il le regardait soucieusement ; et ses petits yeux ternes se mettaient alors à briller d'une vénération idolâtre. Ferrague demanda encore :

— Tu crois qu'il ne criera plus ?

— Père, dit Pascal, vous savez bien que, même s'il criait, personne ne pourrait l'entendre. La seconde cave, à cause de la pente, est à dix mètres sous la forêt. Quand nous étions gamins, Lucien et moi, combien de fois avons-nous joué ce jeu ! Lucien montait là-haut, près du foyard où est le trou de la cheminée d'air. De la cave, j'entendais toutes ses paroles, même s'il les disait tout bas. Mais j'avais beau donner ma pleine voix, il ne pouvait m'entendre qu'en collant son oreille à la grille.

Rarement Pascal avait dit tant de mots à la suite. La prostration où il voyait Ferrague le tourmentait d'une inquiétude qui le jetait en désarroi. Que son père pût faiblir et l'interroger ainsi, lui Pascal, c'était une chose inconcevable dont sa propre force chancelait. Mais Ferrague haussa les épaules, tourna vers lui un regard dur :

— Qu'as-tu compris ? Je n'ai tourment de personne, tu le sais.

Ses prunelles s'évaguèrent de nouveau ; il ajouta comme pour soi-même :

— ... Que de lui.

Alors Pascal reprit un peu d'aplomb. Il dit avec rudesse, en serrant ses énormes poings :

— Il a failli. Ce que vous avez fait est juste.

Et Ferrague réfléchit en silence, et dit enfin :

— Tu as raison, fils.

Pascal avait repris ses allées et venues. Il secoua la bourrée pour aviver la flamme, pela des légumes sur l'évier. Le jour avait baissé encore. Maintenant la nuée d'orage bouchait le cadre de la fenêtre. De loin en loin, sur l'horizon du sud, vibrait la lueur mauve d'un éclair.

— Il le fallait, poursuivit Ferrague. Parce que Chambar-

caud doit partir avec les siens. Cet homme a de mauvaises idées. Notre pays, s'il continuait d'y vivre, souffrirait par lui grand dommage.

Il parlait très lentement, cherchant ses mots et regardant loin devant lui.

— Vois-tu ça? reprit-il, les yeux toujours fixés au loin, une vie changée de tout en tout, jusque dans le cœur des familles. D'abord la fin de notre amitié pour le travail que nous faisons, plus de fierté d'abattre mieux, d'ébrancher mieux, de gouverner la scie plus droit, d'orner une paire de fins sabots qu'on a creusés à la peine de ses mains. Les meilleurs seront pareils aux autres, considérés de même, payés de même; et leur fierté les abandonnera. Et petit à petit tous ceux d'ici deviendront des hommes sans fierté, serviteurs de machines dans l'atelier d'un seul, une usine qui se nourrira du village, et qui vivra de lui jusqu'à lui retirer son âme. Vois-tu ça? Au bout de notre rue, par cette fenêtre que voici, nous n'aurions plus qu'à regarder grandir l'atelier des Chambarcaud. Je pense à ce Benoit, mais aussi à son garçon, plus dur et plus voulant mille fois, à ce petit qui deviendra un chef, un mauvais chef.

« Parce que je vais te l'apprendre : même s'il croit qu'il pense au village, à notre bien, il n'en aura point de souci. Le bien de ce village, il ne peut savoir ce que c'est. De plus en plus il ne pensera qu'à lui, à son usine; et quand il parlera de nous, il dira : « Mes ouvriers. » Alors je dis que ce sera un mauvais chef, un maître d'ouvriers, mais pas un bon maintenant d'hommes.

« Car forcément, un jour ou l'autre, il n'aura que des ouvriers; des équipes de passants qui se vaudront l'une l'autre; et si le maître veut, il pourra changer ses équipes, l'une à la place de l'autre si c'est son intérêt de maître. Alors, Pascal, que devient le village?

« Que Benoit Chambarcaud et son fils accomplissent ici ce qu'ils veulent, ce ne sera que mélange et désordre : une halle à marché de la ville, grande ouverte à ses deux bouts, où l'on circule avec des idées de monnaie, dans une foule qui n'a point de nom. C'est ça que nous verrions, Pascal, et pis encore, une fois que nos anciennes familles auraient oublié leur passé. De l'argent? Personne, chez nous, n'est jamais mort de faim. Ce souci d'argent et de paie sécherait le cœur de nos enfants. Ils

en viendraient à rire de notre pauvreté, à nous renier sans souffrance et sans honte, ou peut-être à rougir par crainte de nous ressembler.

« Qu'est-ce que ça nous fait de partir, si on nous paie mieux ailleurs? Et ici on s'embête, c'est trop loin, on est perdu dans la forêt. » Voilà ce qu'ils diraient, Pascal. Et tu en verrais s'en aller, et d'autres venir pour un an, deux ans, ici comme n'importe où ailleurs, à l'usine Chambarcaud et non pas à Marcheloup, puisque notre pauvre pays s'est ainsi laissé ouvrir, et que n'importe qui le traverse et le foule aux pieds. « Une autre vie, plus animée! » J'ai entendu la voix de ce garçon, il a trahi son rêve devant moi. Il m'a montré notre pays changé, avec d'autres maisons que celles-ci, des maisons neuves, et du bruit dans les rues. Ce n'était pas seulement sa jeunesse qui faisait sonner ses paroles, mais une fièvre qui courait dans son sang, une fièvre mauvaise et dangereuse, parce qu'elle touche les autres et les brûle.

« Alors, Pascal, il fallait condamner, écarter de nous ce danger. Ces hommes-là sont comme une maladie. Et moi, Ferrague, qui aime notre vieux pays, qui veut le garder en santé, je dois reconnaître ces hommes pour les écarter de lui. Et je dois me montrer plus dur si je n'ai pas de mépris pour eux, si mes yeux reconnaissent qu'ils sont honnêtes et droits, dignes de mon estime et même de mon amitié.

L'orage tournait autour de la clairière. Il faisait à présent si sombre que Pascal distinguait à peine le visage du vieux Ferrague. Mais souvent, à la lueur d'un éclair, ce visage surgissait hors de l'ombre, semblait s'illuminer d'une pâleur presque immatérielle. A chaque instant le tonnerre éclatait, par grands éclats brisants et terribles, dont ils ne tressaillaient pas plus que du craquement d'un rouvre qui s'abat. Mais alors ils songeaient ensemble : « Celui-là est sur les Arravis... Celui-là est au Chat sauvage... Et cet autre au pré de Saint-Gengoult, là où la fille de Cœurderoy a été tuée par le feu du ciel en ramenant une vache affolée. »

— Séverin... reprit Ferrague. Ce malheureux enfant aussi, je sais qu'il aurait fait du mal. Séverin, je te le dis, Pascal, ce n'est pas un homme d'ici; pas plus d'ici, de ce coin de forêt, que d'une autre forêt où il pourrait se perdre sous les arbres. C'est un homme qui se laisse traverser, qui abandonne sa

place parmi ceux de son clan, à l'heure où tous doivent se serrer, chaque épaule accolant une épaule. Que passe une fille, et il la suit. Qu'un enfant au cœur chaud l'appelle, il se laisse traverser par la chaleur de son appel, et il le suit, abandonnant sa place. Voilà ce qu'est Séverin : lui aussi un homme au cœur brûlant, pour qui la loi n'est rien si son cœur est contre la loi. Et tout le monde l'aimait ici ; et à cause de cela il était encore plus dangereux... Dis, Pascal, qu'est-ce que je devais faire ?

— Ce que vous avez fait, dit Pascal.

Et Ferragne, avec lassitude :

— Pourtant, si j'ai levé la main vers Grellety et le Sanglier, ce n'était pas comme un père qui punit. Séverin, tu sais, c'est quand même mon petit. Et me voilà bien vieux, Pascal.

— Vous êtes le chef, dit le grand bûcheron. Et vous savez des choses que nous ne pouvons pas savoir. Nous autres, nous devons obéir.

Ils se turent, tous deux ensevelis dans l'ombre. L'orage s'éloignait, suivi d'une trainée de pluie qui fouettait les vitres nues. Le vent sifflait par courtes rafales, des hargnes brusques, qui retombaient soudain. Mais dans leurs intervalles ils entendaient une grande rumeur, une voix lourde et puissante qui semblait naître de la forêt et de toutes parts entourait le village. Une clarté d'aigue-marine, faible et déjà mourante, mais d'une limpidité merveilleuse, reflua jusqu'à la fenêtre. Le chant vif d'une fauvette babillarde gouttait derrière la maison.

Pascal s'était levé, remontait la marmite bouillante de quelques crans de crémaillère, mottelait un meulon de braises rouges pour y poser une casserole de lait. Comme tout à l'heure, il regardait Ferragne chaque fois qu'il passait derrière lui, s'arrêtait un instant, respirait comme s'il allait parler. Tout à coup il se décida ; il dit d'une voix toute changée, presque enfantine :

— Qui oserait vous juger, père ? Maintes fois des garçons de chez nous ont épousé des femmes d'autres communes. La mienne était d'Ingrandes ; celle de Boutin est une fille de Corcamp ; celle de Sanglard, son père était garde aux Huit-Routes. Et pour elles toutes vous avez consenti, et vous avez même dit : « C'est bien. » Et d'autres fois encore, vous

connaissiez que le garçon n'aurait pas été le premier, et quand même vous disiez : « C'est bien. » Mais quand Grellety a dépéri d'amour pour cette fille de mariniers, vous lui avez dit non, et Grellety vous a obéi. Et il l'aimait assez pour que son cœur n'ait plus parlé : et pourtant, il vous a obéi.

Ferrague gardait le silence. Pascal reprit au bout d'un moment :

— Notre conduite est dans vos mains. Celui qui voit montre la route et choisit librement le chemin.

Il tressaillit : son père venait de se lever. Debout contre la table, une main appuyée sur le bord, Ferrague dit avec force :

— J'ai bien fait. Quand j'écoute une Mérance Clamort, quand je la laisse entrer et revenir dans ma maison, qui croirait que j'agis par amitié pour elle ? Si sa bêtise a pu le croire, je désire le moment où je pourrai la rejeter, la repousser enfin à sa place. Ma crainte d'être mal jugé, quelles que puissent être mes actions, je n'ai pas le droit d'y céder. Mon chagrin à rester sans pitié, je n'en dois confidence à personne. Si Séverin était resté libre, s'il était devenu le gendre des Chambarcaud, il m'aurait contrarié dans ma tâche, et je serais peut-être mort avant que Benoit et son fils soient partis de Marcheloup. Alors, il a fallu... C'était le mieux, Pascal... jusqu'à ce qu'ils s'en aillent au loin, jusqu'à ce que je les aie vus s'en aller.

— Ils s'en iront, père, dit Pascal. Nous restons à votre côté.

La pâle clarté du crépuscule s'évanouissait à la fenêtre. Mais la nuit qui montait des terres s'annonçait transparente et paisible. L'orage avait lavé le ciel. Il était à présent très loin ; mais les arbres restaient émus de son passage, et la forêt continuait à bruire d'une rumeur égale et chantante.

Ferrague écoutait cette rumeur, sentait monter la paix de la nuit. Toujours debout contre la table, il paraissait doucement s'enfoncer dans une rêverie sereine et profonde, une grande clairière de souvenirs où chaque pas entraînait un pas, de plus en plus loin dans les âges. Il avait baissé ses paupières, sa voix était bien celle d'un rêve, un murmure qui coulait de ses lèvres comme s'il eût sommeillé à demi.

Il disait la longue vie du village, depuis les temps où le champ des morts n'avait, pour le défendre, qu'une haie folle ravagée par les sangliers ; où l'église n'existait pas encore, ni

la mairie, ni la maison d'école : et la cloche qui sonnait les offices, les baptêmes et les glas, les tocsins des orages ou des guerres, était pendue dans une fourche de branches, sous les feuilles d'un grand chêne que son père avait abattu. Il évoquait des choses fabuleusement lointaines, qui se rapprochaient tout à coup, redevenaient vivantes comme si elles eussent été d'hier. Quand le bourg de Gency avait voulu ouvrir marché, un Ferrague déjà s'y était opposé, disant que ceux de Marcheloup seraient attirés au dehors, et que cela ne valait rien. Et le même Ferrague avait obtenu pour eux l'octroi d'un débit de tabac ; et c'était le grand-père de Sanglard qui pesait les décimes « à fumer », dans la balance de corne blonde où Basilice Sanglard les pesait encore aujourd'hui.

Ainsi, à chaque fait d'à présent, Ferrague liait un souvenir. Il y avait des moments noirs, des sécheresses où la provende manquait, où les gens se privaient eux-mêmes pour la vache et pour le cheval ; des passages de loups dans la neige, de grands vols de canards sauvages qui s'abattaient dans les jeunes avoines, des hardes de cent bêtes qui sortaient de la forêt et dévastaient les cultures en une nuit. Mais revenaient des récoltes meilleures, de bons prix à l'embauche des bûcheux, un garde-vente qui fermait les yeux quand les souches du rasage étaient plus longues qu'il n'eût fallu. Alors le vieux Ferrague souriait, et sa voix continuait son murmure, plus gaie, plus triste, ainsi que passent et s'enchainent les saisons.

Et cependant un roi mourait, un autre partait pour l'exil. Il y avait une révolution au loin, et l'on apprenait un matin que l'on était en république. Mais déjà le conseil prêtait serment à l'empereur des Français ; et les Prussiens touchaient à la forêt, un hiver de grand froid où les pins avaient gelé à mort. Le village avait continué, la république était revenue, tandis que les bûcheux rentraient au bois quand se calme la sève, marquaient chacun le pourtour de son orne, et commençaient à lancer la cognée.

Pascal, ayant allumé la chandelle, alla vers la fenêtre pour fermer les contrevents. Ferrague parut s'éveiller, ses yeux brillèrent d'un sourire de jeunesse :

— Dis, Pascal, sais-tu pourquoi nos gars de Marcheloup, s'ils rencontrent dans une assemblée des jeunes gars de Saint-

Liphard, leur tombent dessus comme chiens sur lièvres?

— Parce qu'ils sont de Saint-Liphard, dit Pascal.

— C'est bonne réponse, dit Ferrague. Un jour, pourtant, je te conterai l'histoire du bateau chargé de farine, que ceux de Saint-Liphard, ayant faim, pillèrent jusqu'à la dernière balle : et ils soutinrent mensongèrement que des hommes de chez nous les avaient accompagnés. Il y a de ça si longtemps que personne ne s'en souvient ; mais nos gars cognent toujours et cogneront sur les menteurs de Saint-Liphard.

— Comme sur ceux de Corcamps, dit Pascal.

— Pourquoi? redemanda Ferrague avec le même vivant sourire.

Et Pascal fit la même réponse :

— Parce qu'ils sont gars de Corcamps.

— Un autre jour, Pascal, je te conterai la partie de *bordée* (1) qui entraîna la première bataille. Ça se passait sur les Arravis, dans l'enceinte de la Triballe. Le coup était douteux, mais c'est nous qui avions gagné.

Pascal venait d'ouvrir la fenêtre ; il se penchait pour tirer le volet : Ferrague l'arrêta de la main.

— Attends un peu.

Il s'approcha de l'embrasure et respira longuement la nuit, son odeur d'herbe et de feuillages mouillés. Le ciel sans lune était criblé d'étoiles, un semis de clartés frémissantes qui permettait de distinguer la ligne sombre de la forêt, et, plus pâle dans ce cercle d'arbres, l'enclave étroite où dormaient les maisons.

Pascal, debout derrière lui, se retenait de faire un geste.

V

De grosses pluies, à la fin de novembre, avaient tellement gonflé le ru, que Benoit Chambarcaud avait pu remettre la roue en marche. Et depuis qu'elle tournait, on ne le voyait plus à la maison que juste le temps des repas : la dernière bouchée avalée, il retournait à l'atelier.

S'il arrivait, à ces moments, que Pauline se montrât inquiète, lui recommandât la prudence, il haussait les épaules ou entraînait en fureur :

(1) Jeu de bûcherons, qui rappelle celui du cochonnet.

— Ah! qu'on me laisse! criait-il. Puisque je suis abandonné de tous, puisque ma femme et mes enfants doutent de moi, je ne leur demande plus que la paix. Est-ce trop encore? Est-il écrit qu'à mon propre foyer je serai persécuté?

Il parlait en claquant la porte. Pauline, courageusement, se levait, retenant ses larmes, rangeait hâtivement le ménage, enfin, à l'instant de sortir et d'aller jusqu'à Saint-Liphard, s'enveloppait les épaules et la tête dans son grand fichu de laine noire.

Ce matin-là, avant de quitter la maison, elle vint à Pierre et l'embrassa :

— Mon petit, ne fais plus ces yeux... C'est ta maman qui te le demande.

Pierre eut une crispation du front; sa poitrine se souleva fortement: il parvint à sourire, d'un pauvre sourire douloureux, et brusquement se détourna. Alors Pauline retira son fichu :

— J'ai bien le temps, dit-elle. Veux-tu que nous causions un peu, Pierrot?

Il fit oui, de la tête : il sentait que s'il avait parlé, il n'aurait pas pu contenir le sanglot qui montait à sa gorge. Pauline attendait sans rien dire. Il se rendait bien compte de la violence qu'elle se faisait pour garder un visage paisible. Mais comme elle était fatiguée! Comme elle avait changé pendant les derniers mois! A quarante ans à peine, dans sa robe noire à gros plis, elle semblait presque une vieille femme. Tout d'un coup, sous les yeux de Pierre, elle devenait vraiment une vieille femme, un peu courbée, et dont les cheveux grisonnaient. Ses joues, hier fermes et rondes, s'affaissaient, lasses aussi, en creusant aux coins de sa bouche de grands plis navrants d'amertume; et elles s'étaient décolorées, non plus du brun chaleureux qu'elles avaient, mais d'un brun terne, maladif, une couleur pauvre, de misère et de privations. Ses lèvres étaient toutes fanées; ses yeux seulement gardaient une lumière de vaillance, ses beaux yeux aux prunelles dorées qu'elle contraignait maintenant à sourire.

— Maman! maman! se mit à crier Pierre.

Il frissonnait, tout pâle, bouleversé de tendresse et déjà de colère, de révolte contre leur destinée.

— Je ne peux plus! Il faut que ça finisse! Vous voir comme ça... La vie que vous menez...

Il s'était mis à marcher par la salle, frappant le carrelage du sabot et martelant l'air de ses poings. Pauline, une fois de plus, s'alarmait de voir monter en lui, brusque et sauvage, un de ces accès de violence qui le défiguraient à ses yeux : elle avait peine à reconnaître son petit en cet homme emporté, frénétique, dont la colère faisait trembler les muscles. Mais ce matin elle aimait mieux le voir ainsi, qu'emmuré dans un songe farouche, les poings aux tempes et le regard fixe.

— Une lieue quatre fois le jour, dans la forêt par tous les temps. Et maintenant voilà l'hiver, des chemins détrempés, ravinés... Quand vous partez le soir du château, il fait nuit noire... c'est inhumain, je ne peux plus.

Il se jeta aux pieds de sa mère, à genoux, lui entoura les jambes de ses bras. Et Pauline prit sa tête dans ses paumes, l'attira contre sa poitrine et se mit à le bercer doucement. Il pleurait. Il lui disait :

— Quand vous rentrez, vos pauvres pieds boueux... Hier soir, il avait tant plu que votre châle avait déteint, de grosses gouttes noires vous coulaient sur les joues... Et il faut accepter avec ce cœur trop serré, ce poids qui pèse plus lourd, qui étouffe. Et tout de suite au travail, parce qu'à la maison aussi il y a tant à faire, n'est-ce pas ? Et sourire quand même au père, à nous deux, cacher votre chagrin à vous... Et quand je dis : « Je vais vous aider », votre sourire encore, votre voix : « Mon petit, tu es fatigué. »

— Allons, allons... disait Pauline.

— Maman, je vous demande pardon. Si nous vous avions écoutée... Si moi-même...

Il se raidit de tout son corps, comme s'il allait se relever d'un bond. Mais Pauline devina qu'il voulait rester contre elle, qu'il se sentait ainsi mieux protégé contre un retour de souffrance mauvaise, capable ainsi de songer à leurs peines sans être aussitôt emporté par une nouvelle rafale de fureur. Sa tête s'abandonna. Elle se reprit à le bercer, faisant plus douce et plus ferme à la fois la tiède caresse de ses paumes lorsqu'il recommençait à trembler.

Pierre songeait que le vieux Ferrague était à présent le seul maître. Depuis qu'il avait réussi à éloigner Séverin, l'espoir même s'en était allé. Ce départ, cette fuite de Séverin... C'avait été le premier coup, le plus dur, déjà décisif. D'abord

une stupeur incrédule, un refus devant l'évidence. Mais à mesure que les jours passaient, il avait pourtant fallu croire : l'évidence s'imposait peu à peu, nette et dure, une vérité qui voulait être crue comme un homme eût pu le vouloir, et qui prenait les traits immobiles, les yeux pâles du vieux Ferrague.

Un coup de force contre Séverin ? Pourquoi ? Il a suffi que Ferrague le regarde et que son fils comprenne sa volonté. Qu'il soit parti le cœur déchiré, cela n'empêche qu'il soit parti. S'il a pleuré, Pierre méprise de telles larmes ; il a honte de penser à Séverin, le souvenir qu'il garde de lui s'avilit de sa rancœur présente. Certains jours, il voudrait le châtier, aller le retrouver là-bas, à Tronçais, pour lui crier le mal qu'il a fait : Rose est folle, si c'est une folie de rester gaie en de telles traverses, de sourire à des rêves avec un visage de bonheur, de ne pas même voir la fatigue de leur mère, de rester au pâtis, tout le jour, derrière les chèvres, au lieu de travailler à la maison ; et là de parler à mi-voix comme si Séverin était encore près d'elle, ou de chanter des chansons tendres. Cet amour... Oui, Rose est folle. Ne sent-elle pas une autre vie en elle ? Ne voit-elle pas son visage taché, comme des marques de honte qui lui marbrent maintenant le front ? Elle pense tant à Séverin, si fort, si constamment, qu'elle en vient à lui ressembler. Quand elle regarde un trou bleu dans les nuages, quand un roitelet pépie sous le roncier, son sourire est le même que celui de Séverin. Alors Pierre doit lutter encore contre sa fureur qui bouillonne, se retenir de marcher sur Rose et de l'éveiller brutalement : « Malheureuse ! Reviens à toi, à nous. Chasse-le de ta pensée, puisque tu ne le verras plus. Il est pareil aux autres ; il t'a oubliée, comme Sauterbois. » Et il s'acharnerait jusqu'à ce que Rose le crût ; il lui criait que son Séverin était parti, parti, tenté par une place meilleure, comme M. Marcenac était parti au mois d'octobre pour une commune plus importante.

A quoi bon ? Rose ne le croirait jamais, pas même s'il parlait des lettres que Séverin avait envoyées de là-bas, deux ou trois fois, et que Ferrague avait montrées à plusieurs personnes du village. Elle répondrait sans doute que Séverin savait à peine écrire, peut-être même que ces lettres étaient fausses ; et qu'en tout cas Séverin lui reviendrait, que quelque chose le

lui disait. « Quelque chose »... Des idées de folle. Une telle confiance était d'une insensée.

Elle était bien la fille de Benoît, lui aussi vivant dans un rêve, aveugle à leur détresse, à la vie harassante que s'imposait sa femme pour écarter de leur triste foyer, encore un peu, jusqu'au bout de ses forces, la misère qui les menaçait.

Mais lui-même, Pierre... N'était-il pas semblable à Benoît et à Rose, lui aussi une sorte de fou, un possédé ? Puisque les hommes de Marcheloup ne supporteraient pas qu'il bûcheronnât dans leurs ventes de travail, que ne se louait-il ailleurs, à Ingrandes où à Corcamp ? La forêt était assez vaste pour qu'il y employât ses bras. Mais il voulait rester ici, à Marcheloup ; il lui eût été impossible de s'éloigner seulement quelques jours, de paraître, même à demi, même momentanément, capituler. Alors, autant que son père et sa sœur, il était fou ; il avait part comme eux à l'épuisement où il voyait sa mère, il était responsable de cette vie qui la tuait.

Il continuait ainsi de songer, réfugié contre sa robe. Sa tristesse était plus calme, — il ne frissonnait plus de rage à se rappeler ce qui s'était passé, à parcourir presque jour par jour l'affreux chemin qui les avait amenés au point où ils étaient maintenant. Les faits dont il se souvenait, l'enchaînement de ces faits entre eux, il y sentait la rigueur d'évidence qui l'avait obligé de croire à la fuite de La Feuillée. Tout devait arriver de ce qui était arrivé : le village s'était clos, replié sur lui-même, les avait tranquillement, implacablement repoussés. Et sûrement c'était toujours Ferrague qui voulait et qui ordonnait.

Hugonin et le Sanglier avaient été condamnés à payer une forte indemnité pour le saccage de l'atelier. Et aussitôt ils avaient payé. Benoît s'était fait un scrupule de reverser l'argent à M. de Besombes, qui avait remplacé les machines et appelé les ouvriers de Portvieux. La roue avait tourné quelques semaines. Pierre était là : comme il s'y était attendu, on l'avait renvoyé du lycée. Par M. Marcenac, il avait su « qu'une demande de renseignements était venue à la mairie, et qu'il y avait été répondu dans un sens défavorable ». Il avait haussé les épaules : cela encore, il s'y attendait. La roue tournait ; il travaillait avec passion, dans une fièvre de bataille. Le cri strident de la circulaire, les coups de bras de la battante, régu-

liers,
de ta
blond
laissa
Ma
des h
vation
décid
Ni B
ruisse
O
des t
l'atel
canar
Mais
de n
craqu
T
Mais
envo
tage,
parce
trava
lima
prom
gâch
essa
spas
goup
écla
visa
lait,
I
pre
C'é
plai
Cha
vite
ble

liers, rapides, puissants, le glissement des courroies, l'odeur de tan qui jaillissait des grumes avec les gerbes de sciure blonde, la grande trépidation qui secouait l'atelier, il s'en laissait assez griser pour oublier tout souci du lendemain.

Mais un jour de juillet, on avait vu en amont du moulin des hommes creuser le long du ruisseau des canaux de dérivation. Les prés souffraient de la sécheresse : le conseil avait décidé d'utiliser au profit de tous le courant qui les traversait. Ni Benoit, ni M. de Besombes n'avaient pu empêcher que le ruisseau fût presque tari et que la grande roue s'arrêtât.

On avait plaidé encore, cette fois contre la commune, avec des alternatives de succès et de déceptions. Les ouvriers de l'atelier avaient posé des empellements de fer à l'amorce des canaux, le ru s'était remis à couler, les machines à trépider. Mais une nuit les pelles disparaissaient, et toute l'eau fuyait de nouveau : Benoit, en arrivant à l'aube, voyait la vase déjà craquelée au fond du bief de retenue.

Travailler en de telles conditions eût découragé quiconque. Mais Chambarcaud était soutenu par la pensée de sa machine, envoûté par elle à ce point qu'il en venait, chaque jour davantage, à se désintéresser du reste. Il ne quittait plus le bâti, ne parcourait même plus l'atelier pour surveiller et diriger le travail des compagnons. Sous la clarté de la verrière, il limait le profil d'un outil, affûtait un tranchant à la meule, promenait un niveau sur le massif cadre de chêne. Et il gâchait encore des quantités de bois énormes, multipliant les essais tout le jour, embrayant avec un battement de cœur, un spasme d'anxiété joyeuse, puis se penchant tout près des gouges d'acier en action, dangereusement près. Souvent des éclats de bois, projetés avec violence, l'atteignaient en plein visage. Alors, du bout des doigts, il essuyait son sang qui perlait, et continuait à regarder.

En septembre, un des hommes de Portvieux s'était « fait prendre » à la circulaire : il avait eu trois doigts tranchés net. C'était à ce moment que M. de Besombes avait commencé à se plaindre, à perdre toute sa foi dans la machine de Benoit Chambarcaud.

Cette foi n'avait jamais dû être bien robuste, on en eut trop vite la preuve. Il y eut un autre accident, où personne ne fut blessé, mais qui effraya les compagnons plus que la mutila-

tion de leur camarade. Un matin, Benoit venait d'abaisser le levier pour attaquer une forme à creuser. Dès que la cuiller toucha le bois, elle se mit à vibrer avec un claquement saccadé, si étrange et si fort que Pierre tourna la tête en criant à son père : « Arrêtez ! » Mais il était déjà trop tard : la tige d'acier venait d'éclater, volait en flèche bleuâtre le long des bancs de scie. Elle frôla le visage des hommes avec un ronflement de guêpe, et s'enfonça dans un amas de sciure, à l'autre bout de l'atelier. Le jour même, les hommes de Portvieux s'en allaient.

M. de Besombes vint le lendemain à la maison, et dit avec sécheresse qu'il ne les remplacerait pas. « Il avait fait ce qu'il avait pu. Maintenant, il en avait assez ; il était d'ailleurs excédé de ces chicanes interminables, de ces constats d'huissier, de ces assignations. Il y avait tout avantage à se montrer accommodant, à composer avec les villageois. L'intransigeance, l'obstination n'étaient plus désormais de saison : que Chambarcaud voulût y réfléchir. »

Benoît, ainsi tancé, l'avait pris d'aussi haut que M. de Besombes. Il répondit non moins sèchement. En vain Pauline l'avait-elle adjuré du regard : ses yeux, pleins de détresse et de supplication, n'avaient pas eu raison de son emportement. Quand M. de Besombes était parti, ils avaient tous senti le poids terrible de leur solitude. Rose elle-même était triste et serrait peureusement les épaules.

Depuis... Ils n'avaient même pas su se rapprocher les uns des autres, se réchauffer en s'aimant davantage. Pauline était la seule qui eût gardé des yeux clairvoyants, la seule qui pût encore avoir le vrai courage de renoncer, de quitter à temps le pays, et de bâtir ailleurs une autre vie que l'on pût vivre.

Elle avait un plus grand courage, qui était de rester ici pour eux, tout en connaissant leur folie. Elle ne parlait même plus de s'en aller. Elle leur mentait avec une tendresse héroïque. Et ce matin, elle était restée. Elle avait demandé à Pierre « de ne plus faire ces yeux-là... » Elle l'avait bercé contre elle, en murmurant doucement, une fois de plus, « que l'on pouvait vivre quand même ». Et Pierre, dans la tiédeur de son étreinte, avait gardé la force de redescendre, les yeux ouverts, la pente où ils avaient glissé.

Il se disait, songeant à des souvenirs d'internat, que le village les avait mis en quarantaine, que des brimades ou des

attaques directes eussent été moins pénibles que l'isolement où ils étaient bloqués. Un seul être, à Marcheloup, avait gardé pour eux un visage humain et sensible : le curé, M. Demeillers. En fait, ils ne vivaient plus que par lui. C'était lui qui avait obtenu pour Pauline, au château de Saint-Liphard, des « journées » régulières qu'on lui payait vingt centimes l'heure ; qui avait réussi, à force d'autorité cordiale, à faire fléchir la rancune de Benoît, à emporter son consentement. Et c'était encore lui, si pauvre, qui avait demandé à Pierre de venir au presbytère, de cultiver son jardin à sa place, « à présent qu'il devenait vieux ».

Oui, en effet, on vivait quand même : en acceptant que M. Demeillers prit sur son nécessaire pour qu'ils ne mourussent pas de faim ; en acceptant aussi que leur mère fit chaque jour quatre lieues dans la forêt d'hiver, et se tuât lentement de fatigue. Et pas une éclaircie devant eux, rien que ce morne écoulement des jours où la patience même était vaine, puisque le seul recours concevable était de s'en aller d'ici, et qu'il ne voulait pas, qu'il ne voudrait jamais s'en aller.

VI

En février, Pauline dut s'aliter. Elle avait pris froid un soir, en traversant le creux de Mourches. Et le lendemain matin, quand elle avait voulu se lever, une faiblesse l'avait étourdie, et aussitôt elle s'était mise à grelotter de fièvre.

Benoît l'avait prise dans ses bras. Ses gros yeux l'avaient regardée, un peu brumeux encore comme au sortir d'un songe. Il avait dit d'une voix qui tremblait :

— Mais... Mais tu es malade, ma pauvre femme !

Et il l'avait reportée dans son lit. Pierre avait couru à Gency pour ramener le docteur Andreau. Celui-ci n'avait pas caché la vérité : Pauline avait une congestion pulmonaire, d'autant plus alarmante qu'elle était d'avance affaiblie.

Le médecin était encore là quand M. Demeillers était venu. Presque chaque jour, il passait ainsi à la maison, juste avant le départ de Pauline. Il arrivait, le visage rouge et les yeux clairs, sa couronne de cheveux moussant autour de sa barrette. Dès la porte, il lançait d'une voix cordiale et sonore :

— Eh bien ! clampin, tu n'y penses plus ? Il faut que je vienne te chercher ?

Mais avant de partir, il tirait de sous sa pèlerine une tranche de sanglier salé, quelquefois un lapin encore tiède. Alors il murmurait, avec une feinte terreur que démentait la gaieté de ses yeux :

— Ne le dites pas, surtout : il est à monsieur le marquis.

Quand il vit le docteur Andreau, et devant lui, sur l'oreiller, le visage fiévreux de Pauline, ses yeux perdirent leur gaieté. Le docteur s'était retourné. Il aperçut le prêtre et dit sur un ton de colère :

— Vous trouvez qu'il fait chaud, ici ? Tout le long de la rue, derrière chaque maison, j'ai vu des tas de bois hauts comme ça. Ici, la cheminée est vide.

Le curé eut un geste désolé. Benoit répondit avant lui, les yeux sombres :

— Demandez à Lucien Ferrague, ou plutôt au vieux, à son père. Je suis propriétaire, monsieur, moins d'un arpent de rouches derrière mon atelier. Mais comme propriétaire, la mairie refuse de m'admettre sur sa liste de permissionnaires : ni le droit à la vaine pâture, ni le droit au bois mort en forêt. Alors, vous le voyez, la cheminée est vide.

Rose sortait de sa chambre, toute blêmie par le grand froid.

— Et cette petite, poursuivit le docteur, vous trouvez qu'elle a bonne mine ? Approche un peu ici... Regardez-moi ces conjonctives... Quel âge as-tu ? Dix-neuf ans ! Et c'est toi qui soigneras ta mère ?

Il haussa les épaules, rédigea une ordonnance pour Pauline, puis une autre, en marmonnant des mots sous sa barbe, d'une voix bourrue qui s'indignait encore. Grand et blond, négligé dans sa mise, le col de son veston parsemé de pellicules, il avait l'air avec sa lavallière de soie noire, son feutre plat, son nez strié de veinules pourpres, d'un étudiant vieilli sur les banquettes des cafés. Il était conseiller d'arrondissement, républicain, anticlérical, adversaire personnel de M. de Besombes.

— Celle-ci, dit-il à Rose en lui tendant la seconde feuille, elle est pour toi. Tu feras bien de prendre garde si tu ne veux pas à ton tour... Dans la situation où tu es... Ah ! ça, il n'y a

donc personne, ici, qui ait des yeux pour voir, un cœur pour sentir certaines choses?

Encore une fois, M. Demeillers eut un geste d'impuissance désolée. Il balbutia, presque indistinctement :

— Pourtant...

Pierre passa devant lui, chercha ses yeux. Au même instant, ils entendirent la voix de la malade :

— Monsieur, disait Pauline, tant que notre curé sera là...

Le docteur se tourna d'une secousse, bien en face de M. Demeillers.

— Parbleu ! dit-il. Je sais de qui je parle. Pas de vous, monsieur le curé.

En s'en allant, il fit signe au prêtre de le suivre. A l'instant où ils sortaient, un homme arrivait dans la cour. C'était Fraigneau, une casquette galonnée sur la tête, une plaque de garde-champêtre au bras.

— Que viens-tu faire ici ? dit rudement M. Demeillers. Encore quelque méchante misère ? Il paraît que tu as eu le front de dresser un procès à Rose, parce qu'une de ses chèvres avait brouté au bord du communal ? Tu sais que Pauline Chambarcaud est malade ? Très malade ?

— Justement, dit l'ancien bedeau. C'est justement rapport à ça. Je viens leur dire, de la part du maire, qu'ils peuvent aller au bois tant qu'elle ne sera pas guérie.

Il essuya, du dos de la main, ses yeux qui larmoyaient de froid, et s'en fut toquer à la porte. Andreau tourna vers le curé un regard interrogateur :

— Du diable si j'y comprends quelque chose !

M. Demeillers soupira :

— Non, dit-il, ça ne m'étonne pas.

Une semaine plus tard, Pauline était hors de danger. Et elle parlait déjà de se lever, de retourner bientôt à Saint-Liphard. Il fallut que le médecin se fâchât pour qu'elle ne quittât point son lit. Elle y restait presque toujours seule, maintenant qu'elle allait mieux et pouvait se soigner sans aide. Une ou deux fois dans la matinée, Pierre accourait du presbytère, lui demandait si elle n'avait besoin de rien, et retournait bêcher le jardin. Benoit était à l'atelier, repris encore par sa machine, et même enfiévré à présent par un brusque regain d'espoir. Rose continuait de se renfermer en

elle-même, sans jamais dire un mot à personne des idées qui la hantaient. Mais Pauline voyait qu'elle n'était plus la même, que l'éternelle attente où elle restait ensevelie devenait comme une hébétude où sa jeunesse se détruisait lentement.

Pauline ne souffrait pas de ces heures solitaires. Elles lui apportaient au contraire une bienfaisante rémission. Elle somnolait, à demi lucide, laissant voler sa pensée près de Benoit et de ses deux petits. Ses pires angoisses se dissipaient alors, ou plutôt elles s'amenuisaient, se muaient en tendres inquiétudes, en des tourments qu'elle n'avait pas envie de chasser.

Un matin qu'elle reposait ainsi, elle fut réveillée en sursaut par le bruit de la porte claquée. Ce qu'elle vit en ouvrant les yeux la fit croire à un cauchemar : Benoit était dans l'embrasure et s'avavançait en titubant. Il s'appuyait un mouchoir sur le front, ce mouchoir était rouge de sang.

Immédiatement, Pauline comprit. Elle sauta hors du lit, se précipita vers Benoit. Il avait pu saisir une chaise et s'y était laissé tomber. Il ne se plaignait pas. Il répétait seulement d'une voix sourde, presque stupéfiée : « Oh ! mon Dieu... Oh ! mon Dieu... »

Pauline écarta le mouchoir, découvrit une plaie affreuse : l'éclat d'acier avait frappé à la naissance du nez, un peu à gauche, et défoncé l'arcade sourcilière. On distinguait un fragment d'os à nu, mais l'œil disparaissait sous le ruissellement du sang. Pauline ne trembla pas. Elle prit des linges blancs dans l'armoire, s'efforça de panser la blessure. Benoit, soudain, était devenu très pâle. La sueur lui perlait sur le front ; son buste commença à s'affaïsser lentement, à s'incliner sur le côté. Alors elle le soutint pour l'empêcher de glisser à terre.

Déjà il revenait à lui ; il murmurait de la même voix lointaine : « Ce n'est rien. Ce ne sera rien. »

— Tâche de te lever, dit Pauline. Appuie-toi, n'aie pas peur, je suis forte. Il faut que tu t'étendes, Benoit.

Elle l'aida à gagner le lit, à s'étendre. Et quand elle le vit allongé à la place même qu'elle venait de quitter, elle courut à la chambre du fond, appela sa fille dans le pâti :

— Va chercher Pierre. Dis-lui qu'il se dépêche !

Et Pierre, encore une fois, retourna à Gency, les yeux

brouillés de larmes et désespérant à la fin de voir jamais fléchir la cruauté de leur destin.

Benoît partit pour l'hôpital, conduit par le docteur Andreau. Il fallait l'opérer d'urgence, le trépaner, peut-être lui enlever l'œil gauche. On l'avait mis sur une civière, dans une voiture venue de Saint-Liphard. Quand la voiture avait traversé le village, des femmes, sans oser se montrer, l'avaient suivie des yeux par leur fenêtre aussi loin qu'elles l'avaient pu voir. Devant les deux débits elles s'étaient retrouvées quelques-unes : et Julienne Cœurderoy avait dit que c'était trop de maux sur les mêmes, que cela vous tirait les pleurs ; et la vieille Blanche Cadène s'était signée, en murmurant qu'on avait été sans pitié, et que peut-être un jour cela retomberait sur eux tous jusque dans leurs petits-enfants.

Le lendemain à midi, le docteur était de retour : c'était fait, on avait opéré le blessé. Son œil ne verrait plus, mais il guérirait lui aussi.

Pierre resta longtemps, ce soir-là, les deux coudes sur la table et la tête entre ses poings. A deux ou trois reprises, il secoua brièvement le front, comme s'il eût pris vis-à-vis de lui-même des engagements mystérieux et durs. Ses yeux, fixés droit devant lui, semblaient se tendre vers des images lointaines, un avenir qu'ils scrutaient et qu'ils suscitaient à la fois. Un lent sourire apparut sur ses traits, un sourire âpre, volontaire, qui n'éclairait point son visage.

VII

— Reste ici, dit M. Demeillers. Aujourd'hui, on n'a que faire de toi à la maison.

Il avait mis sa pèlerine pour sortir. Il était plus rouge que jamais. Ses cheveux s'échappaient en mèches folles, comme rebroussés par un vent de tempête. Il partit, l'air furieux, en roulant sur ses jambes courtes.

Il ne revint qu'à l'heure du déjeuner. Sa colère n'avait pas décréu. Pierre l'entendit crier dans la maison, houspiller la vieille femme de ménage :

— Du nouveau ? Du nouveau au moulin ? De quoi vous mêlez-vous, Blanche Cadène ?... Vous mettez un autre couvert : le garçon déjeune avec moi.

Pendant le déjeuner, il ne desserra guère les lèvres. A la fin seulement, déjà debout, il jeta d'un ton brusque et bourru :

— Tu resteras aussi ce soir. Après diner, à la nuit pleine, j'aurai peut-être besoin de toi.

Ses doigts pliés frappèrent sur la table une mitraille de petits coups secs :

— Tant pis ! Tant pis ! Le Seigneur reconnaîtra les siens : mais je veux que jusqu'au printemps il y ait de la viande chez vous.

Pierre s'écria :

— Vous irez à l'affût ?

— Oui, j'irai, dit M. Demeillers. Je sais ce que je risque avec cet enragé de marquis. Ça m'est égal : cette nuit même je perdrai mon latin ou je tuerai un ragot pour vous.

Il faisait nuit quand il reparut. Immédiatement il dit à Blanche Cadène qu'elle pouvait retourner chez elle, que Pierre et lui se serviraient tout seuls. Dès que Blanche eut quitté le presbytère, il dégrassa son vieux fusil à broche, fixa son sertisseur à la table et prépara quelques cartouches à chevrotines.

— Naturellement, dit Pierre, vous affûterez à la Bouillante. Partout ailleurs, vous auriez le vent derrière vous.

— Ça te regarde ? dit M. Demeillers. Dinons, tiens ! Et dépêchons-nous.

Ils avalèrent des écuellées de soupe, tout leur diner, une soupe épaisse et brûlante, de pain de seigle, de choux, de pommes de terre et de carottes. Le curé persistait à se taire, à tirer constamment sa grosse montre de son gousset. Ils burent enfin une lampée de rhum et M. Demeillers se leva. Alors Pierre se décida :

— Vous êtes allé à la maison, monsieur ?

— Et après ?

— Est-ce que... Est-ce qu'il est arrivé quelque chose ? Je vous ai obéi, je n'ai pas bougé d'ici. Dites-moi ce qui s'est passé.

— Rien d'imprévu, rien d'inquiétant. Demain, cette nuit peut-être, je pense que tu pourras rentrer.

— Le docteur est-il toujours là ?

— Il devait revenir tout à l'heure.

Le curé avait pris son fusil. Démontant le canon, il le glissa sous sa pèlerine, secoua sur son soulier les cendres de sa pipe.

— Je crois qu'il ne viendra personne. Tiens, voilà de quoi te distraire, les *Harmonies de la Nature*. Si par hasard il venait quelqu'un, tu n'aurais qu'à faire le sourd... A tout à l'heure, je ne serai pas long : ça m'étonnerait que la bête noire ne sorte pas dès la lune levée.

Pierre attendit dans la salle à manger. Il avait la tête vide et bruisante. Il voulut se forcer à lire, repoussa le bouquin et se mit à faire les cent pas entre les murs de la pièce exigüe. Il s'arrêtait, passait machinalement ses doigts à la place où le serlisser avait mâchuré la table, s'agaçait de les voir trembler. Il vint à la chandelle, en traversa la flamme de l'index, de plus en plus lentement, jusqu'à ce que la brûlure s'avivât, l'obligeât à serrer les dents. Le temps passait. La lune devait s'être levée. Il n'avait pas la moindre idée de l'heure.

Tout à coup la porte s'ouvrit.

— Dépêche-toi, dit M. Demeillers.

Il fut heureux de se trouver dehors, sous le grand ruissellement de la clarté lunaire : un clair de lune vermeil, presque phosphorescent, où les murs des maisons et des granges semblaient couverts d'un enduit lumineux.

Ils évitèrent la rue et tout de suite obliquèrent vers le sud, suivant l'ombre des fagotiers. « Naturellement, se disait Pierre, nous allons à la Bouillante. » Il se taisait, sûr que s'ils retournaient là-bas, c'était que M. Demeillers avait tué son sanglier.

Après une centaine de pas, ils se trouvèrent dans la forêt. Il y faisait presque aussi clair que dans la plaine. La même lumière onctueuse et blonde coulait à travers les branches, étendait sur le sol une résille aux mailles lâches, une étrange fantasmagorie d'ombres très bleues, elles-mêmes frangées d'une pâleur lunaire. Les feuilles mortes bruissaient à leurs jambes.

A peine furent-ils hors du couvert, Pierre distingua le fauve abattu. Il chuchota à l'oreille du curé :

— C'est un fameux.

— Deux cents livres, dit le curé.

Sa voix, si basse qu'elle fût, trahissait son plaisir de chasseur. Il dit dans le même chuchotement :

— Une seule cartouche : il a roulé sur place sans avoir eu le temps de faire front. Il n'y a que le garde de Centimaçons,

et encore, qui puisse avoir entendu le coup. Quand même, ne nous amusons pas.

Ils arrivèrent devant la bête. Sous l'épaisseur rêche du pelage, on sentait encore sa chaleur.

— Moi d'abord, dit M. Demeillers. Tu me reprendras au chemin. Charge-le.

Il se baissa, un genou en terre, presque couché contre le ragot, tâtonnant des mains derrière lui pour empoigner les pattes de devant.

— La hure d'abord... Bien. Bascule-le... Han!

Pierre soutint de l'épaule pour alléger le poids énorme. Le curé s'était relevé, s'affermissait sur ses jambes écartées.

— En avant.

Ils partirent, regagnèrent le couvert. Le curé allait bon train, soufflant à peine sous le fardeau. Quand ils furent au chemin, Pierre l'arrêta et dit :

— A moi.

— Ça va, ça va, fit M. Demeillers.

Il porta ainsi le ragot jusqu'à la clairière du village. Alors seulement il consentit à ce que Pierre le relayât. Dissimulés derrière un fagotier, ils s'accotèrent flanc contre flanc. Le curé, par petites secousses, fit glisser l'animal jusque sur l'épaule du garçon. Il allait, presque dégagé, se retourner pour le mettre en place, quand il dit d'une voix basse et rapide :

— Laisse-le couler. Oui, oui, à terre... Doucement. Garde-toi de bouger.

Pierre entendit alors un bruit de pas sur la chaussée. Et aussitôt quelqu'un cria :

— Par ici!... Ne courez pas, vous autres : on vous a vus.

Les pas approchaient, droit vers eux. Alors M. Demeillers sortit en plein dans le clair de lune, et dit aux hommes qui arrivaient, d'un ton aussi paisible que s'il les eût accueillis chez lui :

— C'est moi. Je ne me dérobe pas.

Pierre reconnut la voix de Volcelest et celle du garde de Centimaçons :

— Excusez-nous, monsieur le curé. Nous sommes fâchés, c'est notre métier.

— Mais oui, dit M. Demeillers.

Volcelest reprit :

— Qui était avec vous ?

— A l'affût ? Je suis allé tout seul.

— Mais là derrière ? Nous vous avons vus deux.

Pierre, à son tour, sortit de l'ombre et dit comme M. Demeillers :

— C'est moi.

Le chef piqueur les regarda, hocha la tête :

— Que voulez-vous, je suis forcé... Je ne peux pas permettre que vous emportiez la bête. Non, non, c'est vraiment impossible : vous comprenez, monsieur le curé.

— Je comprends, Volcelest, je comprends. Mais je te le dis : c'est dommage.

— Et il faudra aussi, reprit le chef piqueur, que j'avertisse M. le marquis. Il faudra ; je ne peux pas faire autrement.

— Tu ne peux pas, dit M. Demeillers.

— Allons, bonsoir, dirent Volcelest et le garde.

Ils se serrèrent la main. Le curé et Pierre Chambarcaud s'en allèrent côte à côte, suivant la rue. Ils dépassèrent la place et l'église, continuèrent jusqu'au moulin sans échanger une parole. Quand ils furent entrés dans la cour, M. Demeillers dit enfin :

— Reste là. Il vaut mieux que j'aille voir tout seul. Attends que je vienne te chercher.

Pierre s'appuya contre la barrière. Il vit la porte de leur maison s'ouvrir, la silhouette massive de son père apparaître dans l'embrasure.

— Eh bien ? fit M. Demeillers.

Le bras droit de Benoit s'écarta un peu de son corps, retomba aussitôt, comme brisé. Pierre entendit :

— L'enfant est mort.

La nuit était maintenant si calme qu'il percevait la respiration de son père. Plusieurs secondes passèrent, interminables.

— Et... Rose ? dit M. Demeillers.

Le souffle de Benoit devint rude. Il demeura quelques instants encore avant de pouvoir répondre :

— La pauvre, la pauvre petite !... Elle nous est revenue, monsieur. Elle ne veut plus que nous la quittions : une petite fille, vraiment une petite enfant.

Pierre se mit à pleurer, laissant monter les larmes qui

venaient lui noyer les yeux. Une chaude mollesse pesait dans tous ses membres, le faisait s'appuyer davantage contre la barrière de bois. Il n'en avait même pas conscience, continuait à pleurer, immobile, anéanti de lassitude et de pitié. Et cependant, avec une netteté saisissante, mais comme s'ils eussent été très loin, il entendait parler encore son père et M. Demeillers.

— Le docteur Andreau est parti?

— Il est à côté, chez Clamort... Je n'ai pas pu endurer ça. Abandonner ce malheureux...

— ... Vous, Benoit, vous êtes un brave homme...

Quand le curé revint à la barrière, il dut toucher l'épaule du garçon pour qu'il relevât le visage. Il vit ses larmes qui coulaient, le saisit par le bras et l'entraîna sur le chemin :

— Mon grand, il faut que nous causions.

Pierre se laissait conduire, obéissait à cette main robuste, amicale.

— Voilà, dit M. Demeillers. Avant longtemps, je devrai m'en aller. Ce qui est arrivé cette nuit... enfin oui, à la Bouillante, c'est mon congé, Pierre, un déplacement inévitable... Calme-toi, écoute-moi tranquillement. Tu le sais bien, jamais le marquis de Besombes n'a pu absoudre un délit de chasse. Je le connais, ça lui est impossible. Contre moi, il ne poursuivra pas ; mais il ira à l'évêché : et alors je devrai partir, dans quelque coin du val où l'affût ne me tentera plus. Et je suis sûr que ça ne trainera pas.

Pierre dit avec accablement :

— C'est à cause de nous, pour nous. Vous seul, qui avez été bon... Mais ici, personne n'a ce droit : nous sommes comme des pestiférés.

— Allons ! allons ! dit M. Demeillers. Ce n'est pas de moi qu'il s'agit, mais de vous, de ta sœur et de tes parents. Tu les aimes, Pierre, de toutes tes forces : alors, pour eux, il faut céder, accepter de quitter Marcheloup.

Pierre se cambra, comme heurté d'un coup à la poitrine. Mais le flux brûlant de ses larmes continuait de monter à ses yeux, amollissant, irrésistible. Il gémit faiblement :

— C'est donc vrai ? Dites, monsieur le curé, c'est fini ? Et nous n'aurons ainsi lutté, souffert, que pour être brisés et vaincus ?

Son corps pliait, s'abandonnait. Il dit d'une voix plus forte, dans un dernier sursaut révolté :

— C'est injuste. Je déteste de vivre.

— Tais-toi, dit M. Demeillers. Tu n'as même pas seize ans, toute ta vie est encore devant toi. Est-ce ainsi qu'un garçon courageux doit parler? Plus tard, tu verras, mon ami... Ne sens-tu pas qu'il faut vivre pour eux? Recommencer pour eux, ailleurs, une autre lutte plus claire que celle-ci, dépouillée de mauvais orgueil? Si tu es vraiment généreux... Allons, donne-moi ta main, ne pleure plus. A Portvieux, il y a des usines. Si tu veux, je m'occuperai de vous. Je t'écirai dès que j'aurai trouvé, bientôt...

Il toussa bruyamment, parce que sa voix s'altérait :

— Peut-être que nous nous retrouverons par là. Germigny, Sigloy, Ouvrouer... De toutes petites paroisses dans les blés et les betteraves, du perdreau et du lièvre, mais surtout pas de sanglier... Oui, j'espère que nous nous retrouverons.

Ils revenaient vers la maison. A la fente des volets, une fumière brillait encore.

— Adieu, dit M. Demeillers. Que réponds-tu? Faut-il que je t'écrive?

— Oui, monsieur le curé, dit Pierre.

VIII

Le bruit se répandit à travers le village, en beaucoup moins de temps que n'aurait mis un messager à courir de maison en maison : les Chambarcaud avaient donné congé. Ils n'attendraient pas la Saint-Jean. Ils s'en iraient le premier lundi de mai.

La veille de leur départ, à la nuit avancée, les trois Ferrague causaient encore dans la salle close ; bien calmement, assis dans le même coin de l'âtre. Le vieux était de plus en plus frileux, et, comme les soirées restaient fraîches, Pascal entretenait le feu jusqu'après le coucher du père.

— Alors, disait Séverin, c'est demain que les hommes portent Clamort au cimetière? Le malheureux... Il est bien délivré.

Ses yeux fixaient une fumerolle qui fusait au bout d'un sarment. Quand elle eut expiré dans un dernier flocon, il murmura avec indifférence :

— C'est le premier d'ici que le nouveau curé enterre.

Ferrague tressaillit imperceptiblement, allongea ses mains jaunes vers la chaleur des braises :

— Oui, dit-il, c'est le premier.

Il leva les yeux sur son fils, le regarda profondément.

— Séverin... appela-t-il, très bas.

C'était une voix venue du fond de l'être. Séverin s'en aperçut ; mais il ne bougea pas et continua de fixer le foyer.

— Ils partent demain, dit Ferrague.

Cette fois Séverin leva la tête et tourna les yeux vers son père. Il avait les prunelles dilatées, une pâleur courait sous sa peau, effaçant tout le sang de ses joues. Ferrague reprit :

— Je n'ai qu'une parole. Je t'ai promis que ce jour-là, tu ferais ce que tu voudrais... Que feras-tu ?

— Je n'ai pas changé, dit Séverin. Je les suivrai.

— Eh bien !... dit lentement Ferrague.

Ils s'enfoncèrent, tous trois, dans le silence. Pascal, tassé lourdement sur sa chaise, appuyait ses deux mains aux bosses de ses genoux, regardait son père, puis son frère. Depuis dix mois que cette vie durait, il en était venu à redouter Séverin, ou du moins à sentir devant lui une timidité qu'il ne pouvait plus surmonter.

Il savait à présent que l'opiniâtreté de Ferrague, son énergie patiente que rien ne pouvait entamer, revivaient en ce gamin rêveur, le seul qui eût jamais osé, depuis que Pascal respirait, dresser sa volonté contre celle du vieux chef et la tenir des mois en échec. Il interprétait ainsi l'attitude réciproque des deux hommes : cette simplification, grossière à son image, quasi superstitieuse, lui rendait acceptable un mystère qui défiait sa raison. Il fallait que Séverin possédât une force secrète, un pouvoir que n'avaient pas les autres hommes, pour que Ferrague, même en apparence, eût oublié sa rébellion ; pour qu'il l'eût, dès les premiers jours, laissé libre dans la maison. Un tel pacte, ainsi tenu de part et d'autre, sans une heure de défaillance, était une chose qui en imposait à Pascal.

Séverin avait promis de ne pas quitter la maison, de ne se montrer à quiconque sans l'assentiment du vieil homme, aussi longtemps que les Chambarcaud resteraient à Marcheloup. Il connaissait son père et son frère : il savait que toute tentative pour briser une contrainte matérielle n'aboutirait

qu'à resserrer ses liens. Alors il acceptait la rigueur de sa réclusion, contre une autre promesse du père, celle-là même que Ferrague venait de rappeler loyalement. Car il se connaissait lui-même autant que ses deux gardiens : il savait qu'il ne changerait pas.

Ainsi, dix mois durant, ils avaient vécu ensemble. Et maintenant, en présence de Pascal, ils avaient su, le père et le fils, qu'ils n'avaient fléchi ni l'un ni l'autre.

— Eh bien!... avait dit Ferrague, en laissant sa voix suspendue.

Et c'était une acceptation, la dernière. Tous trois sentaient combien elle était dure. C'est pourquoi ils se taisaient ensemble, ce dernier soir où Séverin était là.

Le père reprit le premier la parole. Il dit :

— J'ai fait le compte du temps. La voiture de Portvieux sera ici sur les neuf heures. Mettons deux heures pour charger leur ménage : ils sont trois hommes, le roulier et les deux Chambarcaud... Alors, ça fait avant midi pour reprendre la route de Portvieux. Toi, Séverin...

Il rapprocha sa chaise de l'âtre, et murmura :

— Je n'ai plus guère de sang. A mon âge, le froid est dans les veines.

Et, en effet, il frissonnait un peu.

— Toi, Séverin, tu les prendras aux Arravis; pas plus tôt. Tu leur diras ce qui s'est dit ici, la même chose : tu étais à Tronçais dans l'Allier, c'est de Tronçais que tu reviens. Et dis-leur si tu veux que tu y es allé par contrainte, que c'est moi qui t'ai obligé.

— Je leur dirai, père, j'ai le droit.

— Tu as le droit, reconnut Ferrague. Plus tard, même, je te laisse libre de confier davantage au garçon, à lui seul. Celui-là est de forte race : s'il pensait que tu es parti, tu souffrirais de sentir qu'il le pense. Alors, je te permets, tu lui diras la vérité.

Séverin, sans répondre, attacha sur son père son regard limpide et brillant. Le vieux eut un nouveau frisson, détourna brusquement les yeux.

— Maintenant, dit-il, tu peux te préparer. Tu prendras ça, qui est à toi : à l'estime des terrains, de la maison, le compte en argent est juste. Ta sœur et tes frères sont d'accord : Pascal est là, qui te le dit pour eux.

Pascal tendit la main et confirma :

— Nous sommes d'accord.

— Consens-tu devant lui? dit Ferrague.

— Oui, répondit Séverin, tendant la main comme avait fait Pascal.

Il y eut un déclic au-dessus de la cheminée : le coucou sortit de sa maison de bois, chanta onze heures et disparut. Ferrague se mit debout, et, d'une voix soudain changée que l'impatience précipitait :

— Hâte-toi. Il faut profiter de la nuit. Tu penses comme moi : personne d'ici ne doit te voir. Aux Arravis, c'est hors de nos limites. Quand ils passeront demain, pas avant, tu pourras te montrer dans le jour, aller vers eux au milieu de la route... Et puis les suivre, du moment que tu veux.

Séverin partit un peu avant minuit, un baluchon de *tratinier* à l'épaule. Il dit adieu aux deux hommes qui restaient et s'enfonça dans le noir de la cour. Ce fut un départ étouffé, sans visages qui se retournent, sans bruit de pas qui résonnent dans le cœur, sans signes de mains par-dessus la distance : Séverin n'était plus là ; le noir de la nuit l'avait pris.

Ferrague et Pascal se couchèrent, dans les deux lits rangés contre le mur du fond. Et quand ils furent, chacun, allongé sous les courtines, ils se donnèrent leur bonsoir habituel.

IX

Pauline avait calculé de partir pendant le service à l'église. Ainsi elle était sûre qu'ils ne rencontreraient personne.

Pour prendre le chemin des Arravis, une carriole devait traverser la rue : la seule pensée que des gens du village pouvaient les voir à ce moment l'avait tenue toute la nuit dans la fièvre.

Le roulier de Portvieux était arrivé en retard. Il avait voulu couper par Mourches, et sa voiture, bien que vide, avait failli rester dans les ornières du Chat Sauvage. On avait commencé à charger. Mais quand la cloche avait tinté les premiers coups, on avait dû quitter la cour et fermer sur soi la maison.

Le père avait un peu grommelé, disant que c'était une honte de paraître ainsi se cacher. Il avait pourtant obéi :

maintenant, il suffisait que Pauline lui dit « Benoit », pour qu'il fit ce qu'elle voulait. On avait entendu des pas faire crisser le gravier du chemin, un bourdonnement de voix dans la cour des Clamort, et enfin le curé avait chanté le *Miserere* : l'enterrement partait pour l'église. Alors, après un peu d'attente encore, on avait pu recommencer à charger les derniers meubles.

Mais la fin de l'office des morts avait sonné par-dessus les toits avant que l'on eût achevé.

— Vous le faites exprès ! dit Pauline. Maintenant il faut que nous soyons à la forêt quand le monde sortira du cimetière.

Le chargement fut arrimé. Pauline et Rose montèrent dans la voiture, et le roulier fit claquer sa mèche. Benoit et Pierre marchaient près de lui sur la route.

Ils atteignaient l'église et l'école, ils voyaient déjà devant eux le tournant où la route se sépare : tout droit, c'était le chemin du cimetière, de Saint-Gengoult et de Centimaçons ; à gauche celui des Arravis, le leur. Pauline, du haut de la voiture, regardait les deux chemins.

Tout à coup elle cria au roulier :

— Plus vite ! Plus vite ! Dépêchez-vous !

Le roulier prit sa bête par la bride et l'enleva d'un coup de bras. Mais ils voyaient tous à présent qu'ils n'atteindraient pas le tournant avant les hommes qui venaient vers eux.

— Retenez le cheval, dit Benoit. Nous avons l'air de voleurs qui se sauvent.

Les premiers hommes qui les croisèrent étaient Barthassat et Boutin : ils s'écartèrent sur l'accotement et passèrent en détournant les yeux. Dix pas plus loin, ce furent Cogneras et Hugonin. On crut qu'ils allaient eux aussi dégager le chemin et passer sans rien dire, mais par malheur les yeux du sabotier rencontrèrent le regard de Benoit. Il ne fut pas le maître de sa parole, et, quand il croisa la voiture, il dit tout haut, comme parlant à Cogneras : « Bon débarras ! »

Ce fut assez. Benoit s'arrêta net et jeta d'une voix vibrante :

— Que dis-tu ?

— N'as-tu pas entendu, Chambarcaud ?

— Tu es un lâche, un misérable.

— Benoit ! cria Pauline.

Pierre, tout pâle, s'avança vers son père :

— Ne lui répondez pas. Partons !

Mais Hugonin leur riait outrageusement au visage. Il affectait d'examiner le chargement de la voiture comme s'il y eût cherché quelque chose. D'autres hommes arrivaient, serrés dans leurs vestes noires, leurs épaules coupées sec, comme équarries à la cognée. Hugonin les interpella :

— Regardez voir, les gars, s'il emporte ses mécaniques.

— Ses machines à tuer le monde.

— A scier les mains des ouvriers.

L'attroupement grossissait, des hommes encore, des femmes en bonnet blanc, le corps perdu sous leurs longues capes aux plis rigides. Presque tout le village était là, même Grellety, même le Sanglier, tous les bûcheux venus de la forêt pour conduire leur ancien camarade. Et ils parlaient dans une grande confusion, les uns criant le sarcasme et l'insulte, et d'autres s'irritant contre ceux qui criaient, leur enjoignant vainement la dignité et le silence.

— Allez ! Ne craignez rien ! dit la grosse voix du Sanglier.

Il prit le fouet des mains du roulier, cingla les jarrets du cheval.

— Mais suivez-les donc, Chambarcaud ! cria Grellety.

Pauline et Rose, penchées au bord de la voiture, l'appelaient désespérément.

— Papa, dit Pierre, il faut les suivre. Partez ! Partez ! Je veux que vous soyez près d'elles.

Benoît, comme hébété, cédait à la pression de sa main. Il y avait devant ses pas une sorte de remous, un vide qui se creusait et qui l'attirait malgré lui : il passa, derrière les épaules de Grellety, vit la voiture qui s'éloignait et se hâta pour la rejoindre.

Grellety, en se retournant, entendit la voix de Mérance :

— On aura mis le temps, méchant drôle. Mais tu peux faire le fier à présent : c'est la fin !

Au même instant, du côté du chemin, quelqu'un dit sèchement :

— Laissez-le.

C'était Ferrague, entre ses deux fils. Ses yeux allèrent droit à Mérance, la fixèrent avec dégoût. Et ensuite, d'un visage à un autre, il fit sentir le froid de son regard et la

durété de son mépris. Il demanda enfin, dans le grand silence revenu :

— Qui leur a parlé le premier?

— Hugonin, fit le Sanglier.

— Tu entends ce qu'il dit, Hugonin?

Le sabotier tordit nerveusement sa moustache.

— Pourquoi m'a-t-il bravé des yeux?

— C'est bon, reprit Ferrague, nous réglerons ce compte tout à l'heure. Et pareillement pour ceux qui viennent de mal parler... Mais je n'attendrai pas pour toi, Mérance : ceux qui s'en vont et que tu insultais, tu n'étais même pas digne de te montrer sur leur chemin.

Mérance dressa le cou et siffla de sa voix la plus aigre :

— C'est vous qui me dites ça, Ferrague? Lorsque c'est vous qui les chassez d'ici?

Ferrague la regarda de façon plus hautaine encore.

— Je dis : tais-toi. Tu es indigne.

— Indigne? cria Mérance. Tout le village les rejette. Et moi, ce matin même, tous ceux d'ici m'ont serré la main.

— Rentre chez toi, répéta Ferrague. Ils sont venus en souvenir de ton homme. Pas un de ceux qui ont serré ta main, ta main de veuve, n'a oublié ce que tu as fait de Clamort.

La stupeur et la rage se voyaient dans les yeux de Mérance. Elle dit encore, mais bien plus bas :

— Après ce que j'ai fait pour vous...

Ferrague avait tourné le dos. Et de nouveau il regarda les gens autour de lui, aperçut Pierre encore tout frémissant, les traits meurtris d'indignation et de souffrance.

— Va, dit-il, Pierre Chambarcaud. Il a fallu que vous partiez de ce pays. Mais à cette heure j'ai honte, devant toi, pour les méchants qui vous ont manqué.

Pierre dit alors, d'une voix claire que tous entendirent :

— Je vous comprends, monsieur Ferrague! Et même je vous remercie, en souvenir de ce que vous m'avez dit un jour. Mais à présent je veux vous répondre, les yeux bien dans les yeux pour que vous n'oubliiez pas, vous non plus, ni personne de ceux qui m'entendent : je reviendrai à Marcheloup.

Il s'éloigna, tout seul, sur le chemin des Arravis. La voiture touchait à peine à la forêt : il ne s'était pas écoulé dix minutes depuis que Hugonin avait lancé la première parole.

Pierre, de loin, fit signe aux siens qu'il arrivait. La voiture reprit la route au moment où il la rejoignait.

Ils pénétrèrent sous bois, et aussitôt les arbres se serrèrent en montant derrière eux vers le ciel. Pauline vit les maisons disparaître presque toutes ensemble, et elle poussa un grand soupir.

Elle regardait son homme et son garçon marcher au flanc de la voiture. Elle avait pris la main de Rose, toute mince et pâle, et elle la caressait en murmurant des mots de tendresse : « N'y pense plus, va, ma petite fille... » De temps en temps Pierre levait le visage, les voyait là-haut, et souriait.

Les arbres étaient comme une foule, une assemblée de vies fraîches et paisibles, de créatures vénérables et jeunes qui accueillaient leur lassitude, repliaient autour d'eux le bruissement de leur prime frondaison, l'amitié de leur ombre légère. Ils cachaient à présent le village, sauf la flèche de l'église qui pointait au-dessus des cimes. Mais, à chaque pas du cheval, cette flèche semblait s'enfoncer un peu plus, sombrer tout droit sous la houle des feuillages. Au moment même où elle disparaissait, le tintement de la cloche résonna dans l'air bleu, espaca des coups faiblissants qui retombèrent et moururent, ensevelis sous l'épaisseur de la forêt.

— Il est midi, dit Benoît au roulier.

Séverin, au carrefour des Arravis, avait entendu l'angélus. Et l'entendant il avait songé : « Voilà midi. Maintenant ils doivent approcher. »

Il était sorti du taillis et s'était avancé sur la route. On n'apercevait rien encore du côté de Marcheloup. A l'opposé aussi la route était déserte. Mais de ce côté-là elle s'inclinait lentement vers un pays de plaine, une vaste étendue chatoyante, rose de sainfoins, jaune de colzas en fleur. Et l'horizon bleuâtre et vaporeux n'était point clos d'une sombre ligne d'arbres, mais se fondait dans la douceur du ciel. Séverin, voyant cela, avait senti sa joie lui trembler dans la gorge. Il avait ri tout haut, du même rire enfantin qu'autrefois : « Un autre printemps sur la terre. Un beau pays où je vais être... »

Lorsqu'il se retourna, il vit la voiture sur la route.

MAURICE GENEVOIX.

HITLER

MANIEUR DE FOULES

Un jour de l'automne 1919, un ancien volontaire de guerre de l'armée allemande, nommé Adolf Hitler, reçoit du régiment où il sert encore l'ordre d'aller écouter ce qui se dit dans les réunions d'un certain « Parti ouvrier allemand ». Il y va. C'est à Munich, à la brasserie « Sternecker ». Feder, orateur socialisant, y parle. Quand il a fini, un contradicteur se lève : « Séparons la Bavière de la Prusse ; unissons-nous à l'Autriche. » Hitler, qui se préparait à s'en aller, tend l'oreille, reste, se met en colère et réplique vertement. Quelques jours après, il reçoit une carte postale l'informant de son admission dans le « Parti ouvrier allemand ». Ainsi commence une histoire qui devait faire quelque bruit dans le monde.

Le comité de direction du « Parti ouvrier allemand » comptait alors, y compris Adolf Hitler, nommé bientôt après « chef de la propagande », sept membres : le parti lui-même n'était guère plus nombreux. Un soir, dans l'arrière-salle de l'*Alte Rosenbad* on fait la caisse : sept marks cinquante. Le chef de la propagande se met au travail. A la première réunion, il vient trente-quatre personnes ; à la seconde, cent quatre-vingts ; à la troisième, vers la fin d'octobre, le chiffre retombe à cent quarante, au grand désespoir du comité. Mais à la septième, quatre cents personnes se présentent. La première grande manifestation du parti ouvrier, devenu « parti national-socialiste des ouvriers allemands » (titre qu'il conserve aujourd'hui), eut lieu le 24 février 1920 à la salle des

fêtes du *Hofbrauhaus*. Ce fut ce soir-là que les vingt-cinq points du programme national-socialiste furent pour la première fois lus et commentés en public par Hitler : on les retrouve inchangés dans les centaines de milliers de brochures mises en vente, à l'heure actuelle, dans toutes les librairies et dans tous les kiosques à journaux allemands.

Cinq ou six mois plus tard, apparurent à Munich les premiers étendards rouges à cercle blanc, marqués de la croix gammée. Les S. A. (*Sturm Abteilungen*, sections d'assaut) naissent officiellement à la fin de 1921, à la suite d'une réunion tumultueuse où l'opposition avait cassé des chaises, lancé des cruches et tiré des coups de revolver avant que le service d'ordre du parti eût réussi à la réduire. Les nazis occupent maintenant dans la *Cornelius Strasse* un véritable bureau, dirigé par un administrateur actif, Max Amann, qui se souvient avec attendrissement de sa première machine à écrire. Ils devaient posséder ensuite un journal, le *Völkischer Beobachter*. Le 27 janvier 1923, six mille hommes participent à la consécration des drapeaux. A Nuremberg, le 2 septembre, on verra se grouper les enseignes hitlériennes et les étendards allemands, s'aligner les casques de guerre, les képis bruns, les feutres, les casquettes. En même temps, les fonds montent : les sept marks cinquante trouvés dans la caisse, le premier soir, sont devenus cent soixante-dix mille.

Le 30 septembre, on cavalcade à travers Bayreuth. Mouvements communistes : contre-mouvements de corps francs ; préparatifs de combat ; plans de marche sur Berlin ; alliance Ludendorff-Hitler ; projet de manifestation à Munich pour le 9 novembre, jour anniversaire de la « honte » de 1918. Le 8 au soir, dans une grande brasserie de la rive droite de l'Isar, Hitler impose aux autorités tremblantes la proclamation d'un « État national ». La nuit suivante, le chef des forces gouvernementales tourne casaque. Et le lendemain, quand le Führer se présente sur la place de l'Odéon, sa troupe est fauchée par une rafale de mitrailleuses. Peut-être aura-t-on quelque peine à se remémorer aujourd'hui l'emprisonnement d'Hitler (Goering, blessé, réussit à s'échapper en Italie), le procès de Munich, la dissolution du parti national-socialiste. Ce dernier n'allait-il pas renaître dès 1925, et mener le Reich, huit ans plus tard, où l'on sait ?

LES ÉTAPES D'UNE ASCENSION

Un homme qui n'est rien devient chancelier de l'Empire allemand contre la volonté des « pouvoirs » et chef absolu de soixante-cinq millions d'habitants. Que doit-il aux circonstances ? Assurément beaucoup. L'anéantissement du mark, la révolte de la bourgeoisie, l'occupation de la Ruhr ont été les causes directes de ses premiers succès. En 1924, la Ruhr étant évacuée et une certaine stabilité monétaire retrouvée, le nombre des mandats nazis au Reichstag retombe de trente-deux à quatorze. Durant les quatre années suivantes, les crédits affluent en Allemagne ; une apparence de prospérité y règne ; le parti stagne : douze sièges au Reichstag de 1928. Viennent la crise, le chômage, la contraction des salaires pour les ouvriers qui travaillent encore, le désespoir de la jeunesse : aussitôt les partis extrêmes reprennent. Communisme d'une part ; nazisme de l'autre. Cinq millions de voix du côté de Thaelmann ; six et demi du côté d'Hitler, qui enlève cent cinq sièges en 1930. En juillet 1932, il en aura deux cent trente, l'emportera à la course sur l'adversaire et, l'année suivante, triomphera complètement. Quand on dit que le nazisme est le produit de la défaite et de la misère, on exprime une vérité certaine. Mais on n'explique pas tout.

« Le sort des peuples ne peut être changé que par un torrent de chaude passion, a prononcé Hitler, et la passion ne peut être éveillée que par celui qui la porte dans son sein. » Les desseins de l'homme sont essentiellement discutables ; ses théories sont parfois absurdes ou même odieuses ; son savoir est douteux ; son caractère ne l'est point. Il faut lui rendre l'hommage qui est dû à toute foi sincère. Devant les tribunaux allemands prêts à le condamner, — il y a dix ans, — il annonça qu'il serait le destructeur du marxisme dans son pays. Vainqueur, il demande au public de reconnaître qu'il n'a jamais désespéré. Sa destinée serait inexplicable sans une force de volonté exceptionnelle. Point de bassesse en lui. Des dons incontestables mis au service d'une cause qui n'est pas l'intérêt personnel. Des moments d'exaltation qui semblent toucher à la folie. Cependant il sait fort bien ce qu'il fait.

Transféré à la prison politique de Landsberg, en Bavière,

à la fin de 1923 (il devait y fêter son trente-cinquième anniversaire et y passer tout le temps de sa détention, soit treize mois), il commença vers le début de l'année suivante à dicter *Mein Kampf*. Rudolf Hess, un de ses compagnons de captivité, qui devait devenir en 1933 son remplaçant personnel à la direction du parti, tapait à la machine. Dès les premiers temps, les deux hommes s'employèrent à ce travail plusieurs heures par jour et tard dans la soirée. Le samedi soir, on lisait aux autres détenus les chapitres achevés durant la semaine. Hitler reçut en prison des offres d'éditeurs : le produit de la vente paierait ses dettes personnelles. Lorsqu'une mesure de grâce et une libération plus proche devinrent probables, il redoubla de hâte. On le pressait de livrer l'ouvrage. Ce qui représente aujourd'hui huit cents pages d'impression serrée fut jeté sur le papier en moins d'un an. Le défaut de style est doublement explicable.

Le succès de *Mein Kampf* s'est modelé sur celui du national-socialisme. L'Europe, qui découvrit le livre en 1933, surtout à travers la traduction anglaise, y vit d'abord le racisme, le pangermanisme, la haine de la France, qui s'y trouvent en effet. On se serait ému à moins : aucun paragraphe n'a été renié par l'auteur. *Mein Kampf* devint le livre de chevet de plusieurs millions d'Allemands. Il l'est encore, après la grande « offensive de paix » ; mais les commentaires officiels ont changé. « Pourquoi, demandent les nazis, toujours reprocher à un homme ce qu'il écrivit dans l'amertume ou la colère de la défaite, quand il voyait l'Allemagne pourrie de bolchévisme et gémissant sous le poids des réparations ? A situation nouvelle, nouvelle politique. » L'étranger a discuté ces « changements » comme ils méritaient de l'être. Il semble cependant que, rebuté par une lecture décourageante, le public ait toujours sauté les pages éparses qui contiennent peut-être le secret d'Hitler.

SES MÉTHODES

Secret de sa réussite sinon de l'avenir. Il ne s'agit plus, on l'entend, de ses vertus, de la vérité de ses thèses, ni de sa biographie. Tous les distributeurs automatiques des gares allemandes nous livreraient à cet égard, entre l'eau de Cologne

et le chocolat, sous le titre : *Comment Adolf Hitler est devenu Führer*, une petite brochure édifiante, au prix de cinquante pfennigs. Il s'agit de méthodes, de tactique, de stratégie pour la conquête du pouvoir. Laissons s'expliquer Hitler.

D'abord, le chapitre de l'organisation et de la discipline.

Toute l'organisation hitlérienne est anti-parlementaire. Autrement dit, les *Führer*, à tous les échelons, sont vraiment des chefs; ils ne sont pas les exécutants de la volonté du plus grand nombre. Qu'est-ce qu'un Parlement d'après Hitler? Dans l'ancienne monarchie autrichienne, un dortoir ou une volière; dans le Reich de Guillaume II, une assemblée de gens qui se mettent « étrangement et aveuglément à contre-courant du temps et des hommes »; dans le Reich d'après-guerre, un chaos; le plus souvent une réunion de « mendians en quête de majorité ». Si un véritable homme d'État en fait partie, que peut-il tenter? Employer la flatterie, puis la force. Si, du dehors, on veut se rendre maître de la machine, comment agir? Y pénétrer d'abord? Sans doute en sortira-t-on battu. Y gaspiller ses efforts alors que le grand public est ailleurs? Hitler hésite: peut-être le chef aurait-il intérêt à se faire représenter dans la place tout en restant lui-même dehors. Ce fut d'ailleurs à peu près sa ligne de conduite.

« L'histoire du monde, écrit-il, est faite par les minorités. » Défieez-vous du nombre: la coalition de plusieurs groupes faibles ne crée pas un groupe fort. Défieez-vous en toujours. « Avec un parti de dix millions d'hommes on ne peut plus faire de Révolution. » (Mots fort instructifs si on les rapproche du *leit-motiv* « La Révolution est finie » accepté neuf ans plus tard, en plein succès de 1933.) « La meilleure organisation, lit-on ailleurs dans *Mein Kampf*, n'est pas celle qui interpose entre la direction d'un mouvement et ses adhérents le plus grand appareil, mais celle qui interpose le plus petit... L'organisation n'est qu'un mal nécessaire. Elle est au mieux un moyen en vue d'un but, au pire son propre but. »

Ce qu'il faut c'est un parti qui assure la police de ses réunions, sous une présidence énergique, par ses propres moyens. C'est l'autorité, dont les trois fondements restent sous tous les régimes, la popularité, la force et la tradition: appuyé sur les trois, on est inébranlable. C'est une pépinière de chefs; plutôt laisser un secteur en friche que d'entreprendre sa culture

quand on n'a pas l'homme qu'il faut. Lisez ceci, qui est essentiel dans l'Allemagne actuelle : « Le président d'un groupe local est investi de ses fonctions par le Führer du degré supérieur : il est le chef responsable du groupe local. Toutes les commissions lui sont subordonnées, et lui, à l'inverse, n'est subordonné à aucune. Il n'existe pas de commissions de vote, mais seulement des commissions exécutives... Tout Führer est nommé par son supérieur et en même temps investi de pouvoirs et d'une autorité illimitée. Seul le Führer suprême du parti, est... élu par l'Assemblée générale des membres du parti (qui peut, d'ailleurs, s'il le démerite, en élire un autre à sa place). Mais il est le conducteur exclusif du mouvement... La plus grande autorité... La plus lourde responsabilité. » Ici un écho wagnérien : « Seul le héros est appelé à ce destin. » Cent vingt pages plus loin, un autre passage de *Mein Kampf* confirme le *Führer Prinzip* : « Autorité de chaque conducteur vers le bas, responsabilité vers le haut. »

Second chapitre. (Il va de soi que ces chapitres ne se trouvent pas dans les écrits d'Hitler; mais tout ce qui les composerait s'y trouve.) On pourrait l'intituler : de l'éloquence.

Quand Hitler convoquait une réunion, les premières années, dans une brasserie de Munich, les tables étaient couvertes de prospectus et même de brochures. Le Führer fit afficher des proclamations; il souhaita posséder un journal. Lui-même, lorsqu'on lui demandait sa profession, répondait : « écrivain ». Mais la superstition de l'écriture n'est le plus souvent, à son avis, que pusillanimité d'intellectuel. Comment imposer un récit à l'adversaire? Comment l'adapter d'avance à un lecteur qu'on ne connaît pas? Aucun texte, à moins d'être, comme ceux des journaux communistes, l'œuvre d'agitateurs de salles publiques, ne modifie jamais un sentiment vague : la preuve, c'est que la presse bourgeoise, presse d'écrivains purs, — alors que la presse marxiste « n'était pas écrite, mais discourue », — n'a point su attirer le peuple.

Un orateur au contraire agit profondément. Lorsqu'il parle, il peut voir les visages : s'il se trompe de direction, il s'en aperçoit et change; suit-on mal son raisonnement, il simplifie, ralentit, recommence, va au-devant des objections pour les détruire. Plus il est « primaire », mieux il bouleverse.

Reprocher aux discours de se vider une fois écrits, prouve qu'on ne comprend rien à la question. Voyez Lloyd George, « le grand démagogue anglais » : les discours qu'il fit pendant la guerre, comme ministre des munitions, pouvaient paraître assez puérils à un lecteur ; mais ils atteignaient admirablement leur objet en remuant la masse. Bethmann-Hollweg au contraire, tout cultivé qu'il fût, se montrait lamentable à la tribune. « Je n'ai point à juger les discours d'un homme d'État à son pays, conclut Hitler, sur l'impression qu'ils laissent à un professeur d'Université, mais sur l'effet qu'ils exercent sur le peuple. »

Voilà qui est net. Ceci l'est plus encore : « Les plus grandes révolutions sur cette terre n'ont point été conduites par une plume d'oie. Non, il n'a été réservé à la plume que d'en fonder la théorie... La grande masse d'un peuple ne subit jamais avant tout que la puissance de la parole. Tous les grands mouvements sont des mouvements populaires, sont des éruptions de passions humaines et de sentiments de l'âme, déterminées soit par la cruelle déesse de la Nécessité, soit par les brandons des mots glissés sous la masse ; ce ne sont pas les effusions limonadeuses de littérateurs esthétisants et autres héros de salon. »

Quel est l'auteur de cette phrase ? L'orateur-né, qui, ayant mis dans son jeu à la fois la « cruelle Déesse de la Nécessité » et les « brandons des mots », a fini par soulever l'Allemagne ; l'expert de la parole, qui sait qu'il y a de bonnes salles et de mauvaises ; qu'une représentation de *Parsifal* semble toujours meilleure à Bayreuth où des souvenirs l'enrichissent ; que le même discours fait plus d'effet à telle heure qu'à telle autre : « Le matin et même l'après-midi, les forces de volonté des hommes paraissent résister plus énergiquement aux... essais de persuasion. Le soir, au contraire, elles se soumettent plus facilement... » Toutes les recettes, toutes les ficelles, toutes les chausse-trappes du métier, Hitler les connaît. Les succès marxistes, il les attribue beaucoup moins aux ouvrages des intellectuels juifs qu'à l'action orale des « apôtres de haine », à l'influence de milliers de propagandistes en contact direct avec le peuple. Lui, un instinctif ? Mettons un instinctif conscient. Un illuminé ? C'est aussi un homme qui sait exactement comment on peut opérer dans les diverses

couches d'une population ; un homme qui empruntera au communisme ce qu'il a d'efficace, ses méthodes, ses cortèges, ses « chœurs parlés », de même qu'il empruntera plus tard au fascisme ses cérémonies ou sa doctrine sociale en y ajoutant l'appoint du racisme germanique ; un homme qui emploie, systématiquement, les meilleurs moyens de manipuler un peuple.

Suivons-le au troisième et dernier chapitre : celui de la propagande.

« Est adhérent à un mouvement celui qui se déclare d'accord sur son but ; en est partisan celui qui combat pour lui... Le premier devoir de la propagande est de gagner des adhérents pour l'organisation ultérieure ; le premier devoir de l'organisation est de gagner des partisans pour la continuation de la propagande. Le second devoir de la propagande est de désagréger l'état de choses existant et d'y introduire la nouvelle doctrine, tandis que le second devoir de l'organisation est de conquérir la puissance pour assurer le succès final de la doctrine... Lorsque la propagande a rempli tout un peuple d'une idée, l'organisation, avec une poignée d'hommes, peut tirer les conséquences... » Inversement « la victoire d'une idée sera d'autant mieux réalisable que la propagande aura fait porter son travail sur une masse de gens plus grande... »

Cette propagande, issue d'un centre spirituel à déterminer (lire : Munich), quelle en sera la matière ? « La propagande est aussi peu une science par son contenu, qu'une affiche n'est de l'art par sa présentation. L'art de l'affiche est dans l'aptitude du dessinateur à attirer l'attention de la foule par la forme et par la couleur... Toute propagande doit être de forme populaire et de niveau spirituel adapté à la compréhension des plus bornés d'entre ceux à qui elle s'adresse... Plus limité sera son lest scientifique et plus exclusivement elle aura égard au sentiment de la masse, plus convaincant sera son succès. » **Donc pas trop de nuances et surtout pas d'objectivité.** (L'objectivité n'est qu'une idole pour les intellectuels.) Au contraire, simplification voulue des faits. Ici, quelques lignes jettent une étonnante lueur sur l'usage que le III^e Reich fait du « judéo-marxisme » : « Il appartient au génie d'un grand Führer de toujours faire en sorte que des adversaires isolés les uns des autres paraissent appartenir à une catégorie unique ;

car la reconnaissance d'ennemis différents par des caractères faibles et incertains ne mène que trop facilement à douter de son propre droit... Dès que la masse hésitante voit qu'elle combat trop d'ennemis, l'objectivité reparait aussitôt et en même temps la question se pose de savoir si vraiment tous les autres ont tort et si seul le peuple ou le mouvement en question se trouve dans le vrai. » Ce principe hitlérien s'applique bien entendu aussi à la politique extérieure. « En boudant contre cinq ou dix États, on omet de concentrer l'ensemble de ses forces morales et physiques pour frapper au cœur l'ennemi le plus enragé... » Il s'agit, on le sait, de la France.

La tâche étant ainsi délimitée, comment procéder ? « Tout, écrit Hitler, de l'alphabet des enfants au dernier journal, chaque théâtre, chaque cinéma, chaque colonne d'affichage, chaque cloison de planches, doit être mis au service de cette unique grande mission (se libérer du traité de Versailles) jusqu'à ce que la prière peureuse de nos patriotes actuels : « Seigneur, libérez-nous », se soit transformée dans le cerveau des plus jeunes en une requête ardente : « Dieu tout-puissant, bénis un jour nos armes ; sois aussi juste que tu l'as toujours été : juge maintenant si nous méritons la liberté ; *Seigneur, bénis notre combat.* » La propagande commencera donc sur une immense échelle. Manifestations monstres : seules les vastes assemblées donnent aux hésitants, aux sympathisants qui craignent de se trouver isolés, la sensation de leur force. Rien ne sera négligé : ni la mise en scène, ni les adjuvants ; se souvenir des lumières, de la musique, de l'encens qu'emploie le catholicisme. « Toute idée capable de remuer le monde n'a pas seulement le droit mais le devoir de s'assurer les moyens qui pourront la conduire à bonne fin. » Pas de demi-mesures : une véhémence extrême. Au poison, le contre-poison brutal. « Les plus grands changements sur cette terre eussent été inconcevables, si leurs ressorts, au lieu d'être des passions fanatiques, voire hystériques, avaient été les vertus bourgeoises de la tranquillité et de l'ordre. » Et ailleurs, pour ne laisser aucun doute sur les mots qu'il emploie, Hitler insiste : « Le ressort des changements les plus considérables s'est toujours moins trouvé dans un savoir imposé à la masse que dans un *fanatisme* qui l'anime, et parfois dans une *hystérie* qui la chasse en avant. »

L'ART DE CRÉER UNE PSYCHOSE

Ainsi se dégagent les méthodes de l'Allemagne naziste. D'une part, une stratégie qu'on pourrait appeler la stratégie du brouillard; d'autre part, une tactique simple et brisante. D'abord un système qui consiste à provoquer de l'agitation, à répandre sur les faits des nuées qui les transfigurent, à porter les passions, — peu importe le prétexte, — au paroxysme. Ensuite une attaque menée sur un seul point à la fois, par de petits groupes disciplinés, aux ordres de chefs qui savent ce qu'ils veulent.

Lorsqu'au mois de mars 1933 le docteur Goebbels s'installa en face de la Chancellerie au « ministère pour l'Éducation du peuple et pour la propagande » nouvellement formé, il reprenait la tradition du Führer. « Le ministre, expliquait-il, est l'agent de liaison entre le gouvernement et le peuple... Le gouvernement veut réaliser entre sa propre volonté et la volonté populaire la même concordance qu'entre l'administration du Reich et celle des États... Sa propagande s'étendra non seulement à la politique intérieure, économique et sociale, mais également à la politique extérieure et, dans tous ces domaines, elle n'hésitera pas à présenter au peuple la situation sous son véritable jour... En matière de propagande, le succès est la seule règle. »

Pendant que M. Rosenberg, de l'autre côté de la Wilhelmstrasse, organisait les bureaux des « Affaires extérieures », c'est-à-dire la défense et l'illustration du nazisme à l'étranger, le docteur Goebbels se mettait à pétrir le III^e Reich désormais soumis tout entier à ses charmes.

La presse? Toute opposition étant supprimée, on permettra la critique « à condition qu'elle ait pour objet d'aider le gouvernement ». Le film, le théâtre? Censurés, cela va de soi, avec le souci de « retremper » la nation en lui montrant des scènes édifiantes tirées des événements actuels, de l'époque de Frédéric II, ou des guerres de libération : sur la scène les résultats seront désastreux; à l'écran, parfois très bons. Les lettres? Simple section des « chambres de culture » qui englobent aussi peinture, sculpture, musique. La radio? On servira du Bach à l'heure du petit déjeuner, afin d'élever les

âmes, des « scènes auditives » le soir (un speaker décrit par exemple une opération de police contre les communistes : on entend les coups de sifflet, les pas sur le pavé, les coups de feu, les injures), et des nouvelles « exactes » jour et nuit ; quotidiennement, de sept à huit, « heure de la nation », répétition des discours officiels, dialogues et conférences ; les postes récepteurs vendus à bon marché sous un numéro qui rappelle la date du triomphe nazi ne « prennent » que les émissions allemandes ; et pour deux marks, dans toutes les boutiques, on peut s'acheter un disque reproduisant la voix d'Hitler, celle d'Hindenburg, celle de Goering, les cloches de Potsdam, les tambours de la Reichswehr, et les « cris de jubilation du peuple ». Qui ne serait enchanté ? Un dernier service du ministère Goebbels, celui de la « propagande active », successeur de l'ancien *Heimatsdienst*, fonde son action sur deux principes : simplicité, concentration et recherche de l'effet massif. Des commissions spéciales fixent le programme des réunions dont les milices brunes assureront la police ; elles arrêtent même les grandes lignes de tous les discours. Ainsi dans l'Allemagne entière, — qu'il s'agisse de campagne électorale, de referendum, ou d'aide pour l'hiver, — il ne se prononce point de phrase sur une estrade qui ne soit inspirée par Berlin.

Et ce souffle, cette action ne cessent point. Action dans le temps : depuis le printemps dernier, le calendrier national-socialiste annonce une nouvelle cérémonie à peu près chaque semaine ; fête du travail, fête de la moisson, fête des métiers, congrès régionaux ou nationaux de S.A. et de S.S.. A Berlin, presque tous les dimanches, on défile pendant deux ou trois heures ; dans les grandes occasions le cortège s'allonge encore. Action dans l'espace ; il n'est pas de ville d'Allemagne, pas d'agglomération qui ne soit touchée à son tour ; si les « leaders » ne peuvent venir, les comités locaux sont là. Action sur les diverses couches de la population : aujourd'hui les agriculteurs, hier la jeunesse, demain les anciens combattants. La « lutte contre la faim et le froid » comporte à elle seule, pour le présent hiver, cent cinquante mille réunions.

Dans ces réunions, économiques ou politiques, développe-t-on un programme ? On s'en garderait bien. C'est l'enthousiasme qu'il s'agit de soutenir. « Vous aviez depuis quatorze ans un gouvernement abominable, expose l'ora-

teur. Vous avez maintenant un Führer qui s'apparente aux fondateurs de l'Allemagne, à Bismarck, à Frédéric II, à Luther. Le communisme vous menaçait ? Nous vous en avons sauvés. Chômeurs, on vous le cachait, ce sont les Diktats de Versailles et de Saint-Germain qui causent votre misère. Mais le monde doit maintenant compter avec un Reich retrempé dans l'héroïsme. Pas de guerre. La réparation pacifique des injustices commises envers nous. La liberté. L'honneur. » Mystique simple et puissante qui échappe à toute contradiction.

J'étais en train de parcourir l'Allemagne, de Prusse orientale en Bavière et de Leipzig à Cologne, vers l'époque des dernières « élections ». En trois semaines il ne m'arriva point, je crois, de me trouver dans une seule ville où, le jour même, quelque cérémonie ne vint ajouter à la psychose publique. Le matin, un fracas de cymbales vous attire à la fenêtre : c'est le premier cortège qui passe. Le soir un bruit de bottes et un chant cadencé vous y rappellent : marche nocturne de S.A. Entre temps, d'autres distractions du même genre. Ce régime, qui rendrait la plupart des Français malades en un mois, correspond à une part des goûts germaniques. On s'en aperçoit vite. Ici, de grosses dames en robe de satin, épouses d'anciens artilleurs, dansent autour d'un mortier de 210 en carton-pâte, qu'on a fait installer dans la salle de bal. Là, des jeunes gens en chemise brune, poignard au côté, sac au dos, montent sur la scène, au cours d'une soirée de charité, et lancent aux consommateurs de bière des poèmes sur le Glaive et la Flamme. Pas une réunion qui ne commence par une entrée et par une sortie des drapeaux, d'ailleurs souvent impressionnantes. Pas une assemblée sans *Horst Wessel Lied* ou *Deutschland über alles* chanté debout, le bras tendu. Dans quelle mesure cette foule se donne-t-elle spontanément ou obéit-elle aux invites du pouvoir ? Interrogez l'histoire du fascisme. Ce qu'on voit en Allemagne est moins nouveau que porté à la perfection.

Quand Hitler intervient en personne, la tension s'accroît. J'ai voyagé en Thuringe avec des milliers de gens qui allaient l'entendre. On songe vaguement à Lourdes, au contact de ce public : un Lourdes où les pèlerins se grouperaient militairement en sections, au débarqué du train spécial. Telle est l'affluence que, trois ou quatre heures avant l'ouverture de la cérémonie, les portes de la salle doivent être closes. Des

orchestres de miliciens bruns remplissent l'air enfumé du bruit de leurs cuivres. Un haut-parleur annonce l'approche du Führer : « Son avion a survolé Weimar. Son auto vient de passer sous le Brandeburger Tor. Plus qu'une demi-heure. Heil! Plus que dix minutes. Heil! heil! Le voici. » Quand il paraît enfin, c'est aux yeux d'une foule surexcitée par la musique, par l'attente, et déjà ivre d'elle-même. Acclamations. Marche triomphale. Montée à la tribune. Alors commence un exercice collectif, relevant du système Coué : « Peuple allemand, tu n'étais pas responsable de la guerre, pas responsable de la guerre, pas responsable de la guerre. Peuple allemand, tu es le plus grand et le plus maltraité d'Europe, le plus grand et le plus maltraité, le plus grand et le plus maltraité. Un monde d'ennemis t'environne... » Et cinq, dix ou cinquante mille patients de répéter : « Un monde d'ennemis nous environne, un monde d'ennemis nous environne... »

Pour juger de l'ampleur de ces opérations psychologiques, il faut avoir vu Berlin, tel soir de grand discours au Sport Palast : depuis longtemps la salle principale est pleine; des schupos en interdisent l'approche; mais vers trente, cinquante autres locaux de la capitale, de petits groupes d'hommes, des délégations, des escouades, s'avancent en chantant. Service commandé? La plupart de ces gens aiment marcher. La nuit tombe: de la rue, deux rangées de flambeaux conduisent à une voûte sombre et se prolongent à l'intérieur du lieu de la réunion; pour quel service divin s'assemble-t-on dans cette pénombre? Pour entendre la voix du Messie tomber d'un mégaphone, au-dessus de la tribune vide, comme celle d'Amfortas sur le tabernacle du Graal.

Ci : deux ou trois cent mille auditeurs. Le jour d'un appel aux ouvriers allemands, ce chiffre grimpera de plusieurs millions; dans toutes les usines, sur tous les chantiers, le travail sera interrompu et le personnel assemblé devant le haut-parleur; dans les ports, les sirènes des bateaux sifflent; impossible, en quelque ville qu'on se trouve, d'entrer dans un bureau de tabac, dans un restaurant, dans une boutique, de suivre le trottoir d'une grande rue sans être assailli par les exhortations de la Radio : « Peuple, je te sauverai malgré toi! » Et les discours parfois de reprendre en pleine nuit, sur une place grouillante d'uniformes, dans le flamboiement des

torches. Souvenirs du camp de Wallenstein, de la taverne d'Auerbach, de la Tétralogie; conjuration des esprits du Brocken; trompettes des Walkures; hydromel du Walhalla; serments à la patrie; exaltation chevaleresque; passion de justice; noblesse; frénésie d'idées vagues. Ces forces psychiques une fois soulevées, quelle direction prendront-elles? Ici l'on revient, comme toujours, à Hitler.

LE FUHRER PARLE

Je me trouvais à Munich lorsque le Fuhrer y célébra le dixième anniversaire du « putsch » manqué de novembre 1923. C'est devant la *Feldherrnhalle*, sorte de « Loge des Lanzi » où pendent les couronnes dédiées aux territoires perdus en 1919 par l'Allemagne, — des colonies à l'Alsace-Lorraine, — que se produisit le choc entre la police bavaroise et la troupe Hitler-Ludendorff. Du haut de la « Résidence », les anciens appartements privés de Louis II, tout or et pourpre rococo, dominant le théâtre de la fusillade. Après la guerre, les descendants des Wittelsbach émigrèrent de l'autre côté de la place, dans un palais moins fastueux. Mais l'activité politique se transporta plus loin, et se fixa ensuite autour de la Maison brune, bâtisse carrée, de lignes sobres, à trois étages: des réunions s'y tiennent dans une assez petite salle aux fauteuils écarlates, qui évoquent ceux d'un collège ecclésiastique; des plaques de bronze, des lauriers, le buste du poète nazi Eckart y commémorent les débuts du mouvement; des enseignes rouges à croix gammée, marquées « Allemagne, éveille-toi », profilent leur hampe d'ébène, leur tissu carré, leur couronne et leur aigle d'or sur les murs blancs; Rudolf Hess, bel Allemand né en Égypte, y siège; le chancelier du Reich venait d'y rendre visite à son état-major brun et noir.

La veille, à plusieurs reprises, il était passé dans les rues. Pour qu'on le voie, quand c'est nécessaire, il s'assied sur le dossier au fond de l'automobile ouverte, les pieds sur la banquette, dominant ainsi de tout le buste ceux qui peuvent être à côté de lui. Toujours tête nue; presque toujours en brun, — chemise ou veste, — le baidrier de cuir en travers de la poitrine, portant le col mou blanc et la cravate foncée, un imperméable, s'il fait froid, et d'autant plus simple que ses adjoints

ont des tenues plus élégantes ou des uniformes plus chamarrés. Dès que l'auto s'arrête, il saute à terre. Dans plusieurs brasseries de la ville, — celles-là mêmes qui virent la fondation du Parti et les réunions tumultueuses de 1923, — ses anciens compagnons l'attendaient. Il leur avait rappelé leurs souvenirs communs. Et, ce matin, en grand cortège, il suivait les rues bordées de torchères brûlantes et d'oriflammes rouges par où, dix ans plus tôt, jour pour jour, à la même heure, il était monté vers l'Odeons Platz. « Passage de l'Isar : passage du Rubicon », eut soin de préciser un haut-parleur perché sur les toits ; et le speaker, — tel le héraut de la tour, — de décrire, après les avoir nommés, les chevaliers qui franchissant de nouveau le pont, là-bas, s'avançaient à travers Munich.

Un immense étendard à croix gammée, couleur de deuil, était suspendu entre la « Résidence » et la « Feldherrnhalle ». Hitler s'arrêta sous cet étendard. Un roulement de tambour : les bras se tendent. Durant la minute de silence qui suivit, tous les postes de T. S. F. répétèrent les noms des seize nazis tués à cette place. Puis le mouvement reprit. Je vis le Führer, les mains croisées devant lui, dans une attitude qui lui est familière, gravir les marches de la « Feldherrnhalle », entre les deux lions derrière lesquels s'inscrivent les mots qu'il n'aime pas : « Seigneur, libère-nous. » Il se retourna vers la foule qui l'acclamait, vers les trente milliers de miliciens d'élite, vers les cent quatre-vingt-quinze enseignes réunies à ses pieds ; il se mit à parler.

Sa voix est enrouée, sa prononciation râpeuse, avec des touches d'accent paysan. L'orateur retient ses gestes et tâte son public. Regardez-le : un visage qui n'est ni distingué ni brutal ; un front d'homme têtue, buté même et toujours pesant sur l'obstacle ; une masse de cheveux châtain foncé rabattus à gauche ; de la moustache longue et tombante que montrent les photographies de guerre, il ne reste plus depuis quatorze ans que la petite brosse chère à ses caricaturistes ; des yeux qui s'enflammeront ; des dents prêtes à se découvrir ; quarante-cinq ans d'âge ; pas de graisse inutile ; pas de maigreur non plus : un ouvrier de taille moyenne, énergique et bien portant. A-t-il jamais eu besoin d'apprendre à discourir ? La première fois qu'il intervient à Munich, ses dons oratoires lui sont révélés par la fuite de l'adversaire. Il les a prodigieuse-

ment développés depuis lors. A Berlin, un autre jour, je l'ai entendu parler devant quinze mille personnes, sans une note, pendant une heure quarante; il réussit au besoin à se faire écouter sans ennui durant trois heures. Le jeu et le mécanisme sont admirables. Veut-il « en remettre », un tiroir s'ouvre : objections imaginaires, réponses, changements de ton. Et comme il s'adapte à l'auditoire ! Au Reichstag, homme d'État ; devant les agriculteurs, homme de la glèbe ; à Siemens Stadt, pur démagogue ; ailleurs usant d'effets comiques ; ce dernier genre est le plus rare ; sa prédilection s'attache au pathétique dont les Allemands ne sont jamais rassasiés. Ses avant-bras se lèvent ; ses mains se crispent ; ses cheveux achèvent de se défaire sur le front aux veines gonflées ; sa voix s'étrangle ; une sorte de transe le prend qu'il communique à la foule.

HITLER INTIME

Mais cet homme que des millions d'autres hommes ont entendu comme moi, ce meneur dont nous connaissons les moyens et l'opinion sur la masse, que peut-il être intimement ? Qu'on se représente ses origines et les débuts de sa vie. Son père, employé des douanes autrichiennes, meurt en 1902 quand il a treize ans. Quatre ans plus tard, il est orphelin et sans le sou. Celui qui naquit dans un confortable intérieur de petits bourgeois à Braunau, et rêva d'être architecte ou artiste, se retrouve battant le pavé à Vienne, sans travail, crevant de faim. Première rancune : elle s'est tournée, semble-t-il, contre les Juifs qu'il rend confusément responsables de la misère sociale.

Le second ébranlement de cet être viendra de la guerre, qu'il a faite avec bravoure dans un régiment bavarois. On possède une photographie de la foule chantant la *Wacht am Rhein* le 2 août 1914 sur l'Odeons Platz à Munich ; Hitler y est parfaitement reconnaissable : les cheveux dépeignés, le visage joyeux, c'est vraiment l'ouvrier peintre enthousiaste. Il nous raconte qu'étant à l'hôpital militaire de Pasewalk en Poméranie, le 10 novembre 1918, lorsque le pasteur vint dire que l'Allemagne, devenue république, allait mettre bas les armes, il alla se jeter sur son lit pour pleurer : nous pouvons l'en croire.

Son activité sociale s'est donc brisée d'abord sur deux immenses déceptions. Autre sujet beaucoup plus délicat : la vie privée de maint personnage voué au service de la nation, — un Lénine ou un Mussolini par exemple, — n'a rien de mystérieux ; sur celle de l'auteur de *Mein Kampf* on n'a au contraire que peu de clartés. Parfois on chuchote le nom d'un collaborateur et ami du Führer dont la sœur eût été, avant le « putsch » de 1923, sa fiancée. L'épisode eut-il beaucoup d'importance ou peu ?

Depuis lors, silence total. Les critiques souvent justes adressées à l'état-major nazi, au temps où il vivait dans les chambres de l'hôtel Kaiserhof, se sont arrêtées devant le patron. Bien plus, celui-ci est si fort de son prestige personnel, qu'il impose tel officier aux mœurs douteuses. Il passe pour n'avoir jamais lâché un partisan sincère et bon organisateur. Aucun accroc à l'honnêteté dans sa vie ; aucune variation politique. « Antisémita, anti-parlementaire, anti-marxiste dès le berceau », pourrait-on dire. Aucun doute apparent sur la vérité. Effrayante constance, que le chancelier humanise aujourd'hui par un sens très sûr de l'équilibre entre les amis, de même qu'il corrige ce que son autodidactisme a de primaire, en provoquant et en écoutant des conseils. Ajoutez deux ou trois touches au tableau de sa pureté : Hitler habite une chambre quelconque au quatrième étage de la chancellerie ; il travaille et reçoit sans cérémonial, ne prend jamais d'alcool, ne fume pas, mange à peine de viande. « Pas de vin ? pas de femmes ? défiez-vous de cet homme. » Et lui de répondre : « Français frivole... » Ce qui ne résout en rien le problème physique et moral de son tempérament.

On le dit maître de lui. N'empêche qu'une de ses impulsions peut déterminer le sort de l'Europe. Est-il modeste ? ou joue-t-il la modestie ? Est-il possédé ? ou joue-t-il la possession ? Il y a dix ans, il écrivait : « Les pays opprimés ne seront pas ramenés dans le giron d'un Reich uni par des protestations fulminantes ; ils le seront par un glaive capable de frapper. » Aujourd'hui, il s'écrie : « Nous savons tous qu'une nouvelle guerre sera nécessairement une catastrophe européenne. Qui peut me supposer assez fou pour conduire au carnage les plus indispensables ouvriers de notre mouvement : la jeunesse allemande ? » Et ce cri, quand on l'entend en séance publique,

semble lui monter des entrailles. Hypocrisie? Mensonge? Suprême talent? De qui est cette formule : « La sincérité absolue dans la mauvaise foi complète »? On serait plutôt tenté de conclure à une série de sincérités successives dans des rôles inconciliables.

Et quels rôles! C'est le même Hitler qui se moque cyniquement des « armes spirituelles », déclare qu'on ne brise la terreur que par la terreur, et qui, l'ouvrage fait, se laisse photographier dans son verger des Alpes bavaroises, en train de caresser ses chiens ou d'embrasser des petites filles. Le même qui rêvant, dit-on, de jeter des couronnes dans le Rhin à la gloire des soldats ennemis morts pour leur patrie, répétait avec force, qu'une revision des frontières de Versailles ne pourrait être obtenue que par un « combat sanglant ». Quel romantisme, quelle sentimentalité refoulée gîtent sous cette politique impitoyable? De quelles accumulations de forces nerveuses pouvons-nous recevoir demain la décharge? Le chancelier du Reich a des côtés faibles et des points sensibles, n'en doutez pas. Rien peut-être ne donne une idée si inquiétante des divers plans sur lesquels il se meut que ce passage dont il est l'auteur : « On doit concevoir qu'il se passe nécessairement un certain temps avant qu'un peuple ne saisisse complètement les desseins profonds d'un gouvernement; car des explications sur les buts ultimes d'une préparation politique définie ne peuvent être données; on ne peut au contraire faire entrer en ligne de compte que la croyance aveugle des masses ou l'intuition supérieure des dirigeants. »

Hitler, technicien et médium des foules allemandes. Ayant fait la révolution de la parole, il continue de servir aux âmes des nourritures excitantes. Bientôt...

Mais ceci est une autre histoire.

PIERRE FRÉDÉRIX.

LÉOPOLD I^{ER} INTIME

II ⁽¹⁾

Au début de septembre (1828), Caroline Bauer fut convoquée avec quelques-uns de ses camarades à Potsdam pour y donner des représentations sur le théâtre du nouveau Palais. Le Roi voulait égayer un hôte princier, dont il paraissait faire grand cas. Chaque fois qu'elle parut sur la scène, elle vit cet étranger de haute mine, portant un splendide uniforme anglais rouge et or, braquer sur elle sa lorgnette et ne plus la quitter des yeux. C'était le prince Léopold de Saxe-Cobourg, l'ancien compagnon d'enfance de sa mère, le maître et l'ami de leur cousin Stockmar.

Le lendemain, le prince se fit annoncer dans le petit appartement des dames Bauer. Après avoir exprimé gracieusement à la mère son plaisir de la retrouver, il prit la fille à l'écart pour lui avouer ses sentiments et l'accabler de questions. Il avait été frappé, ému, troublé, de sa parfaite ressemblance avec sa défunte épouse, la princesse Charlotte d'Angleterre. Aimait-elle quelqu'un? Son cœur était-il absolument libre? Serait-elle disposée, dans ce cas, à partager sa solitude dorée, à renoncer pour lui aux succès et aux applaudissements du théâtre, à se consacrer à lui dans une intimité douce et heureuse? Puis, s'adressant à M^{me} Bauer, il lui dit qu'il voulait préparer à sa fille une situation honorable, à l'abri de tout souci. Pour mieux leur prouver la pureté de ses intentions, il

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

chargerait son fidèle Stockmar, leur parent, de leur expliquer de quelle manière il comptait assurer l'avenir de Caroline. Il partait pour Cobourg, où il séjournerait une quinzaine de jours, avant de se rendre en Italie pour y passer l'hiver, et il donna rendez-vous à ces dames dans cette ville, en souhaitant ardemment de les y revoir.

Vu de près, le prince, remarque Caroline, paraît plus vieux que son âge, trente-huit ans, et il porte une courte perruque noire et lustrée. Mais il a un aspect romantique, un teint pâle, des traits magnifiques, des yeux profonds et sombres, qui lui prêtent un charme de souffrance et de mélancolie. Un homme, un prince, bien digne d'être consolé! Aussi la jeune fille, malgré les hésitations de sa mère, l'entraîne-t-elle au rendez-vous qu'il leur a fixé.

A Cobourg, elles sont reçues par le cousin Stockmar, petit médecin allemand créé baron et transformé en gentleman anglais dogmatique, qui leur expose froidement les desseins de son maître. Léopold, après bien des mécomptes, est tombé sérieusement amoureux de Caroline et veut conclure avec elle une honnête union, un mariage morganatique, qui lui vaudra le titre de comtesse; mais cette union doit rester secrète, car, si elle était divulguée par les journaux, elle ferait l'objet d'une interpellation au Parlement britannique et le prince risquerait de perdre le douaire de cinquante mille livres sterling qui constitue toute sa fortune. De plus, il se peut qu'on lui offre le trône de Grèce, et c'est pour être plus près de ce pays qu'il se rend en Italie. S'il était choisi comme souverain, il ne pourrait amener à Athènes qu'une épouse légitime. Dans ces conditions, le lien secret qui l'unirait à Caroline devrait être rompu aussi discrètement qu'il aurait été noué. Elle recevrait une pension qui lui procurerait une position indépendante et, si des enfants venaient à naître de cette union, il serait pourvu à leur avenir. « Si vous voulez répondre à l'amour du Prince, insista Stockmar, ce sera à vos risques et périls. Réfléchissez bien avant de vous lier. Sondez votre cœur et vos forces. »

Ces conditions, si peu tentantes qu'elles nous paraissent, et la recommandation de ne rien précipiter ne firent pas hésiter l'impatiente Caroline. Dès qu'elle se trouva avec Léopold dans son petit château de Niederfullbach, où une rencontre leur avait été ménagée loin des regards indiscrets des

Cobourgeois, elle tomba dans ses bras, lui rendit ses baisers et lui jura que son cœur lui appartenait. Sans doute était-elle de bonne foi. La précarité de la situation qui lui était offerte, l'incertitude de son avenir, si le prince acceptait la couronne de Grèce, ne l'arrêtrèrent pas un instant. Elle retourna à Berlin au comble du bonheur, pleine d'espérance et de confiance dans ses charmes, joyeuse d'être débarrassée des soucis de sa carrière d'artiste, des intrigues et des cabales de la scène et des déceptions qu'elle y avait trouvées.

Qu'on ne se scandalise pas trop du rôle joué par le baron Christian de Stockmar et des responsabilités qu'il avait assumées dans cette aventure. L'honnête conseiller, honoré plus tard de l'amitié des maisons régnantes de Belgique, de Cobourg, d'Angleterre et de Prusse, ainsi qu'il est écrit sur sa tombe de marbre dans le cimetière de Cobourg, obéissait à des mobiles que la morale condamne, mais que son dévouement à son maître peut à la rigueur excuser. Pour l'arracher au désenchantement, au marasme, où il le voyait plongé, après tant d'années d'inaction et de veuvage, il sacrifiait sa propre parente, dans l'espoir qu'au contact de cette fraîche jeunesse il reprendrait goût à la vie et que ses idées noires s'envoleraient sous le souffle d'un amour heureux et rajeunissant. Que si le prince, après en avoir goûté, persistait à courir la chance d'un trône instable chez un peuple sortant d'une longue servitude, il resterait à Caroline les moyens de vivre honorablement une vie bourgeoise, loin du faux éclat et des misères réelles de la rampe. Mais Stockmar n'avait pénétré ni le caractère, ni l'ambition de sa cousine.

Entre Caroline rentrée à Berlin et le prince séjournant à Naples une tendre correspondance s'engagea, qui s'interrompit brusquement au bout de deux mois. Qu'était-il arrivé ? Malgré le silence recommandé à ces dames sur leur excursion à Cobourg, le bruit commençait à se répandre du prochain mariage morganatique de Caroline avec un gentilhomme de haut rang. Rien ne pouvait déplaire davantage à Léopold, soucieux d'envelopper sa vie privée d'un mystère impénétrable. Il laissa sa soi-disant fiancée se morfondre dans une abse ce complète de nouvelles pendant quatre mois. Enfin, vers le milieu d'avril, une lettre de Stockmar, accompagnée d'un chèque important, indiqua à M^{me} Bauer et à sa fille la route

qu'elles devaient suivre pour se rendre sans bruit en Angleterre.

Débarquée à Douvres sous la conduite de l'intendant du prince, le joyeux Hühnlein, sorte de Figaro à tout faire, Caroline est émerveillée de la riante campagne anglaise et de la richesse du pays où elle est appelée à vivre. Des rêves irréalisables enflamment son imagination, prompte à l'enthousiasme comme au découragement. Ils ne diminuent pas à l'aspect de la coquette maison qui a été préparée pour la recevoir dans le nouveau quartier autour de Regentpark, nommé ainsi en l'honneur du Prince régent. Mais ni Léopold, ni Stockmar ne sont là pour l'accueillir. Le prince n'apparaît que le lendemain et, devant sa froideur bien différente de son ardeur amoureuse à Cobourg, elle s'indigne et se désespère. La cause n'était pas difficile à deviner. Une lettre anonyme, expédiée de Berlin, avait révélé au prince de prétendues horreurs sur son compte et l'avait dépeinte comme une aventurière qui avait jeté sur lui ses filets. Caroline n'a pas de peine à se disculper, mais la confiance de Léopold paraît néanmoins ébranlée. Le fait est qu'il n'a plus rien de l'empressement d'un amant. S'il vient la voir chaque après-midi, c'est pour l'entendre jouer du piano, chanter les airs qui lui plaisent et faire la lecture d'un roman, tandis qu'assis près d'elle, il s'amuse gravement à parfiler, à défaire fil par fil des galons d'or et d'argent, suivant la mode qui fit fureur avant la Révolution à la cour de Versailles et que des émigrés français avaient importée en Angleterre. Était-ce donc là tout le bonheur idyllique, dont il était décidé à se contenter?

Le Prince régent avait surnommé son gendre, « Monsieur tout doucement » et « le Marquis peu à peu ». Léopold semblait s'appliquer à justifier ces surnoms par la prudente attitude dont il ne se départit pas envers la séduisante Caroline pendant quelques semaines. A-t-il regret de l'avoir fait venir? S'aperçoit-il déjà que cette fille légère, pétulante, avide de plaisirs, ne répond pas à l'idéal romanesque qu'il s'était forgé d'une compagne douce et dévouée, à cause de sa trompeuse ressemblance avec la princesse jadis tendrement aimée? Mais il était trop tard pour reculer. Caroline somme Stockmar de presser le prince de remplir ses promesses, sinon elle sera perdue de réputation, elle passera pour avoir été l'objet d'un

caprice éphémère ; et Léopold, mis au pied du mur, ne tarde plus à s'exécuter. Le soi-disant mariage a lieu le 2 juillet dans la petite maison de Regentspark en présence de deux témoins. Singulière cérémonie, à laquelle aucun pasteur ne prend part. Elle se réduit à la signature d'un contrat, par lequel Caroline reçoit le titre de comtesse de Montgomery et une pension annuelle. Après quoi Mme Bauer, éperdue de joie, pressa sa fille dans ses bras. Cette satisfaction maternelle, qui se contentait de peu, laisse planer bien des doutes sur la promesse d'une union morganatique, faite par Stockmar au nom du prince.

Alors commença pour la nouvelle comtesse une véritable lune de miel qui ne dura qu'un mois, le mois de juillet, le plus beau en Angleterre. Léopold est métamorphosé ; ses yeux, baignés de mélancolie, brillent maintenant de l'éclat de la jeunesse. Plus de maintien composé, plus de parfilage. Les amants se promènent au clair de la lune et s'attardent à compter les étoiles, comme deux enfants. Quand le prince est retenu à la cour par les devoirs de sa situation officielle, Stockmar promène les dames dans les environs de Londres. Ces courtes semaines de juillet ont été, affirme Caroline, les dernières semaines romantiques de la vie de Léopold.

Au mois d'août, les amants se séparèrent. Le prince, soigneux de sa santé, alla prendre les eaux de Carlsbad. Il envoya Caroline se distraire à Paris, ce qui nous vaut un chapitre de ses *Mémoires* sur la vie parisienne à la fin de la Restauration. La comtesse de Montgomery, chaperonnée par sa mère et ayant pour garde du corps son second frère, Louis, sage jeune homme, que Stockmar avait placé dans une maison de commerce, loge dans un élégant hôtel de la rue de Rivoli, en face des Tuileries. Elle a un équipage et se commande d'exquises toilettes. Dès son arrivée, elle passe ses soirées au théâtre, car elle est restée très cabotine malgré son changement de fortune et il lui est défendu, d'ailleurs, de cultiver de nouvelles relations et même de recevoir les amis qu'elle a connus à Berlin, si elle les rencontre à Paris. Le Théâtre Français, le plus fameux de l'Europe, où ne règne plus Talma, lui cause une profonde déception. Elle bâille aux tragédies, déclamées sur un ton trop pompeux et trop monotone pour son goût romantique allemand. Mais elle admire sans réserve M^{lle} Mars qui, à cinquante ans, joue encore les amoureuses. Plus tard,

remontée elle-même sur la scène, elle s'efforcera de l'imiter sans y parvenir. M^{lle} Mars, avouera-t-elle, avait du génie et je n'avais que du talent. Ses préférences s'adressent aux acteurs et actrices des petits théâtres, à Bouffé, à Déjazet, au comique Odry. Elle pleure à l'Opéra en entendant le ténor Nourrit, dans le célèbre trio de Guillaume Tell, chanter d'une voix qui lui va à l'âme : « Mon père, je ne te verrai plus ! » Aux Italiens, elle applaudit avec délices Marie Malibran et Henriette Sontag dans *Don Juan*. Quand elle rencontre cette dernière, qui se promène aux Tuileries entourée de ses admirateurs, elle voudrait bien renouer connaissance et bavarder à cœur ouvert avec elle, au lieu de se contenter de lui sourire en passant. Mais des confidences sont interdites à la comtesse de Montgomery qui commence à sentir l'ennui de son équivoque position. Son séjour à Paris n'a d'autre effet que de lui inspirer le regret du théâtre et des applaudissements qu'il ne lui était plus possible de récolter.

Le prince Léopold est venu la rejoindre, mais il la quitte au bout de quelques semaines, après avoir réduit son train de vie et ses dépenses, ce qui ne laisse pas de l'indisposer contre lui. Que fait-il loin d'elle ? Elle apprend par Stockmar qu'il est absorbé par des négociations diplomatiques au sujet de la Grèce, dont les grandes Puissances ont reconnu l'indépendance et voudraient faire de lui le souverain. Il la rappelle cependant, à la fin de l'année, en Angleterre, et l'installe dans une villa à côté du château de Claremont, dont il a la jouissance, sa vie durant. Cette retraite n'est plus la cage dorée de Regentpark, où elle chantait ses airs allemands, mais une maison maussade, une prison, prétend Caroline, cachée au milieu des arbres, où elle s'ennuie à périr et n'a d'autre plaisir que l'équitation. Un matin qu'elle s'était aventurée avec sa mère dans le domaine de Claremont, elle y rencontre une petite fille montée sur un poney, qui, à sa vue, tourne bride aussitôt et va rejoindre une dame imposante, laquelle jette un regard sévère sur les deux intruses. C'étaient la duchesse de Kent et sa fille Victoria, la nouvelle princesse royale d'Angleterre. Cette rencontre avec la sœur et la nièce de Léopold couvrit Caroline de confusion.

Elle ne dissimule pas dans ses *Mémoires* que le prince ne tenait plus à elle, mais elle n'en confesse pas la raison, qu'elle

attribue à la froide ambition de son amant. A la vérité, la déception a été égale chez le prince, qui n'avait pas trouvé en cette fantasque et exigeante maîtresse la compagne capable de lui donner l'illusion et la joie d'un foyer conjugal. Que ne lui rendait-il alors sa liberté? Si nous en croyons Caroline, elle l'a réclamée avec instance, non au prince lui-même, mais à Stockmar. Celui-ci l'a suppliée de prendre patience, tant que l'affaire grecque ne serait pas terminée, tant que Léopold n'aurait pas accepté la couronne de Grèce qui lui était offerte par la France, l'Angleterre et la Russie. On se quitterait alors en bons amis. Mais voici qu'après l'avoir acceptée, il la refuse définitivement pour des motifs dont nous n'avons pas à apprécier ici le bien-fondé. Et la vie continue, mélancolique, plate, monotone, des deux amants qui ne s'aimaient plus et ne parvenaient pas à se séparer.

Une lettre de M^{me} Bauer à un ami d'Allemagne, datée du 10 juillet 1830 et insérée dans les *Mémoires* de sa fille, contient un passage qui contredit l'affirmation qu'elle s'est plu à répéter de son impatience d'être libérée de son lien avec Léopold. M^{me} Bauer annonce que son fils Louis va entrer au service du prince de Cobourg en qualité de secrétaire, de quoi elles sont enchantées, que Lina est en bonne santé et satisfaite, que l'affaire de Grèce, qui leur a donné tant de soucis et d'anxiétés l'hiver précédent, est maintenant heureusement réglée.

La rupture était cependant tout près de s'accomplir. Elle fut provoquée par l'autre frère de Caroline, Karl, l'officier, de qui elle avait payé plus d'une fois les dettes. Un soir, il osa apparaître dans la villa de sa sœur, exigeant une avance de seize mille thalers pour se marier avec une personne de la noblesse allemande, à qui il avait juré de l'épouser, et menaçant de se tuer, si elle n'obtenait pas pour lui cette somme du prince Léopold. Caroline se résigna à la demander à Stockmar, qui s'emporta en reproches sanglants et traita la mère et la fille d'intrigantes, d'aventurières venues en Angleterre pour faire fortune aux dépens de son maître. Elle n'eut pas plus de succès auprès de Léopold lui-même et, dans un dernier entretien, elle lui dit, elle lui cria tout ce qu'elle avait sur le cœur d'un ton qui rendit une réconciliation impossible. Nul doute que, voyant tout perdu, elle ne se soit surpassée comme

actrice dans cette scène finale, qui mit un dénouement mélodramatique à leur liaison.

Caroline Bauer abandonna le titre de comtesse de Montgomery pour reparaitre sur la scène, mais elle ne renonça pas à la pension qui lui avait été garantie par contrat et lui fut régulièrement servie jusqu'au jour où elle obtint d'en toucher le capital. Elle quitta le théâtre en 1844, après des succès divers de femme et d'artiste, et épousa le comte Brœl Plater, fondateur du musée national polonais de Rzppersvil, près de Zurich (1). Elle garda le silence sur ses relations avec le prince Léopold, tant que vécurent Stockmar et le roi des Belges, qu'elle ne revit jamais. Mais elle méditait une revanche et une apologie posthumes. Chez elle, l'âge qui adoucit d'ordinaire les souvenirs cuisants ou douloureux de la jeunesse, ne fit qu'aviver la blessure faite à son amour-propre de jolie femme plutôt qu'à son cœur. Elle a trop cherché dans ses *Mémoires* à noircir, voire à ridiculiser le prince Léopold. Le portrait, qu'elle trace de lui à maintes reprises au moral et au physique, n'est qu'une caricature. Il ressemble si peu à ce que nous savons de sa bonté naturelle, de sa générosité, de son esprit supérieur, qu'il nous est impossible d'ajouter foi bénévolement à toutes les scènes qu'elle décrit, quoique le fond même du roman et les circonstances mêmes où il a pris naissance soient exacts.

Au château de Niederfullbach, ancienne propriété du prince Léopold, se trouve un portrait en pied de Caroline. Les Cobourgeois le montrent aux visiteurs comme celui de la femme du premier roi des Belges. La légende du mariage morganatique de leur compatriote, démentie par elle-même dans ses *Mémoires*, flatte trop leur orgueil pour qu'ils se refusent à y croire.

LA PREMIÈRE REINE DES BELGES

Le 9 août 1832, Léopold de Saxe-Cobourg, roi des Belges depuis un an, épousait au château de Compiègne la princesse Louise-Marie d'Orléans, fille aînée de Louis-Philippe et de la reine Marie-Amélie. Elle avait vingt ans et lui quarante-deux.

(1) *Léopold I^{er}*, par le comte Corti et le baron C. Buffin. Bruxelles, 1926.

Mariage politique et mariage de raison. Il a consolidé l'indépendance de la Belgique, parce que conclu à la fois sous les auspices de la France et de l'Angleterre, patronnes et introductrices de la nation belge dans la société des vieilles nations européennes. Il a contribué aussi à la consolidation de la paix générale qui avait été compromise par la Révolution de 1830. L'Angleterre l'avait suggéré comme une concession à la France, qui la garantissait elle-même contre les ambitions de conquêtes de sa rivale. La France l'avait accepté, parce qu'elle deviendrait par là l'appui naturel du nouveau royaume contre l'animosité des cours du Nord et les prétentions de tutelle de la politique anglaise. De plus, vis-à-vis du roi de Hollande, ce mariage créait une barrière infranchissable à de nouvelles tentatives de récupération des provinces belges qu'il avait perdues.

La reine Louise n'était pas une beauté au témoignage de ses portraits : d'une taille moyenne, elle avait des yeux d'un bleu pâle, le front haut, des cheveux blonds qui, suivant la mode du temps, s'enroulaient en boucles le long des joues, le nez un peu long, une bouche menue et une apparence plutôt frêle à côté d'un mari qui portait beau encore et était haut de six pieds. Mais on était conquis, en l'approchant, par le charme de sa voix, la limpidité de son regard, la distinction aisée de sa personne. De cette souveraine qui aimait à s'effacer plutôt qu'à se produire, qui semblait subir, au lieu de les rechercher, les occasions de paraître en public, de cette femme réservée qui fuyait les confidences, on a su trop peu de choses de son vivant, sinon qu'elle était très pieuse et bonne comme un ange. M. Van Praet, un des assistants à son mariage et un des témoins constants de son existence conjugale, que je me suis permis d'interroger, était fort discret en parlant d'elle. Il louait surtout la culture et la finesse de son esprit, l'esprit des d'Orléans.

Nous sommes mieux renseignés aujourd'hui. La correspondance intime de la reine Louise avec le roi Louis-Philippe et la reine Marie-Amélie nous a livré la clef de son âme, car la Reine s'épanchait librement en écrivant à sa mère, avec qui elle était en communion étroite de sentiments. Ses lettres nous révèlent sa tendresse exquise pour son mari et sa famille et l'intérêt passionné qu'elle prenait à tout ce qui les touchait. Ce beau livre ressuscite notre première Reine de l'oubli où

elle demeurait ignorée. On le lit, on le ferme, sous une impression de respectueuse et mélancolique sympathie pour cette noble femme.

La reine Louise s'était inclinée sans résistance devant la volonté paternelle qui la mariait à un prince étranger, plus âgé qu'elle de vingt-deux ans et qu'elle n'avait pas eu le temps de bien connaître. Elle s'éloigna, le cœur déchiré, de sa famille, la plus unie et la plus heureuse de toutes les maisons royales. « Je n'oublierai jamais, écrit-elle à sa mère, le triste jour où je vous ai quittée avec ce que j'ai de plus cher au monde, emportant pour toute compensation à mon douloureux sacrifice, l'espoir d'un bonheur que je ne comprends pas encore. » Elle n'a pu retenir ses larmes, quand elle a passé la frontière, quand le sol de la France s'est enfui derrière ses pas et que le drapeau tricolore a disparu devant ses yeux. Léopold, la voyant pleurer, pleure avec elle, et elle en est profondément touchée.

Peu de jours suffisent pour qu'elle s'attache à lui, pour qu'elle soit plus affectueuse, plus confiante, plus expansive. La tendresse du Roi, sa sérénité d'âme, son égalité d'humeur, sa parfaite bonté, triomphent rapidement de sa réserve et de sa timidité. Au bout d'un mois, elle se proclame heureuse, elle aime son mari autant qu'elle l'estime. « Il est difficile, écrit-elle, de trouver un homme moins égoïste, plus délicat, plus moral, plus religieux, plus sain, d'une humeur plus douce et plus égale. Mon cœur eût choisi qu'il n'eût pas choisi autrement. » On peut s'imaginer par là les soins délicieux, par lesquels ce mari quadragénaire sut se faire si vite aimer de sa jeune femme, qui n'avait jamais quitté sa famille et était tout effarouchée, tout effrayée, de l'avenir qui s'ouvrait devant elle.

Ses confidences n'étaient pas destinées seulement à rassurer la reine Marie-Amélie sur le sort de sa fille chérie. Elles étaient l'expression même de la vérité. Les années suivantes ne firent que confirmer pour la reine Louise l'enchantement des premiers mois. Son cœur qui débordait d'affection se donna entièrement à son mari. Elle lui voua une reconnaissance, une admiration, un culte, dont ses lettres sont tout imprégnées. La vie qu'ils menaient au début de leur mariage était simple et intime, et rien ne leur plaisait davantage. Toutefois le Roi se rendait compte que des souverains ne peuvent pas se

cloître dans leur bonheur privé, qu'ils ont l'obligation d'ouvrir leur palais, de donner des réceptions et des fêtes. Quatre grands bals par hiver et de fréquents dîners de cinquante couverts furent l'ordinaire fixé par Léopold, qui ne jetait pas l'argent par les fenêtres. La Reine s'efforçait de l'imiter, en causant aimablement avec les invités. Mais combien elle préférerait leur intimité conjugale !

Sa première douleur fut la mort de son premier né, le Prince royal. « Je ne saurais vous exprimer, mande-t-elle à sa mère, tout ce que le Roi a été pour moi dans ces cruels moments. Le souvenir en restera dans mon cœur aussi longtemps que je vivrai. » Léopold, hanté par ses anciens malheurs et craignant de n'avoir pas d'autre héritier, s'occupa aussitôt de régler la succession au trône. Il songea à un des fils de son frère et ce choix aurait soulevé de graves objections à Paris. Mais, fort heureusement, une nouvelle grossesse de la Reine éteignit toute discussion. De ses trois autres enfants, Léopold, Philippe et Charlotte, elle parle beaucoup moins dans ses lettres que de son mari, l'objet constant de ses pensées, et elle ne s'extasie pas, comme font tant de mères, sur leur précocité ou leur beauté. Elle écrit le 1^{er} octobre 1848 : « Le bal d'hier (à Namur) était très joli... Léopold et Philippe n'étaient pas mal en frac. Philippe surtout. Il embellit beaucoup. S'il n'avait pas toujours sa grande et vilaine bouche, il serait mieux que son frère. Léo est défiguré par un immense nez qui lui donne un air d'oiseau. » Ce nez redoutable qui, accompagné d'un regard aigu, pénétrant, et appuyé sur une barbe fleurie de patriarche, prêtait à notre second Roi une physionomie si impressionnante.

La reine Louise, qui se plaint avec raison de son extrême timidité, n'est plus du tout timide, la plume à la main. Elle ne mâche pas les mots, elle ne marchande pas sur l'expression, pour qualifier les adversaires de son mari, les ennemis de sa famille, et toutes les personnes qu'elle n'aime pas. « Ce chien de roi Guillaume », dit-elle du roi de Hollande qui refuse de faire évacuer la citadelle d'Anvers. Quoiqu'elle ait épousé les sentiments du Roi envers sa nouvelle patrie, elle restera toujours Française au fond de l'âme. Après l'échec du général Oudinot devant Rome en 1849, elle a ce cri du cœur sur la France qui a chassé ses parents : « Léopold dit qu'il n'y a pas

de mal à ce que la République soit battue et ridiculisée. Je ne partage pas ce sentiment, et la France, républicaine ou non, est toujours la France. »

On aurait cru que l'accueil enthousiaste fait au Roi et à la Reine, nos souverains nationaux, eût été unanime dans toutes les classes de la population. A Bruxelles cependant, des familles de la plus ancienne aristocratie boudaient la nouvelle Cour et se proclamaient orangistes. L'orangisme n'avait qu'une analogie apparente avec la fidélité des légitimistes français envers la branche aînée des Bourbons, leur dynastie séculaire. Une partie de la bourgeoisie industrielle de la Flandre regrettait aussi la maison d'Orange et conspirait pour sa restauration, parce que la révolution de 1830 lui avait fait perdre le marché de la Hollande et de ses colonies et que Guillaume I^{er}, en particulier, s'était montré le protecteur éclairé de l'industrie et du commerce. La noblesse de chez nous, qui restait attachée au roi de Hollande, quoiqu'il fût foncièrement hostile à la religion catholique, invoquait à l'appui de son attitude des raisons de sentiment, surtout à l'égard de son fils, le prince d'Orange, compagnon de plaisirs des jeunes gens de la société. Ses amis, encore nombreux, ayant voulu racheter, pour les lui rendre, les chevaux de son haras de Tervueren qui allaient être vendus au profit du Trésor, des émeutes éclatèrent, en 1834, à Bruxelles. Étranges émeutes, où les émeutiers criaient : « Vive le Roi ! » en saccageant, sous l'œil indifférent des autorités, les maisons des principaux orangistes. Il fallut que Léopold indigné montât à cheval pour les préserver de la destruction et prit lui-même la direction de la force publique. Simple bourrasque, d'ailleurs, qui n'obscurcit qu'un moment un ciel sans nuages. L'aristocratie dissidente se rallia à la nouvelle monarchie, à peu d'exceptions près, quand le roi Guillaume eut reconnu, en 1839, l'indépendance de la Belgique, et elle fut bien accueillie à la Cour, comme si rien ne se fût passé.

Il ne faut pas demander à la reine Louise, d'après sa correspondance, un jugement impartial sur les personnages parlementaires de cette époque, belges ou français. Elle est trop passionnée, trop exclusive, pour être impartiale à leur égard. Elle déteste M. Thiers, « un bavard infatué, dont la faconde et la facilité, qui n'est appuyée ni d'un principe ni d'une conviction, fait tout le mérite ». Mais elle est bien obligée de recevoir

à sa table « l'odieux petit nain », quand il vient rendre visite au ménage royal, accompagné de M^{me} Thiers, « qui a appris enfin la révérence », et de M^{lle} Dosne. « Si elle ne le méprisait pas tant, il l'amuserait, car ce n'est pas l'esprit qui lui manque. » Elle n'aime pas davantage les doctrinaires, tels que Broglie et Guizot, et l'on ne voit vraiment pas à qui vont ses sympathies. En Belgique, elle n'a pas pour les premiers collaborateurs de Léopold, pour Lebeau principalement, l'estime qu'ils méritent. Elle les accuse de manquer de courage et de patriotisme. Elle les juge ainsi à cause du tracassage que suscitent à son cher mari les remaniements ministériels et les luttes des partis. Dans ses accès d'humeur contre ses ministres, ne va-t-il pas jusqu'à regretter le trône de Grèce? S'il devait renoncer au maintien de l'unionisme auquel il tenait tant, s'il voyait à son grand regret le fossé se creuser entre libéraux et catholiques au point de devenir infranchissable, que ne songeait-il, pour se consoler, aux embarras de son beau-père? Louis-Philippe, à la formation du second ministère Thiers, le 1^{er} mars 1840, en était à son quinzième cabinet.

MARIAGES PRINCIERS

Un des côtés les plus touchants du cœur de la reine Louise, sur quoi il n'est pas inutile d'insister pour la faire mieux connaître, c'est l'affection quasi maternelle qu'elle garde à tous ses frères et sœurs, le zèle qu'elle met à aider à leur établissement par ses démarches et ses conseils, auxquels s'associe sans se lasser son mari. Le même esprit de famille animait les deux époux, soucieux, chacun de son côté, de caser ses parents le plus brillamment ou le plus avantageusement possible. La réussite de sa politique matrimoniale fut, on le sait, un des grands succès de Léopold, qui fit épouser à deux de ses neveux, Albert et Ferdinand, — « le haras des Cobourg », disait méchamment Alphonse Karr dans *les Guêpes*, — les jeunes reines de la Grande-Bretagne et de Portugal. Bien plus ardue était la tâche du roi et de la reine des Français, qui avaient à marier cinq fils et deux filles, après l'heureuse union de leur aînée avec le roi des Belges. Quand ils cherchèrent une femme pour l'héritier du trône, le duc d'Orléans, prince des plus séduisants (que sa famille persistait à appeler Chartres),

ils se heurtèrent au blocus matrimonial, que les cours légitimistes de Vienne et de Saint-Petersbourg avaient établi contre la monarchie révolutionnaire de juillet.

Le duc d'Orléans, accompagné de son frère, le duc de Nemours, entreprit, en 1836, une tournée dans les cours allemandes. Le comte de Saint-Aulaire, ambassadeur de Louis-Philippe à Vienne, nous a laissé le récit des ingrates négociations qu'il poursuivit sur l'ordre de sa cour pour marier le prince avec l'archiduchesse Thérèse, fille de l'archiduc Charles. M. Thiers, ministre des Affaires étrangères, poussait à une demande officielle, en dépit des mauvais souvenirs laissés par les mariages autrichiens de Louis XVI et de Napoléon. La reine Louise, plus perspicace, y était opposée. Elle déclarait à sa mère, le 14 juin 1836 : « Je suis fâchée que vous ayez jeté votre valout du côté de l'Autriche et, si l'affaire manque, je m'en consolerais facilement... J'ai toujours pensé que Chartres était d'assez bonne maison pour épouser qui lui semble, fût-ce la plus petite princesse d'Allemagne. Napoléon, dans sa situation, pouvait faire des sacrifices pour s'allier à l'Autriche; et l'on a vu quel profit il en a tiré. Mais nous ne sommes point des parvenus, et nous n'avons pas besoin de nous anoblir en nous unissant à la Maison de Lorraine. » Ce bon conseil ne fut pas suivi. Le duc d'Orléans, après avoir fait la conquête personnelle de l'archiduchesse; se vit obligé de rendre leur parole à l'archiduc Charles et à sa fille devant le veto formel de l'empereur Ferdinand et de son tout-puissant chancelier Metternich. Et l'échec fut rendu encore plus cuisant par le mariage contracté trois mois après par l'archiduchesse Thérèse avec le roi de Naples.

Restaient les princesses de second rang. Encore les princes régnants d'Allemagne ne montraient-ils aucun penchant à donner leurs filles aux fils d'un monarque menacé par des tentatives continuelles de révolution et d'assassinat. « En se mettant à la place des autres et en entrant dans leurs idées, avouait la reine Louise, on comprend que les dangers de notre position les effraient et que, malgré l'honneur, ils ne veulent pas s'allier à nous. »

Le duc d'Orléans finit par épouser, le 30 mai 1837, la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin, protestante, mais bonne, aimable et instruite, qui occupa dignement la place

qui lui revenait à côté du trône et déploya, en 1848, un réel courage pour défendre les droits de son fils, le comte de Paris, à l'héritage de Louis-Philippe.

Quatre ans après ce premier mariage, celui du duc de Nemours avec la princesse Victoria de Saxe-Cobourg, fille du prince Ferdinand, frère du roi des Belges ne fut pas sans soulever des difficultés, à cause du refus des Chambres de voter en faveur du prince la dotation de 500 000 francs demandée par le gouvernement. La plus déçue fut la reine Louise qui s'était entremise entre son père et son beau-frère pour régler la question dotale. Louis-Philippe proposa la rupture des fiançailles, mais « le prince Ferdinand prit aimablement la chose », et la jolie fiancée déclara : « Je ne demande que le cœur de la famille. Je ne veux rien de plus et le reste m'est égal. »

Le mariage du prince de Joinville avec une Brésilienne, fille de l'empereur Don Pedro, et l'union du duc d'Aumale avec une princesse des Deux-Siciles ne donnèrent lieu à aucun incident diplomatique. Il n'en alla pas de même du mariage du duc de Montpensier, le dernier fils du Roi. Il provoqua le malheureux conflit des mariages espagnols, qui ruina l'amitié franco-anglaise et ébranla dans sa politique étrangère le trône de Louis-Philippe, renversé deux ans plus tard dans une révolution intérieure.

Une année seulement séparait la reine Louise de sa sœur Marie. Aussi les deux princesses avaient-elles grandi dans une mutuelle et étroite affection. Mais autant Louise était grave, sérieuse, la perfection même, autant Marie était vive, impulsive et de caractère indépendant. Douée pour les arts, sauf pour la musique, à laquelle presque tous les d'Orléans demeuraient insensibles, elle dessinait et sculptait de façon remarquable. Le château de Versailles reçut une statue de Jeanne d'Arc, due au ciseau de cette artiste de vingt ans. De Bruxelles, la sollicitude de la reine Louise s'inquiétait de sa sœur, de sa nature ardente, impressionnable, et des dangers auxquels elle l'exposait. La comtesse de Boigne, reçue dans l'intimité de la famille royale et qui avait étudié de près le caractère des princesses, la dépeint comme en proie à une dévotion extatique, encline au mysticisme, et désireuse en même temps de se marier, car elle ne concevait de vie possible que dans le lien conjugal.

Mais de prétendants princiers, il ne s'en présentait pas,

comme on l'aurait cru, pour les filles de Louis-Philippe, parées des plus brillantes qualités. Quand le neveu de la reine Amélie, le comte de Syracuse, frère du roi de Naples, parut aux Tuileries, le bruit de ses fiançailles avec la princesse Marie se répandit aussitôt. Les deux jeunes gens semblaient se plaire et s'accorder. Afin de hâter les choses, l'amiral de Rigny fut envoyé à Naples en mission spéciale. Il en rapporta un refus blessant du Roi de consentir au mariage de son frère. La princesse le ressentit profondément. Son humeur et sa santé en furent altérées.

La reine Marie-Amélie, poursuit M^{me} de Boigne, se mit alors à battre tous les buissons germaniques pour trouver un mari sortable. On y découvrit le duc Alexandre de Wurtemberg, sixième fils d'un cadet de la maison royale, ne possédant pour tout bien qu'une petite terre en Saxe et un château, fort bel homme, par ailleurs, et d'excellente réputation.

Pour négocier cette modeste alliance, on eut recours à l'obligeante intervention du roi Léopold, qui employa tout son zèle à épargner à sa belle-sœur une nouvelle et plus cruelle déception. Le mariage eut lieu à Trianon, le 17 octobre 1837. La princesse, très éprise de son mari, avait refusé une installation à Paris, que lui offrait sa tante M^{me} Adélaïde. En épousant un Allemand, elle comptait se faire Allemande, et, très artiste, elle avait le goût des voyages et la manie des déplacements. Un an après, elle donnait le jour à un fils, Philippe, dont la descendance régnerait aujourd'hui sur le Wurtemberg, si la guerre mondiale n'avait dépossédé de leurs trônes tous les Princes allemands. La princesse Marie ne survécut que quelques mois à la naissance de son enfant. Atteinte d'une maladie de la poitrine, elle s'éteignit à Pise, dans les bras de son mari et de son frère Nemours. Son âme pieuse et passionnée accepta avec une résignation chrétienne la fin de son bonheur terrestre. La reine Louise fut appelée par le télégraphe pour accompagner sa mère au chevet de sa sœur mourante, mais elle apprit à Paris que le voyage était devenu sans objet.

L'établissement de sa dernière sœur nécessita également de longues négociations, auxquelles elle fut activement mêlée, ainsi que son mari. La princesse Clémentine, qui, dès l'âge de dix-huit ans, montrait une vocation décidée pour le mariage,

s'imaginait que les jeunes princes qui venaient à Paris aspiraient tous à sa main. Elle se mit successivement en tête d'épouser un Bavarois et un Espagnol, avant de fixer son choix sur Auguste de Saxe-Cobourg, neveu du roi des Belges et frère de la duchesse de Nemours. Les lettres de la reine Louise font un portrait assez peu flatté de ce prince, plus jeune que Clémentine, bon garçon, mélangé de niaiserie et de malice et facile à prendre par la vanité. Il était major dans un régiment autrichien et souhaitait de continuer sa carrière militaire. D'où des difficultés de protocole soulevées à dessein par la cour de Vienne. « Ils y crèvent de dépit, écrit la reine Louise, de ce mariage avec une d'Orléans, qui leur est odieux. » Cependant, grâce aux efforts persévérants de la reine Victoria, cousine du fiancé, un rang immédiat après la famille impériale fut reconnu au prince Auguste et à sa femme. La princesse Clémentine, comme la reine des Belges, a fait souche de rois. Son petit-fils règne actuellement sur la Bulgarie.

LA REINE LOUISE ET LA POLITIQUE

L'intérêt des lettres de la reine Louise ne réside pas seulement dans ses sentiments pour son mari et sa famille et dans tout ce qu'elle a fait pour eux. Sa correspondance nous révèle aussi en elle une intelligence politique que nous ne soupçonnions pas, occupée assidûment des questions européennes, les jugeant avec une liberté et une autorité singulières. Elle s'était formée à l'école de son mari, dont elle reflétait la sagesse et l'expérience. Toutefois, elle avait aussi ses idées personnelles, qu'elle communiquait à sa mère sous forme de conseils à donner à Louis-Philippe. Le respect filial n'y excluait pas la franchise, ni même la sévérité. Mais exposer ses vues sur la question d'Orient ou sur les mariages espagnols m'entraînerait au delà des limites que je me suis tracées, malgré l'importance qu'il y aurait à faire ressortir les initiatives qu'elle a prises de concert avec son mari, en préparant les heureuses visites de la reine Victoria et du prince Albert au château d'Eu, qui firent reflourir pour quelque temps l'entente franco-anglaise.

Sa correspondance, après la Révolution de 1848, nous la fait voir sous un dernier aspect, celui de consolatrice, plus

anxieuse de la santé et de la situation matérielle de ses parents que révoltée contre les événements qui les frappaient si durement. Sa faveur religieuse l'inclinait avec résignation devant la volonté divine, dont les décrets sont impénétrables. Elle jugeait clairement que la cause des d'Orléans était perdue sans retour. Elle ne conservait d'illusions qu'au sujet d'un de ses frères, Joinville, qu'elle croyait populaire en France et appelé à un premier rôle, même après l'élection du prince Louis Bonaparte à la présidence de la République. Quand tous les trônes d'Allemagne et d'Italie chancelaient sous le contre-coup de la révolution parisienne, elle était fière de la solidité de celui de son mari et de la tranquillité de la Belgique au milieu des secousses européennes. « Le pays s'est serré comme un seul homme autour de Léopold, écrivait-elle, pour le maintien de son existence et de sa nationalité. » Et elle décrivait complaisamment les grandioses manifestations de loyalisme, dont le Roi fut le héros dans la capitale et dans les provinces.

La Reine avait toujours été d'une santé délicate, qu'éprouvèrent quatre maternités successives et les malheurs de la Maison d'Orléans. Un accident de chemin de fer acheva d'ébranler sa frêle constitution. Au commencement de 1850, malade de la poitrine, elle s'efforçait dans ses lettres de cacher à sa mère la gravité de son état. Elle alla même passer deux mois en Angleterre auprès de ses parents, qu'elle ne devait plus revoir. Elle eut encore la douleur d'apprendre la mort de son père, survenue le 26 août 1850, et elle rendit le dernier soupir à Ostende le 11 octobre suivant.

Dans sa correspondance, on relèverait bien des critiques sur la politique hésitante de Louis-Philippe. L'excellent père, comme elle l'appelait, ne gagna rien devant l'histoire à la publication des lettres de sa fille. Lorsqu'au contraire elle parle de son mari, — et le nom de Léopold revient constamment sous sa plume, — c'est sur le ton d'une admiration sans bornes. Sa correspondance est un hymne en son honneur, une litanie de louanges sur sa sagesse, son bon sens, son art de gouverner.

La différence d'âge entre eux se marquait seulement par le respect qu'elle lui témoignait, comme à son Roi. Elle ne redoute rien tant que de l'ennuyer, de le fatiguer, de lui être à charge. Elle voudrait qu'il ne la quittât jamais : s'il s'est

absenté pour quelques jours, elle écrit que son absence lui a été pénible et que son retour lui a paru doublement doux. Mais elle ne peut espérer qu'avec ses goûts et son esprit actif il soit toujours près d'elle à s'ennuyer. Elle lui est reconnaissante de ses moindres attentions, un bouquet pour sa fête, un bracelet qu'il lui rapporte d'un séjour en Angleterre.

Chaque anniversaire de son mariage éveillait plus vif en elle le sentiment de son bonheur. En 1843, onze ans après, elle déclare à cette occasion à sa mère : « Vous savez tout ce que ce jour est pour moi. Jamais je ne pourrai assez remercier Dieu, vous, le Roi, du bonheur que j'ai goûté en ce monde. » Il serait inutile de multiplier ces citations pour constater que ce mariage politique, imposé à la jeune princesse, était devenu pour elle une union tout embellie, toute rayonnante de sa passion pour son mari. Elle est la seule enfant de Louis-Philippe qui ait porté une couronne royale ; et cette couronne étrangère, chez une nation à peine sortie d'une révolution, était bien lourde pour un front de vingt ans. Mais elle lui a paru légère à côté d'un tel époux.

Léopold cependant, si prévenant, si attentif qu'il ait été pour sa femme, ne lui fut pas d'une fidélité exemplaire. On chercherait en vain dans les lettres de la reine Louise une allusion à ce qui était à Bruxelles de notoriété publique. On devine seulement qu'elle a dû en souffrir par cette plainte touchante sur elle-même, qui lui échappe après quatorze ans de mariage : « Je ne puis croire que j'aie déjà trente-quatre ans... Léopold a été bien bon pour moi. J'en suis encore tout émue, d'autant que j'éprouve une sorte de honte pour lui d'être déjà si vieille. » Trente-quatre ans ! C'est à peine l'été d'une femme, c'est un âge où certaines prétendent même commencer une seconde jeunesse. Mais la Reine n'était pas sans remarquer l'attention que le Roi avait pour les jolies femmes et, dans son humilité, elle exagérait les ravages du temps sur sa personne. Elle ne s'en plaignait que de crainte de ne plus lui plaire.

A cinquante ans passés, Léopold au contraire se sentait encore jeune, d'une santé robuste entretenue par une vie active, aguerrie par des déplacements de chasse dans nos froides Ardennes. La liaison, qu'il n'avait fait qu'ébaucher à l'écart de sa situation officielle avec Caroline Bauer, il la réalisa sur

le tard et du vivant de la Reine avec une jeune femme, moins exigeante, moins ambitieuse que l'actrice cobourgeoise et qui demeura jusqu'à la fin l'amie de ses vieux jours. On a beaucoup médité de cette liaison ; elle lui fut sévèrement reprochée dans notre pays. Elle clôt la vie sentimentale de notre premier Roi, de ce Prince secret, renfermé, imposant, qui semble défier la curiosité des biographes et se soustraire à toute investigation indiscrete.

Que pourrait-on conclure, après avoir parcouru ces pages sur Léopold I^{er} intime, et que penser de lui ? Qu'il fut très bon, très affectueux, très tendre, pour celles qui l'aimèrent, de même qu'il se montrait d'un commerce sûr, toujours égal et bienveillant, pour les hommes qui le servirent avec dévouement dans les phases variées de sa carrière ; qu'il aima passionnément Charlotte d'Angleterre, au point d'avoir espéré la retrouver, la voir renaître, dans une Caroline Bauer, qui n'avait avec elle qu'une ressemblance de beauté ; et qu'il fut toute sa vie, jusqu'aux approches de la vieillesse, très sensible au charme féminin.

Mais ses faiblesses disparaissent, comme des ombres légères, dans le rayonnement de son beau règne, si bienfaisant pour la Belgique, et dans l'éclat des services qu'il a rendus à sa patrie d'adoption, et que, seul, il pouvait lui rendre. Et, d'autre part, à le mieux connaître, à savoir qu'il a beaucoup aimé, après le brillant début de sa triomphante jeunesse, qu'il a longtemps souffert, en poursuivant en vain le fantôme de son bonheur disparu, on le sent, on le devine plus vivant, plus humain, plus proche du commun des autres hommes, que sous les traits impassibles de ses statues de marbre et de bronze, et on l'en aime davantage, on éprouve une plus compréhensive sympathie pour ce fondateur d'une dynastie, en qui revivent ses dons exceptionnels, qui ont fait de ses successeurs, comme lui, de grands Rois.

BEYENS.

LE CARDINAL LUÇON

A REIMS PENDANT LA GUERRE

Pendant toute la guerre, du 22 octobre 1914 jusqu'à la fin, le cardinal Luçon tint son *Mémorial*. Ce journal, pieusement conservé par son auxiliaire Mgr Neveux, m'a été communiqué. Chaque soir ou chaque matin, chaque fois que l'archevêque de Reims, entre deux bombardements, pouvait prendre la plume dans son cabinet, les différentes phases du martyre de la ville ou de la cathédrale étaient notées avec un soin minutieux. On trouvera plus loin l'essentiel de ces notes prises par le cardinal pendant les journées les plus tragiques du printemps de 1917 et de juillet 1918.

En 1917, le cardinal Luçon a soixante-quinze ans : et il ne semble pas avoir subi les atteintes de l'âge. Son visage respire la douceur, cette douceur qui sur son blason s'allie avec sa foi : *In fide et lenitate*. Ses lèvres semblent toujours prêtes à la prière. Et son regard a la bonté infinie de l'homme qui ne connaît que la charité et le don de soi-même.

Enfant du terroir vendéen, le cardinal a toute l'aristocratie du paysan français. Dans ce front dégagé, dans cette ample chevelure d'argent, on retrouve le cultivateur sous les traits du prince de l'Église. C'est un prêtre de campagne, qui élevé au rang de primat s'y est trouvé à sa place, parce qu'il a la finesse naturelle du terrien français.

Soudain jeté dans l'un des plus grands événements de l'histoire, il est à la hauteur des circonstances. Cette guerre était celle de tout un peuple ; la cathédrale de Reims, maison

de tous, allait souffrir avec toute la nation, et lui, qui menait la vie du peuple auprès de sa cathédrale, allait souffrir à l'unisson.

Le cardinal Luçon vécut de la vie du soldat ; son archevêché était une tranchée plus qu'une autre soumise au feu de l'ennemi. On le voyait, lorsque la cité était bombardée, aller de tranchée en tranchée, en apôtre dont la place est auprès de ceux qui sont persécutés. Et lorsque, dans leurs caves ou abris, les hommes attendaient la fin du bombardement, quel réconfort que de voir surgir, parmi les obus et leurs éclats, le vieillard qui venait leur apporter des paroles de paix et de consolation !

Clemenceau de même sut gagner la confiance des soldats. Ces deux Vendéens, par leurs visites, firent pour la victoire plus qu'une victoire. Le prêtre-soldat, l'aumônier dans leurs tranchées de première ligne étaient à chaque heure des consolateurs naturels ; le cardinal, avec l'autorité qui s'attachait à son âge et à sa pourpre, rendait visible aux yeux de tous le caractère sacré d'une guerre. Haut et ferme comme les premiers évêques devant l'invasion, le successeur de saint Remy symbolisait la tradition de notre histoire, et la défense de notre sol de France.

« Laissez-moi seul, tout seul avec la cathédrale, n'est-ce pas », disait le vendredi, chaque vendredi de la guerre, le cardinal à ses vicaires généraux. C'est que chaque vendredi le primat faisait son chemin de croix pour la France.

Il venait le plus souvent à la chute du jour. L'après-midi avait été parfois terrible. Vacarme du bombardement. Duel des artilleries. Combats d'avion. Tout à l'heure le marmitage reprendrait aux heures de relève. Les boyaux d'accès qui traversent la cité seraient copieusement arrosés jusqu'à matines ; mais maintenant, dans la demi-obscurité de la nuit tombante, le cardinal pénètre dans l'église. La cathédrale est déserte et silencieuse. Le vent s'engouffre dans les fenêtres sans verrières ; les voûtes sont crevées et laissent passer des tourbillons de pluie et de vent.

Parfois Mgr Luçon se dirigeait vers le grand portail et regardait alors la Vierge et l'enfant qui gardent le porche central. Quelquefois il allait tout d'abord au transept sud, et

ses yeux s'élevaient vers les statues géantes de l'Assomption.

Les basses chapelles étaient à l'abri, mais la grande voûte était percée et, par ses trous béants, la nuit semblait entrer et avec la nuit le bruit de la bataille. Quand le bombardement était trop violent, il s'arrêtait derrière un pilier et s'abritait auprès de l'une des stations du calvaire du Christ.

On lit la gorge serrée, dans leur sécheresse émouvante, ces notes prises pendant la semaine sainte et la semaine de Pâques.

LE MÉMORIAL (AVRIL 1917)

Dimanche, 1^{er} avril 1917. — De 4 h. 30 à 5 h. 15, formidable bombardement rues du Barbâtre, du Jars, de Venise, de l'Équerre (où ont été tués les deux chevaux des femmes qui conduisaient une voiture publique). Un homme a été atteint par des gaz asphyxiants dans son lit. On dit qu'il ne s'en relèvera pas. Des bombes sifflaient encore au moment de la grand messe; d'autres ont sifflé encore à 10 h. 50 au retour sur batteries. Bombardement toute la journée. Coucher à la cave. Vingt-cinq obus sur le petit séminaire. Cure Saint-André, ni portes, ni fenêtres, ni toitures. Chapelle rue d'Ormesson dévastée. Mur des Sœurs de Saint-Vincent de Paul renversé. Total : 2048 obus.

Lundi 2. — Nuit plus tranquille. Couché à la cave. 9 heures, visite rues du Jars, de Venise, Gambetta, Bon Pasteur. Bombardement violent de 9 heures à 13 heures. En tout 2 447 obus. Six tués et dix-sept blessés (six tués au moins dont quatre vus par le docteur Simon et deux avenue de Laon).

Mardi 3. — Nuit tranquille. Non couché à la cave. Vers une heure bombe.

9 h. 50, bombes sifflent. Bombardement intermittent dans la matinée. A deux heures il reprend avec acharnement sur nos batteries. Les obus sifflent et tombent sans aucune interruption pendant une heure et tout l'après-midi. De 10 heures du soir à minuit (je crois), bombardement violent sur Clairmarais. La chapelle a été touchée. Bombardement violent sur paroisse Saint-André. Les quatre sœurs de Saint-Vincent, M. le curé, M. Granjean, rentraient du salut et se jetaient dans la cave. Plusieurs obus, dix peut-être, dont quelques-uns au

moins de 210, ont dévasté la maison et l'Orphelinat est détruit. C'est épouvantable. Quel vacarme on entendait! Les éclairs pénétraient dans la cave. La rue Saint-André est jonchée de débris. Le petit séminaire est affreusement ravagé; les toitures sont criblées. Les Sœurs de Saint-Vincent de Paul, Sainte-Genève, voyant le quartier battu par les obus, se sont réfugiées avec leurs orphelines dans la cave de M^{me} Walford bien aménagée en caveau où je leur ai permis d'avoir le Saint Sacrement et la messe.

Mercredi 4. — Il y a eu bombardement sur la ville de 10 heures à minuit. Chapelle Clairmarais touchée. Autel dévasté. Saintes Espèces du ciboire non retrouvées. Visite à Saint-André. Bombardement épouvantable depuis deux heures et demie jusqu'à dix heures du soir.

Jedi saint. — Nuit assez agitée. Bombardement violent jusqu'à dix heures du soir. Ronflement lointain de la canonnade toute la nuit. Berry-au-Bac et la Neuville, attaques allemandes.

Bombardement à partir de deux heures. Visite à Saint-Rémy. Un obus est entré par une fenêtre du chœur (nord-est à peu près) et tombé près du tombeau y a projeté des débris de maçonnerie d'une arcature du triforium, sans faire aucun mal au tombeau. Bombes toute la soirée.

Vendredi saint. — Nuit très active. Visite au quartier Sainte-Genève, à pied depuis l'archevêché, rue Libergier, rue Porte Pain, rue de Courlancy, hospice Rœderer. *Via Crucis in cathedrali* de sept heures trente à huit heures trente. Quatre heures bombardement infernal (7 750 obus), quatre personnes tuées dans une automobile renversée par l'obus.

Dévastées les rues. Le bombardement a duré jusque vers huit heures. Violent; après, il ne fut qu'intermittent. Couché à la cave. Nuit plus tranquille. Coups de canon et bombes seulement par intermittences. 7 750 obus, chiffre officiel.

Samedi saint. — Visite à la place de l'Hôtel de ville. Statue du cheval et roi ont la tête brisée; façade éventrée, vitres brisées, rideaux et papiers flottent par les fenêtres béantes, rue des Consuls, boulevard de la République, clinique rue Noël, rue Thiers et autres.

Dix heures et demie, les obus sifflent (matinée très silencieuse jusqu'à dix heures et demie), 1 200 obus. Incendie du

grand séminaire. Les Allemands ont lancé sur la ville des ballonnets disant : « Nous partirons quand votre ville sera détruite. » Le séminaire brûle toute la nuit. Nuage rouge de feu. Toute la nuit tir régulier allemand, intermittent sur le séminaire et ailleurs. Cinquante et un incendies dans la nuit du 7 au 8. Obus de 150, 210, 305 incendiaires, asphyxiants, etc.

Dimanche de Pâques. — Visite au séminaire incendié. Messe basse de Pâques. Salut. Matinée tranquille. Pas de vîpres. M. le Supérieur vit chez nous. Trente-quatre bombes sifflantes. Le chambard recommence. Canons français, canons allemands, tir sur les batteries, tir sur la ville, tir sur les avions, incendies, nuage de fumée. L'église Saint-Benoît a sa grande porte brisée et le linteau endommagé gravement par un obus de gros calibre.

Lundi 9. — Faubourg Cérès incendié totalement, maison du Saint-Sauveur comprise. Tout le monde fuit. M. Dordeau dit qu'il est bien tombé 10000 obus; trente sur petit séminaire. A deux heures, reprise du bombardement; canonnade française. Continuation du bombardement un peu loin de nous. Je n'entends pas siffler les obus. Deux heures, nuée de grêle. Trois heures quarante-cinq, nuée de neige. Nos gros canons commencent à se faire entendre. Ils tonnent depuis trois heures jusqu'à sept heures et reprennent encore après. Presque toute la nuit, ils parlent de temps en temps. Les Allemands envoient quelques bombes, mais beaucoup moins que les jours précédents. Un ou deux incendies. Évacuation prescrite.

Mercredi 11. — Nuit agitée. Sifflement presque continu. Tir des canons français. Visite en ville, rue Royale, place des Halles, chez le docteur Gaube. Toute la matinée aéroplanes en l'air; bombes sifflent à peu près constamment. Dans la nuit de lundi à mardi et de mardi à mercredi, l'église Saint-André a été dévastée; deux travées de voûtes grande nef tombées, les voûtes d'une basse nef écroulées. Murs éventrés sur une surface de cent mètres carrés. Chemins de croix, moitié des stations perdues. Chaire endommagée. De huit heures à dix heures, violent tir d'artillerie du côté du nord (Brimont) et du côté du midi. Éclairs de canons, splendides et immenses.

Jeudi 12. — Nuit bruyante, mais au loin. Visite aux Halles, église Saint-André, rue Cérès, maison du grand Colbert.

Après-midi, activité très grande dans la direction de Brimont, comme dans la matinée. De neuf heures jusqu'à dix heures, bombardement très violent auprès de nous. Obligé de me lever pour aller coucher à la cave. Pluie de débris de pierres rejetés dans la maison, cour et jardin, puis un obus qui renverse le pignon nord de la belle demeure de la Salle des Rois. Toute la nuit activité des artilleries adverses, mais les obus tombaient loin de nous. Dix obus sont tombés autour de la Basilique de Reims aujourd'hui et cette nuit.

Vendredi 13. — Nuit très mauvaise. *Via Crucis in cathedra*, 7 h. 45 à 8 h. 45. 11 heures, bombes sifflent sans interruption jusqu'à 2 h. 30. Quelques-unes tombent tout près de nous. Nous voyons la fumée dans l'éclatement.

Samedi 14. — Nuit continuellement agitée. Canons français, bombes allemandes, tombées du côté de Sainte-Geneviève, à l'abattoir, autour de l'ambulance, rue Cazin. On pense qu'elles faisaient tir de barrage sur route d'Épernay et de contre-mouvement de troupe, ravitaillement, batteries recherchées. Visite à Sainte-Geneviève, à l'Orphelinat, et aux 5 blessés par un obus tombé à 9 h. 30 chaussée Boquaine et rue Polonceau. Violente canonnade tout l'après-midi. Bombes sifflantes sans interruption sur batteries et sur ville aussi, sans doute. Un obus est tombé sur ruines de la Salle des Rois. Aéroplanes.

De 9 heures à 11 heures, terrible bombardement autour de nous. Obus sur la cathédrale contre un pinacle sud et cour du Chapitre devant M. Fayot. Obus asphyxiant rue du Barbâtre. Les Sœurs de l'Enfant-Jésus ont dû mettre leurs masques et monter à l'étage supérieur, au Mont Dieu, car elles étaient réfugiées dans les caves. Soldats asphyxiés. Nuit la plus terrible jusqu'ici. Asphyxiés, morts des gaz empoisonnés; M. Valicourt, sa femme, ses deux filles; en tout : 14 personnes sont mortes des gaz.

Dimanche 15. — Nuit terrible surpassant toutes les précédentes. Toute la nuit canonnade et bombes. Surtout de 6 heures à 11 heures et de 3 à 6 par rafales. Dès le matin avions en l'air. A 10 heures une quinzaine d'avions paraissent en même temps dans l'air. Toute la journée, mais non par rafales, les obus tombent ici ou là.

Lundi 16. — Neige presque fondue sur la pelouse. Nuit

extrêmement agitée, mais entre batteries. Pas d'obus autour de nous, si ce n'est un petit nombre. A 6 heures, activité d'artillerie qui a fait naître un déclenchement de l'offensive. Des bombes sifflent. 9 h. 45, visite de M. le curé de Saint-Benoît. Il m'apprend qu'hier trois personnes de sa paroisse réfugiées dans son presbytère y sont mortes des gaz asphyxiants. Son clocher est criblé par les obus et son église cassée. La charpente est trouée, le plafond écroulé, les murs percés de brèches. On dit que nous avons attaqué les tranchées ennemies et fait 200 prisonniers. Visite à M. le curé de Saint-André. Son clocher démoli, flèche incendiée, église ruinée. De 3 heures à 4 h. 30 bombardement de la cathédrale. Une vingtaine d'obus lancés sur elle. Un par cinq minutes. Un homme a la jambe coupée par un obus dans sa cave, rue du Cloître. L'abside de la cathédrale est massacrée, 13 obus au moins l'ont touchée.

Mardi 17. — Nuit active autour et près de Reims, tranquille à peu près autour de nous. Journée très active d'artillerie, sur le front. Dix-huit contre-attaques, dit-on. A l'est de Reims (Moronvilliers, a dit le général Lanqueteau) vers 6 heures, très violents combats d'artillerie. Toute la nuit roulement des canons au loin. Bombes assez près vers 2 h. 30.

Mercredi 18. — Toute la nuit, combats au loin autour de Reims. Visite au général Lanqueteau. (Venu pendant ce temps-là à la maison.) Dans les caves Walford où ses bureaux sont installés. Note pour la presse approuvée par lui. Visite aux sœurs de Saint-Vincent de Paul, famille Walland et Becker et M. le curé. On nous prévient que l'opération qui délivrera Reims *sera dure et longue*. Les Français ont attaqué du côté de Moronvilliers. Les objectifs assignés, tous pris. Allemands résistèrent avec acharnement. 2 400 pris dans leurs défenses ou cernés. Visite du général de Mondésir, qui avait envoyé hier demander de mes nouvelles. Comme le général Lanqueteau, il dit : « Vous n'avez rien vu. Reims peut voir de très mauvais jours. » Il craint surtout les incendies et les obus asphyxiants.

Jeudi 19. — Toute la nuit agitée autour de Reims. Entre minuit et deux heures, violents bombardements. Gaz asphyxiants rue du Jars, chez les sœurs de l'Espérance. A 11 heures, 5 obus tirés sur la cathédrale. De 12 heures à 1 h. 30, un grand nombre d'autres, 1 par 5 minutes. Tous ne touchent pas, mais tous tombent tout près dans les ruines de

l'archevêché, dans les chantiers sur la place du Parc et une dizaine la frappent et la blessent très gravement. Troisième séance du Chapitre. La voûte de la nef est percée devant la chaire. L'abside est atteinte, notre maison arrosée d'éclats, de pierres; des pavés tombent dessus et dans le jardin.

Vendredi 20. — *Via Crucis* abrégé dans la cathédrale dévastée. Voûte tombée au transept et devant la chaire. Amas de décombres obstruant l'édifice. Fonts baptismaux écrasés.

Samedi 21. — De grand matin, 4 à 6 heures, combats violents et nourris au nord et à l'est de Reims. 9 h. 30, bombes sifflantes, gros calibres un peu de tous les côtés. 11 heures, très violent bombardement d'un quart d'heure. 2 h. 30, quelques obus. Expédié aujourd'hui lettre aux cardinaux. 6 heures, bombardement de la cathédrale, gros calibres; pas atteinte. Pluie de pierres dans le jardin autour de moi! Un obus perce la voûte au-dessus du maître-autel.

Mardi 24. — De 2 à 3 heures, violente canonnade française; de 7 h. à 11 h. 30, violents bombardements sur la ville autour de nous. Obus tirés sur la cathédrale de 9 heures à 10 h. 15. La terre tremble. Les maisons sont secouées. Visite à la cathédrale à 1 heure. Elle est en ruines. Les voûtes sont écroulées en sept ou huit endroits. Le sanctuaire est rempli de décombres (1).

Mercredi 25. — Nuit plus tranquille en ville. 7 h. 30, quelques obus. Visite à l'hôpital général (militaire et civil). Visité la maison. Très intéressante. Bibliothèque, chapelle, cave. M. Huart dit qu'il y a un 305 enfoncé, non explosé près du petit orgue.

L'après-midi bombes, sur la ville, mais sans acharnement, sur Saint-André. A 11 h. 15 bombes sur la ville pendant une demi-heure ou trois quarts d'heure. Reste nuit tranquille.

Lundi 30. — Nuit affreuse. Bombardement. Visite James Hyde des États-Unis. Rue Boulard, un homme coupé en deux. Obus rue Boulard, rue Brûlée. Incendie rue Gambetta. Un obus non explosé dans le clocher de Saint-Maurice. Il est descendu. Mgr Neveux confirme à Ay. Obus chez les sœurs de l'Espérance; à Saint-Marcel, à la bouchonnerie Cama. 11 h. 10,

(1) Un obus de très gros calibre venait notamment d'atteindre le pilier sud-est de la croisée du transept et il ébranla la pile au point de compromettre la solidité de la cathédrale.

visite de M. le maire de Reims. Condoléances pour la cathédrale. Canonnade et bombes tout l'après-midi.

A L'ABBAYE D'HAUTVILLERS

En 1918, la tenaille se resserre autour de Reims. Les Allemands s'emparent de Saint-Thierry et commencent à tirer face à la cathédrale.

Le 24 mars 1918, à 8 heures du soir, un officier vient annoncer qu'il faut se tenir prêts à partir le lendemain, à la première heure. A 9 heures, le 25 au matin, Mgr Luçon célèbre la messe dans son oratoire. Le canon fait rage. Répondant au verset : *Introibo ad altare Dei*, son pauvre serviteur ne peut contenir ses sanglots. La scène est lugubre. Citons plutôt le Mémorial.

Lundi saint, 25 mars. — Dernière messe à Reims. On pleure en me la répondant. Fracas tel qu'on est obligé de refermer les persiennes de l'oratoire à cause des éclats et débris qui tombent dans la cour. Mgr Neveux avertit le Bon Pasteur, et dit la dernière messe. Enlève le Saint-Sacrement.

« 8 heures, un camion automobile emmène nos effets, accompagné par les Frères. 8 h. 30, on vient enlever le mobilier pour le wagon destiné à Meaux.

« A 11 heures 45, enveloppées dans leurs capes, comme pour aller à un enterrement, les Sœurs quittent la maison. A midi, ce fut mon tour. On ouvre la porte de leur cage à deux petits oiseaux et à une tourterelle que, cinq ou six jours auparavant, un voisin avait confiée au Cardinal, en partant pour l'exil. »

Le cardinal avait, par ordre, quitté Reims. Mais il entendait demeurer dans son diocèse. « Si je suis pris par les Allemands, disait-il, j'invoquerai mes droits d'archevêque. J'irai à pied revoir mes prêtres et mes malheureux diocésains. J'irai les reconforter et leur donner des nouvelles de la France. » Sa pensée fut comprise. Le comte Chandon-Moët lui offrit en effet de séjourner à l'abbaye d'Hautvillers. C'est le seul village du diocèse qui ne soit pas envahi.

« Vous nous rendez un bien précieux service, écrit-il le 2 avril, de la rue d'Ulm, au comte Chandon-Moët. J'ose même dire que c'est à l'archevêque de Reims que vous le rendez en

lui procurant un refuge dans son diocèse. Que le Bon Dieu vous récompense : *Qui recepit prophetam in nomine prophetæ mercedem prophetæ accipiet*. Je ne suis pas un prophète, mais, comme les prophètes, je suis l'envoyé, le lieutenant de Dieu dans la portion de son Église à laquelle il m'a préposé. Si je ne vous ai pas répondu plus tôt, c'est que je me suis laissé attraper par la grippe très en règle à Paris. Elle me tient depuis lundi. »

Le cardinal fut naturellement imprudent. Il tenait à arriver au plus tôt dans le dernier redan de son diocèse, à revenir vite à un poste de combat. Le maréchal Franchet d'Espérey a conservé fidèlement le souvenir de son courage et m'en a écrit : « L'une des paroles du prélat qui m'a le plus frappé est celle qu'il m'a dite lorsque je vins le voir à Hautvillers : « Voyez, mon général, je suis à mon poste, et toujours dans mon diocèse. »

VISITE DU GÉNÉRAL GOURAUD

Le général Gouraud dont le Quartier général est établi à Sainte-Memmie, aux portes de Châlons, vient souvent voir son voisin. Lors de sa première visite, arrivé au haut de la vallée, au bord de la forêt, le commandant en chef de la quatrième armée s'informe du « château » où réside le cardinal. Il voit l'église et son avenue, et, adossée au clocher, une sorte de bâtisse mi-agricole, mi-religieuse. Avisant une sœur qui passe, il lui demande où se trouve la propriété du comte Chandon où demeure Mgr Luçon.

— Vous l'avez devant vous, répond-elle.

— Un couvent alors ?

— Le couvent de Dom Pérignon.

— Qu'est donc ce Dom Pérignon ?

— Mais c'est le plus grand homme de notre sainte Église.

— Ah ! par exemple.

— Oui, général, c'était un bien grand homme. C'est lui qui a inventé le champagne.

Sans doute la bonne religieuse exagérât un peu en faisant de Dom Pérignon l'inventeur du champagne. Que de controverses j'ai entendues à son sujet ! Pour les uns Dom Pérignon est un savant. Pour les autres, sa science n'est qu'une légende.

— Oui, me disaient ses admirateurs, on lui doit la bouteille, le bouchon et la mousse : c'est-à-dire tout ce qu'il faut pour faire le champagne. Que serait le champagne sans ses bouteilles de forme ovale, la seule qui permette à la mousse de se conserver pendant plus de cinquante ans? Changez la forme des bouteilles, et le champagne devient un simple vin clair. Le bouchon, en outre, quelle invention! C'est le liège, et même certaine qualité de liège seule qui conserve au « sec » et au « brut » leurs caractères. Enfin, la mousse, quelle suprême découverte! Il fallait avoir l'idée de mettre en bouteilles avant le premier printemps, alors que seule une fermentation est faite et que la suivante, au lieu d'éclorre dans les fûts, donnera naissance dans les bouteilles à la merveilleuse boisson qui fait la gloire de la Champagne.

Ce jour-là, le cardinal et le général parlèrent de l'Afrique.

— Ah! l'Afrique! dit Mgr Luçon, ai-je assez rêvé dans ma jeunesse, alors que je vivais dans ma Vendée dans l'atelier de tisserand de mon père, aux exploits de vos soldats, sur la terre d'Alger et celle de Dakar! Et quand, dans mon pays natal, je voyais venir aux jours d'été les soldats en permission qui portaient la tenue écarlate des spahis ou bleue des turcos, ou que dans les rues de Maulévrier, mon village natal, j'écoutais leurs récits, ma pensée se portait vers l'Afrique. Mon rêve d'enfant, général, était d'être un spahi. Le rêve d'un spahi!

HAUTVILLERS MENACÉ

C'est l'époque où l'Académie française songe à appeler à elle l'archevêque de Reims. Un général est chargé de le pressentir. Il demande à Mgr Neveux de l'aider dans la démarche qui lui est confiée. Mais le cardinal qui sait refuser, — il l'a prouvé, — ne cède pas à ces instances. Il est un simple prélat vendéen. Son refus est dicté par de nobles sentiments auxquels Mgr Baudrillart rendait hommage dans son panégyrique. L'archevêque de Reims savait que l'épiscopat français s'honorait d'un grand homme de lettres. Il entendait que le recteur de l'Institut catholique n'eût pas, dans le clergé, de concurrent sous la Coupole.

Mais la bataille fait rage. Les Allemands qui occupent la Marne veulent frapper un grand coup, s'emparer de Reims et

forcer tout notre front à l'est, de Saint-Thierry à l'Argonne.

Des nouvelles de Reims parviennent, et elles sont désastreuses. Un jour, ce sont des sœurs qui apprennent au cardinal que le feu a pris dans son ancien archevêché. A son tour, Hautvillers peut se trouver sous le feu de l'ennemi. Le moment approche où il va falloir le quitter.

Le général Pellé vient trouver Mgr Luçon, accompagné d'un colonel. « Il faut partir, disent-ils. Les instructions sont formelles. » L'un et l'autre essaient de convaincre le cardinal. Le général Pellé, qui devait plus tard être ambassadeur, use de diplomatie. Mais en vain.

— Ah! disent-ils enfin, Éminence, l'armée n'a pas l'habitude de livrer ses drapeaux à l'ennemi.

— C'est exact, répondit Mgr Luçon.

— Eh bien! Éminence, vous êtes un des drapeaux de la France. Nous devons vous sauver, nous ne devons pas livrer notre drapeau, le cardinal Luçon, à l'ennemi qui arrive.

Un drapeau de la France! A cette splendide image, la figure du Vendéen s'illumine. Mais elle se rembrunit aussitôt, parce qu'il songe aux adieux qu'il devra adresser à son diocèse, à cette dernière parcelle de son diocèse. Il note dans son Mémorial :

Mardi 4 juin. — Entre minuit et 1 heure, bombes sur le village d'Hautvillers. Vers 3 heures du matin, série de bombes sur le village. Retour du prêtre qui accompagnait les reliquaires.

Mardi 6 juin. — Il m'a semblé que des obus tombent de temps en temps sur Épernay. Visite du général Naulin qui est à Mareuil-sur-Aÿ, qui a défendu Reims au nord. Il est plein de confiance. Nous ne serons pas obligés de quitter Hautvillers. Il nous dit qu'une bataille se livre en ce moment, 3 heures du soir, à Bligny, pour reprendre le village. Cette nuit, bombes sur Épernay. Quatre soldats tués à la gare.

Dimanche 9 juin. — Prêché aux soldats à la grand messe. Reçu visite du général C... qui m'apprend qu'une forte attaque allemande s'est produite entre Aubigny et Pargny. Les Allemands voudraient s'emparer de Pargny, pour prendre de flanc, en enfilade, la montagne de Reims. Ils n'ont pas réussi.

Mardi 11 juin. — On a entendu le canon toute la nuit au loin. Visite du général Pellé qui part commandant de corps

d'armée. Remplacé par le général italien Albricci à qui il a parlé de moi et de mon désir de ne pas évacuer, à moins d'impossibilité de rester.

LE GÉNÉRAL ALBRICCI

Le général Albricci a son quartier général à Hautvillers où il a relevé le général Pellé. Venu avec son corps d'armée sur le front de France, il entend prouver la valeur de ses troupes. Sous ses ordres toute l'Italie est ici représentée. Il a une brigade de Naples, des bataillons de Caserte, d'autres du Piémont. Et lui, enfant de la Lombardie, il s'accroche au sol de la Champagne comme à celui de ses montagnes.

Ses hommes travaillent toute la nuit à creuser des tranchées. Le jour, le bombardement est tel que le travail ne peut se poursuivre. A l'est, dans la Champagne crayeuse, tous les abris sont prêts, certains îlots sont même bétonnés, mais ici, sur la montagne de Reims, tout est à faire : les Italiens se multiplient pour organiser la résistance.

Dès son arrivée, le général Albricci va saluer le cardinal. L'Éminence lui rend ses visites et il a des attentions charmantes pour ces soldats alliés. Le dimanche, l'église de Hautvillers est emplie d'Italiens. Il faut voir dans cette chapelle de l'abbaye ces physionomies brunes, ces regards ardents, ce magnétisme latin. Au premier rang, le général assiste à l'office avec son état-major. Le cardinal se tient dans l'une des stalles des chanoines bénédictins. Après la messe, il se lève et bénit la troupe. Il a des mots magnifiques pour célébrer l'héroïsme de l'Italie et des soldats de Rome : enfants des légions qui, jadis, défendaient le pays rémois contre les invasions. Il rappelle la fraternité d'armes sous le Second Empire. Il évoque la Rome éternelle.

Mais les Allemands avancent. Le général Albricci reçoit un ordre d'évacuation. Il fait partir la population civile. Le cardinal se précipite aux écoles où demeure le général.

— C'est impossible, dit-il. Je ne suis pas un habitant. Je suis l'évêque du diocèse. Je demeurerai ici le dernier, comme le commandant sur son paquebot en naufrage.

— Éminence, j'ai des ordres.

Le prélat français et le général italien croisèrent longtemps

le fer. Jadis, on ne pouvait arriver à faire accepter un avancement par l'abbé Luçon. Aujourd'hui, on ne pouvait arriver à faire accepter un ordre par le cardinal Luçon.

— Que pouvais-je faire? disait un jour le général Albricci. Un cardinal français. Une Éminence. Une ténacité de vieillard. Cependant, j'avais des ordres formels.

Le cardinal insiste et insiste toujours. Il ne partira pas parce qu'il ne veut pas partir. Enfin, l'un et l'autre trouvent une transaction. Le cardinal restera, mais à une condition : dès que la bataille commencera, il s'engage à obéir et à partir sur-le-champ.

Le lundi 8 juillet, il écrit à l'un de ses diocésains : « Une offensive s'est déclenchée cette nuit, qui était formidable. Le ciel était rempli des éclairs des canons, comme dans un grand orage. L'artillerie tonnait sans relâche de manière à produire un roulement continu. Épernay a été très bombardé, surtout dans la matinée. Nous entendons les obus siffler et nous voyons la fumée produite par leur éclatement. L'ennemi paraît viser la gare.

« A minuit, on est venu m'avertir de me tenir prêt à partir. Nous avons passé la nuit à faire nos préparatifs. Nous sommes encore là, mais nos valises sont prêtes. Que cette attente est pénible! J'espère toujours pouvoir rester. J'ai demandé à ne partir que quand la population serait évacuée et quand il serait évident qu'Hautvillers va se trouver pris dans la bataille ou sous le feu des obus ennemis.

« La cathédrale a encore été bombardée. Je le sais par les journaux et je n'ai pas de détails. Mais j'ai reçu, hier, du Vatican, le journal des observations relevées par l'ennemi sur la cathédrale et ce qu'ils ont cru y voir d'avril 1917 à avril 1918.

Les Allemands ont en effet bombardé à nouveau la cathédrale. Cette fois, le poème de pierre est attaqué de face; on tire sur le grand portail à bout portant. Les églises de Reims sont toutes démolies, mais surtout les statues des trois porches sont blessées chaque jour. Comme le rapporte le cardinal, la nonciature de Munich transmet à la cour de Rome rapport sur rapport concernant les bombardements. Les documents sont accompagnés d'observations faites à la jumelle. Nous avons retrouvé la trace de ces observations dans les archives diplo-

matique
phiques
docume
Saint-S
historie

« On
tours. »

La cath
ments
sons, c
bombar
laissé p
et le ca
les édi

Le
« Avis
brûlés.

qui a to
d'une p
douleu
le fron
prélat
quand

L'o
arrive
masqu

—
partir.
engagé

Le
petite

—
prélat.

Le
romain
l'Italie

Le
comme
son di

Qu

matiques. « Une et même plusieurs stations radio-télégraphiques auraient été installées sur les tours », disent les documents officiels. En notant ces indications envoyées au Saint-Siège et en les examinant avec toute la sérénité d'un historien, on ne peut que mépriser de pareilles informations.

« On a vu, ajoute-t-on, des hommes passer à travers les tours. » Cela recule les limites de l'invraisemblable feuilleton. La cathédrale est évidemment inspectée entre deux bombardements par des ouvriers ou par des architectes. « Pour ces raisons, conclut le memorandum allemand, la cathédrale a été bombardée et a reçu des obus. » Le Saint-Siège ne s'est pas laissé prendre au piège, et en juillet 1918, le nonce à Munich et le cardinal Hartmann ont été priés de s'employer pour que les édifices religieux de Reims fussent épargnés.

Le lundi 15 juillet, le cardinal note dans son Mémorial : « Avis du général de nous tenir prêts à partir. Valise et papiers brûlés. Visite d'adieu au général Albricci. » Le général italien, qui a toujours connu l'archevêque de Reims si vaillant, est pris d'une pieuse émotion. Tous les traits du cardinal reflètent la douleur. Il quitte son diocèse; il quitte ses soldats; il quitte le front. « Jamais, m'a dit le général Albricci, je n'ai vu de prélat souffrir autant que, le 15 juillet 1918, le cardinal Luçon quand il vint me dire au revoir. »

L'officier d'ordonnance du général, le prince Boncompagni, arrive dans la nuit au château d'Hautvillers, casque en tête et masque au côté.

— Éminence, hélas! il faut accomplir un devoir. Il faut partir. Voilà le bombardement qui commence. La bataille est engagée. Votre Éminence a promis.

Le prince romain est au garde à vous. Il se tient dans la petite salle de l'abbaye.

— Oui, j'ai donné ma parole, déclare à voix basse le vieux prélat. Je vous suis. J'ai confiance.

Le prince de l'Église s'efface à son tour devant le prince romain. Il regarde la voiture du général. Il voit les armes de l'Italie. Il les bénit. « Bénissons, dit-il, les soldats de Rome. »

Le 15 juillet 1918, le dernier après tous ses diocésains comme un commandant de bord, le cardinal Luçon quittait son diocèse.

Quelques heures après, les soldats de Gouraud gagnaient la

bataille de Champagne, et le cardinal Luçon, réfugié rue d'Ulm, écrivait aussitôt au vainqueur de la quatrième armée:

« Puisque la gratitude me fait un devoir de vous écrire pour vous remercier de votre bienveillante intervention, j'en profite pour vous adresser l'hommage de mes très humbles et très respectueuses félicitations. Nos soldats vous ont acclamé sur le champ de bataille, et la France s'est jointe à eux. Vous avez sauvé Reims et Châlons. Croyez-bien que l'archevêque de Reims ne vous oublie pas devant Dieu. Tous les jours, je dis ma messe pour l'armée depuis le 2 août 1914. »

Reims est délivrée. Dès le début d'août, le général Pellé informe le cardinal que l'ennemi recule sur tout le front, que le département de la Marne est libéré. Il tient à faire revenir les vigneron et les cultivateurs, car les vendanges et les moissons s'annoncent belles. Mais, pour permettre les travaux des champs, il est nécessaire de préparer des abris dans les villages détruits. Le général demande au cardinal d'exercer son influence pour les aider. Mgr Luçon commence aussitôt une campagne auprès du Secours national. A la fin d'août il reprend de nouveau d'Aÿ ses tournées dans le diocèse libéré.

Déjà, il pense à s'installer à Reims. Une maison lui est offerte rue Vautier-le-Noir. Et le 14 octobre, il peut contempler les ruines où bientôt, grâce à nos soldats, il pourra s'installer à nouveau. Le défenseur de la cité va retrouver son poste de combat.

PIERRE LYAUTEY.

Si l
connu
homme
fois l'o
à son
années
nation
retrou
M.
c'est u
Pas u
court
lité d
toute
très a
ce mi
aperç
geste
l'attit
situat
aussi
dema
toujo
A
l'am
—
à rép

SILHOUETTES ÉTRANGÈRES

S. Exc. M. SATO

Si le nouvel ambassadeur du Japon à Paris est encore peu connu du grand public français, il y a longtemps que nos hommes politiques et nos diplomates ont eu pour la première fois l'occasion d'apprécier son caractère et de rendre hommage à son talent. C'est à Paris qu'il résidait pendant les trois années qu'il a dirigé le Bureau japonais de la Société des nations; en y revenant aujourd'hui comme ambassadeur, il retrouve des amis qui ne l'ont pas oublié.

M. Sato n'a guère plus de cinquante ans. Au physique, c'est un jeune homme, de taille moyenne, mais bien prise. Pas un fil d'argent dans ses cheveux noirs, drus et coupés très court; pas une ride à ce visage calme et réfléchi. L'immobilité des traits ne trahit ni affectation, ni contrainte; elle est toute naturelle. Où trouver l'expression? dans les sourcils, très accentués, que parfois un effort contracte; et surtout dans ce mince sourire, d'où l'ironie est absente, mais où l'on croit apercevoir comme un doute ou une méfiance de soi-même. Le geste est rare, la parole un peu lente, aussi tranquille que l'attitude. Dans la conversation, il cite des faits, définit une situation, mais s'interdit de la juger. Rarement j'ai vu pousser aussi loin le souci, le scrupule de l'objectivité. M. Sato ne vous demandera jamais : « Qu'en pensez-vous? » Mais il semblera toujours vous dire : « Ne me demandez pas ce que j'en pense! »

A ma question : « N'avez-vous rien écrit, monsieur l'ambassadeur, rien publié? », il répond :

— Écrire, publier, pour quoi faire? Je n'ai pas d'idées à répandre, pas de convictions personnelles à faire partager.

Et si j'en avais, il me semble que je serais encore retenu par la crainte d'induire les autres en erreur, en les gagnant à mes opinions. D'ailleurs, ce n'est pas mon métier, et je n'ai pas d'autre souci que celui de faire mon métier et d'exécuter le plus fidèlement possible les instructions que je reçois.

Ceux qui ont vu M. Sato à l'œuvre savent comment il « fait son métier », un métier qu'il aime et où il trouve si exactement l'emploi de ses qualités naturelles. Entré dans la carrière à vingt-trois ans, il a débuté à Pétersbourg, sous les ordres d'un grand chef, Motono.

— C'est là, me dit-il, que j'ai appris à mal jouer au bridge et à parler correctement le français. Pour le russe, je ne m'y suis mis que plus tard, à Kharbine, où j'ai passé, comme consul général, tout le temps de la grande guerre.

De là on l'envoie à Berne, en 1920, avec le titre de chargé d'affaires. L'année suivante, il est conseiller à Paris, où le vicomte Ishii est ambassadeur. En 1923, devenu ministre plénipotentiaire, il représente son pays en Pologne. Deux ans après, le Japon ayant reconnu le gouvernement des Soviets, M. Sato est chargé du soin de rétablir les relations diplomatiques entre Tokio et Moscou; sa mission accomplie, il passe la main à M. Tanaka, envoyé comme ambassadeur, et retourne à Varsovie.

Il ne devait plus y rester longtemps. En 1927, le gouvernement japonais lui confie la direction du Bureau qu'il a installé à Paris pour traiter les affaires relatives à la Société des nations. Dès lors, M. Sato partage son temps entre Paris, où il réside, et Genève, où l'appellent et le retiennent des négociations souvent difficiles. En 1931, il est nommé ambassadeur en Belgique. Enfin, au mois de novembre de l'année dernière, le gouvernement de Tokio demandait à celui de Paris son agrément à l'envoi de M. Sato comme ambassadeur en France, et le nouveau représentant du Japon à Paris prenait possession de son poste entre Noël et le nouvel An.

C'était le moment où plusieurs circonstances attiraient notre attention, comme celle de l'Europe et de l'Amérique, sur le politique de son pays : extension du conflit avec la Chine, tension des rapports avec la Russie des Soviets, sans parler de l'attitude indifférente, presque passive, prise par le Japon à la Conférence du désarmement.

Bien que M. Sato n'ait pas d'opinion, j'ai voulu, sur ces divers points, m'entretenir avec lui et, de ce qu'il a bien voulu m'en dire, voici ce que j'ai retenu.

« En créant le nouvel État du Mandchou-Kouo, observe l'ambassadeur japonais, nous avons eu pour premier objet de rétablir l'ordre et les conditions normales d'existence dans un pays troublé et devenu presque inhabitable. Le but n'est pas encore atteint, mais je crois que nous sommes dans la bonne voie. Nous avons unifié la monnaie et régularisé les échanges commerciaux. Les paysans, en particulier, nous ont fort bien accueillis : ils avaient eu tant à souffrir du brigandage et de la spéculation malhonnête ! Certes, il y a encore des mécontents : nous espérons bien supprimer, non pas les mécontents, mais les sujets de mécontentement. Inutile de vous dire que notre ferme intention est de maintenir au Mandchou-Kouo la *porte ouverte* et de n'établir aucune différence entre les ressortissants des diverses nations, asiatiques ou européennes.

— La publication de certains documents avait ouvert devant nous des perspectives moins rassurantes.

— Vous faites peut-être allusion, reprit tranquillement M. Sato, au fameux *Plan Tanaka* ? C'est un faux. Un faux très bien fabriqué ; sans aucun doute, l'œuvre d'un Japonais. Toutefois l'auteur ignorait certains détails du cérémonial de Cour : c'est en décrivant la présentation du plan à l'Empereur qu'il s'est trahi. La non-authenticité de ce document a été démontrée une fois pour toutes par M. Matsuoka.

— Et du côté de la Russie, monsieur l'ambassadeur, n'avez-vous pas d'inquiétude ?

— Les relations sont actuellement très tendues entre Moscou et Tokio, et cette tension réagit sur nos rapports avec la Chine. Dès que les Chinois nous voient en difficulté avec d'autres, ils se montrent eux-mêmes plus susceptibles, ou plus exigeants. Les négociations engagées au sujet du chemin de fer de l'Est chinois ont traîné en longueur. C'était inévitable, il s'agit d'une question si difficile ! Tandis qu'à Tokio on recherchait les bases d'un accord, ailleurs certaines fautes ont été commises, certains excès n'ont pu être prévenus...

« Mais le gouvernement des Soviets n'est pas sans reproche : nous avons contre lui des griefs sérieux. Il a une part de responsabilité dans la propagande communiste qui se poursuit au

Japon. Les preuves matérielles nous manquent, mais il y a de graves présomptions. Qui donc a fait distribuer à Changhaï les instructions secrètes destinées aux chefs communistes japonais ? Ces menées indisposent d'autant plus notre gouvernement et notre opinion que le mouvement subversif prend chez nous des proportions plus dangereuses. Les paysans y demeurent étrangers ; mais il fait des progrès rapides dans la classe ouvrière et parmi les étudiants. Cela s'explique aussi, d'ailleurs, par la crise économique qui rend la vie dure aux ouvriers et prive un grand nombre de jeunes gens instruits des emplois qu'ils croyaient pouvoir obtenir. Cependant, je ne crois pas au danger d'un conflit armé entre la Russie et le Japon. Nous ne voulons pas la guerre, et les Russes, à ce qu'il semble, ne la veulent pas plus que nous.

— La Conférence du désarmement n'offrait-elle pas au Japon, en octobre dernier, une occasion de manifester ses intentions pacifiques ? Et pourtant, vous avez alors adopté à Genève une attitude si négative, qu'un soir le bruit courut dans les délégations européennes, que vous songiez à suivre l'exemple des Allemands et à vous retirer de la Conférence.

— Nous n'avons jamais eu cette pensée, répondit l'ambassadeur. Mais le Japon voit dans le problème du désarmement, tel qu'il est posé à Genève, une affaire surtout européenne. Le départ de l'Allemagne et les raisons auxquelles on l'attribue n'ont fait qu'accentuer ce caractère. Quel intérêt aurions-nous à prendre position en ce moment ? La réserve que nous gardons, ce sont les circonstances qui nous l'imposent. Cela n'empêchera pas que, le moment venu, le Japon fasse connaître son point de vue sur toutes les questions qui l'intéressent.

— Voilà des paroles consolantes. Il eût été déplorable qu'un grand pays d'Asie, après avoir quitté la Société des nations, se retirât aussi de la Conférence du désarmement.

— La rupture avec la Société des nations, reprit M. Sato, je l'ai beaucoup regrettée. Mais l'attitude prise par l'organisme de Genève en face du conflit sino-japonais ne nous laissait pas le choix. Nous avons dû partir. Jamais notre opinion publique n'aurait admis une autre décision.

Il est permis de croire que M. Sato fit alors tout ce qui dépendait de lui pour éviter cette rupture. Peu d'hommes, à Genève, s'étaient inspirés aussi parfaitement que lui de cet

esprit
même
lui. L
minor
l'arbi
d'être
C'est
l'acti
perm
instr
occas
gué
semb
la sy
Q
à Be
décl
« Pr
men
l'hu
était
à ce
que
à l'
mei
trop
C
M.
son
men
phè
peu
pré
pée
de
qu
d'u
ent

esprit international, qui peut s'accorder avec le patriotisme et même ne devient efficace que pour autant qu'il s'accorde avec lui. Lorsqu'on dut régler à Genève l'épineuse question des minorités allemande en Pologne et polonaise en Allemagne, l'arbitrage de ce diplomate japonais eut le succès très rare d'être accueilli par les deux parties avec une égale satisfaction. C'est ce même esprit d'équité et de large tolérance qui guida l'action de M. Sato à la Conférence navale de Londres et qui lui permit de traduire en langage conciliant et raisonnable des instructions parfois étroites et intransigeantes. En toute occasion, le nouvel ambassadeur du Japon à Paris s'est distingué par une profonde compréhension de l'Occident; et il semble bien que chez lui, cette compréhension ait pour base la sympathie.

Quelques années avant la guerre, j'ai rencontré souvent à Berlin un Japonais cultivé qui, pour peu qu'on le poussât, déclarait que son pays n'avait rien appris de l'Occident. « Prenez une pierre, me disait-il, et versez dessus alternativement de l'eau et de l'huile. L'eau s'écoule ou s'évapore; l'huile aussi: pas de différence. Et la pierre reste ce qu'elle était: une pierre. Ainsi du Japon. » Il fallait que cet Oriental à cent pour cent fût bien en veine de concession pour avouer que si d'aventure le Japon avait emprunté quelque chose à l'Europe, il avait eu grand soin de ne prendre que le meilleur. Je ne pus me tenir un jour de lui dire qu'il se méfiait trop de l'Europe pour la comprendre; et il en convint.

Cette méfiance de l'Occident, on la chercherait en vain chez M. Sato. Nos conceptions politiques, sociales, religieuses lui sont devenues si familières, qu'il en tient compte naturellement et sans effort. En un moment où tant de mauvais prophètes dressent les unes contre les autres les races qui peuplent la terre, prêchent en Asie la haine de l'Europe ou prétendent fonder sur la supériorité d'une certaine race européenne, qui d'ailleurs est venue d'Asie, le droit de mépriser et de maltraiter les populations asiatiques, il est heureux que quelques hommes témoignent, par leur exemple, en faveur d'une union plus étroite et d'une collaboration plus féconde entre l'est et l'ouest. M. Sato est de ceux-là.

VERAX.

MARINE RESSUSCITÉE

Toulon, 1^{er} décembre.

Plus de treize ans se sont écoulés depuis le moment où je suis entré dans la réserve de la Marine française. Au lendemain de la guerre, ayant épuisé toutes les besognes et les émotions que l'on peut éprouver en dirigeable ou en sous-marin, en avion ou en torpilleur, sur les croiseurs et les cuirassés, soit en voyages lointains, soit en opérations dans des eaux voisines, je ne m'étais pas senti la patience d'attendre que notre marine, absolument exténuée par les travaux et l'usure de cinq années de guerre sans répit, franchit la période de renaissance.

Trop de soucis supérieurs assaillaient la France pour qu'elle pût, avant de longues années, consacrer son attention et ses trésors à la création de navires nouveaux, destinés à remplacer ceux qui n'en pouvaient plus. Il eût fallu, pendant cette durée où les officiers ne pouvaient escompter ni un commandement, ni même un embarquement, végéter au fond de quelque arsenal, ou sur les bancs d'une commission ou dans n'importe quelle fonction où je n'aurais jamais connu la vraie activité maritime, celle que souhaite un homme passionnément épris de son métier.

Mais, à maintes reprises, j'avais conservé des relations fragmentaires avec mes camarades demeurés dans l'active. J'avais visité, au titre civil pour ainsi dire, plusieurs des navires modernes issus des nouveaux programmes. En outre, au cours de mes nombreux voyages à travers l'univers, j'avais été souvent reçu, fort aimablement, sur les unités de marines

étrangères, déjà sorties du marasme d'après-guerre. J'y avais constaté l'accumulation des moyens les plus récents qu'a découverts la science pour l'attaque et pour la défense.

En beaucoup de circonstances et devant bien des détails, le problème s'était posé à moi de savoir si notre marine nouvelle, très modérée dans ses aspirations et son effectif, se trouvait cependant de pair avec ses émules des États-Unis ou d'Angleterre, d'Italie ou du Japon. Cette perplexité s'accrut, surtout pendant mes croisières des trois dernières années, au point que je souhaitai accomplir une période de réserve, non plus comme visiteur ou passager de quelques heures, mais au titre de l'officier qui, sous le sceau du secret professionnel, est autorisé à tout voir.

J'arrive donc à Toulon, où tant d'années de ma jeunesse se sont écoulées dans l'activité des navires grands ou petits. Les autorités, celles de Paris et celles de Toulon, ont bien voulu décider qu'en cette période de trois semaines environ, jusqu'à la Noël, je fusse intégré dans les états-majors de différentes unités appartenant à des types très divers. Je vais vivre leur existence, les connaître en toutes leurs qualités ou imperfections.

LE PORTE-AVIONS « BÉARN »

4 décembre. — A bord du porte-avions *Béarn*, rade des Salins d'Hyères.

Il faut vraiment faire effort pour se persuader que le porte-avions *Béarn* est un bateau qui navigue, qui est pourvu de tous les moyens dont dispose un bâtiment de haute mer. Il ne ressemble à rien de ce que l'expérience a enseigné au marin, de ce que la photographie montre au public.

De hautes superstructures, des appareils, des cheminées et des passerelles, apparentent les grands navires à des cathédrales d'acier mouvant, pointées vers le ciel. Au contraire, le pont du *Béarn* est nu, dégagé, vaste comme un gigantesque tennis, dont le plafond serait le ciel où se meuvent les avions qui s'y posent ou s'en envolent. Le bois qui constitue cette esplanade est assemblé avec un soin que ne connaissent pas les menuiseries les plus perfectionnées. C'est presque un chef-d'œuvre de marqueterie. Il ne faut point qu'une seule

dénivellation, ni le moindre gondolage, ni la plus petite écharde, puisse inquiéter ou rendre dangereuse la manœuvre des avions.

Or, le soleil et la pluie, la froidure et la chaleur, les dilata-tions et les contractions, travaillent sans arrêt ce terre-plein immense, qui sert à la fois de bercail et d'envol aux appareils. Le porte-avions est destiné à faire partie d'une force navale agissante. Elle le protégera pendant la navigation de guerre. Elle réclamera qu'il expédie de toute urgence les avions qui doivent servir d'yeux, d'éclaireurs, d'assaillants, de bombardiers ou de torpilleurs contre les formations ennemies.

Tant de problèmes contradictoires, et dont la solution exacte peut signifier, en quelques minutes, le succès ou l'insuccès d'une opération, la victoire décisive ou la défaite irréparable, exigent du personnel et du matériel une intégrité absolue dans tous les moyens et une précision quasi parfaite dans l'exécution.

Les choses de mer, qui, par essence, sont vouées aux incertitudes atmosphériques, ne permettent point d'hésitation quand la minute du destin est venue. Toute l'histoire maritime, des plus petites escarmouches aux combats de la plus grande envergure, fourmille d'exemples que l'incertitude d'un instant, le retard de quelques moments dans la manœuvre opportune, ne se compensent jamais.

Plus que jamais, dans l'avenir, la célérité presque immédiate de l'information, de l'attaque ou de la riposte, sur mer, devient impérieuse. Les avions, ces nouveau-nés de la science militaire, seront les artisans désignés de cette promptitude. Sans déprécier l'œuvre admirable des aviateurs terrestres, il n'est point injuste de dire que les difficultés à vaincre par leurs camarades maritimes sont peut-être décuplées. A une seconde près, à un dixième de seconde même, la plate-forme sur laquelle on se propose d'« apponter », l'abri dans lequel on a besoin de se ravitailler, de se réparer, de reprendre des forces, peuvent être secoués par un vent ou une houle qui transformeront peut-être en catastrophe ce qui devait être un départ ou une arrivée facile.

Le Béarn, pour l'instant, n'est autre chose que l'école, l'école supérieure et unique, des aviateurs qui apprennent à

se jouer
de l'air
Cepen
immo
contra
à plus
pour
et à c
n'est

Po
aviati
le mo
roues
ou se
bas. C
sage s
dérive

Si
passe
trop
n'avo
nouve
souffl
ne pa
Car

reven
tage

D
succè
seule
ou le
nism
gagn
rien
appa
quan
par
à so

C
par

se jouer des pires conjonctures. A terre, l'énigme de l'envol ou de l'atterrissage n'est déjà pas toujours facile à résoudre. Cependant la base que l'on quitte ou que l'on y retrouve est immobile, vaste, invariable pendant la manœuvre. Bien au contraire, l'esplanade du *Béarn* s'élève, comme un château-fort, à plus de dix mètres au-dessus de l'eau. Le navire est construit pour recevoir et expédier les avions en toutes circonstances, et à cadence aussi grande que possible. On peut dire qu'il n'est jamais stable.

Pour le néophyte de l'aviation maritime, fût-il un as en aviation terrestre, c'est une redoutable épreuve que d'aborder le monstre. L'on doit ralentir suffisamment pour que les roues d'atterrissage effleurent le plancher luisant, ou glissant, ou sec, ou incliné, de façon que ce ne soit ni trop haut ni trop bas. Quelques centimètres trop bas, et tout le train d'atterrissage se brisera sur le massif indestructible. L'avion capotera, ou dérivera, dangereusement blessé, pour s'écrouler dans les flots.

Si, au contraire, l'avion se redresse trop vite, de manière à passer au-dessus du pont, sans s'y poser, ou bien conserve trop de vitesse pour s'y arrêter, il risque en fin de mission de n'avoir plus assez d'essence, d'être trop fatigué pour tenter un nouveau vol et un nouveau retour. Probablement, à bout de souffle, il ira choir à l'avant du porte-avions, dans la mer qui ne pardonne point, et l'on ne pourra guère s'occuper de lui. Car sans doute ses compagnons d'escadrille ou de groupe, revenant avec lui de mission, se succéderont pour l'« appontage », afin de retrouver repos, abri et nouvelles forces.

Depuis deux jours, entre l'aurore et la nuit tombante, se succèdent sans arrêt toutes les manœuvres nécessaires. Non seulement le *Béarn* perfectionne les pilotes, les mécaniciens ou les observateurs, mais il met aussi en œuvre son machinisme formidable et compliqué. Chaque leçon permet de gagner une seconde si possible, d'acquérir une nouvelle expérience. Le chronomètre, l'ampèremètre, et les plus délicats appareils de mesure sont les auxiliaires secrets et fidèles, quand on les soigne, de l'incomparable ensemble constitué par le cerveau, les muscles et les réflexes du pilote conjugué à son appareil.

Cela se passe dans cette vaste nappe liquide circonscrite par des terres et des îles aux formes heureuses et aux noms

pittoresques : Porquerolles et Brégançon, le Titan et Palyvestre, les Maures et le Lavandou. C'est un immense champ de manœuvre où sans relâche, dans les secteurs qui lui sont attribués, chaque espèce d'unité accomplit l'inlassable labeur du perfectionnement.

Les jours raccourcissent de plus en plus. Une succession de forts coups de vent, venant tantôt de l'est et tantôt de l'ouest, rend très désagréable la pratique de cette étendue d'eau ordinairement abritée. Souvent, le grain et la rafale de grêle, les tourbillons du vent et le clapotis hargneux, suppriment toute vue et contraignent à suspendre des exercices qui deviendraient dangereux. L'on attend. L'on espère l'accalmie, si brève soit-elle, qui permettra de recommencer, et l'on met les bouchées doubles.

Dans le lointain, des croiseurs effectuent leurs essais de vitesse sur des bases calculées. Des sous-marins, entre les limites où l'on ne doit pas les gêner, se livrent aux manœuvres de la pesée ou de la plongée, du lancement de torpilles, des détections acoustiques et radiophoniques. D'autres croiseurs pratiquent des tirs de jour et de nuit, des études de mouillage ou de télémétrie. Au-dessus, passent sans discontinuer les avions du *Béarn*, ceux de Toulon, d'Istres ou de Berre, de Saint-Raphél ou d'ailleurs, militaires ou civils, marins ou commerçants. Ils tracent dans l'atmosphère humide les sillages de leur vibration, tantôt grave et tantôt stridente, parfois étouffée dans la cotonnade d'un nuage ou au contraire déchirante quand elle rase notre mâture.

Les temps sont passés d'une marine où j'ai tant vécu, avant et pendant la guerre. Les étrangers, avec un peu de raison et beaucoup de pitié, la surnommaient une marine d'échantillons. On cherchait les voies. On imaginait des modèles. Avant qu'on eût réalisé le dernier, la science le rendait désuet. Sauf en des séries construites à peu près d'un coup, aucun navire n'était frère de son voisin, ni ne pouvait accomplir la même manœuvre au même moment. Il en résultait que tout programme d'exercices, pour étudié et approfondi qu'il fût, n'était jamais assuré de l'exécution au moment désigné et de la façon prévue. Maintenant, on a l'impression du certain. Ce qui est ordonné pour six heures quarante-cinq ou pour dix-huit heures quinze se passe à six heures quarante-cinq ou à dix-

huit heures quinze, sans effort ni tumulte. L'assurance dans le commandement et l'exécution implique un degré d'entraînement évident pour le profane, et presque magique aux yeux des avertis.

MANŒUVRE D'ATERRISSAGE

10 décembre.

Quelques périodes de beau temps durable, entre deux sautes de vent, ont permis au *Béarn* de poursuivre à outrance l'entraînement de ses pilotes : navigation et attaque militaire.

Le problème le plus épineux, sur lequel toutes les marines sont penchées, consiste dans l'arrêt rapide et sûr d'un avion qui se pose sur la plate-forme d'un bateau. Le champ ne dépasse guère une centaine de mètres en largeur. La moindre déviation, la plus petite erreur de vitesse, peuvent provoquer des avaries très graves, peut-être la ruine totale. Il faut recourir à des moyens de freinage extrêmement souples et efficaces pour que l'« appontage » soit réussi.

En effet, le pilote qui s'approche de l'esplanade doit accomplir en moins d'une vingtaine de mètres, c'est-à-dire en moins d'une demi-seconde, trois manœuvres. Il lui faut disposer son appareil au niveau de la plate-forme et dans l'axe du navire. En étendue et en hauteur, il ne possède aucune marge. Il doit couper les gaz au moment instantané où la perte de vitesse, la manœuvre du manche à balai, feront que ses roues effleurent, exactement, le plancher. Il touche celui-ci à une vitesse voisine de cent kilomètres à l'heure. Son salut exige qu'il soit arrêté en moins de cent mètres, en cinquante si possible. Il ne saurait y parvenir sans l'intermédiaire de procédés qui facilitent cet arrêt presque immédiat.

Pendant de longues années, les aviations maritimes ont essayé tous les moyens, rudimentaires ou compliqués, pour assurer de façon régulière cette manœuvre délicate. Tantôt, on a disposé sur le pont des cordages transversaux, aux deux extrémités desquels étaient amarrés des sacs de sable ou de matières lourdes et trainantes : le train d'atterrissage, saisissant ce réseau ralentisseur, finit par trouver une position d'arrêt. Mais les cordages et les sacs, la variation perpétuelle des conditions locales, engendrent souvent des déviations, des

embardées, des embrouillages, qui se traduisent par des chutes à la mer, des capotages.

Tantôt, on use de freins, et les modèles en sont nombreux, disposés sur le train d'atterrissage, à la façon de ceux qui arrêtent les automobiles. Mais ce qui est possible sur une route ou un autodrome n'a point de valeur sur le pont d'un navire. Il est bien rare que deux pneumatiques, deux freins, soient rigoureusement gonflés et réglés de façon identique. A terre, par chaussée glissante, les freinages instantanés se traduisent trop souvent par le dérapage, le tête à queue, la descente sur le bas côté. De même, sur l'aérodrome terrestre. On s'en tire habituellement avec un peu de casse, mais sans avaries majeures. Cela n'est point permis sur les navires porte-avions. Le gouffre de la mer est toujours présent. Le bâtiment, animé de vitesse, surtout en guerre, ne peut s'attarder à repêcher ou à radoubler l'appareil qu'une inégalité dans le réglage des freins a rendu incontrôlable.

Le génie français a conçu et réalisé des dispositifs, tout ensemble ingénieux, simples et précis, qui semblent donner à notre marine un privilège ignoré des autres. Sur bien des mers, à bord de divers navires étrangers, j'ai constaté que l'« appontage » n'est réellement réussi qu'une fois sur dix. Sur le *Béarn* il n'est peut-être pas manqué une fois sur cent. Aucune précaution exceptionnelle n'a cependant été prise. Ni les avions ni les pilotes ne sont sélectionnés.

Sitôt que l'avion se présente, vers l'arrière, pour prendre sa ligne de vol en hauteur et en plan, sitôt qu'il a été prévenu que tout est prêt à bord pour le recevoir, tout être humain disparaît sur le *Béarn*. On se réfugie en contre-bas, le long des coursives qui bordent l'esplanade. Chacun de nous met ses yeux au ras du plancher, complètement dégagé, afin d'observer la venue du camarade, de l'admirer si c'est réussi, de le plaindre et de lui porter secours si c'est manqué. L'ensemble des freins qu'il doit accrocher a été soigneusement vérifié et réglé. Tant d'incidents peuvent intervenir !

L'avion, presque diaphane, gris-bleu dans l'atmosphère gris-bleue, est précédé par son vrombissement. Il approche à toute vitesse. Il est bien en ligne. Malgré nous, nos têtes se haussent pour juger si ses roues seront tangentes au plancher. Elles le sont. Il coupe les gaz. Nous rentrons nos têtes. Il

touche le bois. Il laisse tomber le harpon qui doit crocher les freins. Ceux-ci sont saisis. L'avion les tire comme un élastique irrésistible et accompagnateur. En vingt mètres peut-être, devant nos yeux soudain haussés, et nos corps qui bondissent sur le terre-plein, l'avion est devenu le bel animal au repos. Il souffle tout doucement. Son hélice, en un ou deux tours ultimes et lents, dit : « Pour cette fois, c'est très bien. »

Le pilote s'extirpe, se décoiffe de son casque, descend avec la lourdeur de l'oiseau qui retrouve le sol, et explique la manœuvre, avec cette simplicité qui n'appartient qu'aux virtuoses. Même si on le félicite, il ne trouve jamais qu'il ait assez bien fait : « Coupé un peu trop tôt... Touché le pont un mètre trop tard... Accroché le troisième frein au lieu du premier... Je vérifierai ça la prochaine fois... Ce pont mouillé avait l'air d'un miroir... Le soleil m'aveuglait... Ce n'est pas tout, il faut rentrer le zinc. J'ai un petit machin dans la circulation d'huile... Dépêchons. »

Quelques instants plus tôt, l'esplanade du *Béarn* était nue et plane. Maintenant, elle s'ouvre. Deux grandes portes, horizontales et invisibles jusqu'alors, se soulèvent et s'écartent comme les mâchoires d'un animal géant. Elles deviennent verticales. Chacune a plus de dix mètres de haut. Elles semblent écarter l'atmosphère afin de recéler et d'abriter l'oiseau fragile et puissant qui vient de la quitter. Pendant qu'elles se soulèvent, un ascenseur en plate-forme monte, et vient rigoureusement s'ajuster sur l'ouverture qu'ont créée les portes. L'équipe de manœuvre, bien dressée, rapide, aux mains délicates, pousse l'avion jusqu'au panneau ainsi préparé, cale les roues. L'ascenseur redescend, tandis que les mâchoires du plésiosaure se referment, et font l'occlusion exacte qui rétablit le plan du pont. Pas même trois minutes se sont écoulées entre le contact des roues sur le pont et le repos de l'appareil entre les mains des mécaniciens dans la cale. On peut recommencer tout de suite. Cela tient du prodige.

AVIONS LANCE-TORPILLES

Un peu plus tôt ou un peu plus tard, selon l'ordre du travail établi, auront lieu les manœuvres des avions lance-torpilles ou, plus brièvement, des « torpilleurs ». Ils prennent pour objectif

le Béarn. Ils se sont élevés à grande altitude, se sont dissimulés dans les nuages ou les pannes de brume, et se proposent de l'attaquer, tout comme pendant la bataille, sur l'ordre radiotélégraphique du chef, ils se lanceraient à l'assaut d'une unité ou d'un groupement ennemis.

Cette attaque ne peut être faite qu'à longue portée, car l'avion doit fuir autant que possible les feux de l'artillerie, qui rendraient sa mission précaire s'il venait trop près. Afin de dérégler la précision des canons, il doit prendre des vitesses telles que les pointeurs ne puissent presque pas le suivre.

Pour cela, lorsque le pilote, en altitude, a jugé qu'il est à peu près à bonne distance et dans les conditions d'invisibilité les plus favorables, — en plein dans le soleil, s'il y en a, et en pleine pénombre, si le temps est bouché, — il se laisse choir comme une pierre. Les torpilles sont lourdes, car elles sont munies d'engins qui leur donnent toute célérité, d'explosifs qui fassent des blessures mortelles, d'appareils qui assurent leur trajectoire. Ces masses accélèrent la vitesse de chute, qui dépasse plusieurs centaines de kilomètres à l'heure.

Dans cet écroulement, le pilote voit pour ainsi dire à l'envers la surface traîtresse de l'onde. Il faut que ses yeux, sa main et son cerveau sachent arrêter l'avion, à la fois brutalement et avec certitude, à la hauteur exacte où la torpille pourra être lancée : ni trop haut, car elle se déformerait, se disloquerait par la violence du choc ; ni trop bas, car elle n'aurait pas le temps d'adopter le chemin qui lui était nécessaire ; ni dans des erreurs d'assiette qui la dévieraient : une vingtaine de mètres au-dessus de l'eau.

Successivement, nous examinons les prouesses de cette précision. Nous n'osons même pas les admirer. Le terme serait presque inélégant et certainement inopportun. Là encore, il s'agit de faire mieux qu'hier et de préparer les perfectionnements de demain. Ce n'est même plus de l'acrobatie. C'est la limite, c'est la frontière entre le possible et l'irréel.

PROGRÈS EN OPTIQUE ET ACOUSTIQUE

Nulle vanité nationale ne peut être imputée à la constatation que, dans ce domaine, la France peut être fière de ses hommes : ceux du laboratoire et du bateau, ceux de

l'usine et de l'avion, ceux de la technique et de la pratique.

Je l'ai vérifié en diverses visites, aussi bien sur le navire *Teste*, base d'avions, que sur les sous-marins récents, et au Centre d'études de la marine. Pendant bien longtemps, et malgré l'excellence de nos inventeurs, de nos ingénieurs, de nos exécutants, nous étions en bien des domaines les clients ou les imitateurs de techniques qui n'étaient point françaises. En particulier, l'acoustique et l'optique, l'électricité et toutes ses dépendances, n'étaient pas toujours à l'égal de ce que pratiquaient nos émules ou nos rivaux.

Nous en étions pour ainsi dire aux rudiments dans tous les domaines de l'optique, où l'Allemagne avait su conquérir une prééminence, que l'on pouvait croire définitive. Quelle importance primordiale une nation ne doit-elle point attacher à pouvoir produire, elle-même, les meilleurs projecteurs et les meilleurs périscopes, des lunettes de tir claires et grossissantes, des jumelles précises et des lentilles sans défaut ? Nous fabriquions évidemment ces différents appareils, mais à quel degré d'imperfection au regard de l'Allemagne ! Nous n'étions pas les seuls. La télémétrie, la photographie, tout ce qui dépend du cristal poli ou des courbes impeccables, semblait être un domaine réservé à l'Allemagne.

Cette infériorité paraît être révolue. Nous y avons fait des bonds d'une si grande ampleur que bien des étrangers s'adressent à nous et voudraient pénétrer les secrets que nous avons élucidés. Une union permanente et féconde, qui date de peu d'années, s'est instaurée entre les praticiens de l'optique et les marins utilisateurs. Ceux-ci posent les problèmes avec clarté, et ceux-là tendent de les résoudre et y parviennent.

L'acoustique aussi, qui était pratiquement dans les ténèbres, commence à sortir, majestueuse, de ce concours d'intelligences. Combien de services, pacifiques ou autres, ne rendra-t-elle point à l'humanité lorsque la marine lui aura donné rang de cité parmi les sciences établies ! Percevoir avec certitude la marche d'un sous-marin invisible ou le battement des hélices d'un navire plongé dans la brume ; déceler la hauteur et la direction d'un avion qui menace, à quelques milliers de mètres et au-dessus des nuages ; déterminer, au voisinage des côtes semées d'écueils et entourées de bas-fonds, la profondeur exacte de l'Océan, et la limite où les navires

à grande vitesse entrent en danger; interpréter avec précision l'orientation d'un sifflet ou d'une sirène ou d'un appel dans le brouillard; élucider toutes les malices du son, dans l'eau et dans l'air, dans la pluie, l'orage ou la tempête... Voici à peine l'ébauche des solutions qui sont préparées, des phénomènes auxquels la Marine française, désormais, apporte une attention persévérante, aidée et entretenue par les pouvoirs publics...

Demain, j'embarque sur le croiseur *Dupleix*, le dernier-né.

LE DUPLEIX ET SON AMÉNAGEMENT

22 décembre.

Au crépuscule, j'avais rejoint le *Dupleix*. Son poste est au fond de la rade de Toulon, presque à l'entrée de la Seyne. Depuis la vieille darse, où est venue me prendre la vedette du Commandant, je passe successivement toutes les unités qui, sur leurs coffres ou leurs appontements, sont au repos. Elles attendent le départ du lendemain ou de la semaine prochaine. De grands numéros, en peinture noire, désigneront les navires rapides dans leurs formations nombreuses. Les cuirassés, ceux qui datent de la guerre ou ont été achevés à sa fin, sont distingués par des bandes blanches autour de leurs cheminées. Les croiseurs sont campés là-bas, au delà du champ des navires puissants et des torpilleurs. C'est leur poste naturel. En cas d'alerte, ils devront partir les premiers, pour le grand éclairage qui précède l'armée navale. La poussière des torpilleurs les rejoindra, les dépassera, avant que l'on ait trouvé le large.

Les jours très courts et le mauvais temps persistant créent des lumières rouges et fortes du côté du couchant. Toute chose s'y dessine en vraie valeur, noir sur pourpre. Le *Dupleix* apparaît, comme un objet d'art, dans cette fresque.

Il ne contient pas une faute. Il est dessiné en perfection. Il est le benjamin de cette série qui comporte, comme parrains, les noms les plus glorieux de nos corsaires et de nos amiraux : La Motte-Picquet et Tourville, Duquesne et Suffren, quelques autres qui ont concouru à la gloire de notre marine et de nos armes.

Depuis deux semaines à peine, le *Dupleix* appartient à

la première escadre d'abord, à la première division légère ensuite. Pendant de longs mois, il avait poursuivi à Brest les lentes et patientes vérifications de tous les organismes qui composent le navire moderne. Cette période d'essais achevée, il vient de faire un beau voyage, dans les possessions françaises du Maroc et de la Méditerranée, et il prend sa place d'excellence parmi ses camarades, les fougueux coursiers de notre Empire maritime.

Il a battu les records de vitesse, non point seulement ceux de notre marine, mais ceux du monde entier. Ses successeurs, qui sont à leur tour en période d'achèvement, dépasseront peut-être sa performance. M'approchant de lui, je ne suis point surpris d'une telle virtuosité. Elle donne, sur l'élément le plus résistant, la mer, et à un navire de 10 000 tonnes, une vitesse permanente que bien des voitures minuscules voudraient tenir sur la route terrestre. Le *Dupleix* est posé sur l'eau avec l'élégance du félin au repos. Son avant, légèrement incurvé, indique le désir de fendre les ondes, de les dominer, de les dépasser. Ses mâts sont campés comme il se doit, ni trop haut ni trop bas, de façon à satisfaire tout ensemble aux besoins de la télémétrie et de la signalisation. Ses cheminées sont placées à l'écartement et à la hauteur qui ravissent l'œil. Son arrière, dégagé, bas, est bien la croupe d'un fauve prêt à bondir. Pas un détail ne détonne. Je cherche, malgré moi, une critique, en comparaison de ce que j'ai vu dans les autres marines. Je ne la trouve pas. La carène est d'une couleur franche, et les hublots sont répartis de telle sorte qu'ils éclairent sans la percer de trous inutiles. Quel plaisir, pendant deux semaines, d'être le passager de ce palace militaire !

L'impression se poursuit lorsque j'ai été installé dans la cabine qui m'était réservée. Jadis, il semblait que les ingénieurs et les chefs auxquels appartenaient le dessin et l'aménagement d'un navire de guerre, fussent enclins à y établir l'inconfort, le mesquin, le banal. C'était une marine que l'on aimait parce que l'on avait la vocation. Mais c'était aussi une marine où, même par beau temps, et surtout dans les circonstances scabreuses, personne ne se sentait à l'aise. L'on avait oublié, semble-t-il, l'adage formulé par le grand ministre, celui de Louis XIV, cet homme de génie qui, n'ayant jamais mis les

pieds sur les bateaux, avait deviné le rôle de la mer et des marins, par Colbert. Dans une de ses dépêches, il avait écrit : « Il faut que les marins servent joyeusement. »

Texte qui avait été relégué dans les paperasses. Cette phrase était cependant celle dont la plus dure, la plus fatigante des professions ne devrait jamais perdre le souvenir. Toutes les autres marines, depuis longtemps, avaient compris comment, sur un navire de guerre, doit être établie la relation entre le personnel et le matériel.

Une fois prévu le navire en ses œuvres fortes et vives, — les machines et l'artillerie, la navigation et la protection, les approvisionnements et les moyens d'attaque ou de défense, toutes choses sur lesquelles l'on ne doit point transiger, — la place est assez grande pour que le marin, fût-il matelot, sous-officier, officier subalterne ou supérieur, commandant ou amiral, soit logé décemment, confortablement, et retrouve une vie normale dès qu'il abandonne les terribles responsabilités de l'action.

Pendant trop longtemps, la marine française a dédaigné cette nécessité. Elle s'en tenait encore aux époques où la vitesse des navires ne dépassait pas de beaucoup celle des frégates et des vais aux de jadis. La complexité du matériel y était si faible que l'officier de quart, ayant quitté la passerelle, n'était point assailli par toutes les responsabilités de l'instruction du personnel, de l'entretien du matériel, de la justification paperassière de chacun de ses actes.

Maintenant, un croiseur navigue à trente ou trente-cinq nœuds. Il est littéralement encombré de tous les perfectionnements qu'apporte la science. Par la plus violente tempête, il faut que les matelots, les officiers et le commandant lui assurent une intégrité parfaite. Il est essentiel que chacun, lorsqu'il a fini sa besogne, où pas une seconde de son temps, pas une cellule de son cerveau n'auront été inoccupées, retrouve le délassement et l'aise qui effacent sa fatigue.

C'est fait désormais sur le *Dupleix* et sur ses frères. La cabine de l'officier, son éclairage, ses sièges, son bureau et sa couchette ne représentent plus le placard étouffant ou glacé où il lui était difficile de travailler, de penser, de dormir. Le chauffage central permet, en concordance avec la ventilation, de compenser la véhémence du froid extérieur ou de la tem-

pérature tropicale. Le téléphone, branché sur un central standard, supprime ces perpétuelles allées et venues, ces montées et ces descentes, qui faisaient perdre à la fois du temps et de la liberté d'esprit dès qu'il s'agissait de donner un ordre ou de le recevoir. En quelques propos, en pleine certitude, le commandant peut transmettre à n'importe quel officier ses intentions pour tout à l'heure ou pour demain, et recevoir la réponse, la promesse que ce sera fait. De même, vers les sous-officiers, ceux qui approchent l'équipage et lui donnent l'impulsion, un appel du chef de service, une discussion rapide sur les possibilités, définissent en quelques instants les moyens d'accomplir un travail, de rédiger un rapport, d'assurer une corvée.

J'ai bien peur que ces constatations ne paraissent un peu puériles à ceux qui n'avaient point vécu sur les navires de guerre. Leur évidence a été tellement éclatante, m'a tellement charmé, que je dois cependant la mentionner. Il faut aussi signaler l'extrême attention, la tendresse maternelle, pourrais-je dire, que la patrie apporte au confort des matelots, de ceux qui exécutent les ordres. Désormais, le grand Colbert serait heureux. Les matelots servent joyeusement.

C'en est fini de ces vastes étendues, que l'on appelait des batteries, et où, sur la hauteur de deux ou trois ponts, la foule des matelots, gabiers et chauffeurs, mécaniciens et timoniers, canonniers et électriciens, et tant d'autres spécialistes, vivaient comme en une sorte de gourbi aux odeurs insupportables, d'éclairage rudimentaire, d'hygiène innommable. Mieux vaut ne point retourner les regards vers ces périodes lamentables qui par bonheur sont aujourd'hui du passé. Sans doute, le marin qui adopte et poursuit cette carrière terrible, ne doit pas être dorloté. Mais la moindre chose est qu'il y soit traité comme un être humain. Il l'est.

Sur la nourriture, rien que l'approbation, non point seulement à bord du *Dupleix*, mais en tout navire où j'ai passé. Le Parlement a désormais voté les crédits nécessaires pour que ces jeunes gens en pleine adolescence, que ces sous-officiers en pleine force, connaissent une chère à la fois abondante, saine, oserais-je dire raffinée quelquefois. Aux côtés de l'officier de quart, ou du commissaire, ou des commandants en second et adjoints qui ne négligent jamais, avant les repas,

de venir goûter chaque plat du menu, je suis allé respirer les aromes délicieux de la cuisine, j'ai plongé la cuiller, j'ai piqué de la fourchette. Ce n'est plus l'abominable rata. On a plaisir à prendre une bouchée ou une cuillerée. Sur l'ardoise, le menu est affiché, à la craie.

Les autres détails sont également étudiés. Le nettoyage des vaisselles est assuré par les procédés les plus antiseptiques, eau bouillante, vapeur, entraînement mécanique. Ils suppriment toute amorce de contagion ou d'épidémie, les plus grands dangers du navire, fût-il de guerre ou de commerce.

En dehors de repas, le matelot n'est point obligé de rester debout sans savoir où aller ou de se coucher par terre, dans un abandon et une promiscuité déplorables. Par spécialité, ils sont répartis, à bâbord et à tribord, dans des locaux aérés, où ils prennent leurs repas, où sont posées leurs armoires individuelles, où ils accrochent leurs hamacs. Ils sont entre camarades de travail, d'occupation et de responsabilité. Ils peuvent lire, écrire, sur les tables propres qui leur sont attribuées. Aux heures permises, on autorise les jeux simples, où l'argent est naturellement interdit, qui peuvent les distraire. Et sans que le gramophone ou le cinéma aient encore acquis un droit de cité permanent, toutes facilités leur sont données pour jouir, sur tel ou tel bateau, du spectacle que celui-ci aura organisé.

Enfin, dans toutes les manœuvres, exercices et mouvements, incessants pour ainsi dire et de jour et de nuit, ne règne plus le tumulte de jadis, accompagné de coups de sifflet, de sonneries de clairon, de hurlements jetés à travers les batteries, les panneaux et les échelles. Au poste de timonerie, un officier marinier répète devant le microphone les ordres donnés par le commandant et transmis par l'officier de quart. Ceux-ci sont immédiatement propagés par le haut-parleur, dans chacune des alvéoles, accompagnés quelquefois d'une confirmation de clairon. Sans bouger de chez soi, chacun sait que dans cinq minutes, ou dans une minute, ou tout de suite, on rappelle au poste de combat ou à la veille contre les sous-marins, au lavage du linge ou à l'inspection des permissionnaires, à l'appareillage ou au mouillage. Personne n'a le droit d'ignorer. Tout le monde se tient prêt. C'est bien simple : le navire a l'air d'aller tout seul.

Suivons-le dans quelques-uns de ces mouvements.

L'
trime
d'octo
unités
cices
Pâqu
tous l
repré
périod
distr
Fran
dix m
C
racco
sente
ratio
besoi
conn
la m
ébau
A
bouc
crois
seco
voya
sem
prog
l'im
de l
Méd
S
de p
adap
à g
tiqu
si j'
ave

EXERCICES MULTIPLES A BORD D'UN CROISEUR

L'année d'existence d'une escadre se répartit en quatre trimestres bien définis. Le premier commence au début d'octobre, et est consacré à l'entraînement individuel des unités. Le deuxième, à partir de janvier, comporte des exercices par groupements plus nombreux. Le troisième, après Pâques, est à la fois la consécration et la mise en action de tous les éléments aériens, sous-marins ou flottants, qui doivent représenter l'image exacte de la guerre. Ensuite, c'est une période de détente, occupée à la fois par des croisières qui distraient le personnel, qui montrent à l'étranger le pavillon de France, et par les permissions longuement souhaitées après dix mois de travail intensif.

Ce rythme est nécessaire et très bien compris. Par suite du raccourcissement de la durée du service, les recrues se présentent en général au début de cette année utile. A son expiration, elles sont en mesure, tout ensemble, d'accomplir les besognes qui leur ont été attribuées et de décider, en pleine connaissance de cause, s'il leur convient de poursuivre, dans la marine, par réengagement, la carrière qu'elles y ont ébauchée.

A un double titre, le *Dupleix* est obligé de mettre les bouchées doubles, afin de se trouver de pair avec les autres croiseurs de la première division légère, lorsque ceux-ci, au second trimestre, entameront les exercices de division. Son voyage de Brest à Toulon ne lui laisse que fort peu de semaines, avant la fin de l'année, pour qu'il se prépare aux programmes très chargés qu'il doit suivre. En outre, l'immense majorité de son équipage, prélevée dans les dépôts de l'Atlantique, n'est pas encore rompue à l'usage de la Méditerranée.

Si malléables que soient les marins à toutes les variations de parages, où ils sont amenés à se mouvoir, il leur faut une adaptation. Ce n'est pas seulement la mer qui est différente à gauche et à droite du détroit de Gibraltar. Il faut en pratiquer les humeurs, les fantaisies, longuement et à loisir, si j'ose dire, afin que, dans la nécessité urgente, on en triomphe avec facilité. Le rivage surtout, son dessin varié, la diversité

de ses abris, de ses mouillages, de ses approches, et la position des feux, des sémaphores, des balisages, doivent être connus et reconnus, en tous leurs détails, par tous les temps et tous les éclairages, jour et nuit, pluie et grêle, brume et mer démontée, afin qu'aucune hésitation ne retarde désormais la décision essentielle.

C'est un travail de patience, de précision, d'adaptation. Sans faire de bruit, chacun, sur le croiseur, est obligé de s'y vouer et s'y donne corps et âme. Il n'y a point de détail banal. Il n'y a pas d'incertitude, mineure ou grande, qu'il ne faille résoudre. Toutes les spécialités, tous les hommes, depuis celui qui vient d'entrer au service jusqu'au commandant rompu par tant de navigations sur toutes les mers, prennent corps avec leur bateau.

Un soir, on fera la manœuvre de l'embossage, et le lendemain celle de l'affourchage. Les chaînes et les ancres, les treuils et les cabestans, les lourds câbles d'acier et les émerillons pesants, sont étudiés en chacun de leurs passages, de leurs positions et de leurs possibilités. Le jour viendra peut-être où sur une rade foraine, dans une circonstance dange-reuse, il faudra pratiquer telle de ces manœuvres qui représentera le salut du navire ou le succès d'une opération. Chacun, selon sa fonction, y apporte le souci de comprendre et de savoir ce qu'il faudra faire.

ESSAIS DE VITESSE

De même, tous les organismes de propulsion, d'artillerie, d'électricité et de transmission sont soumis aux épreuves les plus décisives. Le champ est libre. Les secteurs bien définis sont dégagés. C'est le moment de tirer du *Dupleix* tout ce dont il est capable. Au jour du besoin ou de la bataille, il saura comment s'y prendre. Ce ne sera plus une découverte, mais un réflexe, une habitude.

Sur les bases où se mesure la vitesse, le *Dupleix* accomplit plusieurs fois les parcours, déterminés avec précision par des alignements calculés avec une rigueur qui va jusqu'au centimètre. Toutes les allures successives sont adoptées, étudiées, et leurs résultats sont notés et discutés sans parti pris. A chacune, à chaque poste, les hommes aux yeux

fixés s
de cor
tesque
machin
qu'il f
solide,
tient à
Le cro
des no
sont j
n'est
plus g
l'usag
sibles,
l'usag
vibrat
ne po
qu'à
immo
bref o
De
à 33 n
planch
rétabl
savoir
verna
pench
croise
doute
vélod
sion
petite
raien
la me
tout

U
un ci

fixés sur les appareils de contrôle, notent les consommations de combustible et d'huile, le rendement des moteurs gigantesques et le comportement des hélices. Le personnel de la machine n'est point le seul à se pencher sur les problèmes qu'il faut résoudre. Sur un navire aussi long, sur cette poutre solide, creuse, et flexible, les effets de chaque vitesse se modifient à la moindre accélération ou au plus petit ralentissement. Le croiseur est comme une corde de violon, où se manifestent des nœuds et des ventres de vibration. Ils se transportent et ne sont jamais les mêmes à 15 ou à 20 nœuds, à 30 ou à 40. Ce n'est pas toujours la plus grande vitesse qui correspond au plus grand tremblement. Il importe de savoir, surtout pour l'usage de l'artillerie et pour la précision des appareils sensibles, quelle est la zone de vitesse dangereuse qui en rendrait l'usage presque illusoire. A 25 nœuds peut-être le ventre de vibration fera sauter une tourelle au point que son personnel ne pourra ni travailler, ni même se tenir en place ; tandis qu'à 24 nœuds 8 ou 25 nœuds 2 le navire aura l'air d'être immobile. Il faut le chercher, avec précision, pour le moment bref où les canons parleraient pour de bon.

De même, sur la passerelle de navigation, ce sera peut-être à 33 nœuds que tout se mettra à frémir : compas et commandes, plancher et lunettes. Un quart de nœud, en plus ou en moins, rétablira la stabilité nécessaire. Il faut encore le savoir, et savoir aussi, selon les mouvements que l'on donne au gouvernail, de combien de degrés, avec telle vitesse, le bateau se penchera vers bâbord ou vers tribord. Si des combats de croiseurs adviennent jamais dans l'avenir, ils ne seront sans doute qu'aux vitesses extrêmes. Telle une motocyclette, sur un vélodrome, se penche aux virages et obéit à la moindre impulsion du guidon, tel le croiseur fringant se couche à la plus petite sollicitation du gouvernail. Les canons d'un bord tireraient inutilement dans le ciel et ceux de l'autre côté crèveraient la mer à toute petite distance, inutilement aussi. Il faut savoir tout cela, et bien d'autres choses, pour y remédier.

ATTAQUE DE TORPILLEURS

Une autre fois, dans la nuit complète de nouvelle lune, par un ciel chargé de nuées galopantes et une mer hachée, s'exé-

cute l'attaque du *Dupleix* par une escadrille de torpilleurs. Ils appartiennent également à l'obscurité. On sait qu'ils sont par là, qu'ils évoluent pour se placer correctement par rapport à leur but, foncer sur lui à toute vitesse, lâcher leurs torpilles réelles, et se défilent ensuite. Tout le monde sur le *Dupleix* a été rappelé au poste de veille. Le croiseur lui-même, tous feux éteints et les hublots fermés, se confond avec les ténèbres. Les cheminées ne laissent échapper ni fumée ni étincelles, car le réglage de la combustion, lui aussi, a été soigneusement étudié. La pluie fait rage. Les rafales d'un vent hargneux soulèvent les crêtes de la mer. Le navire lancé plonge dans les creux, reçoit des paquets de mer, est coiffé de gigantesques embruns qui glacent et aveuglent les veilleurs. Pendant le jour, nos exercices nous ont fait voir la côte toute blanche et les Alpes magnifiques, encapuchonnées de neige. C'est à ne pas tenir sous l'eau et la bise cinglantes. Chacun fixe cependant cette étendue livide, où les moutons de la houle simulent à chaque instant le sillage d'un torpilleur ou celui d'une torpille.

Que croire et que décider? Allumer les projecteurs sur cette traînée blanchâtre? Ce sera déceler la présence du navire. Attendre d'être sûr? Ce sera permettre peut-être à l'assaillant de lancer sa torpille sans que nos canons, ne le discernant pas, aient effectué leur tir de barrage ou de destruction. Toutes les énigmes se posent, sont promptement transmises par les messages et les téléphones, enregistrées, préparées à une étude approfondie.

Et soudain, une fusée crève l'obscurité. Elle est proche ou lointaine. C'est l'avis que le torpilleur vient de lancer son engin et que nous devons nous efforcer de noter où celui-ci passera : devant, derrière, ou en plein contre nous. Va-t-il sans dire que c'est la seule convention qui distingue notre exercice de la réalité guerrière?

Quelques instants plus tard, un semblant de certitude se crée vers bâbord, et l'alerte y est donnée. Précis comme une flèche, fin comme un clin d'œil, le projecteur lance son dard lumineux, au bout duquel apparaît le fantôme blanchi d'un torpilleur noyé d'écume. Il est pris. On ne le lâche plus. Toute la bordée des canons défensifs exécute les ordres instantanés, simule la rafale du tir. Les leçons sont apprises, depuis le

commandant et les officiers jusqu'aux pointeurs et aux servants. Une autre fusée éclabousse la nuit grise. On éteint tout et on attend le prochain.

Sur les méthodes et les appareils que nous employons, je ne dois rien dire, sinon que la conscience des hommes n'est pas inégale aux procédés que leur offre la science. Demain fera peut-être mieux, mais aujourd'hui, c'est très bien. Je dois cependant faire une remarque, fondée sur ce que j'ai vu dans d'autres marines.

Le personnel de la veille et du commandement n'est pas suffisamment abrité, sur nos navires, contre les intempéries. Ici encore, il ne s'agit pas de choyer le marin, qui doit être prêt à répondre aux conjonctures les plus défavorables ou fatigantes. Encore faut-il que ceux qui, dans les minutes tragiques de l'action, ont la charge redoutable de bien voir et de décider sur-le-champ, ne soient pas occupés à grelotter ou à essuyer leurs yeux brûlés par l'eau salée et glacée. De leur intégrité physique dépend la promptitude de leurs observations et de leur décision. Dans leurs tourelles et leurs postes, dans les machines et les chaufferies, tout le reste du personnel est abrité, exécute en pleine tranquillité les ordres qui émanent de la passerelle. Pourquoi cette passerelle, le cerveau du navire, n'est-elle pas aussi protégée que les lieux où se trouvent les organes d'exécution ?

Il faut que cette question soit résolument abordée et tranchée. Une passerelle ouverte, exposée, était encore acceptable, il y a peu d'années, dans les périodes où la vitesse utile des navires n'atteignait peut-être pas la moitié de ce qu'ils pratiquent aujourd'hui. Mais maintenant, la célérité doublée, l'accroissement des moyens offensifs de l'ennemi, ne permettent plus que les maîtres du navire soient occupés à frissonner, à s'ébrouer, à rechercher leur aplomb physique. Les divers exercices de ce genre auxquels j'ai assisté n'ont pas dépassé une durée de quelques heures. En temps de guerre, ils seraient la pratique courante, de minuit à minuit, et pendant de longues journées de navigation. Tous ceux qui ont fait la guerre, sur des navires qui allaient beaucoup moins vite, savent que les organismes les plus solides ne peuvent résister à une tension d'esprit aggravée par les méchancetés de la mer et de l'air. A plus forte raison, pour l'avenir.

Cette observation n'implique rien sur l'enthousiasme de tous ces braves gens. L'exercice fini, ils se secouaient comme des barbets. Les ponts reluisants étaient ternis par les flaques issues de leurs cirés, de leurs cheveux et de leurs bottes. Et, avec cet accent pittoresque, trainard et haché des Bretons, ils constataient en se donnant de grands coups de coude : « Dis donc ! Y en a qui disent que du côté d'Ouessant ça ronfle plus fort qu'ici. Faudra leur dire d'y venir, dans cette Méditerranée. Comme neige et comme coups de tabac, qu'est-ce qu'on vient de prendre ? »

Et ils ont bien raison, ces bons Brézennec. La Méditerranée n'est pas ce qu'un vain peuple pense. Peu de mers sont plus variables et déplaisantes. On ne sait jamais ce qu'elle réserve. La leçon en est toute nouvelle pour ces petits blondinets, aux yeux clairs, à la peau saine. Leur épiderme, dans la barque de pêche ou sur la lande humectée, a été fardé de rose par la pluie persévérante et douce de l'Atlantique. Ils commencent à connaître la morsure acide, la piqûre des eaux déjà plus chaudes et plus âpres. Leurs lèvres se gercent et leurs pommettes s'empourprent. Mais ils trouvent ça très drôle et s'endorment dans le hamac tiède, au sein du croiseur revenu au mouillage du Lavandou, de Cavalaire ou de Bandol.

D'ailleurs, le lendemain, comme il fait très beau et que le vent, dans ses incessants caprices, entre l'est et l'ouest, laisse une matinée d'hésitation, le commandant décide de faire l'exercice de compagnies de débarquement à terre, et celui des embarcations à rames. C'est une véritable journée de vacances où tout le monde devient gamin. Après le coup de tabac de la nuit, et le ciré, et l'eau ruisselante sur les omoplates, les gars bretons se harnachent de l'équipement du soldat : fortes chaussures et ceinturon, fusil et mitrailleuse, musette et casse-croûte. Sur la rive ensoleillée, ils sautent et gambadent comme en quelque île tropicale.

Le thème que proposent leurs officiers est aussi simple que pourrait l'être l'enveloppement d'un douar ou le siège d'un village polynésien. Les palmiers sont remplacés par l'olivier. La piste des indigènes est devenue un chemin creux, où vont bourgeonner les iris sauvages et les mimosas prochains. La halte ne sera point dans un kraal ou un fondouk, mais sur la

placett
la font

Le
l'entra
l'on a
les che
triques
vont p
moyen
Ce
l'interv
vont o
gagné,
parties
entière
toutes
naires
lard, a
Bretag
les mal
leur an
congé
Pre
groupe
sur le
gare, c
au nor
Par
homme
rénova
au pro
Je ne v
déplor
trop co
bien c
ensem

placette d'une bourgade, où les platanes tachetés surplombent la fontaine d'eau vive.

LA NOUVELLE MARINE

Fin décembre.

Le premier trimestre vient de s'achever. Le cycle de l'entraînement individuel est clos. Sans bousculade, ni arrêt, l'on a procédé aux exercices de sous-marins, à l'étude de tous les chenaux, à la pratique des signalisations convenues, électriques, optiques ou acoustiques, et à bien d'autres choses qui vont permettre au *Dupleix* d'entrer en possession de tous ses moyens, dans la ligne de ses camarades déjà venus.

Ce ne sera qu'au début de l'année qui va s'ouvrir. Dans l'intervalle, les petites vacances de Noël et du Jour de l'An vont offrir aux équipages et aux états-majors un repos bien gagné, mais un peu court. Il faut en couper la période en deux parties, en deux bordées, car aucun navire n'est jamais entièrement dépourvu, et doit, quoique au ralenti, vivre en toutes ses parties pour les entretenir. Les listes de permissionnaires qui circulent ne sont donc pas aussi chargées que plus tard, aux grandes vacances de l'été. La durée du voyage en Bretagne et sa dépense sont beaucoup trop grandes pour que les matelots perdent leur temps en chemin de fer et gaspillent leur argent : mieux vaut réserver l'un et l'autre pour le beau congé où l'on se retrempera dans l'air natal.

Presque tous les jours cependant, en cette fin d'année, les groupes émanant des divers bateaux débarquent, bien en ordre, sur le quai de la Vieille Darse et se dirigent en rangs vers la gare, d'où un certain nombre de trains spéciaux les conduiront au nord et à l'ouest jusqu'aux centres de dislocation.

Par leur bonne tenue, l'assurance de leurs visages, ces hommes traduisent mieux que ne le ferait aucun adjectif cette rénovation de la marine ressuscitée. Elle n'est guère accessible au profane lorsqu'il ne peut pénétrer dans la vie intérieure. Je ne voudrais pas terminer ces quelques notes rapides sans déplorer certaines images du marin, certains récits vraiment trop colorés et inexacts, qui tendent à faire croire à la France bien des erreurs flagrantes. Sans doute, comme en tout ensemble d'hommes jeunes et vigoureux, confinés dans une

besogne dure, existe une petite lie, quelques mauvais garnements, quelques dévoyés. Mais ils forment entre eux des cellules infimes, qui sont connues par la grande majorité des autres. Elle s'en écarte et les déteste. Ces cœurs simples et naïfs refoulent d'instinct, et par dégoût, l'exemple et la contagion des parties gangrenées. Ceux qui ont charge de l'autorité concourent à cette épuration, qui se poursuit d'année en année.

Depuis les services publics et le ministère, et les préfectures maritimes, jusqu'aux chefs embarqués, l'élimination prudente et patiente des éléments douteux tend à mettre le personnel de pair avec le matériel. Dans les temps passés, c'était une insulte grave, de la part d'un inférieur, d'accuser son supérieur quartier-maître ou officier marinier, de vouloir réengager, de rempiler comme on dit, d'être un « fayot », selon l'argot maritime. Le terme contenait de la commisération, du mépris, une sorte d'imputation que le « fayot » aliénait sa liberté, conservait le collier du chien, comme dans la fable.

Désormais, le réengagement est sollicité, âprement recherché. On envie celui qui, à l'expiration de son terme, a grande chance de voir exaucer son désir de faire une carrière dans la marine. On le jalouse au point que maintenant, plutôt que punir, les chefs peuvent simplement aviser un délinquant véniel, un bon petit étourdi, que, s'il continue à ne pas satisfaire à ses devoirs, il n'aura aucune chance de se voir réengager. Il se le tient pour dit. Il a trop peur de rester sur le carreau pour encourir cette sanction définitive.

C'est un signe des temps. La marine retient à elle des éléments de plus en plus sûrs et fidèles, et ce, non par des répressions disciplinaires ou par l'exercice de pouvoirs brutaux, mais par le simple appel aux meilleurs sentiments des hommes. La résurrection est donc totale et profonde, puisqu'elle se prolonge et s'instaure dans les couches solides, les fondations et les assises : chez le simple marin.

MAURICE LARROUY.

RÉ

Notre
bataille
et la for
mergue,
a-dessou
Cet
l'heure
de sang-
des criti
Il est
modérat
antérieur
de la Re
Nous
Tardieu
ains de

PRÈS
A faut
établir
pour s'y
tache, d
nuit pas
recherch
Je va
d'abord
d'usage.
précis.

RÉFORMER OU CASSER

Notre numéro était déjà composé, — en un temps de pleine bataille politique, avant les tragiques événements du 6 février et la formation du ministère de trêve de M. le président Doumergue, — quand nous y avons, avec plaisir, inséré l'article ci-dessous de M. André Tardieu.

Cet article, où l'on retrouve l'écho de son livre récent, l'Heure de la décision, propose des réformes qu'aucun Français de sang-froid ne peut écarter sans discussion et les motive par des critiques, dont nul ne saurait contester la valeur.

Il est d'ailleurs, bien qu'écrit aux heures de lutte, d'une modération de forme, qui répond à la fois aux responsabilités antérieures, — et présentes, — de son auteur et aux traditions de la Revue.

Nous n'en devons pas moins, aussi bien à M. le président Tardieu qu'à nos lecteurs, ce bref avertissement sur les conditions de cette publication.

APRÈS une grave période de tension, où la France, par la faute de ses gouvernants, ne se reconnaît pas, il faut, pour rétablir le calme, s'attaquer aux causes profondes du mal. Et, pour s'y attaquer, il faut les préciser. Cette précision, je m'attache, depuis des mois, à la fournir à un public, qui, s'il ne tarit pas en imprécations contre les effets, montre, pour la recherche des causes, une singulière mollesse.

Je vais heurter ce public de deux façons. Je le heurterai d'abord en décrivant les effets plus brutalement qu'il est d'usage. Je le heurterai plus encore en réclamant des remèdes précis.

Homme de minorité et d'opposition, je manque, ce faisant, aux règles du jeu. L'opposition, d'ordinaire, blâme tout et ne propose rien. Or je ne blâmerai rien sans proposer quelque chose. Si je me bornais à critiquer, tout le monde m'applaudirait. Quand j'essaierai de construire, beaucoup hésiteront et beaucoup résisteront.

C'est aux hésitations et aux résistances que je fais appel, — pour les vaincre.

LE MAL

Vous êtes-vous jamais demandé comment vous êtes gouvernés? Par les Chambres? Mais savez-vous comment on devient député? Savez-vous ce qu'est la condition de vie d'un député? A quelles lois de pensée et d'action il obéit? J'ai peur que vous n'en sachiez rien et que, comme tous les Français, vous plaignant des effets, vous ignoriez les causes.

Pour être admis à solliciter le mandat de député, il faut et il suffit de déposer chez un préfet un papier, qui s'appelle une déclaration de candidature. Le dépôt de ce papier assure au signataire la qualité de candidat. Candidat à quoi? A la mission de représenter la France tout entière. Mais ce droit de représentation nationale résultera du vote de ce petit bout de France, qui s'appelle une circonscription. De là, une première contradiction. Le mandat est d'ordre général; l'origine du mandat est étroitement locale.

Avant même d'être déclaré, le candidat est assailli. Assailli non point certes par les dix mille électeurs, qui, un beau dimanche, décideront de son sort et qui sont gens tranquilles. Mais par une infime minorité de ces dix mille, que l'on appelle, en divers sens, les « militants ». Au profit d'intérêts particuliers couverts soit de noms de partis, soit de noms de classes, soit de noms de professions, ces militants exigent, sans plus attendre, que, en leurs mains, le candidat souscrive des engagements.

Des engagements? Lesquels? Peu importe d'en détailler les applications diverses. Car l'essence en est unique. Il s'agit invariablement de promettre aux intérêts particuliers, dont les uns sont professionnels et les autres individuels, des satisfac-

tions
que le
« peti
on n'
gros.
didat
about
fonds
présen
cratie
Ce
plupa
chèqu
à dire
élu n
le ma
forme
élu, e
quali
faire
V.
grosse
et pre
pour
mépr
de ne
Jose
bien
ce qu
peut
P.
pense
mais
les q
conce
réalis
natio
s'opp
dram
S

tions sonnantes. Il est entendu, dans le vocabulaire électoral, que les intérêts que l'on défend, sont toujours les intérêts des « petits ». Mais ce n'en sont pas moins des intérêts. Et de plus on n'a jamais connu de petits, qui n'aspirent à devenir des gros. Ainsi se forme l'unité des revendications, que le candidat est sommé de faire siennes. Pour que ces revendications aboutissent, il faudra, tôt ou tard, piller le budget et, sur les fonds publics, satisfaire des individus. Toutes les élections se présentent sous cette forme. Les ordres mendians de la démocratie en sont les dispensateurs.

Cela revient à dire aussi que, sauf certaines exceptions, la plupart des députés ne sont élus que grâce à l'émission de chèques tirés sans provision sur le trésor national. Cela revient à dire encore que, dans l'état de nos mœurs, presque aucun élu n'est libre et qu'on a réinstallé, dans notre vie politique, le mandat impératif, que les constituants de 1875 en avaient formellement exclu. Le malheur est que le candidat, une fois élu, aura pouvoir de faire honneur à ses promesses. Car il a qualité pour proposer des dépenses et pour, s'il sait parler, les faire voter.

Voilà donc l'élu couronné par une majorité petite ou grosse : musique, lampions, *Marseillaise*. Il arrive à la Chambre et prend place à son banc. Dès lors, même si vous avez voté pour lui, vous vous sentez, vous, public, en disposition de le mépriser et de le bafouer. Vous avez tort. Car le député, à l'état de neuf, n'est ni pire, ni meilleur que le reste des Français. J'ose même affirmer que, sauf nécessités imprévues, il désire bien faire plutôt que mal faire. Toute la question est de savoir ce que, venant d'où il vient et allant où il va, le député peut faire. Je prends son cas comme un cas de laboratoire.

Pour être digne de son mandat, le député ne devrait penser et voter que sous l'angle de l'intérêt total de la France ; mais il est l'élu de quatre-vingt-dix communes seulement, sur les quarante mille, dont se compose la nation. Il devrait concevoir le bien public ; mais il est l'élu d'un parti. Il devrait réaliser en sa personne l'unité des intérêts matériels de la nation ; mais il est l'élu d'une région, dont les convoitises s'opposent à celles de la région voisine. Ici commence le drame : drame de la servitude étranglant la liberté.

Servitude politique d'abord, qui s'exprime, dans nos assem-

blées, par cette monnaie du parti, qui s'appelle le groupe. Servitude économique ensuite, qui vient de la géographie et qui veut, si l'on est du Midi, que l'on obéisse aux exigences du vin, et, si l'on est du Nord, à celles de la betterave. Servitude personnelle aussi, qui ajoute aux promesses de la campagne électorale celles qu'imposent le courrier quotidien et la visite hebdomadaire au pays. Servitude réglementaire enfin, qui naît de l'organisation que s'est donnée l'assemblée, comme si elle eût souhaité s'assurer de subir à tout jamais les injonctions des oligarchies extérieures.

Il vous arrive parfois de demander des cartes pour la Chambre, lorsque vous pensez que la Chambre fera du bruit, au lieu de travail. Mais vous ignorez avec tranquillité les conditions de son activité normale. Vous ne savez certainement pas qu'elle est compartimentée en une centaine de groupements, qui se donnent comme but de défendre ou quelque chose ou quelques-uns et, sous le prétexte de cette défense, de transformer le trésor public en caisse de ristourne aux individus ou aux collectivités. Et vous ignorez, j'en suis sûr, qu'il y a 275 députés associés pour la défense de l'automobile ; 250, pour la défense viticole ; 200, pour la défense paysanne ; 180, pour la défense de la démocratie rurale ; 175, pour celle de l'aéronautique ; 160, pour celle de l'élevage ; 100, pour celle des forêts, et 55 pour celle des matériaux français. Ce sont là, j'en conviens, des intérêts respectables, mais qui ne sont tout de même point cet intérêt général du pays, dont les élus, en se déclarant candidats, ont juré de s'occuper.

Vous serez peut-être plus étonnés encore de savoir que des groupes pareils se sont formés pour défendre des catégories de libres citoyens, qui devraient être capables de se défendre eux-mêmes : 370, pour la défense des cheminots ; 320, pour celle des artisans ; 310, pour celle des blessés du poumon ; 220, pour celle des voyageurs de commerce ; 200, pour celle des ayants-droit à la carte du combattant ; 200, pour celle des anciens combattants ; 175, pour celle des vieux travailleurs non pensionnés ; 165, pour celle des médaillés du travail ; 165 aussi, pour celle des marchands forains ; 150, pour celle des rentiers viagers, et tout autant pour celle des bouilleurs de cru. L'intérêt général du pays, que devient-il en tout cela ?

Mais il y a pis : je veux parler d'une dernière sorte de

groupes, où le député, sous prétexte de défendre des fonctionnaires, mène, au profit de ces fonctionnaires, l'assaut contre la puissance publique : 240 membres pour la défense des travailleurs de l'État ; 220, pour celle des sapeurs-pompiers ; 210, pour celle des retraités ; 195, pour le personnel des P. T. T. ; 185, pour les receveurs buralistes ; 90, pour les douaniers ; 80, pour les administrations centrales des ministères et 80, pour les polices de France et des colonies.

Et vous entendez ce que cela signifie. Cela signifie que, dans l'intérêt particulier de ces agents de l'État, on inscrira au budget des dépenses dont l'État pâtera : augmentations de salaires, augmentations d'indemnités, augmentations de retraites, allocations, abattements à la base, ou toutes autres facilités fiscales. Grâce à cette organisation, les solliciteurs sont maîtres et les députés sont esclaves. Esclaves volontaires, qui, par une étonnante erreur, s'imaginent que leur soumission passive est la condition de leur réélection et voient, dans la possibilité d'imposer pour le profit de quelques-uns des charges à tous, leur gagne-pain quotidien.

Voilà un demi-siècle que nous sommes à ce régime et les fruits n'en sont point douteux. Dès 1882, le droit des députés de proposer des dépenses avait créé un déficit budgétaire de près de 2 milliards de notre monnaie. De 1882 à 1888, il avait accru ce déficit de plus de 1 milliard et demi. Cette même initiative parlementaire avait, de 1891 à 1902, augmenté les dépenses budgétaires de plus de 2 milliards et demi et, de 1882 à 1902, la dette publique de 44 milliards de notre monnaie. Plus près de nous, c'est la même chose, mais en plus grand. De 1914 à 1933, les dépenses de l'État ont augmenté de 42 pour 100 et le nombre des fonctionnaires s'est accru de 204 000 unités. Sur les 50 milliards de recettes de l'État, près de la moitié, 23 milliards, d'après M. Germain-Martin, va à des particuliers.

Et j'ai souvent rappelé que, pendant les quinze mois où je fus au pouvoir, j'ai dû poser, une quarantaine de fois, la question de confiance pour faire rejeter des propositions d'initiative parlementaire, qui, si elles avaient été acceptées, eussent annuellement augmenté les dépenses de 15 milliards et diminué les recettes de 3. La cause ? Substitution, pour les députés, de la servitude à la liberté.

Il y a, il est vrai, les sénateurs, dont les optimistes attendent

un bienfaisant contrepoids aux imprudences de la Chambre. Les optimistes ont tort. Et d'abord pour cette raison que, tous les députés aspirant à devenir sénateurs, et le Sénat se recrutant, dans son immense majorité, parmi les députés, le Sénat ne peut être autre chose qu'un prolongement de la Chambre. C'est dire que la différence d'essence, jadis conçue par M. Thiers entre les deux assemblées, est devenue le plus vain des mythes. Le Sénat n'est pas une Chambre de résistance. Le Sénat est une Chambre d'enregistrement à gauche. Les radicaux-socialistes y possèdent en effet la majorité absolue. Et s'il arrive que, à la Chambre, la majorité absolue ne soit pas radicale-socialiste, le Sénat se charge, au profit des radicaux, de renverser les ministères modérés, qui ont la confiance de la Chambre.

Le grand conseil des communes de France, dont parlait Gambetta, est, au moins autant que la Chambre, depuis qu'il est, comme elle, devenu purement électif, un miroir brisé. Et c'est un miroir brisé, dont les morceaux sont de gauche. C'est d'autre part, du fait des lois et des usages, une citadelle inexpugnable. Le Sénat est élu pour neuf ans. Il ne se renouvelle que par tiers. Il est à l'abri du risque d'être dissous. Il a le droit de décider ou de refuser la dissolution de la Chambre. Et, contrairement aux traditions, il s'est attribué le pouvoir de renverser les cabinets et d'ouvrir des crises ministérielles. Cette omnipotence acquise a rompu, dans la République, l'équilibre des pouvoirs, dans la mesure où l'on pouvait attendre cet équilibre d'une différence de nature entre les deux assemblées.

Au bref, les défauts de conception et les vices de fonctionnement, que le pays impute à la Chambre, sont, non point corrigés, mais consolidés par le Sénat. Origine commune et tendances communes, — les unes et les autres ayant pour conséquence un esclavage commun, — voilà la vérité, à quoi ne se peut concevoir d'autre remède que celui qu'apporterait le pouvoir exécutif. Mais le pouvoir exécutif, dans la France contemporaine, qu'est-ce que c'est ? Moins que rien et je vais, sans peine, le prouver.

* * *

Vous connaissez la pièce d'Aristophane et ce que le charcutier dit au peuple : « Tu fouleras au pied le Conseil. Tu desti-

tueras les généraux. Tu les chargeras de chaînes. Tu les emprisonneras. » Le pouvoir exécutif de la III^e République fait penser, à la prison près, aux généraux d'Aristophane.

Une excuse historique se trouve dans les abus des exécutifs du passé. Nos démocrates du XIX^e siècle avaient gardé de ces souvenirs l'horreur de l'autorité. Dès 1848, Jules Grévy, pour s'en garer, réclamait, sans s'aviser qu'il l'occuperait un jour, la suppression de la présidence de la République. Vingt-huit ans plus tard, Arthur Ranc s'écriait : « Détruisons la préfecture de police. » Et Jules Ferry, plus doctrinaire, énonçait cette énormité : « La France a besoin d'un gouvernement faible. » Comme il serait content, s'il vivait de nos jours !

Notre Constitution de 1875, généralement invoquée par des gens qui ne l'ont pas lue, a fondé la République par le vote d'une assemblée antirépublicaine. Elle a donc conjoint, contre l'exécutif, les défiances de droite et les défiances de gauche. C'est contre lui et contre lui seul qu'il s'y est dégagé une unanimité. Les républicains le suspectaient, parce qu'il était l'exécutif. Les autres, parce qu'il était républicain. Les uns et les autres voulaient, suivant le mot de Jules Ferry, un gouvernement faible. Nous l'avons eu.

Alors vint le 16 mai, fruit légal et malhabile des erreurs de la droite. Si peu alarmante qu'eût été pour la République la naïve entreprise de M. le maréchal de Mac Mahon et de M. le duc de Broglie, les républicains, depuis lors, ont estimé que leur premier devoir était d'immobiliser l'exécutif. De 1877 à 1934, jamais nos présidents, successeurs amoindris de l'omnipotence de M. Thiers, n'ont essayé d'user ni du droit de dissolution, ni du droit de seconde lecture, ni du droit de message. Et lorsqu'il leur est arrivé de faire lire aux Chambres un papier, ce ne fut jamais que pour leur dire ou bonjour, à l'arrivée; ou, au départ, adieu.

Comme il fallait bien tout de même qu'en France quelqu'un commandât ou eût l'air de commander, l'effacement définitif de la présidence de la République a donné naissance à un pouvoir, que la constitution n'avait même point nommé : la présidence du Conseil. Qu'est-ce, légalement, que le président du Conseil? Rien. Pratiquement, voilà un demi-siècle qu'il est tout ce qu'il reste en France de pouvoir exécutif. A quel titre? M. Émile Loubet voyait en lui le délégué du chef de

l'État. Mais les juristes de gauche préfèrent ne le considérer que comme le délégué de la majorité.

Lamartine avait prévu et redouté cette situation. Il disait en 1848 : « Un pouvoir exécutif subordonné au législatif ne serait qu'une aiguille destinée à marquer, au cadran de la constitution, l'heure des volontés ou des caprices parlementaires. » Lamartine croyait encore à la séparation des pouvoirs. Cette séparation n'existe plus. Je viens de vous montrer par quel mécanisme le législatif est asservi aux oligarchies. Nous allons assister maintenant à l'absorption de l'exécutif par ce législatif asservi. Comme disait M. Maurice Ordinaire, vice-président du Sénat, le premier est à la merci du second.

Je parle de choses que je connais bien. J'ai été dix fois ministre sous quatre présidents du Conseil très différents : MM. Clemenceau, Poincaré, Briand et Laval. J'ai été trois fois président du Conseil. J'ai l'expérience de la charge soit comme témoin, soit comme acteur. Je l'ai tellement que jamais plus je n'accepterais de la remplir de nouveau, si ce devait être dans les conditions où je l'ai exercée dans le passé. Pourquoi ? Parce que c'est, suivant le mot de Richelieu parlant de la royauté au début du règne de Louis XIII, une charge ravalée. Je viens d'affirmer. Je vais démontrer.

Dès que le président du Conseil est chargé par le président de la République de former le cabinet, il trouve devant lui quoi ? L'organisation de servitude, que représentent les groupes de la Chambre et que j'ai décrite tout à l'heure. Ces groupes, demain, décideront par leur vote de son sort. Il est donc forcé d'en tenir compte. Ce par quoi il est condamné à s'entourer de collaborateurs, dont un tiers à peine répond à son choix bien ou mal fondé, mais dont le reste, qui lui est imposé, n'apportera qu'incompétence ou trahison. C'est dans ces conditions qu'un gouvernement nouveau se présente devant les Chambres et entend, dès que son chef paraît à la tribune, retentir l'hallali des proches exécutions.

C'est le commencement. La suite ne vaut pas mieux. Les deux Chambres sont en bataille, et avec elles leurs grandes commissions. Sous peine d'être accusé de « pré-fascisme », le président du Conseil devra, à l'appel des unes et des autres, répondre sans retard à toutes questions, sur lesquelles il plaira à ses adversaires de l'interpeller. Ce droit d'interpellation,

étroitement réglementé dans toutes les assemblées non françaises, appartient chez nous sans restriction à chacun de nos neuf cents parlementaires. Les commissions, pour présenter leurs rapports, sont munies d'un puissant état-major de fonctionnaires fournis par l'exécutif pour travailler contre lui. De là naissent les interminables débats, qui durent des semaines et des mois. Ce n'est plus du contrôle. C'est de la tyrannie. Voulez-vous des exemples? J'en donnerai un seul, et qui suffit.

En novembre 1929, alors qu'il n'y avait pas de crise économique en France et que, par des mesures préventives, il eût été facile de limiter cette crise, j'ai proposé un plan d'équipement national, qui eût assuré aux ouvriers 250 millions de journées de travail. Treize mois après, en décembre 1930, j'étais renversé par le Sénat, sans que la Chambre eût achevé la discussion de ce projet d'intérêt social. La Commission des finances avait commencé par me refuser, pendant six mois, la nomination d'un rapporteur. La Chambre elle-même avait continué l'obstruction en consacrant soixante-quinze séances à ce qui aurait pu se régler en six et en m'obligeant à poser, quarante et une fois, la question de confiance. L'exécutif français, c'est cela et, en vérité, ce n'est pas grand chose.

De graves conséquences en résultent, dont la première est l'incroyable instabilité de cet exécutif. La France a eu, en soixante-trois ans, quatre-vingt-quatorze ministères, dont la durée moyenne a été de huit mois. Cette durée moyenne, depuis la guerre, est tombée à cinq mois et s'est, depuis la victoire cartelliste de mai 1932, écroulée à trois mois. La seconde conséquence est l'inégalité de force entre ces gouvernements précaires et les gouvernements étrangers consolidés, avec qui la France a à traiter. Pas une affaire privée ne vivrait dans les conditions où vit notre pays. Et c'est pourquoi le pays vit mal. L'exécutif faible, fragile, paralysé, inopérant, dont nous sommes pourvus, fait de la France un corps sans tête.

Ne croyez pas, au surplus, que j'aie épuisé la description de l'esclavage, où git l'exécutif. Il n'y a pas que la servitude des séances. Il y a la servitude des bureaux, où l'autocratie parlementaire ne s'impose pas moins abusivement que dans la vie des assemblées. Le devoir des ministres est de gouverner et d'administrer la France. Mais leur quotidienne obligation est

de la laisser gouverner et administrer par les parlementaires. Ils sont là quelques centaines, qui forcent tous les matins les portes des cabinets ministériels ou des cabinets des fonctionnaires. Ils y apportent ce qu'ils appellent noblement leurs « interventions », et ce qui n'est au vrai que l'expression de la servitude à eux imposée par les oligarchies extérieures. Tout ce qui ne les regarde pas, ils s'en emparent. Nominations, avancements, déplacements de fonctionnaires ; décorations de toutes espèces ; subventions de toutes natures ; mutations de militaires ; libérations de condamnés ; demandes de sursis et facilités en tous genres, — c'est leur affaire. Et si, comme je l'ai fait, on se permet, sans les consulter, de nommer un sous-préfet, on est sûr d'être renversé.

Les ministères, tous les ministères, sont organisés, pour que puisse jouer à plein ce dessaisissement de l'exécutif. Il y a, dans chacun d'eux, des bureaux spéciaux, dont la seule tâche est d'accueillir et de suivre les recommandations parlementaires. Pour chaque dossier, ces bureaux présentent deux projets de décision, l'un basé sur les motifs techniques, l'autre conforme aux recommandations. Au ministère de la Guerre, pour ne citer qu'un de ceux que j'ai dirigés, le courrier parlementaire compte plusieurs milliers de lettres, chaque jour, à l'arrivée. Au ministère de la Justice, les avocats-députés ajoutent à l'autorité de leur robe le prestige de leur écharpe pour imposer, par l'action de la Chancellerie, aux parquets et aux juges d'instruction, des solutions, dont la correction légale n'est pas le trait dominant. Remises, libérations provisoires, ordonnances de non lieu s'obtiennent par les mêmes moyens qu'une palme académique ou qu'un mérite agricole.

Ne vous y trompez pas en effet : les procédés, qui ont rendu possible l'escroquerie de Bayonne, ne sont point, par leur nature, différents de ceux qui président à notre vie administrative de tous les jours. Stavisky s'est procuré, par relations parlementaires, les lettres ministérielles qui ont permis le placement des faux bons et le pillage de l'épargne. Ce sont les mêmes voies de sollicitation et de pression où se préparent, tous les jours, l'avancement des fonctionnaires, l'octroi des subventions et la distribution des croix. Le peuple français, qui ne croit qu'au passe-droit, en est le premier responsable, avant d'en devenir la victime. Quant aux députés, chargés de voter

les loi
non, l
la vio
C'est
deux

Eu
a cin
prête
ses fi
en p
aux
géné
Chris
fonc
sous
cela

I
qui
deve
créé

Nap
mo
ce
que
sou
il y
ver
tio
d'a
et
de
tra
et
lie
sa
si
tr

les lois et d'en assurer le contrôle, ils ont pris, avocats ou non, l'habitude d'en gêner le fonctionnement et d'en aménager la violation. C'est déjà grave, quand il s'agit d'une loi civile. C'est intolérable, quand il s'agit d'une loi pénale. Dans les deux cas, le principe est le même.

Edmond Scherer, qui était homme d'esprit, écrivait, il y a cinquante ans : « Le député fait dépendre le concours qu'il prête au gouvernement de la satisfaction qu'il en reçoit pour ses fins personnelles. » Notre exécutif s'est laissé mettre ainsi en posture d'infériorité. Il est un pouvoir émietté, comme fut aux temps féodaux le pouvoir royal. Il est aussi incapable de gérer la république que l'était, au premier siècle avant Jésus-Christ, l'exécutif de la République romaine. Les titres et fonctions ne représentent plus rien de réel. Nous sommes sous un régime de tolérance à la Tolstoï. Il est trop clair que cela ne peut pas durer.

* * *

L'État étant tel, que peuvent être ces instruments de l'État qui s'appellent les fonctionnaires ? Ils sont, l'autorité de l'État devenue défaillante, aux ordres des forces de remplacement créées par l'usage et l'abus.

Le problème des fonctionnaires est récent. Il date de Napoléon et de sa centralisation, créatrice de cette entité moderne que l'on appelle les bureaux. Au début du xix^e siècle, ce sont les ministres qui abusaient des fonctionnaires, plutôt que les fonctionnaires n'abusaient des ministres. Vous vous souvenez du mot de Balzac : « Les ministres pensent que, plus il y aura de monde employé par le gouvernement, plus le gouvernement sera fort. » C'est contre cette utilisation de la fonction par la politique que les agents de l'État se sont élevés d'abord en réclamant un statut, qu'on ne leur a jamais donné et dont maintenant ils ne veulent plus ; ensuite en formant des syndicats, par lesquels ces victimes de la veille sont en train de devenir les tyrans de demain. La notion de syndicat et la notion de fonction publique sont manifestement inconciliables. La fonction est, comme disent les Anglais, un dépôt sacré. Le fonctionnaire est nommé, régi et payé par la loi. Sa situation est d'ordre public, et non privé. Aucun contrat de travail ne le lie à l'État. Il est aux ordres de l'intérêt collectif.

Et son premier devoir, comme celui de l'État, dont il est le délégué, est d'assurer la qualité et la continuité de son service. A tous ces titres, le syndicat, créé par Waldeck-Rousseau pour les employeurs et employés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture dont les salaires sont librement débattus, ne saurait s'appliquer à des hommes, dont le salaire et la retraite ne sont ni discutés, ni variables. Moins encore peut-on concevoir que les agents de l'État puissent se grouper contre lui et interrompre, par la grève, la marche du service public, dont un acte unilatéral et légal les a faits les employés.

C'est cependant dans cette voie nettement anarchique que les fonctionnaires ont, depuis trente ans, marché à vive allure. Ils ont d'abord formé des syndicats, comme les ouvriers des entreprises privées. Ensuite, ils ont fait des grèves. Il y a eu, de 1900 à 1910, de petites grèves dans les arsenaux ; ensuite, quatre grandes grèves de postiers en 1909, 1910, 1920 et 1928 ; et puis deux grandes grèves de cheminots en 1910 et 1920 ; enfin, en 1933, une grève d'une heure de tous les services. A côté du fait s'affirmait la doctrine, et c'est le secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires qui déclarait : « Nous voulons le droit commun et le contrat de travail. Nous sommes des citoyens comme les autres. Il n'y a pas de fonctionnaires. Il n'y a que des salariés. » Ces grèves et ces syndicats, illégaux en eux-mêmes, le sont devenus plus encore par l'action politique, où ils se sont engagés. Adhérant à la Confédération générale du travail, les syndicats de fonctionnaires sont devenus, comme elle, révolutionnaires et, comme elle, se sont placés dans la dépendance du parti socialiste. « Pour nous, disent-ils, l'idée de contrat est exclusive de celle d'autorité et de gouvernement. » Les congrès des fonctionnaires affiliés à la C. G. T. sont devenus d'inadmissibles appels à la révolte contre les institutions et contre la patrie. Le congrès, tenu en août 1933 par les instituteurs confédérés, avec son hommage aux objecteurs de conscience, sa décision de grève générale en cas de guerre même défensive et sa décision de rompre toutes relations avec le gouvernement, a été un exemple frappant de cette propagande antirépublicaine et antinationale.

Le programme a été énoncé avec simplicité par le citoyen Marceau Pivert, qui a charge d'enseigner la jeunesse. Il a dit : « Tout instituteur, qui a la tripe prolétarienne, sait que c'est

sur l
dical
achev
l'un
au no
peup
c'est
besoi
droit
C. G
fédér
qui,
scan
N
nair
l'Éta
leur
lutte
théq
salai
dent
citoy
reco
à la
mon
la f
maj
aux
de fi
est
P
pris
chef
auth
fonde
n'ér
Com
a ce
gouv
pres

sur lui seul qu'il doit compter pour former de véritables syndicalistes, une génération d'élèves, qui pourront ensuite achever, à leur tour, la désagrégation du capitalisme. » Et l'un de ses collègues lui a donné cette réplique : « Ce n'est pas au nom d'un gouvernement, même républicain, ni au nom du peuple français, que l'instituteur confère son enseignement : c'est au nom de la vérité. Le corps des instituteurs a donc besoin de toute son autonomie. » Au bref, il s'agit, partant du droit commun, du contrat de travail et de l'affiliation à la C. G. T., de substituer à l'autorité de l'État celle des syndicats fédérés : forme administrative d'une dictature du prolétariat, qui, en attendant sa réalisation, s'annonce par une indiscipline scandaleuse.

Nous en sommes venus à ce point qu'il y a des fonctionnaires, qui, chargés par l'État d'enseigner, enseignent contre l'État ; que d'autres violent, au profit de leur parti, le secret de leur fonction ; que d'autres encore se mêlent contre l'État à la lutte politique et se servent de cette lutte pour prendre hypothèque sur les élus. Réclamant pour leur grade et pour leur salaire la stabilité, qui manque aux autres citoyens, ils entendent user au maximum des droits qui appartiennent à ces citoyens. Ils revendiquent des droits spéciaux, mais ne reconnaissent pas d'obligations spéciales. Ils entendent être à la fois des citoyens privilégiés et des citoyens comme tout le monde. Ils s'insurgent contre cette vérité de bon sens que, si la fonction est maintenue sans égard aux changements des majorités politiques, le fonctionnaire ne peut pas participer aux campagnes qui déterminent ces changements. Si bien que, de fil en aiguille, une forte partie de l'administration française est devenue contre l'État un centre d'action révolutionnaire.

L'État, qui autrefois se défendait contre ce genre d'entreprises, semble s'y être résigné. Pendant vingt ans, tous les chefs de gouvernement et, parmi eux, les radicaux les plus authentiques, ont multiplié les anathèmes contre la grève des fonctionnaires et même contre le syndicat. Ce fut le cas, pour n'en point citer d'autres, de MM. Léon Bourgeois, Émile Combes, Sarrien, Clemenceau. Mais un temps est venu où l'on a cessé de maintenir cette doctrine. Au printemps de 1924, le gouvernement a reconnu les syndicats de fonctionnaires et prescrit aux chefs de service de traiter avec eux. Au début

de 1933, un autre gouvernement a toléré, sans prendre aucune sanction, une grève momentanée, mais générale, des services publics. Dès lors, la révolution bureaucratique avait partie gagnée. Une nouvelle féodalité était créée. Dans l'État et contre l'État, un État se constituait, que Richelieu aurait détruit, comme il détruisait les châteaux, mais que la République supporte.

Si sévèrement que l'on juge cette révolte, on ne peut nier que la responsabilité première en incombe aux parlementaires. Ce sont les parlementaires, qui ont fait des fonctionnaires leurs agents électoraux. Ce sont les partis de gauche, qui ont embrigadé à leur service cantonniers, postiers, instituteurs, agents voyers. Ce sont les opportunistes d'abord, ensuite les radicaux, aujourd'hui les socialistes, qui ont ainsi créé les cadres, dont Briand parlait à Barrès. Et c'est parce qu'ils sont assurés de l'appui des syndicats de fonctionnaires que les socialistes se flattent de pouvoir, à leur heure, mettre la légalité en vacances.

Les affranchis du Bas Empire avaient usurpé un pouvoir de même sorte. Ce pouvoir est aujourd'hui maître des Chambres et, en janvier 1933, une délégation de fonctionnaires syndiqués, installée dans un bureau du Palais Bourbon, a provoqué, par un ordre donné aux élus socialistes, la chute du ministère Paul Boncour.

Après l'asservissement du législatif et l'anéantissement de l'exécutif, c'est la révolte des employés. Croit-on qu'aucune collectivité puisse supporter un tel régime?

LES REMÈDES

Le mal étant ce qu'il est, — que tout le monde connaît et que tout le monde dénonce, — y a-t-il des remèdes? Et, s'il y en a, quels sont-ils? La prudence me conseillerait de ne pas répondre. Car on est toujours applaudi, quand on critique; jamais, quand on propose. Je répondrai tout de même.

Et je dis tout de suite que, ou je me suis bien mal expliqué, ou vous apercevez déjà en quoi le remède doit consister. Il s'agit de mettre fin, par des moyens légaux, au triple asservissement, d'où résulte la décadence de nos institutions.

Mettre fin d'abord à l'asservissement du pouvoir exécutif, que les élus et les fonctionnaires tiennent à leur merci. Mettre fin à l'asservissement du pouvoir législatif devenu l'esclave des oligarchies électorales et le jouet des pressions d'intérêts. Mettre fin à l'asservissement d'un corps électoral, que la mutilation de son droit livre aux mains des comitards.

Pour atteindre le premier de ces trois buts et rendre force à l'exécutif en face de l'omnipotence législative, il y a un premier moyen, qui est de toute urgence. C'est de donner, comme dans les autres pays parlementaires, à l'exécutif seul le pouvoir de dissoudre la Chambre. Ce pouvoir aujourd'hui lui manque. Car, pour dissoudre, l'exécutif a besoin de solliciter et d'obtenir l'approbation du Sénat. Cette intervention de la Chambre haute, où l'on célèbre parfois une pensée profonde de l'Assemblée nationale de 1875, n'est en réalité que le fruit d'un marchandage entre les partis de l'époque et des timidités du maréchal de Mac Mahon. En Angleterre, rien de tel. Quand le premier ministre présente au roi le décret de dissolution, le roi le signe toujours. Pourquoi? Parce que les Anglais estiment que le droit de dissoudre est pour l'exécutif la contrepartie nécessaire de sa responsabilité devant les Chambres. Tel est aussi l'avis de juristes français, comme M. Esmein et M. Duguit; l'avis d'hommes d'État français, tels que Waldeck-Rousseau et M. Gaston Doumergue. Tous pensent que, à défaut de cette contrepartie, il n'y a pas de frein aux excès possibles du parlementarisme.

On objecte : « Vous allez créer une instabilité permanente et mettre le pays sous un régime d'élections continues. » Quelle plaisanterie! Cela serait vrai, si l'on proposait de dissoudre obligatoirement, chaque fois que s'ouvre une crise ministérielle. Mais qui propose cela? Ce qu'on demande, c'est que le chef du gouvernement, quand il estime la dissolution nécessaire, soit sûr, s'il la demande, de l'obtenir du Président de la République, comme le Premier ministre anglais l'obtient du roi d'Angleterre. Dans ces conditions, nul risque d'instabilité. Car de deux choses l'une. Ou bien le ministère, menacé par la Chambre, aura le pays pour lui et les intrigants de couloirs y regarderont à deux fois avant de s'exposer aux risques et aux dépenses d'une campagne électorale; ou bien le ministère renversé se sentira condamné par l'opinion et, dans ce

cas-là, c'est lui qui ne songera pas à dissoudre. Donc pas de dissolution, ni dans le premier cas, ni dans le second. Et par suite, dans les deux cas, augmentation de la stabilité gouvernementale.

Le maréchal Lyautey disait : « Montrer la force pour n'avoir pas à s'en servir. » C'est une formule que l'on peut appliquer à certaines situations parlementaires. Pour y réussir, il suffit de faire ce que la Grande-Bretagne fait depuis deux siècles. Supposez que, en 1926, M. Poincaré eût pu légalement dissoudre la Chambre élue contre lui en 1924 et qui venait de l'appeler au secours. Il se fût assuré une majorité formidable, qui l'eût préservé du coup de couteau d'Angers de novembre 1928. Les faits sont notoires et le but est lumineux. Il s'agit de rétablir l'équilibre entre deux pouvoirs devenus inégaux, parce que le second a dévoré le premier, et de soustraire l'exécutif aux dominations conjointes de la Chambre et du Sénat.

Car, ici, le Sénat dispose d'un pouvoir décisif. S'il dit oui, l'exécutif peut dissoudre. S'il dit non, l'exécutif ne peut pas. Or le Sénat est ce que j'ai dit tout à l'heure, une inexpugnable citadelle de gauche. Toutes les fois donc que la dissolution de la Chambre sera désirable dans un intérêt de résistance, le Sénat la refusera. Le jeu de notre constitution, qui a prévu cette dissolution, est gêné par un caillou, qui est l'accord exigé du Sénat. Et ce caillou empêche la machine de tourner. Pour que la dissolution, qui est une nécessité éprouvée par l'expérience, puisse jouer, il faut que, en France comme ailleurs, elle ne dépende que du pouvoir exécutif.

Supprimer l'intervention du Sénat, voilà le nécessaire et voilà le suffisant pour remettre l'exécutif à égalité avec le législatif. C'est, dans notre Constitution, le premier changement, que je réclame. C'est le premier. Mais ce n'est pas le seul. Et, avec le même objet que le premier, voici le second.

A l'infériorité de l'exécutif en face du législatif, il y a une deuxième cause : c'est que le législatif a le droit constitutionnel, conféré à chacun de ses membres, de proposer des dépenses faites pour plaire à une assemblée, dont la conviction est que son sort électoral dépend de la satisfaction des comitards. Ici encore l'exemple anglais s'impose à nous. Il y a exac-

tement deux cent vingt-huit ans que la Chambre des communes s'est avisée de l'immense danger qu'il y a à ce que les députés puissent proposer des dépenses. Et c'est pourquoi, ce jour-là, nommée un siècle plus tôt pour empêcher les princes de dépenser, elle a jugé nécessaire d'imposer à ses propres membres la même interdiction. Chez nous, et je l'ai montré, c'est tout le contraire. Et les ouvertures de crédits, que proposent les députés, peuvent, en moins de dix-huit mois, alourdir le budget annuel, si elles sont acceptées, de plus de 15 milliards de charges. Voulez-vous que cela devienne impossible ? Alors, comme en Grande-Bretagne, retirez aux députés le droit de proposer des dépenses. Ils cesseront, dès lors, d'être victimes de chantages, dont l'objet aura disparu. « Quand deux chiens, disait Jean Huss, se battent pour un os, enlevez l'os et voilà la paix rétablie. »

Du même coup, — et c'est pourquoi cette seconde réforme se lie étroitement à la première, — vous apporterez à l'exécutif une garantie de liberté et de stabilité. Relisez l'histoire des crises ministérielles : un très grand nombre d'entre elles a été provoqué par des propositions de dépenses démagogiques, que les gauches présentaient, — parce qu'elles sont, plus que tous autres partis, intégrées aux ordres mendians et aux puissances dépensières, — mais qu'une fraction du centre et de la droite n'avait pas le courage de repousser. C'est ainsi que, en février 1930, je succombai pour avoir opposé la responsabilité gouvernementale à la déduction fiscale du salaire de la femme mariée. Il m'arrivait, ce jour-là, ce qu'avait annoncé, trente ans plus tôt, Viviani, lorsqu'il disait : « Le budget ressemble à une caravane en route sur des chemins périlleux, et qui paie, à chaque détour, tribut à des bandes armées. » Il n'en peut pas être autrement, dès lors que les contrôleurs des dépenses sont devenus, à leur tour, des dépensiers.

Cette seconde réforme est, comme la première, dictée par l'équité. Elle apporterait aux députés la dignité, qui leur manque. Elle les libérerait du mandat impératif, qu'avait exclu notre constitution de 1875 et qu'ont instauré nos mœurs. Elle serait une victoire du bon sens. Car s'il fut sage d'inventer autrefois les Chambres contre les princes pour empêcher les princes de dépenser, pourquoi ne pas prendre, contre les Chambres devenues dépensières, la même garantie, qu'on a

prise naguère en sens inverse? Le risque s'est déplacé. Que la protection se déplace.

Voilà pour la tête. Mais, entre la tête et le corps, il y a les membres : je veux parler des fonctionnaires. Une tête plus forte aurait plus d'action sur les membres. Encore faut-il que ceux-ci soient soumis au minimum de discipline, qu'exige un régime normal de transmission. Et j'ai montré tout à l'heure que ce minimum n'est, à aucun degré, réalisé. Il s'agit de parer à l'état d'esprit, artificiellement créé, qui a corrompu les employés de l'État.

Leur immense majorité a le respect silencieux de ses devoirs, mais une minorité bruyante les méconnaît. « Nous sommes, dit cette minorité, des citoyens, comme les autres. » Non. Les fonctionnaires, avant de devenir fonctionnaires, étaient des citoyens comme les autres. Mais, dès que, sur leur demande, ils deviennent fonctionnaires, c'est qu'ils ont usé de cette liberté pour se hiérarchiser. Et, en entrant dans cette hiérarchie, ils perdent la liberté de la combattre. Question de bon sens et de bonne foi pour l'État et pour ses agents. Car, à se laisser trahir par ceux qu'il recrute et qu'il paie, l'État perd sa dignité. Et à combattre celui qui le recrute et le paie, le fonctionnaire se déshonore. Personne n'est obligé de servir. Quand on sert, il faut honnêtement servir. Lorsque l'on est comme Bakounine, qui prêchait la révolution en fumant les cigares de Richard Wagner, pour la démolition de l'ordre existant, il ne faut pas entrer au service public.

Richelieu avait démolì les châteaux. La Convention avait guillotiné. La Troisième République a mis les congréganistes hors la loi. Pourquoi? Pour quelle raison? Pour éviter la formation d'un État dans l'État. Or, quel pire État concevoir, dans l'État et contre lui, que la ligue révolutionnaire de ses employés trahissant l'intérêt général au service d'un intérêt de classe? Cela revient à dire que, soit en ce qui concerne son droit de groupement professionnel, soit en ce qui concerne son droit d'action politique, le fonctionnaire doit être soumis, par l'État et au profit de l'État, à une règle spéciale. Et cette règle doit avoir pour base le droit, que possède l'État, de n'être pas quotidiennement bafoué, soit techniquement, soit civiquement, par ceux qui lui doivent et qui ne doivent qu'à

lui les droits qu'ils possèdent et l'autorité dont ils disposent. Les chômeurs du travail privé sont des citoyens : ils ont des droits sur nous. Les employés de l'État sont des privilégiés : l'État a des droits sur eux.

On peut soutenir, comme l'ont fait de nombreux juristes, que les fonctionnaires civils devraient, comme les officiers, être privés du droit de vote, tant qu'ils sont en fonction. On doit tout au moins affirmer qu'il est immoral de voir les fonctionnaires profiter de leur fonction au profit de mouvements politiques, dont ils sont assurés de n'être jamais victimes. Les Anglais l'ont compris et ont fait le nécessaire; nous, pas. Malgré l'insuffisance de notre constitution et de nos lois, j'ai pu, pendant sept années, administrer, comme ministre, les deux tiers des fonctionnaires français sans avoir jamais à sévir. Pourquoi? Parce qu'ils savaient que, en cas de besoin, j'aurais rigoureusement frappé. Je les connais. Je les aime bien. Ils sont légers et superficiels. Les politiciens les ont trompés et dévoyés. Il suffit d'être franc et ferme pour les ramener au bon sens. Quant aux quelques milliers qui n'y reviendraient pas, il serait facile de se priver de leurs services.

Ici encore, c'est un équilibre à rétablir et un ordre à restaurer. Allez au fond du problème : vous constaterez que c'est, comme toujours, un problème psychologique. Dans ce cas, ainsi que dans tous les cas de la vie, il faut être pour ou il faut être contre.

* * *

Ces trois réformes concernent les pouvoirs publics : exécutif, législatif, administratif. Mais le corps électoral est, lui aussi, défaillant et, lui aussi, a besoin de soins.

La France vit sous le régime de la majorité et personne n'a jamais proposé de supprimer le droit de vote. Dès lors que le vote des citoyens est la base, acceptée par tous, de notre gouvernement, il faut que ce vote exprime, aussi fidèlement que possible, l'état d'esprit de la nation. Or, en France, plus de la moitié de la nation ne vote pas, puisque les femmes sont privées de tout droit de suffrage et de tout droit de représentation. Les Français croient que leur régime est un régime de suffrage universel : ce n'est pas vrai. Tous les hommes sont appelés à voter. Aucune femme n'est admise à le faire.

Les femmes françaises sont, sur le plan politique, réduites, comme disait Stuart Mill, à la condition de l'idiot, de l'enfant et du fou.

Je n'ai pas le temps de développer les arguments, qui justifient le vote féminin. De ces arguments, je n'en retiens qu'un, qui d'ailleurs suffit. Si le suffrage masculin était limité par des conditions de savoir, de moralité, de famille ou de fortune, je serais prêt à discuter les objections que l'on oppose au vote des femmes. Je me refuse à cette discussion, dès lors que le vote des hommes ne subit pas de restrictions et que l'ivrogne illettré possède une puissance électorale égale à celle du professeur au Collège de France. Condorcet avait fait cette remarque, il y a près d'un siècle et demi. Aujourd'hui, comme alors, elle est irréfutable. Dès lors que, sans discrimination, tous les hommes votent, de même toutes les femmes doivent voter. Car, comme les hommes, elles sont intéressées à la façon dont l'État est mené.

La preuve, d'ailleurs, est faite par l'expérience. Depuis cinquante ans, une trentaine de pays ont accordé le suffrage à 150 millions d'électrices. Les États-Unis, d'un seul coup, par leur loi de 1920, en ont créé 20 millions. Aucun de ces pays n'est, depuis lors, revenu sur sa décision. Aucun d'eux n'a rencontré, parmi les femmes électrices, les hyènes en jupons, dont s'alarmait jadis Horace Walpole. Les femmes, en votant, n'ont rien compromis, ni la politique de leur pays, ni leur rôle propre. Qui ne voit d'ailleurs que, dans les masses rurales et ouvrières, la femme, en raison de la diversité de ses tâches, a l'esprit plus souple que l'homme? Leurs vertus ménagères sont de celles qui, par le temps qui court, exerceraient une heureuse influence sur les affaires publiques. Et l'on n'aperçoit pas pourquoi le droit de voter les détournerait de leurs devoirs familiaux plus qu'il ne détourne leurs maris de leurs devoirs professionnels.

La Chambre française, depuis la guerre, s'est, à trois reprises, prononcée en faveur du vote des femmes. Mais toujours la majorité du Sénat a enterré la proposition. Elle a, ce faisant, obéi à la crainte que cette réforme ne gênât le fonctionnement de la machine électorale, que j'ai décrite tout à l'heure et cette forme spéciale d'exploitation du régime, qui est à la base de notre crise. Ici comme ailleurs, c'est le même pro-

blème ; c'est la même bataille entre les rénovateurs, qui veulent restaurer les principes déformés et les bénéficiaires de cette déformation, qui entendent que l'on n'y change rien. On propose constamment d'aérer la maison et de renouveler le milieu. Qu'on commence donc par y faire passer le souffle de ces grandes ouvrières de vie, dont a si bien parlé Renan.

C'est affaire d'équité, que des républicains ne sauraient contester sans scandale, s'ils sont vraiment républicains. On n'a pas le droit de mettre la justice en échec pour une raison politique et le vote des femmes est question de justice. Il ne s'agit pas de savoir comment les femmes voteront, mais s'il est juste qu'elles votent. La souveraineté du peuple n'est point divisible. Il est inouï qu'on la coupe en deux, une moitié exerçant cette souveraineté, une autre moitié la subissant, pour ce seul motif que l'on redoute, de la part de cette seconde moitié, une insuffisante docilité aux consignes des pouvoirs occultes. Aussi bien qu'est-ce que cette façon d'escompter le sens d'un vote, qui jamais ne fut émis ? Là-dessus, comme sur le reste, on s'est, dans le cours de l'histoire, beaucoup trompé. L'adoption du texte trois fois voté par la Chambre s'impose donc au regard du bon sens et au regard de la bonne foi. La France est en retard sur l'immense majorité des peuples civilisés. L'heure est venue pour elle de les rejoindre.

Le vote, fondement de nos institutions politiques, serait ainsi élargi quant au nombre. Il resterait, cela fait, à l'élargir quant à l'objet. La France vote, tous les quatre ans, dans des circonscriptions, dont le nombre dépasse 600, sur quelques milliers de candidats, au sujet desquels elle est mal informée. A travers ces hommes, qu'elle connaît peu, elle est forcée d'exprimer ses idées sur les choses. Mais jamais on ne lui pose ni sur ses idées, ni sur les choses, aucune question directe.

La nécessité subie par le peuple de ne prononcer que sur des noms fait qu'il ne vote, sur les questions elles-mêmes, qu'au second degré. On dit, il est vrai, qu'il n'est pas capable de faire plus. Mais si l'électeur peut se tromper sur les choses, il peut aussi, et l'expérience le prouve, se tromper sur les hommes. « Votre peuple est une grosse bête », disait Alexandre Hamilton. Et l'abbé Sieyès ajoutait : « Ce n'est qu'une machine de travail. » Si c'est vrai, alors, empêchez-le de voter. Mais, puisque personne ne propose qu'on le prive du droit de voter,

pourquoi limite-t-on ce droit non contesté ? Et, si le peuple vote, pourquoi l'oblige-t-on à ne voter que sur des hommes, jamais sur des idées ? C'est avoir de sa souveraineté une notion singulièrement étroite.

Telle est la question, que se sont posée des pays, comme la Suisse, les États-Unis, l'Allemagne, et à laquelle ils ont répondu en instituant le referendum. Il y a des sortes différentes de referendum. Mais il s'agit, dans tous les cas, de trouver, dans la volonté populaire directement exprimée, un contrepoids aux abus de pouvoir des assemblées. Le système, partout où il a joué, a montré le peuple plus sage que les législateurs, plus économe, moins étatiste, voire plus courageux. C'est ainsi qu'ont été imposées aux Chambres suisses par les électeurs une loi militaire rigoureuse, l'interdiction de l'absinthe, le rejet d'un système dispendieux d'assurances sociales. Le résultat, dans certains autres cas, n'a pas été aussi heureux. Mais, dans l'ensemble, ce résultat est bon et aucun parti politique suisse n'a jamais proposé l'abandon du vote populaire direct.

Nos amis suisses emploient ce vote direct sous quatre formes : veto contre les lois votées par les Chambres ; ratification soit obligatoire, soit facultative de ces mêmes lois ; droit pour les électeurs d'exiger des Chambres la discussion d'un projet de loi élaboré par eux. Dans les États, qui composent l'union nord-américaine, on pratique une cinquième forme de referendum, dite referendum de consultation qui consiste, pour le pouvoir central, à consulter le corps électoral sur le principe d'une loi, qu'il a l'intention de proposer. C'est cette dernière forme, qui conviendrait le mieux à la France. Car si de notre pays sont partis, au XVIII^e siècle, les premiers systèmes de referendum, jamais nous ne nous les sommes appliqués à nous-mêmes et, sous la III^e République, chaque fois qu'un député a demandé que le pays fût consulté sur un grand problème, — retraites ouvrières, séparation des Églises et de l'État, économies, — toujours on a opposé à la proposition l'article des lois constitutionnelles, qui porte que « la puissance législative est exercée par les deux Assemblées ». Objection d'ailleurs fragile, puisque, dans aucun de ces cas, il ne s'agissait, en consultant le peuple, de le faire, au sens propre du mot, légiférer.

En vérité, la résistance à cette réforme est, comme la résistance au vote des femmes, d'origine politique. M. Albert Thibaudet, qui n'est **point** réactionnaire, a noté que la haine de nos hommes de gauche contre toute forme de referendum ressemble à l'aversion, que professait, pour la lecture directe de la Bible, l'Église du **xvi^e** siècle. La souveraineté parlementaire, qui s'est abusivement substituée à la souveraineté populaire, entend ne pas abdiquer. Les prétendus démocrates, qui vivent de cette usurpation, répéteraient volontiers les mots méprisants de Sieyès et d'Alexandre Hamilton, que j'ai cités tout à l'heure. Et c'est très précisément pour mettre fin à l'abus qu'ils pratiquent, aux dépens du corps électoral aussi bien que du pouvoir exécutif, que je demande que soit introduit dans nos lois le referendum de consultation.

J'ai confiance dans le peuple. Je lui ai parlé des milliers de fois et, sur les grandes questions de la vie française, qui sont des questions simples, je l'ai trouvé d'esprit plus ouvert et plus libre que les assemblées. J'aime mieux, comme je le fis l'an passé, parler, au pied de leurs montagnes, à dix mille paysans d'Auvergne, qu'à six cents députés ou qu'à trois cents sénateurs, dans leurs palais clos. Si j'avais disposé du droit légal de consulter le peuple sur l'application de certaines lois votées avant mon arrivée au pouvoir, — essai d'école unique ou assurances sociales à forme étatiste, — je crois qu'il n'en fût résulté rien que d'heureux. Spencer avait prévu que la fonction du libéralisme, qui fut dans le passé de mettre une limite au pouvoir des rois, serait un jour de limiter le pouvoir des parlementaires. Ce jour est venu et cette limitation ne se peut concevoir que par une communication plus directe établie, par-dessus les oligarchies parlementaires et électorales, entre le peuple et le gouvernement. C'est précisément pourquoi l'armature, qu'inflige à notre vie publique l'alliance des profiteurs de circonscriptions et des prébendiers d'administration, se dresse si obstinément contre cette réforme.

* * *

Ainsi se rattachent l'un à l'autre les cinq textes constitutionnels, dont, depuis un an, je réclame le vote et que je soumettrai aux Chambres, dès que se trouveront réalisées certaines conditions nécessaires.

Je dis textes constitutionnels, bien que, en droit strict, seuls, l'article relatif à la dissolution et l'article relatif au referendum exigent une décision de l'Assemblée nationale constituante. J'estime en effet que, pour être efficaces, ces réformes doivent être durables. Or, dans la législation républicaine, les seuls textes, qui aient présenté un caractère de stabilité, sont ceux des lois constitutionnelles et les seules réformes, qui puissent durer, seront des réformes constitutionnelles. La Caisse d'amortissement, que M. Poincaré a fait créer à Versailles par l'Assemblée nationale, demeure, malgré nos troubles, intacte. La réforme administrative, qu'il a fait voter par les Chambres, n'a pas vécu deux ans.

Et c'est pourquoi j'ai demandé une revision de la Constitution. Cela m'a fait traiter naguère par mon collègue M. Herriot, bien que cette revision et ses modalités soient explicitement prévues et fixées par la Constitution, de *condottiere*. Je crois que M. Herriot s'est trompé. S'il y avait de nos jours des *condottieri*, ils ne reformeraient pas la loi constitutionnelle : ils la violeraient. Je ne demande pas qu'on la viole. Je demande au contraire qu'on l'applique en modifiant son texte dans les formes qu'elle-même a prévues. Puisque personne n'est content, il faut bien changer quelque chose. Ou bien alors les mécontents prendront le dessus. Et, n'étant que des mécontents, ils ne sauront pas ce qu'ils veulent. Et ce sera la grande gabegie.

Je ne connais pas, depuis que je défends cette thèse, une seule contradiction d'ordre général portant sur l'ensemble de la thèse. J'ai été combattu par les bénéficiaires des abus, dont je réclame la suppression. J'ai été combattu par des négatifs de carrière, qui critiquent tout ce qu'on propose. J'ai été combattu par des imitateurs de vocation, qui prétendent sauver la France, au mépris de son génie, en la faisant bolcheviste, fasciste ou nazi. J'ai été combattu par les fabricants de surenchère, qui, sans jamais bouger, proposent, faute de mieux, de jeter les gens à la Seine. Ai-je besoin de dire que ces diverses contradictions me laissent dans une condition de sérénité ? Car elles sont essentiellement stériles.

Et d'ailleurs, qu'est-ce que je constate ? Que, dès 1898, M. Poincaré écrivait que notre constitution avait été, par trente ans de pratique, totalement dénaturée et qu'il fallait revenir aux principes ; que, plus près de nous, des hommes,

aussi divers par leurs tempéraments que par leurs programmes, MM. Laval, Flandin, Forgeot, Mistler, Marquet, ont proclamé que le régime présent d'institutions et de mœurs ne peut pas durer. Tous sont donc d'accord avec moi sur le mal et sur ses effets. Mais personne n'a, contre ce mal, proposé aucun remède. S'il m'est permis, rejoint par tous dans la critique des causes, de m'isoler pour la thérapeutique, j'ose dire que les solutions, que je recommande, sont légales, simples et claires. Et j'ose ajouter qu'il faudra, plus tôt que plus tard, adopter soit celles que j'appuie, soit d'autres, si l'on en trouve. Car, si l'on tarde, il sera trop tard, parce qu'une condition, telle que celle où nous sommes, ne peut pas se prolonger.

D'innombrables manifestations de mécontentement et de révolte assaillent, depuis des mois, nos institutions, parce que nos institutions fonctionnent mal. On a vu, dans Paris, des défilés irrités de paysans, de contribuables, d'anciens combattants; en province, des préfectures envahies par le peuple. Or il n'y a pas, dans l'histoire, d'exemple que les forces de répression aient eu finalement le dessus sur les forces de protestation. Ni Périclès, ni les Empires de Rome ou du Moyen âge, ni notre grande monarchie, ni Napoléon Bonaparte n'ont échappé à cette loi. La République romaine y avait également succombé, après avoir cependant accompli la plus grande œuvre de l'antiquité. Toujours il est arrivé ou que l'émeute fût plus forte que la police, ou que la police suivît l'émeute. Quand les régimes deviennent vieux, on voit s'estomper les vertus, qui leur ont donné naissance et s'accroître les vices, qui les frapperont de mort.

Ces phénomènes, dont l'histoire abonde, ont une cause unique : l'abandon, par le pouvoir central, de la tâche qui lui incombe de créer ou de maintenir, au profit de l'intérêt général, une unité ordonnée. Quand est rompu, entre les pouvoirs, l'équilibre nécessaire; quand il n'y a plus d'autorité légale, les forces de remplacement sont toujours prêtes. Nous avons, en France, connu souvent cette situation : au temps du Bien public, au temps de la Sainte Ligue, aux temps de la Fronde, de la Régence, de la Terreur, du Directoire, aussi bien qu'au temps où nous sommes. Et si l'épreuve fut décisive, la contre-épreuve ne le fut pas moins. Toujours des restaurateurs ont surgi, qui se sont appelés tour à tour, Louis XI, Richelieu,

Mazarin, Napoléon, Clemenceau et qui, par l'ordre rétabli, ont recréé la puissance nationale.

La France offre présentement le spectacle de tous les pays trop riches de gloire et d'années. La gloire, qui endort, incite à la confiance paresseuse. Les années, qui passent, développent les défauts plus que les qualités. Les égoïsmes rongent les principes. Les intérêts particuliers tuent les mobiles collectifs. Comme les arbres cachent la forêt, les oligarchies et autres groupements de profits en viennent à cacher la nation. Il n'y a plus ni sens du bien général, ni sens de la primauté, qui appartient à ce bien sur le bien individuel. L'esprit public s'anémie. Il n'a réagi chez nous, depuis quinze ans, contre aucun abandon des droits français, soit en matière de réparations, soit en matière de sécurité, soit en matière de respect des traités. Obsédée d'un bruit de gros sous, la France n'a rien entendu d'autre. Elle a ressemblé à cet Empire romain du troisième siècle, qui, battu de la tempête au dehors comme au dedans, ignorait le danger et ne pensait qu'au plaisir : « Revenons, disait un de mes distingués successeurs, à l'heureuse tradition de l'avant-guerre. » Je ne saurais y consentir qu'à condition de ne pas revoir le terme de cette tradition, qui fut la guerre.

Le problème est simple à énoncer, difficile à résoudre. Aucun régime, comme a dit Montesquieu, ne résiste à l'excès de son principe. Or nous sommes en plein excès du principe démocratique. Cet excès s'exprime par l'hypertrophie du législatif. Et cette hypertrophie a, toujours et sans exception, conduit aux vacances de la légalité. Un exécutif fort est la condition technique des libertés populaires. Si disparaît ou faiblit l'exécutif, c'est l'heure des dictatures de police ou d'anarchie. L'Europe des dix dernières années porte, à cet égard, un témoignage décisif. Tout le monde en France, à gauche, à droite, au centre, réclame un gouvernement fort, ce « bon gouvernement », que peignait naguère, sur les murs couverts de sang du palais municipal de Sienne, la naïveté d'Ambroise Lorenzetti. Mais de gouvernement, fort ou faible, la France n'en a plus. Elle est un corps sans tête. Et si l'on a vu marcher des corps sans tête, toujours on les a vus tomber, après quelques mètres de marche.

Le monde, plus que jamais depuis quinze ans, est en

transformation continue. Tout se transforme, les États, les sociétés, les affaires, les familles, les esprits. Quand un moteur a trop tourné, on l'envoie à l'usine pour revision. L'État français, où tout le monde commande et où personne n'est responsable, est la seule chose en France, qu'on se soit refusé à retoucher depuis soixante ans. D'où l'accident chronique, où nous vivons. Aucun Français, ni à son foyer, ni dans ses affaires, ne tolérerait ce régime de désordre. Mais tous les Français le tolèrent, quand il s'agit du pays. On les dirait vieillis par les faillites, qu'ils ont enregistrées depuis un siècle et demi : faillites de la noblesse, de la royauté, du césarisme et de la grande bourgeoisie. La faillite du régime actuel ne tardera guère, si nous continuons à le laisser, comme disait notre vieux Rutebeuf, sans fondement, ni racine.

Pour construire le changement nécessaire, restons chez nous et résistons à l'instinct d'imitation. Ni l'Italie, ni l'Allemagne n'ont cherché, pour se réformer, de modèles en France. Nous n'aurions que faire d'en chercher chez elles. Les pays ne se copient pas. La France, dans l'histoire du monde, a joué un assez grand rôle pour n'avoir pas à se mettre à l'école. La France, qui s'est battue, cinquante-deux mois, pour ses idées, ne se laissera pas laminer par des matérialismes, dont elle a brisé, il y a quinze ans, l'assaut brutal. Mais il faut qu'elle se décide. Ou réforme ou révolution ; ou volonté de se régénérer ou résignation à la démission : le choix est devant nous. J'ai, pour ma part, proposé un programme. Il est possible que ce programme soit insuffisant. Mais, d'une part, il est nécessaire, et, d'autre part, personne n'en propose d'autre. A l'écartier sans lui rien opposer, on mériterait le jugement de Tite-Live, qu'il y a des temps, qui ne peuvent supporter ni leurs maux, ni les remèdes.

Le sort du pays est en jeu. Et quand je dis : le sort du pays, je ne dis pas assez. Car si la France devait perdre cette bataille de régénération, les idées, qu'elle représente, n'auraient plus de défenseurs. Et le voile de servitude tomberait bientôt sur l'Europe.

ANDRÉ TARDIEU.

VISITES AUX MUSÉES DE PROVINCE

V⁽¹⁾

MONTPELLIER

I. — XAVIER FABRE ET LA C^{me} D'ALBANY

Environ l'an 1820, nul étranger de distinction n'eût passé par Florence sans se faire présenter à la comtesse d'Albany. La veuve du dernier des Stuarts, âgée alors de soixante-dix ans, conservait quelques restes d'une ancienne beauté et l'attrait qui lui venait d'une existence romanesque. Mariée à vingt ans au prétendant Charles-Édouard, héros d'une équipée fameuse tombé en vieillissant dans la crapule et dans l'alcool, elle avait fui un jour ce débris d'épopée dans les bras de l'amour et de la poésie : sa fuite avait eu des allures de complot et d'enlèvement. Elle avait promené de Rome à Paris et à Londres sa liaison avec l'illustre Victor Allieri, sorte d'ébauche de Byron dans la langue de Dante. Veuve d'un roi sans trône, mais couronné par le malheur, et Muse d'un poète tragique, elle veillait sur les tombeaux de l'infortune et du génie. Et un reflet de *Waverley* venait la parer, aux yeux de la nouvelle génération, comme la figure du Souvenir d'un Campo-Santo romantique (2).

Cependant, ce laissé pour compte de la légitimité dans l'âge de la Restauration, était la revenante d'une société bien

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1931, 15 février, 15 septembre et 15 novembre 1932.

(2) Sur M^{me} d'Albany, voir l'excellent volume de M. Dumont-Wilden, *le Prince errant, Charles-Édouard*, dans la collection *Ames et visages*, Paris, 1932.

différente de celle qui s'essayait à revivre sur les ruines de l'Empire. C'était une voltairienne, contemporaine de *Candide* et à peine moins aventureuse que la belle Cunégonde. Cette Allemande élevée en France, mariée par Choiseul à un prince écossais, maîtresse d'un Savoyard, amie de Bonstetten et de Germaine de Staël, c'était l'Europe, l'Europe d'un siècle en train de disparaître et qui ignorait encore les nationalismes. Louise de Stolberg était du xviii^e siècle. Elle n'avait d'autre patrie que la Philosophie : une société constituée par une certaine culture indépendante des frontières, par l'absence de préjugés et le goût des lumières, seuls mérites qui nous élèvent au-dessus de la populace. Elle avait su ne pas abdiquer devant la tyrannie : quoique liée avec Joséphine, elle ne s'humilia pas plus que n'eût fait une Condorcet ou une Du Deffand. La filleule de Marie-Thérèse était la sœur cadette de ces indépendantes qui, dans toute leur vie, n'avaient rien mis au-dessus des choses de l'esprit et de la vie du cœur.

Elle avait la cinquantaine quand elle perdit son poète. Un jeune peintre français, élève de David et prix de Rome, se trouvait alors à Florence et donnait des leçons de dessin à la comtesse d'Albany. Ce garçon, nommé Xavier Fabre, natif de Montpellier, était resté en Italie par goût des arts et par horreur de la République ; royaliste, il avait refusé en 1792 le serment civique et continuait à boudier Bonaparte. Méridional, de jolie mine, l'air élégant et fin, il avait été présenté à la comtesse par lord Bristol et était devenu l'intime du ménage. La mort du poète rapprocha l'élève du professeur. Ils s'occupaient ensemble du mausolée que l'explorée prenait soin d'élever, sur les dessins de Canova, dans l'église de Santa-Croce, entre la tombe de Machiavel et celle de Michel-Ange, au dernier génie de l'Italie. Ils le pleuraient ensemble et ne tardèrent pas à se consoler.

Ce fut un peu le conte de la matrone d'Éphèse. La dame n'était plus de la première fraîcheur et n'était plus en droit de faire la difficile. Elle prit ce qu'elle avait sous la main : c'était une femme d'habitudes. Elle baissa d'un cran, dit Sainte-Beuve, et n'eut pas à se repentir de ce dernier bail avec la vie. Le garçon avait quinze ans de moins qu'elle, mais il était bien fait, de goûts aristocrates ; et si, pour un bourgeois, une duchesse a toujours vingt ans, quelle ivresse, pour un jeune

« blanc », que la gloire de servir cette relique de la monarchie ! Est-il vrai, comme l'écrivit Stendhal, que Fabre fit mourir Alfieri de jalousie ? Tout semble s'être accommodé d'une manière moins dramatique. Le très vif intérêt que le peintre portait au fils de son ami, le graveur Santarelli, fait penser que la mère ne lui était pas indifférente. Il est difficile de pénétrer à distance le mystère de ces arrangements intimes, dont les auteurs ont pris soin de nous dérober les traces. On a prétendu que M^{me} d'Albany avait secrètement épousé Fabre ; Michaud s'est fait l'écho de ce commérage dans sa *Biographie*. Le vieux peintre écrivit en marge : « Ce n'est pas vrai », et on n'a pas de peine à l'en croire ; une princesse se passe une faiblesse, et rougit d'une mésalliance. Quand on a été Majesté, on ne devient pas M^{me} Fabre. D'autre part, nous savons que Gache, l'ami de Fabre, chargé par lui du tri de ses papiers, prit son rôle fort au sérieux. Exécuteur testamentaire, ce janséniste exécuta : il brûla sans pitié tout ce qu'il jugea compromettant. Cet autodafé est un aveu. Comme dit le proverbe, pas de fumée sans feu.

Du reste, il faut le dire, Fabre n'était pas le premier venu. Il avait eu son heure de notoriété parisienne. Sa grande figure de *Saint Sébastien*, au Salon de 1789, l'avait mis en vedette et avait fait de lui, avec l'auteur d'*Endymion*, l'espoir de l'école régénérée. Sans les événements qui le tinrent à l'écart, il pouvait aller loin et peut-être le disputer avec ses camarades Gérard et Girodet. Il lui restait le plaisir de s'en prendre aux circonstances, qui ne lui avaient pas permis de donner sa mesure. On n'est pas tout à fait à plaindre, quand on peut dire de ses échecs « C'est la faute de Napoléon ! » et s'attribuer le beau rôle, en mettant ses déboires sur le compte d'une noble fidélité et en répétant, à l'adresse d'une destinée injuste : « *Qualis artifex pereo!* »

La vérité est que le bon Fabre, comme beaucoup de méridionaux, était né indolent. Il était paresseux, avec mille prétextes pour se dissimuler sa paresse : fureteur, bricoleur, bref un paresseux occupé. Principalement, un causeur. Tout son feu s'en allait par là. Il causait, dissipait sa vie. Ce peintre parlait bien de tout, dit Paul-Louis, qui s'y connaissait. Il l'avait rencontré à Naples en 1812, et nous a laissé un échantillon de ses talents dans un morceau célèbre, la *Conversation*

chez la comtesse d'Albany. C'est une des plus fines comédies de la littérature. On connaît le thème : Fabre soutient qu'il n'y a pas d'art de la guerre et qu'on est grand capitaine dès qu'on a une armée; de deux généraux opposés, il se trouve fatalement un vainqueur. Bref, il y a plus de mérite à être un méchant peintre qu'Achille ou Alexandre. Le bonhomme ne s'en laisse pas imposer par César : il mesure le monstre, il refuse son culte à l'idole. Il se pîète dans sa petite taille pour juger le colosse, et ce serait presque beau, si l'on pouvait s'empêcher de sourire de ce duel d'un pygmée avec Napoléon.

Le couple vivait à Florence où M^{me} d'Albany s'était retirée après sa fugue. Elle continuait à habiter sur le Lungarno la casa Alfieri. Fabre logeait *via dei Mori*, de l'autre côté du pont, dans le quartier San Spirito. Tous les matins, sur les onze heures, elle venait passer une heure ou deux auprès du lit de son vieil ami, perclus de rhumatismes et précocement accablé par la goutte; elle le distrait de sa misanthropie. Le soir, le goutteux se levait et se rendait chez la comtesse où se réunissait la société florentine. Quelques étrangers de passage ne manquaient pas de se joindre à ces conversations. Le salon du *casino* Alfieri offrait un de ces spectacles comme on n'en pouvait voir qu'alors : c'était un sauve-qui-peut, un radeau de la Méduse, où se trouvaient embarqués pêle-mêle le fantôme d'un roi, le spectre d'un Eschyle colérique, une sorte d'aventurière et un rapin de Montpellier, rescapés des révolutions, épaves du déluge, qui s'étaient arrangées pour vivre le plus doucement possible les restes d'une existence agitée.

A cette époque, la comtesse n'était qu'une Allemande âgée et un peu grasse, qui ne conservait que peu de chose du piquant de ses jeunes années. Où était la « reine des cœurs » ? Elle avait vieilli, dit l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*, terrible caricaturiste, comme eût fait une sirène de Rubens, si les sirènes pouvaient vieillir. Dans cette décadence de la chair, Lamartine, toujours poète, reconnaissait encore la présence de la beauté. Stendhal lui trouvait l'air commun. « Une cuisinière, dit-il, qui a de jolies mains. »

Mais elle avait encore, ajoute Delécluze, toute la vivacité de son esprit et de ses souvenirs. L'ancienne chanoinesse de Saint-Vaudru, défroquée de l'étiquette et de la monarchie, avait néanmoins conservé l'habitude de tenir une cour; elle

avait pris avec les ans cette liberté de discours qui commençait à se faire rare sous la Restauration. Elle avait le privilège de l'âge, qui est d'avoir son franc-parler. Elle s'était de bonne heure arrangée en vieille dame qui n'a plus de coquetterie et ne prétend plus aux hommages. Aucune hypocrisie, pas l'ombre de dévotion, une curiosité universelle et l'horreur du galimatias. C'était vraiment une originale que cette vieille Bavaroise italienne et franco-anglaise, qui aimait « à se promener dans les systèmes abstraits », comme on parle d'un tour aux *Cascade*, mais qui ne pouvait pas souffrir « les Ostrogoths ».

Elle mourut dans les bras de Fabre en 1824, âgée de soixante-douze ans, en le faisant héritier de tout ce qu'elle tenait d'Alfieri. Leurs dispositions étaient prises depuis longtemps. Déjà en 1823 le vieux couple avait fait un voyage en France et s'était arrêté une huitaine à Montpellier, où le peintre avait décidé de couler ses derniers jours. Quand il eut rendu les derniers services à son amie, et eut enseveli sa dépouille à Santa-Croce, non loin des restes d'Alfieri, il ne lui resta plus rien à faire à Florence; il avait soixante ans, dont il avait passé quarante sur la terre étrangère. Le souvenir de la patrie s'éleva plus fort dans le cœur du vieillard. Dans le désert de son existence se dessinait, comme un refuge, la blanche image du « clapas » (1).

Il revint. Depuis des années, Fabre s'était fait la réputation d'un grand collectionneur. Son logis de la *via dei Mori* passait pour un des premiers cabinets d'Italie. Peu pressé de produire, peu tourmenté par son génie, mais homme de goût et, disait-on, habile restaurateur, c'est chez les antiquaires de la *via dei Fossi* ou de la *via dei Servi* qu'il avait coutume de passer le meilleur de son temps, à la recherche des occasions. Mi-artiste, mi-brocanteur, plus d'une fois la fortune l'avait favorisé. On venait voir de loin le cabinet de M. Fabre. La perle en était, bien entendu, un portrait de Raphaël, un portrait de jeune homme, dans la plus suave manière de l'Urbinate. Le reste se composait surtout d'ouvrages des deux Poussin, objets de la religion du peintre. Cette collection, jointe à celle qu'avait réunie Alfieri, sans doute sur les

(1) *Clapas*, tas de cailloux : c'est le nom que les gens du pays donnent à la butte sur laquelle s'élève le *Mons pellegrinus*, Montpellier.

conseils de Fabre, formait un ensemble célèbre, qu'on estimait alors à la somme fabuleuse de cent vingt mille écus. Fabre, d'accord avec Mme d'Albany, se proposait de faire à sa ville natale ce présent presque royal et de rentrer dans sa patrie en bienfaiteur des arts.

Son retour fut négocié comme l'échange d'une province. Il avait fait ses conditions. Le grand-duc autorisait l'exode des quatre cents tableaux de maîtres accumulés dans la Casa Alfieri et dans le logis de San Spirito. Une gabarre de la flotte française, la *Chevette*, commandée par le chevalier Simian, capitaine de frégate, embarqua la précieuse cargaison à Livourne, pour la transporter au port de Sète, aux frais du Roi. Créé baron par Charles X, le peintre fut reçu en triomphe. Une médaille fut frappée en son honneur. La ville se chargeait de toutes les dépenses de l'installation. Le musée Fabre inauguré le 2 décembre 1828, le vieux peintre y prenait sa retraite comme conservateur.

Déjà depuis quelques années une Société des arts, composée de peintres et d'amateurs, s'était constituée à Montpellier, et un embryon de musée s'était formé avec les ouvrages provenant des églises et des abbayes supprimées, et une vingtaine de tableaux envoyés de Paris par le Premier Consul.

Pour accueillir le don de Fabre, la ville fit emplette de la maison Massilian, située en bordure de l'Esplanade, sur l'emplacement d'un Jeu de paume où Molière avait joué en 1636, avec la troupe de la Béjart, pendant la réunion des États du Languedoc. Le local de l'illustre Théâtre était déjà un lieu rendu insigne par les Muses ; près de là s'élevait le collège des Jésuites, aujourd'hui le Lycée. Les travaux d'aménagement furent conduits par les architectes Fovis et Boné, dans le style pompéien de Fontaine et Percier. Le péristyle du rez-de-chaussée, supporté par quatre fûts de colonnes doriques, dispose au recueillement et à la gravité : c'est l'entrée du temple, qui invite à déposer au seuil les soucis mesquins et les pensers frivoles. Le salon du premier étage, avec ses grands murs éclairés par un rang rythmique de lunettes, et son plafond paisible décoré de lauriers, donne l'impression tranquille de certaines nefs franciscaines. Plus tard, une nouvelle galerie en équerre, imitant celle du Louvre, dite du Bord de l'eau, fut construite pour recevoir la collection Bruyas.

L'une et l'autre sont devenues notoirement insuffisantes; le musée, depuis cent ans, n'a pas cessé de s'enrichir; l'exemple de Fabre a porté ses fruits. Des dons inestimables, et quelques acquisitions heureuses, ont fait du musée de Montpellier un des plus beaux de France, un des trois ou quatre du premier rang. Mais le résultat est un grand encombrement. Tous les tableaux sont au coude à coude et les uns sur les autres, quelquefois sur sept ou huit rangs de hauteur, comme des affiches sur une palissade. Cette cohue est peu favorable à la contemplation. Nous concevons une œuvre d'art comme un solo qui exige l'espace et ne chante que dans le silence. Nos pères étaient moins difficiles : ils avaient meilleur estomac. Mais tout de même leur manière de disposer les tableaux sent un peu trop la fosse commune.

En deux mots, le musée de Montpellier est aujourd'hui un peu vieux jeu. Il existe un projet d'agrandissement, qui consiste à annexer l'ancien collège des Jésuites, pour y loger les accroissements du musée et de la bibliothèque; le lycée serait reconstruit dans un nouveau quartier. Tout ce programme est excellent. La ville de Montpellier, si belle, si classique par le nombre et la noblesse de ses monuments, si célèbre par son enseignement et son Université, se doit de loger ses trésors dans un cadre digne d'elle.

On émettrait pourtant un vœu : c'est que, dans les transformations futures, on ne touchât pas au décor des salles existantes. On voudrait conserver l'atmosphère du lieu vénérable, incommode, où tant de jeunes âmes s'initiaient à la beauté, où notre cher André Michel conçut sa vocation, sa foi d'historien et d'apôtre, et où le collégien Paul Valéry, devant une *Sainte* de Zurbaran ou un jeune *Page* d'Allori, scandait de petits poèmes dans une pros : mallarméenne, qu'il envoyait aux *Marges* et signait du nom de Dorys.

LE CABINET FABRE

M. Louis Thomas a raconté, dans un petit livre, le retour de Fabre dans sa patrie, *F. X. Fabre in urbem patriam reducis pompa triumphalis*, comme son ami Gache le décrivait en vers latins, les fêtes, le banquet, les discours, les ingénieuses armes parlantes que le nouveau baron du royaume se composa pour

son blason : une enclume de forgeron (*faber*) surmontée d'un soleil, avec la devise : « *Tout pour les Arts !* »

C'était trop beau. Deux ans plus tard, c'était l'émeute, le roi en fuite, les trois couleurs chassant le drapeau blanc. C'était le remue-ménage d'un changement de régime et d'une nouvelle équipe au pouvoir. De la préfecture à la mairie et jusqu'au concierge du musée, coup de balai général : toutes les places, et tout de suite ! Et toutes les tracasseries ouvertes ou sournaises que peuvent exercer, contre un adversaire politique, des bureaucrates zélés, qui n'ont pas d'autre distraction et pas d'autre manière de montrer leur puissance, que le plaisir de tourmenter. Je n'entre pas dans le détail de ces misères. Elles empoisonnèrent le malheureux baron et firent un enfer du paradis qu'il espérait trouver dans sa patrie. Tout ce qu'il avait aimé s'en allait : David était mort et Girodet, Gros venait de se suicider, le romantisme triomphait. Mieux valait quitter ce monde où tous les principes étaient trahis, où tout ce qu'il chérissait appartenait au passé, où son musée déjà lui apparaissait comme un cimetière. Mieux valait aux Champs-Élysées descendre retrouver ces grandes ombres. Il s'éteignit le 16 mars 1837, emporté par une grippe qui sévissait à Montpellier. La ville lui fit des funérailles magnifiques.

Une déconvenue posthume attendait le conservateur du musée. Les tableaux vivent et meurent comme les perles et les turquoises. Il y a de par le monde un petit diable chauve, à barbiche pointue et blonde, mobile, ultra-nerveux, qui est bien l'appareil le plus impressionnable, le plus précis, le plus rapide et le plus infailible. Il vit ordinairement dans les environs de Florence, mais il semble doué du don d'ubiquité : rien de ce qui touche à l'art ne lui est inconnu. Pas une œuvre peinte en Italie n'échappe à sa curiosité et à sa prodigieuse mémoire. Il a tout vu, tout lu, il sait tout et apprend toujours. Il est la terreur et l'oracle des conservateurs de musées. Personne n'a détruit plus de légendes, dissipé plus de mythes, bouleversé plus d'attributions, mis sens dessus dessous plus de catalogues. Qui l'a vu tirer de son gousset sa redoutable loupe et sa non moins terrible lampe, pareille à un canon de browning, dont il promène l'œil éclatant comme une lanterne sourde sur la surface d'une peinture, devine aussitôt

un arrêt de mort : point de refuge, nulle échappatoire devant cette lumière meurtrière. Mais cet outillage n'est rien, auprès du térébrant génie, du radium, du rayon de Röntgen qu'est l'esprit de ce grand critique. Quand Berenson a passé par là, que reste-t-il des trésors de Fabre ? Des prétentions percées à jour, un tas d'illusions perdues. Le *Jeune homme* de Raphaël n'est plus que de Brescianino, petit-maitre siennois, raphaëlisant de troisième ordre. La *Mort de Sainte Cécile* de Poussin, « un tableau de jeunesse d'une rareté insigne, comme l'auteur n'en a jamais fait d'autre » (et pour cause !), n'est plus qu'un faible ouvrage italien assez curieux, à costumes de lansquenets, par quelque sous-Dominiquin.

Mais, par exemple, quels dessins ! Deux *Virgès* de Raphaël, l'une tout ombrienne, l'autre léonardesque, et une feuille de croquis pour une des figures de la *Dispute*, celle de l'éphèbe penché à droite, image de l'attention et de l'enthousiasme. Griffonnages d'un dieu ! Sur cette feuille, comme sur quelques autres (une à Vienne, trois en Angleterre), se lit le brouillon d'un sonnet : confidence touchante, abandon de l'artiste qui nous livre à demi son cœur, et mêle la femme aimée aux pensées de sa sublime peinture de la *Théologie*.

En dehors de ces beaux dessins, la meilleure partie du don Fabre, ce sont encore, comme l'a écrit M. André Joubin, l'auteur de l'excellent catalogue du musée, les œuvres de Fabre lui-même et celles de ses amis, David d'abord (des portraits splendides et une étude qu'on pourrait prendre pour une des figures du *Dos de Mayo* de Goya), et surtout le petit groupe des davidiens d'Italie, les Girodet, les Louis Gauffier, les Gagnereaux, les Granet, Gamelin, Boguet, Desmarais, Mérimée, le père de l'auteur de *Clara Gazul*, qui forment un côté peu connu de l'école du premier Empire. Gauffier est un artiste charmant. Ce petit-maitre, mort à trente-neuf ans, avait un goût original pour la peinture précieuse, les portraits de petits formats, d'une exécution de miniature, mais infiniment spirituelle : il savait y unir au charme du tableau de genre un style de crayon d'Ingres. C'était, comme Boilly, un de ceux qui ne rendirent pas les armes devant le maître, et qui conservèrent leur quant-à-soi, un goût pour la familiarité, la jolie peinture d'amateurs, à la manière hollandaise.

Gauffier, dans cette école aride, qui fait la guerre au clair-

obscur et n'use que d'un jour incolore et abstrait, est presque le seul (hormis Prud'hon) qui ait cherché à rendre la caresse du jour réel et la souplesse de la lumière. « Il était arrivé au sommet de son art, écrit le paysagiste Hackert à Goethe (Hackert et Goethe, deux figures de la collection Fabre) (1), après avoir consumé toute sa vie pour y parvenir : à peine le but atteint, il meurt. » Cette épitaphe est le destin de beaucoup d'hommes.

Si j'en étais le maître, il me semble que je ferais une salle bien agréable avec ces petits ouvrages de Gauffier et de Girodet : on y prendrait une vue curieuse de l'école de David. Rien n'est plus rare dans cette école qu'un tableau religieux. La piété ne valait pas cher dans cet âge de fer. Le Coran sans-culotte détrônait Jésus comme Capet, décrétait l'athéisme comme la ligne pure et l'expulsion du mystère. Plus une Vierge, plus un Christ (même après le Concordat et le *Génie du christianisme*). La proscription des ombres n'est que le signe extérieur de cette sécheresse. Cependant, tout le monde n'accepta pas cette dure loi. Sans parler de Prud'hon, qui fait exception en tout, j'ai dit un mot de Granet, le peintre des couvents et des cloîtres, et de Maurice Quay, mort si jeune, qui fut un peu l'apôtre ou le *Nabi* de ce temps-là (2). Fabre avait réuni quelques petites peintures religieuses de ses amis : une jolie *Sainte Famille* de Gauffier, une très belle esquisse de *Pietà* de Girodet, avec un grand rocher et le contraste déchirant du cadavre livide et d'une pourpre dramatique. Tableaux rares et précieux, tels qu'une hostie cachée, une messe sous la Terreur.

Le bon Fabre dans tout cela ne fait pas, avouons-le, grande figure. Lui aussi, il a fait un peu de peinture religieuse, mais sans s'élever au-dessus de la chromo pieuse. Ses paysages arcadiens, qu'il croyait poussinesques, n'existent ni comme fragments de nature, ni comme créations poétiques ; ses arbres ne sont ni de vrais arbres, ni des figures du sentiment. Fabre-Appelle, comme on disait dans le jargon du siècle, n'était

(1) Signe-lons en passant d'excellentes aquarelles de Hackert, cet Hubert-Robert allemand, plus topographe que peintre, et une esquisse de Tischbein pour le fameux portrait de Goethe dans la campagne romaine, qui est au musée de Francfort.

(2) Voir notre étude sur le Musée d'Aix, dans la *Revue* du 15 septembre 1932.

au fond qu'un petit réaliste, tout à fait dénué d'imagination, avec des velléités de peintre de nature-morte, comme on le voit dans son *Etude de hibou*, qui montre des curiosités si peu académiques. Il y a même des études de lions, il est vrai, assez mal rugies, et plus « perruques » que « crinières » : aucune férocité de brosse, et l'on voit bien que, pour peindre un fauve, le modèle n'est rien, il faut la griffe de Géricault.

Mais ce peintre à la veine ingrate, cet élève peu doué, et qui ne mérite dans tous les genres qu'une mention honorable, sait pourtant nous intéresser lorsqu'il se résigne au portrait. On formerait des siens un cabinet intime et plein d'attraits pour le souvenir ; on l'y verrait au milieu du groupe de personnes qui furent son entourage à Rome et à Florence. Tout le roman du petit rapin de Montpellier se mettrait à revivre, comme s'il nous le racontait lui-même.

Tout ne serait pourtant pas de lui dans ce cabinet que j'imagine : ses ouvrages se mêleraient à des reliques de Mme d'Albany, et l'on se figure le vieil homme, comptant mélancoliquement ses trésors, et le peu qu'il reste de passé au bout d'une longue vie. Voici les portraits de sa famille, bons bourgeois provinciaux, échoués à l'étranger par un caprice du sort ; voici le jeune peintre lui-même, aux environs de la trentaine, joli garçon, soigné, poudré, coiffé en ailes de pigeon, cravate de batiste et habit de deuil gris-violet (le deuil du Roi, n'en doutez pas), muscadin qui déjà vous prend l'air du beau monde, avec sa lèvre charnue, flatteuse et sensuelle : ah ! Lindor, gracieux écureuil qui prépare son escalade ! Et voici la charmante Lady Charlemont en Psyché, léger papillon, Titania jacobite, qui ne figurerait pas mal à la suite des *Mémoires* de Gramont.

Voici le grand Alfieri, vieux lion aristocrate, gallophobe et blanchi, drapé dans le manteau d'Euripide, et la tête de Canova, sauvage, grimacante et canaille, dur caillou d'où jaillissent des étincelles de génie, avec un foulard rouge et une tenue discordante ; des portraits de Lucien, prince de Canino, le réfractaire des Bonaparte, qui s'abritait de son frère à l'ombre de sa sœur Élixa ; le cardinal d'York, par Raphaël Mengs, figure de Pierrot, jeune lévite de sang royal qui ensevelit les dernières ambitions des Stuarts dans la pourpre de la prélature, et préféra aux orages du siècle les pieuses

délices de sa retraite de Frascati. Voici enfin sa nièce, la duchesse d'Albany, la fille de la malheureuse Catherine Winkinshaw, fruit d'une des rares heures de tendresse qui aient eu dans l'existence agitée du Prétendant, et qui fut Cordelia au chevet d'un père déchu. Il n'y a que le pauvre Charles-Édouard qui manque à cette revue d'ombres.

M^{me} d'Albany est là aussi, centre et souple lien de toutes ces figures : la fugitive, l'ex-reine qui avait échangé une couronne dérisoire pour l'amitié d'un homme au front ceint du laurier, diadème moins substantiel encore. Il y a quatre portraits d'elle : deux petites études de Fabre, datant de 1797, montrent une commère grassouillette, en fichu et cabriolet, la figure enfantine, une Gretchen bourgeoise, fagotée plutôt qu'habillée. Sur l'un des deux tableaux, un porte-craie à la main, dans un geste qui fait valoir un bras encore agréable, elle dessine d'après le portrait d'Alfieri : mais elle semble déjà faire les yeux doux au professeur. Qu'y a-t-il dans ces traits qui explique la longue dévotion du peintre ? Le pastel d'Hamilton fait voir une physionomie plus terne encore. Mais le médaillon délicat du Genevois Saint-Ours, daté de 1792, nous révèle un charme imprévu : une bacchante aux regards épiègles, sous une toison blonde, une profusion de boucles et de nattes, sous laquelle se jouent un œil et un sourire mutins dans un chiffon de masque de fille de Clodion. Si elle était telle encore à quarante ans, que fut-ce à vingt ? Quel éclat, sous ce casque d'or, dans l'ennui romain du palais de la place des Saints-Apôtres ! Il faut croire que jusqu'au dernier jour, alors même que depuis longtemps cette chair avait perdu sa fleur, par éclairs brilla la Ménade, un peu de ce je ne sais quoi qui survit aux ruines d'un visage et, jusqu'au bout, enchaîne le cœur.

Au milieu de la galerie, enfin, trône le vieillard, peint par lui-même, en buste, avec son toupet, sa cravate et sa lippe chagrine, deux ans avant sa fin, morose sur un fond de ciel noir : figure de vieux célibataire en habit bleu barbeau, mécontent, podagre, arthritique, avec trop de regrets et la moue de dégoût qui demeure à Louis XVIII d'un trop long exil à Mitau. Où est le jeune galant si adroit au service des femmes ? A force de vivre hors de sa patrie, il y est devenu comme un corps étranger et inassimilable : il est à jamais

l'émigré. Déserteur d'un siècle héroïque, dans sa voluptueuse Florence, douillet, ami de son repos, il a passé sa vie à se ménager pour ses vieux jours un port et une sinécure. Il y avale plus d'une couleuvre. Cet animal est triste et la crainte le ronge. Il rumine ses souvenirs, sa jeune gloire, ses espoirs d'avenir, ses amours, l'amitié d'un poète, et le quai de Chiaja et les bords de l'Arno, et les boutiques de la brocante et le bonheur des trouvailles, et toutes les douceurs qui lui firent éluder la vie ; et maintenant, le voilà au bout, et c'est ce sentiment d'amertume et de maldonne, de vanité des vanités, qui donne à sa vieille figure cet air de déception saumâtre et sa mine d'enterrement.

Dans le même salon je placerais encore trois beaux bustes de Canova : le ménage Daru, *Petrus Horatius Daru*, Montpelliérain comme Chaptal, « gens comparables à Colbert », dit Stendhal, amoureux de M^{me} Daru, ce qui est cause sans doute de son indulgence pour Montpellier, la seule ville de province à laquelle il ne trouve pas « l'air bête ». Il faut avouer que Stendhal manquait à cette compagnie. N'aimait-il pas à méditer, dans Saint-Pierre de Rome, sur la stèle des Stuarts, cette élégie en marbre d'une si pure mélancolie ? Le dernier buste, qui est de toute beauté, serait à la place d'honneur, au centre de la pièce : c'est une tête féminine, au galbe de Junon, qui paraît être une image idéalisée de la reine d'Étrurie. Elle a beau se cacher sous les traits d'une mortelle, il suffit : *Patuit dea*.

Voilà la société que le vieux peintre nous propose au musée de Montpellier. Rentré dans sa ville natale, chargé d'ans et du lourd bagage d'une vie, il nous fait de son pas de goutteux, pareil à celui de Louis XVIII, les honneurs de sa collection. Par moments, il s'arrête, emporté dans ses songes. Que voit-il ? Les leçons de dessin qu'il donnait à la compagne du poète, les soirées et les médianoches de la *Casa Alfieri*, le grand salon de Poggio à Cajano, où il figure, comme dans le tableau de Benvenuti, à Versailles, dans le cercle de la reine Éliisa ? Que de fantômes ! Pouvoir seulement retrouver le moment où, quelques mois avant de la perdre, l'artiste, pour la dernière Saint-Louis de M^{me} d'Albany, lui offrait le portrait de son caniche bleu, Pyrrhus, « en souvenir de son amour pour lui » ! Désormais, plus rien à espérer ou à attendre de la

vie. Plus rien à chérir que des cendres. Et voilà ce qui explique, dans son dernier portrait, l'air maussade du vieil émigré et sa mine de rabat-joie.

LA HOLLANDE ET L'ESPAGNE. GREUZE ET REYNOLDS

Cependant sa libéralité trouvait des imitateurs. A la fin de 1836, trois mois avant la mort de Fabre, s'éteignait à Paris, en son hôtel de la rue Basse-du-Rempart, un riche Montpelliérain, nommé Pascal Valedau. Celui-là n'avait pas émigré. Arrivé tout jeune à Paris, vers 1792, le méridional, par son adresse et peut-être par ses relations avec Chaptal, avait commencé à réaliser une jolie fortune dans les fournitures aux armées de la République. Devenu agent de change à l'époque des assignats, il avait acheté sous le Consulat le joli château de Bièvres, près de Sceaux, et quatre mille arpents de garrigues, près de Montpellier. En 1809, son portrait par Adèle Romany nous fait voir le véritable du Tillet de Balzac, un dandy d'environ trente-cinq ans, tiré à quatre épingles, en costume de chasse, habit bleu, culotte grise, bottes à revers chamois assorties au gilet, assis sur un talus pour lire un billet doux, et qui est évidemment l'homme du monde le plus satisfait de sa personne et de l'univers.

Cet homme heureux, célibataire, propriétaire, avait en outre le goût des tableaux. Il en avait acheté beaucoup, dans ce Paris du Directoire, où la panique, la ruine, la vente des biens des émigrés avaient jeté au ruisseau et entassé pêle-mêle, dans les échoppes des Rémonencq, les inestimables collections du xvii^e siècle. On repêchait dans les ordures les Ostade et les Wouwermann. Ce fut le paradis du bric-à-brac, l'âge des du Sommerard, l'âge du Cousin Pons. Valedau y fit encore d'excellentes affaires. Son ami Bertin l'aîné, le directeur du *Journal des Débats*, a beau railler, dans une lettre à Fabre, le parvenu de la rue Basse, son château, ses chasses, sa collection, qui lui semble « plus intéressante que le collectionneur ». Bref, il le tient pour une bête. Mais cette bête avait du flair. Le cabinet Valedau, estimé 350 000 francs en 1836, en vaudrait aujourd'hui plus de dix fois davantage. Cet agent de change avait su faire un placement remarquable de ses fonds. Sa galerie est encore un des attraits du musée Fabre.

Il avait un goût décidé pour la peinture des petits maîtres flamands et hollandais, ces inventeurs de l'art intime et du tableau de cabinet, jamais prétentieux, si bons peintres, et dont la devise pourrait être celle du poète : *Prends l'éloquence et tords-lui son cou*. Le Paris de Chardin avait été le grand marché de la peinture hollandaise. En pleine réaction davidienne, Valedau conservait sa prédilection pour cette école décriée. Il eut le bon esprit de ne pas donner dans l'héroïsme. Ses goûts retardaient un peu et restaient ceux de sa jeunesse, et il se fit ainsi, sous le règne de César, un vrai cabinet de traitant du XVIII^e siècle, tel que pouvait être celui d'un Watelet ou d'un La Popelinière : une douzaine de Téniers, deux Rubens (un généreux portrait et une esquisse pleine de flamme, une scène de martyre comme Rubens seul sut les peindre, mêlant de la tendresse à de la furie, des chevaux, de la tempête et des vierges assassinées), deux ou trois Ruysdaël, d'une sourde résignation et d'une fière mélancolie, une admirable tête rembranesque de Maës, et enfin trois joyaux, qui demeureraient chefs-d'œuvre dans les premiers musées d'Europe, deux Steen et un Terboch d'une qualité exquise, — de ces petits tableaux inouis, presque sans sujet, sans titre, sans contenu intellectuel, où, on ne sait comment, par l'absence totale de mouvement, l'oubli de soi et la magie de l'exécution, la reproduction de la vie la plus humble atteint au charme de la musique.

Ce côté poétique et de peinture pure attirait encore ce raffiné vers un maître français assez mal vu de son temps, et qui, après d'immenses succès, venait de mourir, en 1805, octogénaire et oublié. Le dixain de Greuze réuni par Valedau est unique. Ce qui prouve bien que l'amateur savait ce qu'il voulait, c'est qu'il a pris garde de ne choisir que des Greuze ravissants. Greuze est l'exemple d'un peintre gâté par la littérature. Ce n'en est pas moins un beau maître, toutes les fois qu'il ne moralise pas, un peintre avec des dons charmants et un sentiment rare de la beauté chez l'enfant ou la très jeune fille. *La jeune fille vue de dos*, cette souple hélice d'une nuque charmante, ces beaux yeux qui sourient par-dessus une si tendre épaule, sont un morceau qui suffirait à la gloire d'un maître. J'aime moins la *Prière du matin*, tableau célèbre, mais déjà un tableau maniéré. Cette toile fait pourtant rêver :

on songe à un Greuze qui fût resté dans sa province, n'eût pas connu de philosophes, et qui aurait passé son temps à peindre pour des paroisses de village; forcé de méditer sur des thèmes vénérables, il n'aurait pas été tenté de prêter de l'importance à des sujets frivoles, et de suppléer à l'insignifiance par l'exagération et la sensiblerie; il aurait peint des *Saintes Madeleines* et des *Saintes Catherines*; il n'aurait pas connu la vogue; il n'aurait été qu'un grand peintre, et il aurait coulé en paix des jours ignorés et heureux. Ainsi soit-il!

Mais il faut convenir qu'il a créé un genre. Reynolds n'a rien fait de plus populaire que le *Petit Samuel*, si ce n'est *Master Hare*, ce gamin inspiré qui, d'un doigt spiritualiste, montre le ciel: et ce sont des Greuze anglais. Or rien de plus rare en France qu'un tableau de l'école anglaise. Le musée de Montpellier est à peu près le seul chez nous qui possède, grâce à Valedau, un Reynolds authentique. Le tableau est beau, un peu roux, dans ce bain d'or dont l'artiste a pris le secret à Rembrandt. N'était le chiffre qui nous renvoie au 1^{er} Livre des *Rois*, personne n'irait prendre ce *boy* à boucles blondes, à genoux dans sa longue chemise, que dépassent ses petons nus, pour le fils d'Anne, femme d'Elcana, auquel le Seigneur murmure la nuit: « Samuel! Samuel! »; mais quelle mère anglaise ne serait de complicité avec le peintre? C'était un obscur regret pour l'artiste et pour toutes les femmes de se voir privés, par le calvinisme, de ces beaux anges qui font le charme de Corrège, et où l'Italienne a le bonheur d'adorer, transfiguré, le fruit de ses entrailles. Le motif trouvé par Reynolds prête un objet à ce sentiment:

White as an angel is an English child! (1)

chantera bientôt William Blake (qui du reste exérait Reynolds). Ainsi, dans ce siècle rationaliste, commençait à se faire jour cette démission de la raison, cette nostalgie de l'innocence et de la pureté, cette idée que l'enfant, mieux que l'homme, communique avec le Père céleste et, si j'ose dire, cet attendrissement « dadaïste » de la Sainte-Enfance.

Il semble qu'en ces années de la seconde Restauration,

(1) *Candide* comme l'ange est l'enfant anglais.

après l'initiative de Fabre et de Valedau, il y ait eu vraiment dans la société de Montpellier un vif intérêt pour la beauté. On venait de découvrir l'Espagne. Louis-Philippe créait le musée espagnol du Louvre. La vente Soult, la vente Aguado mettaient sur le marché un lot considérable de peintures madrilènes ou sévillanes. Montpellier profita de l'occasion pour s'enrichir d'un Ribera et de deux Zurbaran noir et or qui sont encore une des parures du musée.

Mais la plus remarquable de ces acquisitions est la *Descente de Croix*, de Pedro Campana, réplique du retable de la cathédrale de Séville; dans cette série des grandes *Descentes de Croix* flamandes (Campana était de Bruxelles), qui va de l'Escurial à Anvers, et de Roger de la Pasture à Quentin Metzys et à Rubens, le tableau de Campana occupe la place centrale; c'est le dernier sommet de la peinture gothique, un chant funèbre, d'une tonalité de crépuscule, une voûte, un portique de deuil, de précautions et de sanglots d'où pend la blanche hostie, au-dessus d'un amas de femmes et de douleurs: un des plus nobles tableaux du monde, une méditation sur le thème de l'amour et de la mort, et sur cette mystérieuse vengeance où l'arbre de la vie, *arbor vitæ crucifixæ*, ainsi que la vigne, donne son fruit. Croissance d'une pensée nourrie dans les sanctuaires, et que le moyen âge lègue à la Renaissance! Murillo ne pouvait détacher ses regards du chef-d'œuvre. « J'attends, disait-il, que ces pieuses gens aient achevé de descendre mon Sauveur de la croix. » On voudrait qu'au musée de Montpellier ce tableau extraordinaire fût retiré de la presse et placé à part, dans un retrait favorable à la contemplation.

UN PORTRAIT D'AVED

Parmi les achats de cette époque, il y en a deux qui méritent une mention particulière et qui nous font rentrer dans l'école française.

L'un est un tableau anonyme, attribué aux Le Nain, et provenant de la collection Masclary. Deux jeunes gens, assis côte à côte, à mi-corps, en capes grises, avec le grand col de lingerie Louis XIII, copient le plâtre et dessinent d'après l'antique. Sujet immobile, éclairage égal et limpide, tonalités éteintes et finement argentées, une nuance de tendresse

sérieuse, comme dans la prose de Nicole ; point d'éclat, nulle adresse visible et même une certaine gaucherie, comme la pudeur d'un sentiment qui craindrait de surfaire. Il y a toujours eu chez nous, à côté des décorateurs, cette race modeste, ennemie du tapage et singulièrement homogène, des Le Nain à Corot, comme si c'était le même artiste qui repa-
 raissait par intervalles et sous différents noms, — celui qui a fait un jour l'*Homme au verre de vin*, du Louvre, ou le *Maître et son élève*, de Robert Lefebvre, ou le Philippe de Champagne du musée de Rotterdam, le merveilleux tableau des *Deux musiciens*.

Le tableau de Montpellier appartient à cette rare espèce. A première vue, rien n'empêcherait de le prendre pour une œuvre espagnole, du genre des *bodegones* du jeune Velazquez, si je ne sais quelle douceur et quelle intimité ne la signalaient française. Ces jeunes gens sont les frères aînés du *Petit dessinateur* de Chardin. La nature morte, le coin d'atelier, les moulages de mains pendus au mur, pourraient être d'un moderne, tel que Cézanne ou Dufresnoy. De qui est-ce ? On sait si peu de chose de notre xvii^e siècle ! Hier encore, le nom de Dumesnil de la Tour était presque inconnu. Je ne prendrai pas sur moi d'en prononcer un autre. Je préfère m'en tenir à cette signature générale d'une main française : la conscience, l'humble probité.

Le second tableau, acheté au marquis de Montcalm, passait depuis 1839 pour un portrait de M^{me} Geoffrin par Chardin. C'est seulement en 1896 que Maurice Tournoux reconnut, par une description contemporaine, qu'il s'agissait de celui de M^{me} Crozat par Aved. Et vingt-cinq ans plus tard, en effet, M. André Joubin lisait, sous une épaisse couche de crasse et de vernis, la signature en toutes lettres : Aved, 1741.

Ce n'est pas la seule méprise de ce genre qu'on ait faite, témoin le magnifique *Rameau* du musée de Dijon, qui porte encore le nom de l'auteur de *la Raie*. Il faut avouer qu'on peut se tromper de plus loin : Aved est cet ami de Chardin, passionné comme lui de Rembrandt, et que Chardin a peint, affublé d'une pelisse, au milieu d'alambics, plongé dans un grimoire, comme un Faust débonnaire, dans le beau tableau du Louvre, appelé le *Philosophe dans son laboratoire*. Cette fantaisie est un hommage au grand alchimiste de l'art,

au sorcier qui a enseigné par quelle magie une matière vile se transforme en beauté. Aved, comme Chardin, n'a de sa vie cherché que cela. Il n'a guère fait que des portraits. Au milieu des tricheurs et des enjoliveurs, des arrangeurs à la Nattier, de cet éternel travesti en Nymphes, en Flores, en Points du Jour, qui fait croire à une perpétuelle mascarade, et qui répond du reste à un goût de l'artificiel qui est aussi une vérité, il a cru qu'on pouvait se passer du mensonge et faire beau sans rien embellir.

Le portrait de Montpellier est son ouvrage capital : on l'avu triompher, aux *Chefs-d'œuvre des musées de province*, à la récente exposition de l'hôtel Carnavalet. Dans ce XVIII^e siècle qui fut par excellence le siècle de la femme, qui la divinisa, en fit presque une créature mythologique (non sans quelques faiblesses humaines), fille des Jeux et du Plaisir, on est étonné d'une figure si posée, si sage, si tranquille. Le modèle, c'est M^{me} Crozat, la femme du canal Crozat, de Crozat-Crésus, le nabab de la place Vendôme, l'homme qui fut un peu le Lesseps de son temps et qui finança le plus grand ouvrage du siècle de Louis XIV, le canal du Languedoc ou canal des Deux-Mers. En 1741, le tableau la représente telle qu'elle était pour ses noces d'or, au bout de cinquante ans de ménage : une dame âgée plutôt que vieille, belle encore, parfaitement droite, dans une dignité avenante et des bienséances d'aïeule. Le jour modèle avec douceur son visage aux traits nobles, enveloppé d'une neige de blondes et de ruches, et désigne la femme de tête, la personne de bon conseil qui tient le gouvernail des choses domestiques. On aurait envie de l'appeler madame la Présidente. Dans son négligé de taffetas blanc et or, garni en point d'Espagne, sous une merveille de coiffe en dentelles d'Angleterre, elle trône en personne que les richesses n'étonnent plus ; elle fait de la tapisserie, comme faisaient nos grand mères, et le cadre du métier forme à son buste un socle qui lui prête l'aspect monumental. Un livre et des conserves posés sur le coin du métier disent les habitudes de cette maîtresse femme. Une étoffe de soie, qui protège la tapisserie de la poussière, les pelotons de laine dans leur corbeille, un vase de la Chine dans l'ombre composent une harmonie pittoresque et intime, luxueuse sans ostentation, domestique et décorative.

Cette figure est un type. M^{me} Jourdain a fait du chemin depuis Molière. Sa petite-nièce Marie-Anne Legendre, fille du fermier Legendre, mariée au banquier Crozat, marque avec gloire la promotion d'une classe. Mère d'une duchesse et de deux marquis, ayant établi tous les siens à la cour et au Parlement, avec la même patience discrète qu'elle combine ses tons sur le canevas, cette sage personne est une puissance, une espèce de Colbert en jupons, une providence maternelle de couveuse et de poule de Houdan. Ainsi trône avec assurance cette majesté bourgeoise. Aussi importante en son genre que la grande Catherine, cette patronne du Tiers fait ici figure historique. Elle est chez elle en Languedoc, auprès du grand ouvrage qui est la gloire de son mari. Mais c'est peu, ce portrait de Minerve roturière, de la fermeté et du bon sens, est une image de la Française qui devrait être pour nous tous un portrait de famille.

HISTOIRE D'UNE VIERGE ET D'UN BUSTE

Il faudrait dire un mot des arts à Montpellier, dans cette ville qui n'a pas les antiquités de Nîmes et de Béziers, mais qui, durant le moyen âge, tant que Marseille dépendit du comté de Provence, fut la position avancée du royaume et la porte de la France sur la Méditerranée. Les guerres de religion lui coûtèrent force ruines. Peu de chose lui reste de sa splendeur médiévale. Les églises de Maguelonne et de Saint-Guilhem-le-Désert, dans d'incomparables solitudes, demeurent seules de ce grand passé, pour ennoblir la belle campagne montpelliéraine, avec l'élégante abbaye cistercienne de Valmagne. Dans le trésor de Roncevaux, le beau reliquaire d'émail incrusté de figures d'argent, témoigne de l'habileté des orfèvres de Montpellier et dit encore que cette ville était la grande étape sur la route des pèlerins et des trouvères qui reliait les sanctuaires de Saint-Gilles, de Montserrat et de Saint-Jacques. Pendant ces siècles, Montpellier fut la reine de la côte et un atelier de peintres et de sculpteurs, qui le cédait à peine à celui d'Avignon. Il ne subsiste de tout cela que la gracieuse *Vierge de miséricorde* peinte par Jean Miralheti, pour les Pénitents de Nice, qui atteste du moins le goût des maîtres de Montpellier.

Il y avait au centre de la ville une vieille église du ^{xii}^e siècle, appelée Notre-Dame-des-Tables, à cause des éven-
taires de maraîchers qui se pressaient sur son parvis. C'était,
et c'est encore aujourd'hui, la place du marché. La Révolution,
toujours pressée de faire la guerre aux idoles, jeta bas l'église
et la remplaça, sous prétexte de bien public, par une halle
à colonnes doriques, « dans le goût de Pœstum ». Dessein bien
digne de philanthropes : changer une pensée éternelle en une
pensée alimentaire et remplacer une idée chrétienne par une
ordonnance de police. Cette fois, les marchands chassaient
Jésus du temple et proclamaient que l'homme vit de pain. Mais
il est plus facile de démolir une église que de détruire un
culte. A l'une des colonnes « dans le goût de Pœstum »,
comme la fameuse Vierge du Pilier à Saragosse, reparut la
Madone des Tables, objet des dévotions des dames de la
Halle, de leurs prières et de leurs offrandes. La divinité sécu-
laire, protectrice des bonnes femmes, renaissait sur sa tige
comme un rosier repart du pied, et se riait des législateurs.
Elle insultait la République. Le ministère Combes, dans une
sainte fureur iconoclaste, prit une mesure radicale ; il rasa
sans pitié la jolie halle Louis XVI, coupable de n'être pas assez
désaffectée et de s'être laissé contaminer de réaction.

Peine perdue ! En dépit de ce zèle apostolique, le lieu
demeurait consacré. Sur l'emplacement de l'ancienne halle et
de l'église disparue, on ne trouva rien de mieux que d'ériger
un monument au prophète du marxisme et au Saint-Jean
Baptiste de la Sociale, Jean Jaurès. Le député de Carmaux,
émergeant de son socle à mi-corps, comme un diable de la
tribune, image de ce demi-grand homme, est une des pires
horreurs de la bondieuserie républicaine. Elle déshonore de
sa laideur une des plus belles villes de France. Son inaugura-
tion fut l'occasion d'une pompe symbolique et réparatrice,
dans le genre des vieux exorcismes. Paul Painlevé et M. Paul
Boncour, l'un pontife, l'autre enfant de chœur de la laïcité,
officièrent à cette cérémonie où le leader socialiste fut installé
solennellement à la place de la Madone et la « vieille chan-
son » remplacée par des cantiques humanitaires.

Du pied de ce monument burlesque part un escalier
souterrain, toujours souillé d'épluchures et d'immondices,
qui conduit à la crypte de Notre-Dame des Tables. Dans cette

crypte, fermée d'une grille, et assez proprement restaurée, la Société archéologique de Montpellier a recueilli quelques épaves de monuments défunts : un petit nombre de chapiteaux, deux magnifiques colonnes de marbre, provenant du porche de l'ancienne église, colonnes de feuillage, d'un modèle presque unique en France, rappelant les colonnes lotiformes de la primitive Égypte, la colonne d'acanthos de Delphes, ou la colonne végétale inventée plus tard par Philibert Delorme, et qu'il appelle l'« ordre français ». Une *Vierge de Majesté*, ouvrage d'un raffinement exquis, provenant du cloître de Saint-Guilhem, et deux bas-reliefs d'apôtres du cloître de Fontfroide, aussi précieux que les bas-reliefs de Silos, complètent la collection de ces émouvants vestiges. Avec la porte de Maguelonne et le bel autel de Saint-Guilhem, c'est tout ce qu'il reste de sculpture romane dans le pays.

Chose curieuse ! Cette sculpture n'est nullement de la famille des porches d'Arles et de Saint-Gilles : elle se rattache beaucoup plutôt au groupe de Moissac et de Toulouse, et particulièrement au style des *Apôtres* de la porte du cloître de Saint-Étienne, signés du fameux Gilabert. Montpellier ne possède pas de plus beaux titres de gloire que ces pierres vénérables, qui attestent l'éclat de ses monuments au moyen âge et la part qu'elle prit dans l'admirable renaissance des arts au ^{xiii}^e siècle. Ces vieux ouvrages, aussi recherchés que le sont aujourd'hui ceux de l'archaïsme grec, feraient l'envie, s'ils étaient à vendre, d'un musée de Pittsburg ou de Chicago. Mais qui irait les soupçonner dans le caveau ignoré où ils gisent, au bas d'un escalier infect, sous le monument absurde où pérorer et gesticuler un tronçon de Jaurès ? Il semble que dans le nouveau musée ces nobles débris mériteraient une place honorable et la charmante lumière du jour. Reliques glorieuses qui ouvrent à Montpellier l'histoire des siècles de la culture, et qu'il faudrait encadrer avec le même soin et la même piété qu'Athènes montre pour les restes des temps qui précéderent le Parthénon.

LOUIS GILLET.

(A suivre.)

LE VIEUX DRAME

MA sœur sort de chez moi. A trois heures, j'ai entendu ses deux petits coups de timbre. Nous annonçons ainsi notre rentrée, il y a une cinquantaine d'années. Ce rappel d'un passé lointain m'attendrit toujours. De mon cabinet, j'entends la voix restée claire : « Vous direz à monsieur que c'est sa sœur Yvonne. » Je crois un instant retrouver la silhouette d'Yvonne adolescente, ses beaux cheveux noirs que nous appelions des cheveux tragiques, — elle voulait à cette époque entrer dans la classe de tragédie du Conservatoire, — ses yeux d'un bleu-gris souriant...

— Bonjour, Hector. Tu as une mine superbe!

La voici dans ma bibliothèque. Elle jetait sans doute un regard hostile à tous ces livres mal reliés et mal rangés; à mon entrée, elle a retrouvé la grâce mondaine qui ne l'abandonne guère et qui fleurit en compliments. Yvonne est, depuis fort longtemps, M^{me} Émile Téchenard; la résonance un peu vulgaire de ce nom est le seul reproche qu'elle adresse à son mari. Lors des visites espacées qu'elle me rend, elle apparaît couverte, selon la saison, d'un tissu trop léger ou d'une fourrure trop somptueuse; mais elle s'arrange toujours pour que sortent du corsage ou du manteau, quelques-unes des plus grosses perles de son collier. Enfin, elle est coiffée d'un chapeau à la dernière mode, même si cette mode impose un bonnet espigle et planté de travers, gantée de frais, chaussée de neuf, passée, hélas! d'éblouissante, imposante. Les héros antiques s'enorgueillissaient d'avoir reçu toutes leurs blessures en plein visage. Ma sœur n'a rien d'une héroïne, mais les outrages du temps ont particulièrement affecté ses paupières et ses joues; ils ont incliné à la mélancolie le charme

ironique de sa bouche. Pour le reste, tel Brillat-Savarin qui entendait se contenir au majestueux, ma sœur s'est arrêtée au confortable. Elle n'a pas renoncé à dîner en ville, mais elle ne déjeune qu'avec un fruit et une tasse de thé sans sucre. Elle n'a pas engraisé au sens propre du terme, elle s'est arrondie. Il émane de toute sa personne cossue et péremptoire, massée, baignée, ondulée, surveillée, soignée par des experts, une sensation de confort étonnante.

Je l'introduis dans mon cabinet. Je lui apporte le fauteuil qu'elle préfère, ni trop haut ni trop bas, pas trop moelleux pour qu'elle puisse s'en dégager sans peine. Nous échangeons des propos de coiffeur à cliente sur la température, le fait divers du matin, le scandale de la veille, l'incertitude de l'avenir et les meilleures façons de se protéger de la grippe. Je n'avais pas vu Yvonne depuis quatre mois. A sa dernière visite, mon ascenseur était en réparation. Or, j'habite au deuxième étage, l'escalier est facile et ma sœur a le cœur robuste et des jambes restées alertes. Elle avait laissé à la concierge, pour me les remettre, ces mots griffonnés sur sa carte : « Mon cher Hector, je suis désolée de cet arrêt d'ascenseur, mais, à nos âges, on ne maintient sa santé qu'en évitant les efforts inutiles. » Elle évite, en effet, les efforts inutiles et les chagrins qui ne sont pas obligatoires. Quand un pessimiste se plaint de la dureté de l'époque, de la cherté des vivres, énumère ses maladies et se répand en prédictions funèbres, elle l'écoute, le plaint et l'approuve, mais elle ne l'invite plus. Quand je suis malade, elle ne prend de mes nouvelles que par le téléphone, car elle érige en principe que, pour elle, par la faute d'une curieuse idiosyncrasie, toutes les maladies sont contagieuses. Elle affirme que, venant de consoler une amie qui s'était cassé la jambe, elle a ressenti trois jours de suite, d'affreuses douleurs dans le mollet droit : « Car, explique-t-elle, ma sensibilité est incroyable : elle fait la stupéfaction des médecins. »

Il y a quatre ans que je ne vais plus chez elle. Je ne suis pas fâché avec mon beau-frère, mais sa vue, son caractère, le son de sa voix surtout m'horripilent. Émile est petit, glabre, resté vaguement blondinet : une sorte de ci-devant jeune homme qui se dresse sur la pointe des pieds et brandit vers le ciel un index menaçant quand il veut asséner une vérité pre-

mière sur le crâne de son interlocuteur. Il prend alors une voix aigre qui m'inflige la migraine et cette voix, déjà insupportable, il l'enfle encore pour étouffer la contradiction qu'il pressent. Nous n'avons jamais eu une discussion. J'ai fui. Pour expliquer mon absence à ses réceptions, il dit : « Nous nous aimons beaucoup, mais Hector, en vieillissant, est devenu si bavard qu'il redoute les endroits où il n'est pas le seul à parler. » Il fait valoir sa fortune avec dextérité, collectionne de hideux tableaux, surveille le chauffage central, établit des menus compliqués et offre, chaque jour, de nouveaux motifs d'admiration à sa conjointe extasiée.

Je ne cacherai pas que mon plus sérieux grief à son égard, vient de ce qu'il méprise ouvertement mes travaux d'histoire et d'archéologie. Si j'ai eu quelque vanité, j'en suis guéri, mais il m'est impossible de fréquenter un être qui déteste mes enfants, c'est-à-dire mes livres. Pour mieux me combattre, il me lit et il a cherché bien souvent à m'entraîner dans un tournoi oratoire. J'ai préféré me déclarer vaincu d'avance, non par ses arguments qui sont puérils, mais par la vrille de son fausset.

Mon beau-frère est un sot. Il a réussi, par suite de hasards successifs, à réaliser une immense fortune. Il pourrait, s'il consentait à livrer les détails de cette ascension, présenter un intérêt, mais c'est le seul sujet qui n'inspire pas son éloquence : il préfère discuter art, histoire, archéologie, littérature où il n'entend rien. Ma sœur, sans être intelligente au sens profond du terme, ne manque pas d'esprit. Et elle aime depuis quarante ans cet imbécile, dont le seul mérite, à mes yeux, est de la rendre heureuse. Notre père, graveur de talent, voué à d'humbles tâches, était lettré, humain, généreux, enthousiaste. Ma mère, c'était maman. Nous avons grandi, Yvonne et moi, dans une atmosphère de bonté et j'ajouterai de gaieté qui a préservé notre jeunesse des basses préoccupations dont les familles de condition modeste sont assaillies, quand nul rayon ne vient éclairer leur pauvreté. Nous n'avons connu la question d'argent que plus tard, moi quand un héritage réalisé par ma pauvre femme m'a enrichi, Yvonne quand Téchenard commença de compter par millions.

Du passé, ma sœur n'a gardé que le souvenir de cinq étages, — sans ascenseur, — et de problèmes domestiques.

Malgré quarante années de luxe et de grands dîners, elle est encore éblouie par la vaisselle plate, les nappes damassées, les orchidées dans le surtout de table, les diamants de ces dames et la conversation de ces messieurs. On riait si bien, chez nous ! Yvonne a perdu le sens du comique. Je crois qu'elle en a toujours été dépourvue et que, dans son for intérieur, elle nous désapprouvait ; mais elle était jeune et si jolie que, par une injustice courante, on lui accordait toutes les qualités d'âme.

Jamais elle ne me présente d'observations, car elle est sociable et d'une politesse raffinée ; mais tout, chez moi, la choque et la navre. Que je n'habite pas comme elle un quartier élégant, passe encore. Étant donné mon caractère de savant un peu maniaque, elle me verrait à la rigueur dans une rue déserte, au fond d'un quartier studieux. Mais je loge rue Tronchet et elle abomine la rue Tronchet, comme les tableaux dont je m'entoure, la couleur de mes rideaux et l'étoffe de mes vêtements. Elle ne me renie pas, certes, mais, à quelques personnes qui lui parlaient de moi avec sympathie, elle a riposté : « Mon frère ? Je l'adore... Un peu ours par exemple. A vingt ans, il vivait déjà dans ses paperasses et il n'y avait pas moyen de le sortir de ses bouquins. » Téchenard ne me hait point, mais il doit attendre ma mort avec une certaine impatience pour foncer en héritier dans cet appartement dont il refuse de franchir la porte depuis que je m'abstiens de franchir la sienne, et surprendre là je ne sais quels secrets qui lui permettraient de déclarer à sa femme : « Voilà donc ce qu'était ton frère ! Tu me rendras cette justice que je m'en étais toujours douté. »

Après vingt minutes de conversation oiseuse, Yvonne vient de me quitter. J'ai vu que ses souliers trop étroits marquaient un énorme bourrelet sur son cou-de-pied et j'ai pu constater qu'elle s'était tirée avec une certaine difficulté de son fauteuil, pourtant choisi. Elle m'a envoyé *in fine* : « Cela sent le tabac chez toi ! Comme tu ne fumes pas, tu devrais le faire remarquer à ton valet de chambre. A bientôt. Tu as toutes les amitiés d'Émile. »

Nous nous embrassons. Elle disparaît avec une rapidité un peu essoufflée... Mélancolie ! Il n'est pas quatre heures, mais Yvonne a dissipé les atomes légers du travail. Elle emploie, pour désigner le mien, ces mots atroces : « Paperasses et bou-

quins », alors que j'éprouve une sorte d'émotion devant une feuille de papier, même blanche, et un livre, même des plus courants. Elle voit ma grimace quand « paperasses » ou bouquins » lui échappent et elle se met à rire. Et je lui pardonne, car dès qu'elle rit, je n'ai plus en face de moi cette grosse dame pétrie d'onguents et d'idées toutes faites, mais ma petite Yvonne de 1890.

D'habitude, j'ai des amis à dîner. Ce soir je resterai seul. Je n'invite personne le jour où j'attends ma sœur, car elle me laisse dans un état d'irritation qui ferait de moi un hôte détestable. Aujourd'hui, elle ne m'a vanté que succinctement les précieuses vertus de son époux ; elle a bien voulu négliger de me mettre au courant des mariages, divorces, ruines ou gains des personnes de son entourage. Pour la première fois, elle a consenti à m'écouter quand je lui parlais du passé. Et même elle a joint ses souvenirs aux miens. Elle vieillit.

Peut-être comprend-elle aussi que c'est pour cela et pour cela seulement que sa visite ne m'est pas importune. J'exècre l'époque présente. Un jeune journaliste étant venu m'interroger à ce propos, j'eus le courage de lui répondre que ce temps de simili, de provisoire, de vacarme et de dureté m'inspirait du dégoût. L'article fit du bruit. On me traita de fossile et je m'en réjouis. Pour m'évader, je m'enferme. La rue que j'aimais tant m'est devenue odieuse. Un automobiliste pressé qui me klaxonne aux oreilles que je dois me ranger et vite, me laisse rouge de fureur comme s'il m'avait souffleté. J'ai de jeunes amis. J'écarte ceux qui tiennent un langage de garagistes ou de courtiers, qui parlent d'argent avec la tendresse que nous mettions à parler d'amour et d'amour comme nous parlions de chevaux ou de baccara. Les plus sinistres encore me paraissent les gaillards de mon âge qui suivent le train, se meublent avec de la toile cirée blanche, des tubes de nickel et des tables de verre et qui font les aliénés en voiture, sur la grande route. Ils sont satisfaits des mœurs actuelles qui protègent leur grossièreté native et leur ignorance. Je ne suis pas ennemi du progrès ; je suis furieux de l'usage que ces gens en font, que la T. S. F., par exemple, soit un agent de transmission pour musiques foraines et vains discours, et que tout concoure à tracasser un pauvre diable de mon genre qui, s'étant appliqué à laisser le monde en paix, n'arrive pas à

comprendre pourquoi le monde entier se ligue pour l'accabler.

Après le départ de ma sœur, je rejetai les feuilles du jour et je me réfugiai dans une collection de l'année 1878. Je regardai quelques images. Je vis, barbe et cheveux de neige, Victor Hugo prononçant une allocution au théâtre de la Gaité; quelques aspects de l'Exposition universelle; le ballon captif des Tuileries...

Tout à coup, mon regard s'arrêta sur cette rubrique : *Distributions de prix*, et je cherchai celle de mon collègue. J'y figurais à la première place, car j'ai été un bon élève. Je le suis resté, d'ailleurs, et quand mon devoir quotidien est manqué ou même que je ne l'ai pas écrit de façon bien lisible, je ressens la petite douleur du remords d'antan. En 1878, je trouvais les noms d'amis dans les distributions de prix; plus tard, je les découvrais dans les listes d'admission aux grandes écoles, puis dans ce qu'on appelle les Mondanités, puis dans les distinctions honorifiques et enfin dans les nécrologies... J'en suis là...

Que sont devenus ces camarades signalés en même temps que moi à la vénération des foules pour leur science en grec, en latin ou leur valeur en gymnastique?... Passés aux nécrologies! Voici pourtant Cornèche qui était si fort en géographie et qui chante encore l'opérette en province; Grault qui écrivait de beaux vers et dont le nom brille par intermittence dans la politique; Pansier que je fréquente toujours, malgré son insignifiance, car il est le seul à avoir connu mon père et ma mère; Maurice Klux...

Je dépose le volume... Vingt fois dans ma mémoire, ce léger fantôme était passé; il s'enfuyait aussitôt. J'avais besoin, pour que mes souvenirs se précisassent, du nom que je viens de lire et que j'avais oublié...

Il était mon ami... Je l'évoque, je le revois, beaucoup plus grand que moi; il avait seize ans quand je n'en comptais que treize. Retardé dans ses études par une grave maladie, il était resté très maigre, un peu voûté, un peu aussi « dans la lune », comme disait ma mère, et incapable d'attacher son attention sur les sujets qui ne présentaient pas une face éternelle. Ses parents s'étaient retirés en province; mais ils n'avaient pas voulu, laissant leur fils à Paris, qu'il fût interne. Il logeait donc chez un oncle fort répandu dans les milieux de plaisirs,

qui se couchait tard et se levait vers deux heures de l'après-midi. Ils ne se rencontraient guère que le dimanche. Le reste du temps, Maurice était seul. Il n'en concevait nulle amertume, car il ne s'occupait jamais de lui-même. Il me paraissait une réincarnation masculine de Cendrillon, mais d'une Cendrillon contente de son sort et qui se réjouirait de voir les autres aller au bal.

Par quel phénomène d'ingratitude n'avais-je gardé presque rien dans ma mémoire du malheureux garçon à qui je dois tant? Mes parents étaient décidés à encourager ma vocation quelle qu'elle fût : « Même danseur, plaisantait mon père, si tu dois égaler Vestris. » Ainsi il ne s'était pas opposé à ce que ma sœur étudiât pour le théâtre, car, selon lui, elle ne pouvait être qu'une Rachel, en plus jolie. Quant elle opta pour le mariage bourgeois avec Téchenard, je crois qu'il en éprouva, sous sa joie apparente, comme une déception...

Malheureusement, ma propre vocation n'était pas encore définie. J'étais modeste, ce qui me fermait l'accès d'un grand nombre de carrières libérales. Ne faut-il pas à treize ans rêver de surpasser Homère pour écrire, par la suite, de petits romans ou de petites chansons? J'aimais les livres. J'avais besoin de gagner ma vie. Je résolus de devenir libraire. Mon père m'amena chez le sien qui eut un haut-le-corps à l'énoncé de mon ambition.

— Ne faites jamais cela, mon jeune ami, s'écria-t-il, c'est le dernier des métiers! Puisque vous aimez les livres, pourquoi n'en écrieriez-vous pas?

— C'est que, riposta mon père, ce sont justement des écrivains qui lui ont conseillé de devenir libraire!

Je rentrai consterné... Je connaissais cette page des *Confessions* où Jean-Jacques déclare trouver l'origine de tous ses maux dans le fâcheux conseil que lui donnèrent ses amis de livrer son nom et son âme au public. Un humble spécialiste de contes pour la jeunesse venait parfois à la maison. Je le tenais pour un phénomène de bravoure : il affrontait le lecteur; il affrontait la critique : « Jamais je n'aurai ce courage », dis-je à ma mère qui me conseilla d'attendre et de remettre ma décision à plus tard.

Maurice Klux devina mes inquiétudes et il m'en tira. Nous étions dans la même classe. Il avait le plus grand mal à

suivre les cours, ayant passé près de deux ans dans son lit ou sur une chaise-longue et ne pouvant faire que de courtes lectures. Nos condisciples, bruyants et railleurs, le paralysaient. Il décourageait, par une sorte d'hébétude, la bonne volonté, voire la pitié de nos maîtres. Relégué parmi les élèves médiocres, il les assistait de son mieux, sans être payé de retour. Lors de notre premier entretien, je lui conseillai d'abandonner ces goujats. Il me fit un grand geste de bras qui signifiait : « Tu as raison, mais je ne pourrai jamais ! » Et pour éviter qu'il fût encore question de lui, il me parla longuement de mes succès scolaires, des possibilités qu'il envisageait pour moi.

Comme je n'étais pas attendu par mes parents, il me proposa de poursuivre cet entretien chez l'oncle qui l'hébergeait : « Tu n'as pas besoin d'avoir peur. Il ne rentre que le soir pour s'habiller. » Nous arrivâmes dans une vaste maison, rue de la Chaussée d'Antin, où cet ex-beau du second Empire avait établi ses pénates. Maurice me montra des choses curieuses : une collection de fouets de chasse et de cravaches, des cendriers de toutes formes et de toutes couleurs, émanant de restaurants célèbres et, dans une vitrine, une robe que je vois encore, de taffetas rose à petits nœuds bleu de ciel. J'interrogeai mon ami au sujet de cette robe. Il me répondit :

— Je ne sais à qui elle a appartenu. Cette personne n'existe plus, sans doute. En tout cas, quand mon oncle passe le matin devant la vitrine, il ne manque pas de s'arrêter et il murmure avec émotion : « Bonjour, Léonie », ce qui te prouve qu'il a du sentiment.

Le pauvre Maurice s'occupait de son oncle, comme il s'occupait de ses camarades. J'appris que, prolongeant sa jeunesse au delà des limites permises, ce dandy sur le retour rentrait parfois malade après souper... Il n'éveillait pas son neveu, mais il geignait avec tant de force que celui-ci, sachant de quoi il retournait, se levait en hâte, déshabillait le vieillard, le couchait, le bordait et lui apportait une tasse de camomille...

Maurice occupait, au bout de l'appartement, près de l'office, une petite chambre qu'il nettoyait lui-même : « Tu comprends, je suis un peu comme l'invité et je ne dois pas ennuyer les domestiques ! » Il m'installa, courut à la cuisine, revint avec un plateau chargé, me versa une ration

trop copieuse de sirop, et comme je protestais, s'écria : « C'est meilleur quand il y en a beaucoup. » Il n'eut de cesse que j'eusse dévoré tous les biscuits. Il me regardait manger et boire avec ravissement. Songez : sa première réception ! Le goûter achevé, il m'interrogea sur mes espoirs. Je lui contai ma visite au libraire, mes incertitudes. Quand je me tus, il resta une minute silencieux ; il réfléchissait avec une **contention** extraordinaire, un peu à la façon des somnambules extra-lucides avant la prédiction. Il me posa encore quelques questions et il me dépeignit cet avenir, pour moi imprécis, d'une façon si nette que je le vis surgir tel qu'il devait être et tel qu'il fut, en effet :

— Tu as besoin, m'expliqua-t-il, de t'appuyer sur des textes ou sur des observations. Cela ne t'empêche pas d'être poète. Ne crois pas que l'on soit poète parce que l'on écrit correctement des vers inutiles. Tu seras poète, je l'affirme, mais à ta façon, et quand tu auras trouvé une base solide pour ton inspiration. Tu es un timide, un consciencieux. Il le faudra, si tu veux donner ta mesure, être étayé par des documents. N'envie pas notre camarade Boisin qui gribouille des vers d'amour imités de Musset... Cela ne sera jamais ton genre... Réjouis-toi : tu n'auras pas, comme ces messieurs dont l'œuvre reflète les passions, la vieillesse lugubre de ceux qui n'ont chanté que l'amour et qui sont obligés de continuer, même quand ils n'ont plus de voix. Ils n'étudient qu'eux-mêmes. Tu auras tout l'univers... tous les temps... Tu seras historien...

Le surlendemain, mon père et ma mère reçurent Maurice avec d'autant plus d'empressement que je leur avais parlé de sa solitude. « Venez ici tant que vous voudrez, lui proposa ma mère, vous êtes chez vous. » Il me parut plus encore étonné qu'ému de cet accueil. Je devinai ses parents différents des miens et confinés dans un égoïsme recuit. Ne m'avait-il pas confié avec un sourire navrant : « Quand j'étais si malade, ils disaient que je faisais semblant de tousser, pour qu'on me plaignit!... »

Bientôt je l'amenai presque tous les après-midi. Je pense que l'amour ne combla jamais de plus de joies deux cœurs naïfs, que ne le fit notre amitié. Nous rentrions du collège en flânant. Je lui demandais de venir à la maison, il protestait qu'il n'entendait pas nous déranger, mais il me prenait le bras

et il me forçait à presser le pas. Il avait appris chez nous la douceur du foyer. Malgré la sévérité d'un budget que la moindre dépense supplémentaire faisait trébucher, ma mère gardait une fois par semaine mon ami à dîner. On n'avait pas à prévenir l'oncle qui ne s'apercevait pas plus de l'absence que de la présence de son neveu. Maurice, transfiguré, plaisantait et jouait même comme un enfant avec ma sœur Yvonne qui lui envoyait de grandes tapes sur l'épaule, riait avec lui et le méprisait de tout son cœur. Maurice était en pleine fièvre philosophique. Il s'habillait en dépit du bon sens, alors que l'oncle lui avait ouvert un crédit chez son tailleur, son bottier et son chemisier. Il était fort distrait. Un soir, Yvonne lui fit de grands compliments sur sa cravate, qu'il avait oublié de mettre : « Je suis bien content qu'elle vous plaise, lui dit-il, j'avoue que je ne m'intéresse guère à mes costumes, mais les cravates, c'est, dans notre uniforme lugubre, un petit rappel des joyeux satins du XVIII^e siècle. Je les choisis avec plaisir. » Ayant dit, il porta la main à son col, se regarda dans un miroir, et blêmit. Yvonne lui persuada, avec le plus grand sérieux, qu'une cravate d'habit, un petit nœud en piqué blanc, irait fort bien avec son complet beige. Elle prit une de ces cravates dans la commode de mon père et le pauvre Maurice, affublé par ses soins, poitrinait avec orgueil...

Il la croyait aveuglément, quoi qu'elle dit...

UNE pensée me vient tout à coup, si absurde que j'essaie de la chasser, absurde et hallucinante... J'ai peut-être tort de fouiller les ténèbres de ce passé, de procéder à une sorte d'investigation policière... Je vais céder encore à ma manie professionnelle et reconstituer... Ma mémoire était plus honnête que moi, elle reléguait dans l'ombre tout ce que je devrais laisser dormir... Allons! Reprenons le travail, mes notes sur Chrétien Wechel, « imprimeur célèbre à Paris avant le milieu du XVI^e siècle. Il était si correct dans ses éditions que l'« Errata » d'un in-folio ne contenait parfois que deux fautes... » Mais Chrétien Wechel ne m'intéresse plus... Je repousse les notes...

Je vois maintenant, pour la première fois, l'expression adorante de Maurice pour Yvonne, cette supplication qui passait dans sa voix quand il lui parlait, une inflexion trem-

blante qui signifiait : « Ne vous moquez pas trop de moi ! » Nous causions, Yvonne entraît, et comme elle vient de le faire dans mon cabinet, elle dissipait instantanément les fins atomes. Toute irruption de ce genre eût semblé fâcheuse à mon ami. Celle d'Yvonne l'enchantait. Il se laissait ridiculiser par elle, comme un grand chien, vexé mais éperdu de tendresse, se laisse taquiner par un enfant. Il se taisait, lui dont les phrases avaient parfois de fulgurants raccourcis, pour écouter le futile verbiage de ma sœur. Agacé, je criais à l'intruse : « Tu ne t'intéresses qu'à des turpitudes. Tu nous embêtes ! » Il m'envoyait un regard chargé de reproches. Je ne m'apercevais de rien, trop jeune et, aussi, peu enclin par nature à comprendre les souffrances de cet ordre.

En général, il ennuyait assez Yvonne pour que, très vite, elle courût se réfugier dans sa chambre. Au bout de quelques minutes, Maurice me glissait avec une fausse désinvolture : « Tu pourrais dire à Yvonne de revenir ; après tout, elle ne nous dérange pas... »

Il l'aimait et... Assez ! Je vais m'habiller, sortir. Je dînerai à mon cercle ; cela ne m'est pas arrivé depuis un an... Mais non... Pas d'hypocrisies... Je sais trop que je vais m'obstiner, reconstituer le vieux drame avec mes souvenirs... Mais je n'ai plus que des hypothèses... Qu'importe : reconstituer, n'est-ce pas surtout deviner ?

La date d'abord... la date de cette mort... J'ai de l'ordre. Je retrouve le faire-part... 17 février 1882... Maurice Klux... à l'âge de dix-huit ans...

Le 14 février 1882, l'oncle de Maurice rentre à trois heures du matin. Il se sent souffrant. Il appelle son neveu qui ne lui répond pas. Surpris, il le cherche : le lit n'a pas été défait. L'oncle croit à une escapade. Il se couche. A sept heures, on le réveille : « Monsieur, on vient de trouver monsieur Maurice dans le placard de la salle de bains. — Il est saoul ? — Non, monsieur, il est mort. »

Une balle dans le cœur. Par discrétion, pour ne pas faire plus de bruit en se tuant qu'il n'en avait fait dans sa brève existence, mon ami s'était enfermé dans ce placard après en avoir soigneusement retiré les vêtements qui y étaient pendus. Personne n'avait entendu le coup de revolver...

Ma peine fut immense. Je me demandais comment Mau-

rice avait pu me quitter ainsi. Je lui gardai une rancune désolée. Mes parents m'expliquèrent : « Un accès de fièvre chaude. » En 1882, on mettait tous les suicides sur le compte de la fièvre chaude. J'accusai, moi, les livres de philosophie que mon ami dévorait. Il s'était fatigué, peut-être, de ne trouver d'intérêt qu'à la vie des autres. J'attribuais aussi des motifs scolaires à cette détermination. Pas une seconde, je ne songeai : « Il aimait Yvonne et il a compris qu'il ne pourrait jamais être aimé d'elle »... Mon innocence était absolue, protégée par la vie familiale, l'éloignement que m'inspiraient mes camarades « dégourdis » et par mon ami qui, plus âgé que moi et plus renseigné, évitait avec soin, dans nos bavardages, les sujets scabreux ou même sentimentaux...

Plus tard, quand cette vieille tragédie me revenait vaguement à l'esprit, j'accusais encore la philosophie... Deux autres de mes condisciples s'étaient tués, l'un parce qu'il ne découvrirait, selon la lettre qu'il laissa, « aucune raison valable de vivre », l'autre parce qu'il avait échoué au baccalauréat. Assimilant le cas de Maurice à ceux de ces adolescents, je classai l'affaire... Mes parents, pour me donner un peu de vacances, m'amènèrent dès la Pentecôte en Normandie. Là, Yvonne revit Têchenard qui lui avait été présenté au cours d'une soirée chez des voisins. C'était alors un petit jeune homme agité, grand meneur de cotillons, qui valsait à ravir, et préludait par beaucoup de gentillesse à tant de solennité. Ils revinrent fiancés... Au cours du bal de contrat, je connus moi-même celle qui devait être ma femme. J'oubliai...

Aujourd'hui, je réalise : Maurice s'est tué pour ma sœur Yvonne. Après quelles déceptions, quel désespoir enfantin ! S'il avait pu franchir cette crise, attendre huit jours, quinze jours, un mois, ils seraient maintenant un monsieur âgé, à l'abri des orages, qui me dirait en manière de plaisanterie : « Tu ne t'es jamais douté que j'ai été follement amoureux de ta sœur ! Amoureux à mourir ! » Il y a ainsi des drames heureusement évités, dont la conclusion est un sourire...

Je devine que mes souvenirs vont se préciser, que j'en arracherai d'importants à ces coins d'ombre où ils se réfugient encore et que le soupçon va devenir réalité, dans une lumière éclatante. La jalousie de Maurice... Un importun était venu chez nous, un jeune garçon très élégant, envers qui mon ami,

si empressé d'ordinaire, s'était montré presque impoli... Un détail effacé le soir même et qui me revient par miracle : j'avais surpris Maurice le visage caché dans un fichu de mousseline laissé par Yvonne. Il se croyait seul. Il parut décontenancé, rougit et m'expliqua : « Je voulais savoir si c'était de l'iris ou de la violette... Je crois que c'est de la racine d'iris. » En réalité, il couvrait ce fichu de baisers. Je n'attachai aucune importance à son trouble. Il était si timide ! Je roulai le fichu en tapon et je l'envoyai dans l'antichambre en m'écriant : « Ça lui apprendra à avoir de l'ordre. »

Un dimanche matin, nous étions allés tous les trois au Palais de l'Industrie où se tenait alors le Salon. Maurice héla un cocher et nous primes place dans une voiture découverte qui nous mena aux Champs-Élysées, par une adorable matinée de printemps. Yvonne était installée entre nous deux... Nous plaisantions. Et ma sœur s'écria : « Mais qu'y a-t-il ? Hector, regarde donc cet idiot qui a des larmes dans les yeux ! » Maurice bredouilla : « Je ne sais pas... Il fait si beau !... Je suis trop content, alors je pleure... ça m'arrive quelquefois. Ne faites pas attention. » Recommandation inutile. Une minute après, nous ne pensions plus à Maurice qui versait des larmes parce que le printemps lui donnait une joie trop forte. J'étais tout au plaisir de la promenade, de la visite au Salon et Yvonne étrennait une robe neuve.

Dire que ce matin encore je croyais avoir été très sensible, autrefois... Je n'ai rien compris... Si les rôles avaient été renversés, Maurice aurait compris, lui. Il m'aurait consolé, guidé, sauvé...

On sonne... Diversion opportune. Un de mes jeunes disciples se présente. Je lui propose de sortir. Il entend me débaucher, et il m'entraîne dans un salon de thé où l'on joue, paraît-il, de l'excellente musique. « On y danse encore un peu, mais dans un coin et plutôt pour rappeler l'époque héroïque ! » J'accepte. Je ne veux plus penser au pauvre roman.

Nous arrivons dans une salle mauve et or, pourvue de miroirs immenses. Il y a un peu de monde, mais grâce aux miroirs cela fait une foule. On joue une valse de 1900, et je me demande si ce n'est pas en mon honneur. Tout à coup, un monsieur se lève, un monsieur qui n'est guère plus grand

debout qu'assis. Je reconnais mon beau-frère. Il goûtait avec deux dames qu'il abandonne à mon bénéfice.

— Hector ! Il faut venir ici pour vous rencontrer ! s'écrie-t-il sur un diapason atténué et affectueux.

— J'allais vous le dire.

— Venez donc dîner à la maison. Tout le monde nous croit brouillés. Or, il n'y a jamais eu de nuage sur notre amitié, n'est-ce pas ?

— Aucun.

— Je ne vous demande pas de venir ce soir. Vous voyez, je prends le thé avec deux dames de la colonie étrangère et je dois dîner au cabaret avec leurs maris qui ont à me parler d'une affaire importante et confidentielle. Notre prestige est en jeu... J'entends : notre prestige national...

Il s'embrouille visiblement. Il cherche à placer avec naturel cette phrase qu'il sort enfin :

— Si vous voyez Yvonne, inutile de lui dire que vous m'avez trouvé ici...

— Entendu !

— Les femmes sont extraordinaires... Elles imaginent tout de suite des choses... Nous dirons que nous nous sommes rencontrés dans la rue... Rue Saint-Honoré...

— Compris !

— Merci. Mais vous venez dîner demain. Neuf heures, en veston. Il n'y aura que vous.

Il retourne à sa table. J'entends une des dames de la colonie étrangère qui s'écrie avec le plus pur accent de Montmartre : « Tu te décides ! Ce n'est pas malheureux ! » Conviée au silence par un geste impératif de Téchenard, la dame me jette un coup d'œil meurtrier changé bientôt en œillade caressante, une œillade qui s'excuse, car Émile a dû murmurer : « Tais-toi donc ! C'est mon beau-frère ! »

Le lendemain, j'arrive à neuf heures, ayant diné, car je ne peux me plier aux nouveaux horaires de repas. Yvonne me reçoit dans l'intimité : elle est étendue sur un canapé ; elle m'oppose un visage recouvert d'un produit luisant sous lequel il apparaît rose, à peu près comme une fleur enveloppée dans du papier-cristal.

— Tu es souffrante ?

— Non. Je nourris ma peau.

— Il est bien d'être charitable !

— Ne m'embrasse pas, à cause de cette gélatine... Assieds-toi... Tu as rencontré Émile, hier ? où au juste ?

— Ma foi, je ne me souviens plus. Mais pourquoi cet interrogatoire ?

— Il devait aller à Saint-Germain...

— Il aura changé d'avis.

— Probablement... Je ne veux pas l'ennuyer... Vois-tu, Hector, j'avais cru qu'à un certain âge je pourrais enfin me reposer... Non... Il faut lutter encore, garder aux pieds des souliers qui font mal, quand on aurait envie de passer de bonnes pantoufles...

— Qui t'en empêche ?

— Un mari de soixante-cinq ans qui en paraît trente-quatre...

Je sursaute :

— Yvonne, si cela peut te rendre service, je te garantis qu'Émile paraît soixante-quatre ans ou soixante-six ans...

— Un jeune homme, te dis-je !

— Un jeune homme desséché !

— Oh ! je ne te croyais plus fâché !

— Je ne suis pas fâché, je vois clair !

— Moi aussi : il est resté svelte et gamin... Ah ! tu ne peux comprendre... Tu n'as jamais été beau. Tu n'as jamais été adoré... Au fond, je suis malheureuse... Émile me couvre de cadeaux ; mais à chaque cadeau, je lui impute un remords, ce qui fait que les présents ne me causent plus aucun plaisir... Il se détache de moi... Il regarde les autres femmes avec... je ne sais comment t'expliquer cela... une sorte de gourmandise...

Ma pauvre sœur va sangloter sous sa gélatine. Je lui affirme, au risque de la mettre en fureur, que son mari est incapable d'inspirer à une jeune femme un sentiment autre que le respect... Et je brusque :

— Hier, j'ai rangé de vieux papiers...

— Toujours tes paperasses !...

— Non : de vieux papiers... J'ai retrouvé une lettre de faire-part... Tu te souviens de Maurice Klux qui venait à la maison... ce grand, tu sais, si triste ?...

— Oui.

— Maurice...

— J'ai bien entendu.

— Je pensais à sa mort...

— Ce n'est pas d'hier...

— Sans doute... Mais une pensée bizarre m'a traversé l'esprit...

— Laquelle ?

— Des faits auxquels je n'avais attaché aucune importance m'ont mis sur la voie... J'ai compris que ce pauvre garçon t'aimait...

— Et qu'il s'était tué pour moi...

— Tu le savais ?

— Certes. Pourquoi se serait-il tué ?

— Le surmenage, certaines lectures mal digérées...

— Mais non. Il s'est tué par amour pour moi.

— Tu dis ça tranquillement !...

— Je ne lui avais pas demandé de m'aimer... Et puis, il y a si longtemps ! Il me semble qu'il s'agit d'une autre...

— Je suis bouleversé... Tu es sûre ?...

— Papa et maman ne t'en ont jamais parlé ?

— Jamais...

— Je n'étais pas idiote. Je comprenais qu'il ne venait que pour moi. Tu ne pouvais t'en rendre compte : tu étais un enfant... Je n'ai pas besoin de me justifier et si j'avais eu le moindre tort, je te le confesserais maintenant, puisque cette vieille histoire t'intéresse, mais je te jure que je ne faisais rien pour l'encourager, au contraire. Cette passion muette m'exaspérait. Je pensais : « Je n'aurai peut-être de succès qu'auprès de types de ce genre-là ! » Je n'étais pas méchante, seulement on n'a jamais vu accéder à l'amour par la pitié... Non, non, ce n'est pas le chemin. Il n'avait rien de reluisant, le pauvre, avec sa tête d'oiseau malade et ses longues pattes rouges... Il m'avait écrit des vers... Je regrette de les avoir déchirés ; ils étaient peut-être très beaux. Mais, à l'âge que j'avais, quand le poète est laid, on n'est guère disposé à lui trouver du talent... Mon seul tort a été de lui parler d'Émile... On fête mon anniversaire. Tu étais sorti pour chercher un saint-Honoré... La veille, j'avais rencontré Émile chez nos voisins... Il m'avait parlé mariage... oh ! vaguement... en principe ; c'était seulement notre deuxième entrevue... Ma joie tenait du délire...

— Mais l'autre, l'autre ?...

— Je lui ai expliqué que j'allais me fiancer. Je lui ai parlé d'Émile... Que veux-tu ? je le sentais épris, mais les trois quarts du temps, ces passions-là sont éphémères. Il m'a félicitée... Pendant que je parlais, il hochait la tête : « C'est très bien, Yvonne... Je suis content pour vous... » Seulement, — ce détail-là ne m'est revenu qu'après, — il avait glissé sa main à gauche, entre son gilet et sa chemise, comme si le cœur lui faisait mal... Quand il est sorti, il traînait un peu les pieds...

— Tu ne l'a pas rappelé ?

— Non. A quoi bon ? Que lui aurais-je dit ?... Et puis...

— Le suicide !...

— J'ai reçu une lettre de lui, mise à la poste quelques minutes avant, et que la bonne m'a apportée le matin, devant papa et maman, quand nous ne savions rien encore. J'ai lu à haute voix : « Ma chère Yvonne, je ne veux pas partir sans vous souhaiter un grand bonheur, — puisqu'il paraît qu'il y a des bonheurs humains... » Nous avons cru à un voyage, qu'il allait dans le Midi où il rejoindrait ses parents...

— Ensuite ?

— Nous avons appris le drame par les journaux et nous avons gardé le silence... J'étais fiancée, n'est-ce pas... Et quand ces histoires-là se propagent, tu n'ignores pas ce que l'on dit : « Il n'y a pas de fumée sans feu... Elle aura été coquette... » etc... J'ai brûlé la lettre. J'avais déchiré les vers... Fini...

— C'est terrible, Yvonne...

— Terrible... Crois-tu tout de même, la destinée... Si je n'avais pas rencontré Émile, je serais peut-être aujourd'hui Madame Klux... cinquième étage au fond de la cour...

Yvonne médita un instant. A l'évocation du suicide, un nuage avait voilé ses yeux souriants. Elle leva la tête et je lus, dans son regard redevenu serein, comme une fierté :

— Émile rentre, murmure-t-elle ; je l'entends... Tu devrais lui raconter tout cela... Pourquoi pas ? Et même, en ce moment, tu me ferais plaisir... : il n'a plus l'air de se souvenir que j'ai été très belle... Tu veux bien ? A quelque chose malheur peut être bon... Et si je lui disais moi-même, il ne me croirait pas...

HENRI DUVERNOIS.

LE MIRACLE DU MORIMOND OU LE BOURREAU MAL MARIÉ

Le lundi 12 mai 1625, Paris se réveilla tout ébloui de la cérémonie splendide qui, la veille, avait eu pour théâtre Notre-Dame: Claude de Lorraine, duc de Chevreuse, venait d'épouser, au nom de Charles I^{er}, roi d'Angleterre, Henriette-Marie de France, sœur de Louis XIII. La ville de Dijon au contraire était fort émue en cette matinée de printemps et son bourreau fort nerveux : dans l'après-midi une jeune fille allait avoir la tête tranchée. Songeant à la triste besogne qu'il devait accomplir vers quatre heures du soir, ce bourreau voulut assister à la messe et communier. Puis il se rendit à la place du Morimond, lieu ordinaire des exécutions capitales. On voyait là, sous les fenêtres d'un hôtel qui appartenait à l'abbé de Morimond en Champagne, une chapelle, où les condamnés priaient avant de mourir, et un échafaud, où l'on accédait par des degrés de pierres. L'exécuteur gravit les degrés pour vaquer aux préparatifs du supplice. La foule déjà nombreuse l'entendait répéter, tout en travaillant, qu'une fièvre qui le minait depuis trois mois, l'empêcherait de remplir son office à la satisfaction du public, « dont il s'excusait ».

La victime qu'il devait immoler était une malheureuse de vingt-deux ans, Hélène Gillet, fille du gouverneur du château de Bourg-en-Bresse. Mise à mal par un jeune voisin qui donnait des leçons d'écriture à ses frères, elle avait été convaincue d'infanticide et se prétendait victime d'un simple

accident. Le Présidial de Bourg l'avait condamnée à mort. Elle en avait appelé au Parlement de Dijon. Deux archers l'y avaient conduite. « Abandonnée de tous ses parents excepté de sa mère », qui l'avait suivie « jusqu'à la Conciergerie du Palais », elle espérait « démontrer, à ce qu'elle disait, son innocence à Messieurs du Parlement ». Mais la Cour avait confirmé l'arrêt du Présidial.

Un peu avant quatre heures, ce lundi 12 mai, voici la condamnée qui sort de la chapelle du Morimond et marche à l'échafaud, la corde au cou. Deux Jésuites et deux Capucins l'exhortent. Elle paraît assurément moins émue que l'homme chargé de lui trancher la tête. Cet extraordinaire bourreau, lisons-nous dans le *Mercurie françois*, « chancelle, se tord les bras, les élève au ciel avec les yeux; il se met à genoux, se relève puis se jette à terre, demande pardon à la patiente, puis la bénédiction aux prêtres qui l'assistent ».

Cependant sa femme a coupé les cheveux d'Hélène Gillet au moyen de ciseaux d'un demi-pied de long, qu'elle vient de poser sur les degrés de pierre. Le ménage accompagne la jeune fille jusque sur la plate-forme, lui bande les yeux. L'infortunée s'agenouille et tend le cou : « Je souhaiterais d'être à la place de la condamnée », crie le bourreau, qui brandit son coutelas. Hou ! hou ! gronde le peuple ; *Jésus, Maria*, disent les religieux. Hélène ne peut s'empêcher d'écarter le bandeau, voit le coutelas, frissonne et, comme elle vient d'incliner brusquement la tête, reçoit le coup sur l'épaule et tombe sur le côté droit. Au diable le coutelas ! le bourreau le jette à ses pieds, déclare qu'il veut mourir ; mais la foule se fâche, le crible de pierres. La bourrelle, beaucoup moins sensible, a relevé la jeune fille, qui se remet en position et le bourreau reprend le coutelas que lui présente sa femme. Il frappe : la lame glisse sur le cou, qu'elle entame d'un travers de doigt. Cette fois encore il jette sa lame : la victime s'écroule sur elle. Alors une véritable grêle de pierres s'abat sur le maladroît exécuteur. Notre homme descend précipitamment l'escalier, se réfugie dans la chapelle. Jésuites et Capucins l'imitent et barricadent soigneusement la porte.

Il ne reste plus sur l'échafaud que la patiente et la femme du bourreau. La mégère veut achever l'ouvrage de son mari.

Elle rele
la tenai
forces.
saisi la
coups d
elle ne
ou six
même
l'escali
morte.
dont e
victim
gnatio
l'échaf
du Ro
de les
l'ignol
l'étouf

—
pauvr
A
devoit
à leu
et s'é
bourr
bourr
de po
cadav
C
Quel
l'abb
(en
les l
reco
part
du S
Frac
tion
van
par

Elle relève Hélène, lui repasse au cou la corde par laquelle on la tenait pour la conduire au supplice, et tire de toutes ses forces. De toutes ses forces également, la condamnée, qui a saisi la corde à deux mains, tire en sens contraire : en dépit des coups de pied qu'elle reçoit sur les mains et dans la poitrine, elle ne desserre pas son étreinte. La bourrelle la secoue cinq ou six fois, essaie inutilement de l'étrangler. Blessée elle-même par la grêle de pierres, qui redouble, elle descend l'escalier de l'échafaud, traînant après soi la patiente demimorte. Au bas des marches, elle s'arrête, s'empare des ciseaux dont elle s'est servie pour la dernière toilette, en frappe sa victime avec fureur. Les spectateurs, au comble de l'indignation, rompent les barrières qui maintenaient, autour de l'échafaud, un espace vide. En vain le substitut du procureur du Roi et ses huissiers, qui surveillent le supplice, tentent de les arrêter. La foule arrache du corps pantelant d'Hélène l'ignoble femme et délivre la jeune fille de la corde qui l'étouffe :

— Je savais bien que Dieu m'assisterait, murmurent les pauvres lèvres ensanglantées.

A quelques pas, les maçons et les bouchers se mettent en devoir de forcer la porte de la chapelle ; ils renoncent bientôt à leur dessein, car Jésuites et Capucins viennent d'ouvrir et s'éloignent. Mais à peine les religieux sont-ils sortis, que le bourreau est extrait de son asile : au bout de quelques instants, bourreau et bourrelle, assommés à coups de marteau, percés de poignards par le peuple déchainé, ne sont plus que des cadavres.

Ce dénouement ne surprit pas les Bernardines de Dijon. Quelques jours auparavant M^{me} Gillet était allée trouver l'abbesse de leur monastère, M^{me} de Courcelles de Purlans (en religion Mère Jeanne de Saint-Joseph), et l'avait suppliée, les larmes aux yeux, de prier pour sa fille. Non contente de recommander Hélène à la communauté, l'abbesse avait dit en particulier à M^{me} de Longueval (en religion Sœur Françoise du Saint-Esprit) : « Vous en prendrez soin devant Dieu. » Sœur Françoise n'avait point tardé à faire à l'abbesse cette révélation : « Ma Mère, le Seigneur a écouté les prières de ses servantes ; quoi qu'on fasse, Hélène Gillet ne sera pas exécutée par la main du bourreau ; mais elle mourra de sa mort natu-

relle avec beaucoup d'édification. » Ces paroles prophétiques, Sœur Françoise les avait répétées, tandis que le cortège de mort s'avancait vers l'échafaud et que, tout le couvent s'étant mis en prière, elle avait reçu l'ordre de « s'y mettre aussi » dans la cuisine où elle travaillait :

— N'entendez-vous pas les trompettes ? s'était écriée la religieuse qui l'aidait.

— Oui, je les entends très bien, avait répondu Sœur Françoise ; voilà qu'elle passe ; mais elle ne mourra pas ; dites-le à notre Mère, vous pouvez l'en assurer.

« N'aurai-je point d'autre mal que celui-là ? » Ce sont les premiers mots que prononce Hélène, lorsque transportée chez un sieur Jacquin, chirurgien, qui a demandé aux autorités la permission de la panser, elle a vu l'homme de l'art examiner chacune de ses blessures. Outre les deux coups de coutelas, son corps a reçu, nous explique le *Mercur*e, six coups de ciseaux : « un qui passe entre le gosier et la veine jugulaire, un autre sous la lèvre d'en bas, qui lui égratigne la langue et le palais, un au-dessous du sein, passant entre deux côtes proches de l'emboiture de l'épine au dos, deux en la tête assez profonds, quantité de coups de pierre ». Ces derniers ne lui étaient pas destinés. Les reins sont entamés fort avant par « le coutelas, sur lequel elle était couchée, tandis que la femme du bourreau la secouait pour l'étrangler » ; « le sein et le col » sont meurtris de coups de pied :

— Prenez courage, dit le chirurgien à la jeune fille ; Dieu et vos juges prendront votre parti. Pendant quinze jours de vacation qui vont être au Palais à cause de la fête (de la Pentecôte, tombant cette année le 18 mai), vous aurez loisir d'envoyer au Roi et assurément Sa Majesté vous donnera votre abolition.

Elle arriva, cette abolition, vers la fin du mois. Les bienheureuses lettres de grâce, signées *Louis* et « sur le repli » Le Beauclerc, commençaient ainsi : « Nous avons reçu l'humble supplication d'Hélène Gillet, âgée de vingt et un ans ou environ, fille de Pierre Gillet, châtelain de notre ville de Bourg-en-Bresse etc. » Avec quels transports de joie la condamnée dut les lire et les relire !

Après
les lettres
« mais »
sa garde
lui est
notre m
saires ;
la dive
plices,
nation
cette i
et le p
pour l
de no
maria
et très
plein
Gillet
tons
fait e
amer
Justi
décre
suivi
en s
aux
et à
C
5 ju
doc
par
fois
gla
les
jou
qu
ait
sa
Et
qu

Après une relation très précise de la faute et du châtimement, les lettres royales absolvait solennellement la jeune fille : « mais pour ce que, disait le Roi, notre Parlement a commis sa garde à un huissier, l'apprehension d'un nouveau supplice lui est une continuelle mort, qui la contraint à implorer notre miséricorde et requérir nos lettres de rémission nécessaires; eu égard à l'imbécillité de son sexe et de son âge et à la diversité des tourments qu'elle a soufferts en ses divers supplices, qui égalent, voire surpassent la peine de sa condamnation; à ce que la vieillesse de ses père et mère relevée de cette infamie, elle convertisse sa vie à l'employer à louer Dieu et le prier pour notre prospérité; savoir faisons qu'inclinant pour la considération susdite à la recommandation d'aucuns de nos spéciaux serviteurs, en faveur même de l'heureux mariage de la reine de la Grande-Bretagne, notre très chère et très aimée sœur: de notre propre mouvement, grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons à ladite Hélène Gillet suppliante quitté, remis et pardonné, quittons, remettons et pardonnons par ces présentes signées de notre main le fait et cas susdit, comme il est exprimé, avec toute peine et amende corporelle et civile qu'elle a encourues vers nous et Justice. » Le Roi, enfin, « mettait à néant toutes informations, décrets mêmes de la sentence et arrêt de mort qui s'en étaient suivis, la restituait et rétablissait en sa bonne renommée et en ses biens non d'ailleurs confisqués, imposait silence aux procureurs généraux, lieutenants, substituts présents et à venir ».

Ce pesant grimoire fut entériné au Parlement de Dijon le 5 juin 1623. Maître Charles Fevret, qui le présentait, fit un docte et ingénieux discours; il cita l'Écriture et saint Jérôme, parla des vestales, dont la rencontre fortuite avait plus d'une fois sauvé des condamnés marchant au supplice, compara le glaive de Thémis au fer de la lance d'Achille, qui guérissait les plaies qu'elle-même avait faites : « Quel prodige en nos jours, s'écriait l'avocat dans tout le feu de son éloquence, qu'une fille en cet âge ait colleté la mort corps à corps! qu'elle ait lutté avec cette puissante géante dans le parc de ses plus sanglantes exécutions, dans le chanip même de son Morimond! Et pour dire en peu de mots, qu'armée de la seule confiance qu'elle avait en Dieu, elle ait surmonté l'ignominie, la peur,

l'exécuteur, le glaive, la corde, les ciseaux, l'étouffement et la mort même ! »

Cependant sur les instances du vicomte-maieur de Dijon et de ses échevins, parmi lesquels figurait Bénigne Bossuet, père de l'Aigle de Meaux, le Parlement poursuivit les séditeux du 12 mai. Il n'y mit aucune ardeur : il eût été contraint d'arrêter toute la ville.

Lorsque Hélène Gillet fut guérie de ses blessures, elle entra dans un couvent de Bresse. Elle y mourut, à la fin du règne de Louis XIV, avec les sentiments de la plus haute piété.

Son aventure fut contée au public par le *Mercure françois* ou *Histoire de notre temps*, qui ne craignait pas de mêler aux plus grands événements quelques sensationnels faits divers. En 1829, elle fut présentée de manière fort érudite aux lecteurs bourguignons par un ancien avocat de Dijon, M^e Peignot. C'est là que la trouva le bon Charles Nodier. Habillée à la mode romantique, agrémentée d'invectives contre Louis XIII et la peine de mort, elle devint le sujet d'un des *Contes de la veillée*. Le bourreau mal marié n'avait pas prévu que sa bourrelle lui vaudrait une mort si fâcheuse et une si longue célébrité.

Et comment ne pas penser à ce vers de Molière :

Ah ! le double bourreau qui me va tout gâter... ?

LA FORCE.

LA

Not
des gr
qu'un
et nou
Il en
privée
dire d
qui v
si éru
faible
savan
dans
dans
gym
toile
nels
mod
d'An
mon
bilibi
et i
ne

LA VIE PRIVÉE DES GRECS

Notre époque curieuse se plaît à pénétrer dans l'intimité des grands hommes. Ainsi rapprochés de nous, il semble qu'un peu de leur gloire rejaillit sur notre humanité moyenne, et nous ne répugnons pas à connaître même leurs faiblesses. Il en est des peuples comme des individus ; mais si la vie privée des hommes de génie n'est pas toujours édifiante, que dire de la vie privée des peuples de génie ? M. Charles Picard, qui vient d'écrire pour nous celle des Grecs (1) d'une plume si érudite et si acérée, ne nourrit aucune illusion sur les faiblesses de ses héros. C'est que, par-dessus le lorgnon du savant, l'œil perçant de l'observateur les a longuement suivis dans leur vie de chaque jour, parmi les cris de l'agora ou dans le cercle de famille, dans la rue comme en voyage, au gymnase, au bain, à table et même à la cuisine. Artifices de toilette, sports et divertissements, joies ou deuils, soins maternels ou médicaux, rien ne lui échappe. Mais quel excès de modestie lui a fait choisir pour épigraphe le mot désabusé d'Anatole France : « J'ai détourné mes yeux du spectacle du monde antique, après avoir senti jusqu'au malaise l'impossibilité de bien me figurer les anciennes formes de la vie » ?

M. Picard nous montre les anciens tels qu'il les connaît, et il est de ceux qui les connaissent le mieux. A la vérité, il ne les flatte point et nous souffrons quelquefois de voir nos

(1) *La vie privée dans la Grèce classique*, Paris, éditions Rieder. Petit in-4°, 408 pages, LX planches.

chers Grecs disséqués d'un stylet si impitoyable. Ce n'est pas qu'il ne les aime lui aussi : il leur a consacré sa vie. Mais il a refoulé au plus profond de son cœur tout l'amour que je sais qu'il a pour eux, afin de les voir avec la froide impartialité du juge. Le tableau est un peu sombre, parfois. Ainsi de loin l'histoire des peuples anciens nous apparaît comme une longue suite de guerres, parce que les années calmes et heureuses ont disparu sans laisser de traces perceptibles à l'historien. Résistons à cette impression désenchantée, et passons un quart d'heure, puisque c'est la mode, avec les Grecs d'autrefois, au risque d'être scandalisés par leur vie intime. M. Picard, d'ailleurs, ne nous présente pas les anciens « en pantoufles ». Car les Grecs marchaient pieds nus, ou bien leurs chaussures étaient des sandales ailées. Voyons-les avec lui délibérément marcher pieds nus : Socrate a donné l'exemple.

L'habitation

La Grèce est un pays montagneux, souvent aride, déchiqueté par les vents et par la mer, inondé d'une lumière éblouissante. Clarté des paysages et des esprits, particularisme à outrance, goût de la lutte et amour abstrait de l'homme en dérivent. Les classes sociales y ont toujours été nettement séparées, mais, même aujourd'hui, malgré les propagandes mauvaises, la Grèce ne connaît guère les haines de castes. Si personne n'est à son soleil, Diogène se contente de son tonneau.

Le paysan grec vivait sobrement, de pain et d'olives, peinant sans trêve, dit Aristophane, sans laisser de quoi payer son tombeau. Rares étaient pour lui les jours de frairie où le légendaire brouet noir faisait place à l'agneau rôti, arrosé d'un vin épais. En cas de disette, il s'expatriait. Les voyages étaient pour rien au IV^e siècle avant notre ère : deux oboles, trente centimes, pour faire le trajet d'Athènes à Corinthe ; six fois autant seulement, deux drachmes-or, pour aller en Égypte. Le confort était, bien entendu, proportionné à la dépense.

Les maisons des villes, donnant sur des ruelles tortueuses, se pressaient les unes contre les autres, gorgées d'un menu peuple bruyant et dépourvu de toute notion d'hygiène. La

crise du
dans les
propriété
l'époque
Grèce p
mille h
reste
d'ensem
Milet n
c'est da
les Né
elles, a
talité,
effraya

Les
lieux
citoyen
rendez
événem
somm
plus o
noctar
les hé
portés

P
sique
qui
qu'u
S
une
fille,
pare
carn
pou
Sui
ma

crise du logement sévissait déjà, et l'on s'entassait même dans les habitations moyennes : Xénophon connaissait un propriétaire qui avait recueilli chez lui quatorze parents. A l'époque classique, Athènes, la plus grande des cités de la Grèce propre, pouvait compter près de deux cent cinquante mille habitants, dont seulement un quart de citoyens, le reste composé de métèques et d'esclaves. Aucun plan d'ensemble, aucun « urbanisme » avant Hippodamos de Milet n'avait présidé au développement des agglomérations ; c'est dans la Grèce asiatique ou en Sicile que trouvèrent grâce les *Néphélococcygies* hellénistiques. Aussi les villes étaient-elles, aux grands siècles, encombrées et insalubres, et la mortalité, même en dehors des si nombreuses épidémies, était effrayante. La Grèce, — elle déjà, — a péri faute d'hommes.

Les commodités que les habitations privées ignoraient, les lieux publics et les monuments les pouvaient offrir aux citoyens. Les agoras ouvraient leurs portiques de marbre aux rendez-vous des élégants, aux discussions des philosophes, aux éventaillers des marchands. La nuit régnait Hypnos, le dieu du sommeil, démon bien déchu aujourd'hui, et l'on n'entendait plus que « quelques abois de chiens ou les pas attardés des noctambules qui rentraient d'un festin, et trébuchaient, tels les héliastes des *Guêpes*, à la lumière fumeuse d'une lanterne » portée par un esclave.

Le mariage

Pénétrons dans une maison grecque de la période classique. Mais n'entrons pas dans ces taudis pleins de vermine qui sont, hélas ! de toutes les époques : car la misère n'a qu'une figure à travers les siècles.

Sur la porte de cette maison bourgeoise, voici justement une couronne d'olivier : un fils vient de naître là. Pour une fille, une mince bandelette de laine suffirait, à moins que les parents, peu fortunés, ne l'aient simplement « exposée » au carrefour voisin (où quelque bonne âme eût pu la recueillir pour l'élever, à toutes fins utiles).

Mais M. Picard ne s'attarde pas à contempler les façades. Suivons-le : il entre en habitué, sans faire sonner le lourd marteau, et le chien, qui garde la loge de l'esclave portier,

bouge d'autant moins qu'il est seulement peint sur la muraille. *Le cave canem* n'est pas pour nous et nous sommes au cœur de la place.

Par la faveur particulière d'Artémis-Eileithyia, protectrice des jeunes mères, et grâce à l'expérience d'une vieille nourrice, tout s'est parfaitement passé. Bientôt le bébé commencera à s'alimenter avec une nourriture qu'on aura, avant de la lui donner, soigneusement mâchée. Il prendra le nom de son grand père et sera inscrit, avec les enfants légitimes, sur le registre de sa phratrie, qui, plus tard, fera foi. Athénien, sa famille le conservera jusqu'à l'âge de dix-sept ans. Les garçons spartiates, au contraire, étaient, dès la septième année, voués à l'éducation publique. A Sparte, « les futurs reproducteurs et soldats étaient formés en commun par des pyrrhiques, des chasses à l'hilote, des luttes sanglantes, des flagellations rituelles à l'autel d'Artémis Orthia ». La croix gammée n'est pas une invention moderne. *Nil novi sub sole*.

L'Ecclésiaste a raison. Rien de nouveau sous le soleil. Voici, à l'abri du clair péristyle, la jeune femme appuyée sur son mari et faisant sa première sortie. Leurs noces datent de l'année même, puisque, selon la coutume, afin que « la moisson humaine mûrisse comme les fruits de la terre », c'est janvier, le mois des mariages (*gamélion*) qui les a unis. Après les sacrifices aux divinités de la vie conjugale et les bains nuptiaux, l'époux, agréé par sa belle famille, avait pris dans ses bras, rappel des anciens rapt, cette frêle inconnue pour lui faire franchir le seuil de sa demeure. On avait allumé une nouvelle flamme au foyer du jeune ménage, symbole de leur amour tout neuf. Puis il avait fallu subir, avec le banquet, les plaisanteries d'usage, parmi lesquelles, — nous en avons l'écho par les *Syracusaines* de Théocrite, — une invasion des jeunes fous de la noce dans la chambre des mariés. Le père avait généreusement doté sa fille, et leur maison, qu'ils avaient payée seulement cinq mines (environ quatre cents francs-or), leur appartenait. Maintenant qu'un fils était né, rien ne pouvait plus les séparer.

Rien, sinon la mort, qui délie les liens les plus chers. Ce serait alors le triste cortège des onctions saintes, la toilette funèbre, l'exposition légale du corps, et, parmi les cris des *vocératrices*, le transport à la dernière demeure. Pour l'ultime

passa,
gens
gâtea
trop
parm
la vie
mois
mort

L
l'a r
fidél
de li
le «
prof
l'ent
jeun
ne s
disp
sava
crat
la c
pot
plu
fem
et p
tou

sui
ré
gu
Ell
do
C'
de
da
ch
de

passage, dans la bouche du trépassé, — porte-monnaie des gens sans poches, — Charon saurait prendre son obole, et un gâteau de miel apaiserait l'aboyeur Cerbère. Il ne serait pas trop pénible, au reste, de dormir le long de la route d'Éléusis, parmi tant d'objets familiers chargés d'entretenir éternellement la vie amoindrie d'outre-tombe. Pendant ce temps, après le mois de deuil et les banquets de commémoration, les autres mortels reprendraient les vêtements clairs.

La condition des femmes

La vie des femmes, en somme, n'était pas si pénible qu'on l'a répété, quand le maître qu'elles servaient à table leur était fidèle. Elles avaient peu de droits, sans doute, mais beaucoup de libertés. Si l'on s'en fie au malicieux auteur de *Lysistrata*, le « féminisme » le plus radical pouvait être, en ces temps-là, professé même par de jeunes et jolies femmes. Il est sûr que l'entraînement physique mixte, donné par les Spartiates aux jeunes filles et aux jeunes gens pour favoriser la « calligénie », ne serait pas fait pour déplaire aux époques où chacun entend disposer totalement et librement de son corps. Les femmes savaient déjà imposer au besoin le régime de la « sandalocratie » et faire trembler leurs maris, fussent-ils philosophes ; la colère de Xanthippe put coûter au pauvre Socrate plus d'un pot d'eau sur la tête. Les Grecques, d'ailleurs, ne furent ni plus tyranniques, ni plus frivoles, ni plus impudiques que les femmes des autres époques. En elles, la nature était plus fraîche et plus jeune : « si la chair était faible, elles n'avaient pas lu tous les livres » !

Nul n'empêchait les femmes de sortir, accompagnées d'une suivante. Mais la maison était leur royaume, avec ses salles de réception donnant sur la cour, ses appartements privés, relégués généralement à l'étage, ses communs, ses « familiers ». Elles vquaient en tuniques d'intérieur aux mille travaux domestiques et dirigeaient « la troupe bavarde des servantes ». C'est qu'il fallait sans cesse laver, lessiver linge et vêtements, de laine ou de lin, saupoudrer les étoffes de tue-mites, les plier dans les coffres de cyprès placés, selon Xénophon, dans la chambre nuptiale. Il fallait filer et teindre la laine, la tisser devant les hauts métiers de Pénélope ou de Circé. Il fallait

aussi surveiller la « *nursery* » turbulente, où les bébés vivaient sans maillot ni linge, portés à cru parfois aux épaules des mères qui les amusaient, et criant parmi leurs jeux comme de petites hirondelles ».

Dans la maison s'élevaient non seulement les enfants du maître, mais ceux des esclaves (le bétail humain ne coûtait pas cher, surtout après les guerres), avec une foule d'animaux, chiens favoris, chats « prompts à se coucher en rond sur l'ouvrage des fileuses négligentes », toute une basse-cour effrontée, complétée par des oiseaux apprivoisés et criards. Il fallait entre temps, si l'on voulait être élégante, faire toilette, se laver les cheveux à grands flots d'eau tiède, les passer au roux « vénitien », couleur préférée d'Aphrodite et des poètes, les peigner et les friser, choisir ensuite le *chiton* et l'*himation* du jour et surtout la manière de les draper selon le caprice de la mode.

Le chapitre des chaussures n'était pas indifférent; elles étaient inutiles sans doute dans la maison et même pour aller aux emplettes le matin. De simples sandales nouées à la cheville convenaient à tous usages. Mais les cordonniers peu à peu imposèrent des formes luxueuses et l'adroit Cerdôn sut attirer dans sa boutique les lectrices des mimes d'Hérodas. N'est-ce pas de son officine que sortait la coquette dont chaque pas imprimait « Suivez-moi » sur la poussière des rues d'Athènes?

La cuisine aussi rentrait dans les attributions des ménagères grecques, les cuisiniers professionnels n'ayant apparu que tardivement. Cuisine épicée, semble-t-il, mais peu compliquée. La Grèce a de bon poisson, des olives, un peu de gibier et de bétail, du fromage, du miel, des fruits, du vin qui peut être agréable. Les mets de luxe étaient rares: anguilles du lac Copais, ou lièvre de montagne parfumé au thym.

Les banquets, auxquels les femmes n'étaient point admises, du moins habillées, étaient plutôt des soupers que des dîners; on n'y faisait guère de discours académiques et le plus piquant de leur attrait tenait pour les Grecs cultivés dans le plaisir de la libre discussion sur tous les sujets, et aussi dans celui des exhibitions libertines dont ils s'accompagnaient naturellement. Les épouses légitimes n'ont jamais beaucoup

prisé ces repas entre hommes ; elles se vengeaient entre elles en se bourrant de sucreries de Crète et de fruits confits, et les Thesmophories ou les fêtes d'Adonis leur étaient bons prétextes à se réunir pour se régaler de pâtisseries confectionnées à la maison selon les dernières recettes.

L'éducation des enfants

Les mères athéniennes avaient l'avantage de conserver longtemps près d'elles leurs fils. L'éducation dans les écoles, toujours privées, demeurait sous le contrôle familial. Il y pouvait, d'ailleurs, régner une exacte discipline. Dès l'aurore et par tous les temps, les petits arrivaient en rang ; ceux qui faisaient trop de fautes en récitant leurs fables d'Ésope, ceux qui avaient perdu leur ardoise, ceux qui apportaient en classe un oiseau ou une cigale recevaient un nombre approprié de coups d'étrivières : le maître se chargeait lui-même du châtiement donné en public au délinquant, convenablement retroussé et tenu par des camarades. Les bons élèves savaient par cœur l'*Odyssée* et l'*Illiade* en entier ; ils calculaient de tête très rapidement ; sous la dictée du professeur, ils écrivaient en cursive sur les ardoises ou la cire des tablettes les anecdotes morales ou les rudiments d'histoire. Ils apprenaient les hymnes patriotiques qu'ils devaient exécuter aux jours de fêtes.

Ils s'exerçaient surtout aux jeux et aux sports : course, lutte, danse, balle, hockey, diable, qui remplaçaient le cerceau et la toupie du premier âge. Ces exercices physiques étaient obligatoires à Athènes pour les jeunes gens depuis l'époque de Solon, c'est-à-dire depuis qu'Athènes était devenue, au début du ^x^e siècle avant J.-C., une grande cité. Ils luttaient et couraient nus dans la palestres ; admirables modèles, par lesquels la statuaire des Grecs devint si tôt et resta la première du monde.

A dix-huit ans les éphèbes étaient inscrits sur les registres des dèmes, et leur préparation militaire commençait. On ne les accueillait parmi les citoyens qu'après une seconde année d'exercices, de marches et de vie dans les garnisons éloignées. L'agora s'ouvrait alors à leur activité, centre des affaires et de la politique, marché grouillant et assourdissant, auquel

M. Picard a consacré quelques pages pleines de vie et de couleur.

Scènes de la vie quotidienne

On ne s'ennuie certes pas à regarder par-dessus l'épaule de M. Picard ; son souci de réalisme le conduit tout droit au détail significatif, et il trace parfois des profils nets comme ceux des rocs attiques. Il note ce qu'il voit sans crainte du scandale, et ses feuillets se couvrent de scènes vives, osées, dignes en tout point des petits maîtres qui les fixèrent sur les coupes des banquets. Ces scènes nous sont données dans soixante planches qui illustrent excellemment le texte.

Voici d'abord, après de beaux paysages, quelques scènes de la vie à la campagne ; chasse, pêche, récolte des olives, un paysan à sa charrue, un jeune pâtre poursuivi à male fin par un chèvre-pied. Puis viennent des vues urbaines : les bavardages à la fontaine publique, la vente du thon au marché. Ailleurs, nous voyons une consultation médicale (palpation d'un estomac dilaté), une fonderie de bronzes d'art, un four de potier. Ici un négrillon brosse une chaussure. Là trois femmes, en costume d'Aphrodite, se lavent dans un bassin ; d'autres se livrent devant nous aux soins les plus intimes, comme l'épilage à la lampe. Nous assistons à la toilette de la mariée ainsi qu'au bain rituel du fiancé. On nous montre la manière de draper les divers vêtements. Plus loin des petites filles jouent aux osselets ou habillent leurs poupées : voici d'ailleurs ces poupées articulées, très chéries, sans nul doute, parce que rien d'elles n'est incassable. Un superbe yo-yo du Musée d'Athènes, entièrement décoré de figures peintes, nous est présenté presque en grandeur naturelle. Jeux des garçons et des filles, des éphebes et des buveurs, rien n'est oublié.

Le tableau semble si complet qu'on a peine à penser que deux chapitres (sur l'art privé et sur la religion domestique) ont dû, pour des nécessités d'édition, rester au fond du tiroir. Tel quel, ce petit livre évoque l'intimité de la vie grecque dans la forme la plus directe et la plus réaliste qu'il ait été donné à un savant d'atteindre.

ROBERT DEMANGEL.

LA VENGEANCE DE TALLEYRAND

(1809)

Au Congrès d'Erfurt (24 septembre - 14 octobre 1808), Talleyrand s'était décidément engagé dans la voie de la trahison. Napoléon avait fait appel à ses services. Il voulait obtenir de l'empereur Alexandre la garantie que l'Autriche serait contenue, tandis qu'il irait lui-même pacifier l'Espagne et ramener Joseph à Madrid. Napoléon se flattait encore d'obtenir la main de l'ainée des sœurs d'Alexandre, la grande-duchesse Catherine. Secondé par Caulaincourt, qui paraît avoir été sa dupe plutôt que son complice, Talleyrand fit échouer les deux projets. Alexandre ne s'engagea pas formellement. L'Autriche, avisée aussitôt, en profita pour s'armer. Quant à la grande-duchesse, elle se fiança, un mois après, au prince d'Oldenburg.

L'entreprise de Talleyrand était audacieuse ; elle comportait pour lui de grands risques. De sa vénalité bien connue, nous apporterons ici de nouvelles preuves, peut-être les plus graves. Nous ne pensons pas cependant que la vénalité suffise à expliquer sa conduite, non plus que, vingt ans avant, celle de son ami Mirabeau. Il serait injuste et même absurde de le prétendre. Ce grand amoral avait une intelligence pénétrante et froide ; il était nourri de la tradition française. Il fut le seul à opposer ses conceptions à celles de Napoléon. La rupture de la paix d'Amiens, la reprise de la guerre continentale le désespérèrent (1). Avant Austerlitz, Napoléon rejeta ses sages

(1) « M. de Talleyrand est au désespoir... » S'il pouvait arrêter la guerre, « il compterait cette circonstance comme la plus glorieuse de son ministère ». (Rapport de Lucchesini du 14 septembre 1805. *Baillet*, II, 334.)

conseils et son idée favorite, l'alliance autrichienne. Qu'après Austerlitz, Iéna, Tilsitt, un homme ait compris que l'aventure napoléonienne était sans issue, cela suffirait à le placer hors de pair. « C'est le ministre le plus capable que j'aie eu », a dit Napoléon lui-même.

Quelle que fût sa méfiance à l'égard de Talleyrand, Napoléon ne se douta pas de la trahison d'Erfurt. En décembre 1812, dans le traineau de Smorgoni, il attribuait, devant Caulaincourt, aux propos inconsidérés du maréchal Lannes, les résistances que l'empereur de Russie avait opposées à Erfurt à ses caresses comme à ses menaces (1). Caulaincourt dut en être bien étonné; Talleyrand s'en fût assurément égayé.

Pour le développement des événements qui vont suivre, j'utiliserai la correspondance de Metternich, ambassadeur de François II à Paris, et celle du ministre Stadion, qui se trouvent aux Archives de Vienne. Les *Mémoires* de Metternich publiés en 1880 n'ont donné de cette correspondance que des extraits choisis. Les dépêches réservées et chiffrées dans lesquelles l'ambassadeur rendait compte de ses rapports avec Talleyrand et les réponses du ministre ont été pour la plupart omises ou tronquées; elles sont encore inédites.

EN PRÉVISION D'UN ACCIDENT

Avant de partir pour Erfurt, Talleyrand avait repris contact avec Metternich, et l'avait longuement entretenu. « Nos relations, écrit Metternich, prirent en 1808 une tournure entièrement différente. » Il note que, dès 1805, Talleyrand « avait conçu le plan de s'opposer de toute son influence aux projets destructeurs de Napoléon... Nous lui devons positivement des nuances plus ou moins favorables dans la négociation de Presbourg; il s'opposa aussi longtemps qu'il le put à la campagne contre la Prusse. » Il relève également les efforts que fit Talleyrand pour que l'empereur François II ou lui-même se rendissent à Erfurt, afin d'être « une gêne » pour Napoléon.

Sur un point de détail, mais considérable pour un Autrichien, Metternich cependant résista. Il s'agissait de l'échange

(1) Caulaincourt, *Mémoires* publiés par M. Jean Hanoteau, II, p. 252, 332.

de la Légion d'honneur et de la Toison d'or entre les deux Empereurs et leurs ministres : « Savez-vous ce que je ferais à la place de votre Cour ? lui dit Talleyrand. Je lui proposerais l'échange des ordres... L'Empereur attache de l'importance à tout ce qui vient de votre Cour, comme venant de vieux seigneurs. — Il faut, d'après les statuts de la Toison, répondit Metternich, cinq cents années de noblesse ; vous vous trouvez donc le seul qui puissiez y prétendre et nous verrons comment l'Empereur fera ses preuves. » L'affaire en resta là. « M. de Talleyrand ne trahit pas encore, écrit Metternich le 24 septembre ; il fronde et veut diriger. »

A peine revenu d'Erfurt, à la fin d'octobre, Talleyrand mit secrètement Metternich au courant de tout ce qui s'était passé au Congrès, et du rôle décisif qu'il y avait joué. « La Russie, lui dit-il, n'est plus entraînable contre vous... Seule l'union intime de l'Autriche et de la Russie peut sauver les restes de l'indépendance de l'Europe. »

Au commencement de novembre, Napoléon, ayant opéré la conversion de la Grande armée, partit pour l'Espagne. Toujours sans défiance à l'égard de Talleyrand, il lui recommandait, avant de partir, de donner au moins quatre fois par semaine un dîner de trente-six couverts à ses ministres, conseillers d'État, membres du Sénat et du Corps législatif, « afin de les mettre à même de se voir, et que vous puissiez ainsi connaître les principaux, et cultiver leurs dispositions » (1).

Le 8 décembre, en félicitant Napoléon de la victoire de Somo-Sierra, et en lui souhaitant d'arriver bientôt à Madrid, le prince de Bénévent conservait le ton de la flatterie et de l'admiration. Mais son attitude réelle était bien différente. Il se répandait partout en critiques contre Champagny et Maret et surtout contre la manière dont l'affaire d'Espagne avait été conduite avec leur connivence. Il fallait, disait-il, faire la guerre au roi d'Espagne et non à la nation espagnole ; alors celle-ci eût accepté Joseph comme jadis Philippe V. Devant Bengnot, chez Mme de Rémusat, dans les salons dont il était l'oracle, il se répandait en paroles acerbes contre cette faute irréparable de l'Empereur.

(1) Lecestre, Lettres inédites de Napoléon, I, 247.

Il y eut plus. Dans une de ses réceptions, ordonnées par l'Empereur, on vit apparaître Fouché, avec lequel on le savait depuis longtemps en mauvais termes. Le prince de Bénévent prit avec affectation le duc d'Otrante par le bras et ces deux figures blafardes se promenèrent longtemps ensemble devant les invités stupéfaits : ils faisaient ainsi connaître publiquement leur réconciliation. Elle avait été opérée par d'Hauterive, ancien oratorien comme Fouché, vieil ami de Talleyrand, et chef de division au ministère des Relations extérieures. A ce trio d'anciens ecclésiastiques, qui se réunît à Bagnaux dans la maison de d'Hauterive, il ne manquait, pour compléter un quatuor, que l'abbé Sieyès.

Il s'agissait en effet de remplacer Napoléon en cas qu'il fût tué par les balles ou assassiné en Espagne. Depuis Marengo, ce fut là l'incessante, et d'ailleurs légitime préoccupation de Talleyrand. Pour succéder à Napoléon, il fallait un militaire, parce qu'on était en guerre, mais facile à conduire en politique, faisant partie de la famille impériale et rassurant les Jacobins. Murat convenait. Une lettre lui fut envoyée à Naples pour l'avertir de rentrer à Paris au premier signal. Mais Eugène de Beauharnais, prévenu par Lavalette, intercepta la lettre et la fit parvenir à l'Empereur. De son côté, Mme Lætitia, ayant surpris chez la princesse de Vaudémont quelques paroles d'entente entre Talleyrand et Fouché, prévint son fils.

Metternich était aux écoutes. Il était très intéressé par Caroline Murat. Les circonstances lui parurent si graves qu'il partit pour Vienne, à la fin de novembre, pour en rendre compte à sa Cour. Les armements reprirent activement en Autriche et la guerre fut, en principe, décidée pour le printemps suivant, sous la réserve que le rôle d'agresseur serait laissé à Napoléon. Au sujet de Talleyrand, l'empereur François et Stadion restaient étonnés, hésitants : « Agit-il dans le sens de son maître ? Le sert-il sur une voie qui, toute divergente qu'elle paraît, peut tendre au même but, celui d'éviter des complications à la France, en nous berçant d'un espoir chimérique ; ou bien suit-il un point de vue distinct et personnel à lui et à quelques-uns des premiers personnages de l'État ? Ne rien dire ; être prêt à tout entendre ; ne point croire sans gages, — tels sont les principes généraux qu'on peut indiquer à M. de Metternich. »

Rentré à Paris, Metternich écrit, le 11 janvier 1809 : « J'ai trouvé la personne en question (Talleyrand) dans les mêmes dispositions dans lesquelles je l'avais quittée. Il ne me reste pas de doute que tous les partis ne soient pris *éventuellement*. On n'amènera pas de catastrophes, mais on profiterait de celles qui auraient lieu. Tel est le résumé de nos entretiens. On trouve l'attitude de l'Autriche bonne. On conseille de la tenir aussi forte. »

Le 17 janvier, après un nouvel entretien avec Talleyrand, l'ambassadeur écrit : « X. (Talleyrand) et son ami (Fouché) sont toujours de même, très décidés dans l'occasion, si cette occasion se présente, n'ayant pas le courage assez actif pour la provoquer. » L'occasion, c'était la mort de Napoléon. Qu'entendait M. de Metternich par « courage actif » ? Était-ce, comme les agents anglais sous le Consulat, pour « le coup essentiel » ?

Le 20 janvier, Talleyrand fit voir à Metternich une lettre de Fouché prévenant que des chevaux étaient commandés sur la route de Bayonne pour un général. « Ce général, c'est l'Empereur. » Talleyrand montre encore des rapports de Champagny, une lettre de Dalberg, qui affirme « que l'Allemagne se monte toujours davantage ». « *Talleyrand*, déclare Metternich, *est d'accord qu'il ne faut pas se laisser prévenir par Napoléon s'il est décidé à nous faire la guerre.* »

LA FAMEUSE SCÈNE DE VIOLENCE

Napoléon arriva le 23 janvier à Paris, brûlant les étapes à cheval, dans un état de colère concentrée. Dans l'après-midi du samedi 28, il fit appeler dans son cabinet Cambacérès, Lebrun, l'amiral Decrès, Fouché et Talleyrand. Il avait résolu d'exécuter ce dernier.

La scène dura une demi-heure d'après Pasquier, selon d'autres plusieurs heures (1). L'Empereur se plaignit d'abord de ce qu'on avait égaré les esprits sur les événements du jour,

(1) Elle a été relatée par Pasquier (I, 353), qui la tenait de Decrès. Nous citons plus loin d'après son texte. Elle est également racontée par Mollien (II, 334). Tous les contemporains la mentionnent, notamment Chateaubriand. La version de Thiers est intéressante parce qu'il eut communication des *Éclaircissements* inédits de Cambacérès.

interprété comme malheureuse une campagne marquée par des succès, et agi comme en présence d'une succession déjà ouverte. Il rappela les devoirs d'obéissance et d'absolue discrétion qui liaient envers lui les grands dignitaires et les ministres. Enfin, ne se contenant plus, marchant à grands pas, gesticulant, il fondit sur Talleyrand, immobile, accoudé à une cheminée à cause de sa mauvaise jambe :

— Vous êtes un voleur, un lâche, un homme sans foi, vous ne croyez pas en Dieu ; vous avez toute votre vie manqué à tous vos devoirs, vous avez trahi, trompé tout le monde ; il n'y a pour vous rien de sacré ; vous vendriez votre père. Je vous ai comblé de biens, et il n'y a rien dont vous ne soyez capable contre moi. Ainsi depuis dix mois, vous avez l'impudeur, parce que vous supposez à tort et à travers que mes affaires en Espagne vont mal, de dire à qui veut l'entendre que vous avez toujours blâmé mon entreprise sur ce royaume, tandis que c'est vous qui m'en avez donné la première idée, qui m'y avez persévéramment poussé. Et cet homme, *ce malheureux* (il désignait ainsi le duc d'Enghien), par qui ai-je été averti du lieu de sa résidence ? Qui m'a excité à sévir contre lui ? Quels sont donc vos projets ? Que voulez-vous ? Qu'espérez-vous ? Osez le dire ! Vous mériteriez que je vous brisasse comme un verre ! J'en ai le pouvoir, mais je vous méprise trop pour en prendre la peine !

D'après Mollien, il aurait encore ajouté :

— Pourquoi ne vous ai-je pas fait pendre aux grilles du Carrousel ? Mais il en est bien temps encore. Tenez, vous êtes de la... dans un bas de soie.

D'après Metternich, il lui aurait aussi reproché la paix de Presbourg, qu'il qualifia d'*infâme* et d'*œuvre de corruption*.

« Passant et repassant devant M. de Talleyrand, dit Thiers, lui adressant chaque fois les paroles les plus blessantes, accompagnées de gestes menaçants, il glaça d'effroi tous les assistants, et laissa ceux qui l'aimaient pleins de douleur de voir abaissée dans cette scène la double dignité du trône et du génie. »

Talleyrand resta impassible et muet. Plusieurs années après, l'amiral Decrès n'en revenait pas encore de cette maîtrise de soi. Romantsoff, écrivant à sa Cour, admirait « sa désinvolture ». Il réussit ainsi à reconquérir sur Napoléon une

sorte
Repro
de Na
plain
n'étai
mise
profit
l'esse
tous
donc
dans
supp
polie
déch
rais
l'em
l'oul

A c
réu
San
pen
mie
et q
gra

(
cou
étai
d'ai
ma
peu

ne
et
au
eu
ca

de
II

sorte de supériorité et à le mettre en mauvaise posture. Reprocher à son ministre ses conseils, n'était-ce pas, de la part de Napoléon, se reconnaître coupable de les avoir suivis ? Se plaindre qu'on ait considéré sa succession comme ouverte, n'était-ce pas souligner la faute qu'il avait lui-même commise envers la France, en restaurant la monarchie à son profit, sans se désigner d'héritier ? Dans tous ses reproches, l'essentiel, la trahison, ne se trouvait pas. Elle eût justifié tous les châtimens. Mais Napoléon l'ignorait. Sa violence était donc injuste autant qu'impolitique, puisqu'elle ne portait, dans sa pensée, que sur ces propos de salon, qu'il ne pouvait supporter (1). C'est ainsi qu'après Austerlitz, un rapport de police sur les conversations du faubourg Saint-Germain avait déchainé sa colère. Il aimait à dire qu'il était un « être de raison », qu'il calculait tout. Cette fois, son caractère impulsif l'emporta jusqu'à outrager sans cause. La vengeance suivit l'outrage.

AU SERVICE DE L'AUTRICHE

Talleyrand sortit à pas lents du cabinet de l'Empereur. A ce moment, Napoléon aurait lancé sa dernière flèche sans réussir à l'émouvoir : « Vous ne m'aviez pas dit que le duc de San Carlos était l'amant de votre femme. — Je n'avais pas pensé, Sire, que ce rapport pût intéresser votre gloire et la mienne. » Talleyrand aurait encore dit aux assistants terrifiés et qui s'attendaient à le voir arrêter : « Quel dommage qu'un si grand homme ait été si mal élevé ! » Comme il sortait, Duroc

(1) Napoléon écrivait à Caulaincourt, le 6 février 1809 : « Vous entendrez beaucoup parler de ce que j'ai nommé un nouveau grand chambellan. Cette place était incompatible avec celle de vice-grand-électeur. Le prince de Bénévent, d'ailleurs, continuant de s'abandonner à cette insouciance et à cette coterie de mauvaises mœurs qui l'environne, ce qui donne lieu à des *commérages* qui sont peu agréables. » Caulaincourt, préface de M. Jean Hanoteau, I, p. 113.)

De même, dans une conversation avec Roderer, du 6 mars 1809, Napoléon ne se plaint que d'avoir été critiqué par Talleyrand dans les affaires d'Espagne et du duc d'Enghien, malgré les conseils qu'il avait donnés. « Je ne lui ferai aucun mal ; je lui conserve ses places ; j'ai même pour lui les *sentiments* que j'ai eus autrefois, mais je lui ai retiré le droit d'entrer à toute heure dans mon cabinet... » (Sainte-Beuve, *Nouveaux lundis*, XII, p. 65.)

Enfin, dans le traineau de Sinorgoni, il parle à Caulaincourt de la *malveillance* de Talleyrand à son égard après Baylen, mais non de sa *trahison*. (Caulaincourt, II, 253.)

vint lui demander sa clef de chambellan. Il n'aima jamais à parler de cette scène et n'en fit pas confidence à Metternich, qui l'apprit d'ailleurs. Dans ses *Mémoires*, il laisse négligemment entendre que Napoléon lui fit, en public, des scènes violentes. « Elles ne me déplaisaient pas, car la peur n'est jamais entrée dans mon âme; et je pourrais presque dire que la haine qu'il manifestait contre moi lui était plus nuisible qu'à moi-même. »

Dans la soirée, Talleyrand courut chez ses amies, Mme de Rémusat, la vicomtesse de Laval. « Vous ne vous êtes pas jeté sur lui », se serait écriée celle-ci. « Ah! j'y ai bien pensé, mais je suis trop paresseux pour cela. » Son impassibilité n'était qu'apparente. Rentré chez lui, il éprouva une sorte de saisissement; les médecins furent inquiets pour sa vie. Dans la nuit, il se reprit, réfléchit, et, à la différence de Napoléon, il agit.

Le lendemain dimanche 29 janvier, il alla trouver Metternich. Un rapport inédit de l'ambassadeur d'Autriche jette une complète lumière sur la décision qu'avait prise Talleyrand pendant la nuit. Ce rapport, en date du 31 janvier, était « réservé et chiffré ». Il fut placé entre des pièces humides et parvint à Vienne difficilement déchiffrable. Le ministre Stadion en demanda aussitôt la répétition qui fut envoyée le 23 février suivant. Nous en donnerons les passages essentiels :

« La tension commence à acquérir son plus haut degré. L'Empereur n'a jusqu'à présent pas osé attaquer Fouché. La voie qu'il choisit contre Talleyrand montre que ces hommes sont ancrés très fort. L'Empereur se cuirasse; il serait plus simple de paralyser ses adversaires; *il ne l'ose donc pas*. Le gant est décidément jeté entre les parties. X... (Talleyrand) s'est dépouillé de tout masque vis-à-vis de moi. Il me paraît très décidé à ne pas attendre (*indéchiffrable*) la partie. Il m'a dit avant-hier que le moment était arrivé; qu'il croyait de son devoir d'entrer en relations directes avec l'Autriche. Il me dit que, dans le temps, il avait refusé les offres que lui fit le comte Louis Cobenzl; que dans le moment il les accepterait. Il motiva ce premier refus par la place qu'il occupait à cette époque. — Je suis libre maintenant et nos causes sont communes. Je vous en parle avec d'autant moins de retenue que je crois que chez

vous o
besoin
l'ayan
Prince
l'Emp
recon
qu'ell
avec c
Êtes-v
dema
vérita
comm
M
trois
supp
som
habi
(« 2
m'es
V. E
s'est
enco
A
mèn
y av
mie
san
cal
lité
Ma
reu
qu
éta

Bé
tes
ho
qu
ce
ho

vous on désire m'obliger. — Il m'a fait pressentir qu'il avait besoin de quelques centaines de mille francs, l'Empereur l'ayant sapé jusque dans ses fondements par l'entretien des Princes espagnols et l'achat de sa maison. Je lui répliquai que l'Empereur (François II) n'était pas éloigné de lui procurer sa reconnaissance s'il voulait servir la cause générale. Il répondit qu'elle était la sienne, qu'il ne lui restait plus que de périr avec elle (23 février : qu'à triompher ou à périr avec elle). — Êtes-vous étonné de la proposition que je vous fais? me demanda-t-il. — Non, lui dis-je, je la regarde comme un gage véritable (23 février : qu'il voulait donner à la cause commune). »

Metternich demande alors à l'Empereur de lui adresser trois ou quatre cent mille francs en lettres de change à ordres supposés sur la Hollande : « Quelque forte que paraisse cette somme, elle est bien inférieure aux sacrifices auxquels on est habitué et les résultats de son emploi peuvent être immenses. » (« 23 février : Je ne puis au reste détailler l'utilité dont X... m'est, depuis que nos relations ont pris ce caractère. Je prie V. E. de calculer sur l'échelle la plus élevée... La personne qui s'est engagée à me procurer la dislocation de l'armée n'a pas encore été à même de me tenir parole. »)

Après s'être ainsi livré à l'Autriche, Talleyrand, le soir du même jour, se rendit tranquillement aux Tuileries où il y avait cercle de cour dans la salle du trône. Il arriva le premier. Napoléon parla à ses deux voisins et passa devant lui sans le regarder. « Désarmé, dit Thiers, par cette soumission calculée, l'Empereur découvrit le calcul, mais agréa l'humilité. » Le dimanche suivant, il revint. Tout se passa de même. Mais son voisin tardant à répondre à une question de l'Empereur, Talleyrand répondit à sa place. Tout en violant l'étiquette, il avait rompu la glace. Ses rapports avec l'Empereur étaient redevenus normaux.

Le 30 janvier, *le Moniteur* annonça que le prince de Bénévent était remplacé comme chambellan par M. de Montesquiou. Napoléon avait choisi un grand nom et un honnête homme. Talleyrand avait perdu sa place et son traitement de quarante mille francs. C'était beaucoup pour lui, mais en fait ce n'était rien. Napoléon avait foudroyé dans le vide un homme que, par ses insultes, il poussait à toutes les ven-

geances (1). On s'en est étonné à tort, puisque Napoléon ignorait que Talleyrand le trahissait depuis Erfurt. La punition était, dans sa pensée, proportionnée à la faute; mais elle ne l'était pas à sa propre violence. Metternich conclut, en bonne logique, que Napoléon avait peur. Peut-être la générosité de l'Empereur fut-elle l'effet de son orgueil. Il voulut montrer à Talleyrand qu'il pouvait l'anéantir, mais qu'il ne le craignait pas.

Les rapports intimes se continuèrent entre Talleyrand et Metternich. Ils durent se rencontrer dans les salons qu'ils fréquentaient pour ne pas éveiller l'attention de la police, que d'ailleurs Fouché dirigeait toujours. Le 1^{er} février, Metternich écrit à son Gouvernement :

« X... vient de me faire prévenir que le général Oudinot a reçu l'ordre de se porter sur Augsbourg et sur Ingolstadt. Un courrier a été dépêché à Munich avant-hier pour y porter cette nouvelle. Il n'a encore rien pu apprendre sur les ordres qu'il pourrait avoir (*indéchiffrable*) puisque (*indéchiffrable*) à sa disposition. Il faut attacher une grande valeur à tous les mouvements du corps d'Oudinot, vu le cas particulier que l'Empereur fait de ce corps. Il regarde la communication que m'a faite ce matin M. de Champagny comme la preuve irrécusable que l'Empereur est décidé à la guerre. X... croit que l'on devrait prendre immédiatement pour prétexte de mise sur pied de guerre le mouvement que fera Oudinot; et surtout qu'on ne perde pas de temps; toute illusion serait criminelle. Napoléon veut positivement la guerre. »

Le 23 février, Metternich relit ces textes à Talleyrand qui approuve et ajoute qu'il faut parler avec la Russie de manière à lui prouver que c'est Napoléon qui provoque la guerre. Metternich ajoute : « X... demande ce qui arriverait en Allemagne si on enlevait le corps d'Oudinot. »

Et le 27 février : « X... rapporte qu'un affidé de l'empereur Napoléon lui a dit que nous ne sommes prêts nulle part; que nous n'avons rien d'aucun côté. »

Stadion n'avait été qu'insuffisamment éclairé par le rapport secret de Metternich du 31 janvier. Cependant, dès le 10 février, il s'empresse d'écrire : « Au reste, l'Empereur m'a ordonné de vous donner carte blanche au sujet de X... et

(1) M^{me} de Talleyrand fut rayée des invitations de la Cour et le duc de San Carlos reçut l'ordre de se fixer à Bourg-en-Bresse.

vous êtes autorisé à lui assurer tout ce qu'il pourra raisonnablement désirer dès que vous serez convaincu qu'il veut et qu'il peut nous rendre de véritables et d'importants services. »

Le 10 février, il confirme que « l'Empereur veut entrer dans les propositions de X... et il vous autorise à ne pas vous laisser arrêter par les sommes dès qu'il s'agit de services réels, essentiels et non purement de vagues promesses. Cependant il ne veut pas s'exposer non plus à des avances trop considérables à moins d'être assuré qu'elles engageront X... à des démarches essentiellement utiles au service et qui présentent de grands résultats. Nous profitons donc de l'incident de la dépêche illisible, dont vous aurez trouvé à propos d'instruire la personne en question, pour vous envoyer au hasard une somme de cent mille francs dont vous pourrez disposer pour le convaincre que nous n'hésitons point sur l'objet même, mais que nous ne balançons que sur la manière de faire passer ces envois, crainte de compromettre, et que nous attendons vos éclaircissements ultérieurs. Vous saisierez cette circonstance pour lui faire entrevoir que ce sera d'après la valeur des services que se régleront les sommes et pour le mettre dans le cas de se prononcer avec plus de précision sur ce qu'il pourra et sur ce qu'il voudra faire. M. de Mier (courrier) ajoutera quelques explications verbales à ce que je viens de vous marquer ».

Enfin, le 12 mars, au moment où la Grande armée se prépare à se mettre en mouvement, Stadion écrit à Metternich :

« Je suppose que nous recevrons dans peu de jours des notions de la part de Votre Excellence en conséquence de ce que j'ai eu l'honneur de lui adresser relativement à X... tant par écrit que verbalement par M. de Mier. Il vous aura prévenu sans doute de l'idée que nous avons de faire passer les sommes dont il s'agit à un intermédiaire quelconque, soit une maison de commerce, soit un individu qui aurait la confiance de X... dans l'étranger, ce qui nous paraît la manière la plus sûre pour éviter mutuellement d'être compromis. J'attends là-dessus votre opinion, M. le Comte, pour que, dans le cas où X... rejetât ce moyen, je puisse vous faire passer encore des sommes par le prochain courrier. C'est bien actuellement le véritable moment où ses services pourront devenir essentiels, s'il y met réellement de la bonne volonté... Un point essentiel serait celui de convenir d'avance d'une voie de communication aussi

sûre et régulière que possible *après la rupture*. Il s'agirait peut-être de la conduire de chaque côté jusqu'aux armées respectives, ou bien par quelque détour à travers les pays qui ne seraient pas pour le moment le théâtre des hostilités. »

Fort de l'approbation impériale, Metternich écrit le 7 mars : « Mes relations avec X... sont très actives. C'est en grand partie par son organe que j'apprends de moment à autre ce qui peut nous intéresser. Je supplie Votre Excellence de vouloir bien pousser jusqu'à la somme que j'ai demandée. Les circonstances sont trop importantes pour qu'il ne soit urgent de mettre tout en jeu. Je me suis procuré du cabinet de l'Empereur deux **mémoires d'un intérêt immense** sur la position du moment. Un courrier ne me paraît pas assez sûr pour les faire passer. La Russie n'y étant pas mieux traitée que l'Autriche, je les ai fait parvenir à Pétersbourg. La politique de Napoléon s'y trouve et le fin mot en est : destruction de tout ce qui ne ressort point du fondateur de la nouvelle dynastie. »

Dans la même lettre, Metternich parle des dépêches de Caulaincourt, dont il a eu communication. Le 17 mars, il annonce l'envoi de la dernière dislocation de l'armée française, copiée au dépôt de la guerre, des tableaux détaillés de l'état de toutes nos armées et donne beaucoup de détails militaires très précis. Le même jour, il annonce que l'empereur Alexandre vient d'écrire à Napoléon pour que Talleyrand soit envoyé à Pétersbourg afin d'y négocier avec Romantsoff la paix avec l'Angleterre. « Il est à supposer que ce choix ne sera pas plus agréable à Napoléon que le fond de la proposition même. » Cette proposition n'eut, en effet, pas de suite.

Les 20 et 23 mars, Metternich donne encore à son gouvernement la substance des dépêches de Caulaincourt et d'Andréossy, ambassadeurs à Saint-Petersbourg et à Vienne. Enfin, le 23 mars, il écrit :

« Je prends maintenant les dispositions pour entretenir **avec Talleyrand** une correspondance active *pendant le cours de la guerre*. Nous regardons Francfort comme le meilleur point intermédiaire. Talleyrand est fixé sur le choix de la **personne** qui lui servirait d'agent dans cette ville (1). **Franc-**

(1) Sans doute le banquier Bethmann ou le duc de Dalberg.

fort con
de notr

L

prince-

Talleyr

« L

et vos

somme

manière

propos

votre

dois o

sables

circon

« S

comm

gera s

blisse

conce

de la

de cor

sur-le

Ap

Affair

rempe

Flore

spécie

comm

L

à p

Talle

mais

N

Talle

entre

(1)

26 ma

dictée

la gu

moye

(2)

fort convient-il à Votre Excellence? Y a-t-il un individu que, de notre côté, on pourra y employer? »

Le 31 mars 1809, Stadion accepte Francfort, où régnait le prince-primat Charles-Théodore de Dalberg, grand ami de Talleyrand et oncle du duc de Dalberg, son confident.

« Les maisons de banque que vous indiquez sont averties et vos traites ne souffriront pas de difficultés. Si cette seconde somme ne suffit pas, vous pourrez tirer encore de la même manière, ce qui vous compromettra d'autant moins que cette proposition aura l'air d'être provoquée par le dérangement que votre départ subit de Paris (1) vous occasionne. Cependant, je dois observer qu'en n'épargnant pas les sommes indispensables, il est nécessaire d'y mettre toute l'économie que la circonstance permet.

« Sa Majesté agréee fort l'idée que vous proposez d'une communication par Francfort. Puisque Votre Excellence dirigera sa route par cet endroit, ce sera le mieux qu'elle y établisse Elle-même, à son passage, *les arrangements qui sont convenus à Paris*. S. A. I. l'Archiduc (2) s'occupera d'établir de là des communications avec nos armées et il ne s'agira que de connaître la personne employée dans cette ville pour l'activer sur-le-champ. »

Après la paix de Vienne, Metternich, nommé ministre des Affaires étrangères, ne revint pas à Paris. Schwarzenberg le remplaça. Il ne fut pas mis dans le secret. Le chevalier de Floret, conseiller de l'ambassade d'Autriche, fut accrédité spécialement près de Talleyrand par son gouvernement, comme Nesselrode l'était pour la Russie.

Les rapports de Talleyrand avec Napoléon reprirent peu à peu. Quand l'Empereur fut blessé devant Ratisbonne, Talleyrand lui écrivit: « Votre gloire, Sire, fait notre orgueil, mais votre vie fait notre existence. »

Après le retour de Napoléon à Paris, en novembre 1809, Talleyrand fut fréquemment appelé aux Tuileries. Les petites entrées lui furent rendues et le 3 décembre, le chevalier de

(1) Metternich, retenu par le gouvernement français, ne quitta Paris que le 26 mai. Le 3 avril, dans un rapport déjà publié, il écrit une phrase qui paraît dictée par Talleyrand, car elle résume toute sa pensée: « La France ne fait plus la guerre depuis la paix de Lunéville. C'est Napoléon qui la fait avec des moyens français. »

(2) L'archiduc Charles, commandant des armées autrichiennes.

Floret écrivait : « M. de Talleyrand commence à remonter en faveur. Il a été du voyage de Fontainebleau ; il voit souvent l'Empereur, a diné avec lui... »

NAPOLÉON JOUÉ PAR TALLEYRAND

« On n'a pas d'indication, écrit M. Lacour-Gayet (1), sur les générosités dont la Cour de Vienne paya les services très grands que le prince de Bénévent lui avait rendus. » La cause est maintenant jugée.

Les *Lettres et papiers de Nesselrode*, publiés en 1904, ont déjà fait connaître que Talleyrand fit appel à l'aide financière du Tsar, en rétribution des services secrets qu'il lui rendit. Il lui demanda des licences d'importation de marchandises anglaises. Le 13 septembre 1810, il réclama de lui 4 500 000 francs, qui lui furent d'ailleurs refusés (2). L'Autriche fut plus généreuse. Les mœurs du XVIII^e siècle admettaient, jusqu'à un certain point, en temps de paix, les pensions ou subsides des souverains à un étranger. Mais Talleyrand, quand il cessa d'être ministre des Relations extérieures, resta grand dignitaire de l'Empire ; il n'était pas libre. Il fut en outre payé par l'Autriche pendant la guerre de 1809. Pour un tel crime, Henri IV fit trancher la tête du maréchal de Biron, et, pour avoir conspiré, Richelieu traita de même un Talleyrand, le prince de Chalais.

On a reproché à Napoléon de ne les avoir pas imités. Mais, nous l'avons déjà dit, Napoléon ignora les trahisons de Talleyrand. Il les ignora à tel point qu'il ne cessa jusqu'à la fin de conseiller et même de rechercher ses services. A Sainte-Hélène, il disait à Gourgaud : « Je défie aucun individu de m'attraper. Il faudrait que les hommes fussent bien scélérats pour l'être autant que je le suppose » (3) ! Cependant, de 1808 à 1814, il va être constamment joué par Talleyrand, qui gardait à son égard le masque du parfait courtisan. Les deux empereurs d'Autriche et de Russie, Nesselrode, Stadion, Metternich, plus tard Floret, furent à peu près seuls dans le secret. Talleyrand correspondait par des courriers étrangers et la

(1) Lacour-Gayet, *Talleyrand*, II, p. 254.

(2) *Ibid.*, pp. 297 et suiv.

(3) Gourgaud, I, p. 316.

police impériale, qui surveillait ses lettres, quand il les envoyait par la poste, n'en trouvait que d'insignifiantes.

L'Empereur croyait que Talleyrand, si compromis vis-à-vis des Bourbons, notamment par l'affaire du duc d'Enghien, ne pourrait jamais se réconcilier avec eux ; qu'il avait donc un intérêt personnel à le soutenir. Il se trompait. Talleyrand fit brûler, en 1814, les lettres qui le compromettaient et ramena les Bourbons, grâce à ses amis étrangers, qui, ensuite, l'imposèrent à Louis XVIII. Dans les derniers mois de 1813, Napoléon fut enfin averti du rapprochement de Talleyrand et des Bourbons. Ses yeux se dessillèrent. En janvier 1814, il lui fit une scène aussi violente que celle de 1809 et il le considéra dès lors « comme le plus grand ennemi de sa maison », mais sans le mettre hors d'état de nuire. Il ne le pouvait pas, car il voulait la paix et Talleyrand l'incarnait. « Talleyrand me trahissait depuis six mois », dit-il à Caulaincourt, le 6 avril 1814 ; « depuis six mois », répète-t-il le 16 avril. Ce n'était pas six mois, c'était six ans. « J'aurais dû le faire arrêter, dit-il encore, mais j'étais ennemi des mesures de rigueur. »

L'Empereur était si débonnaire sous sa rudesse qu'à Fontainebleau, il trouvait tout naturel que Talleyrand eût pris parti contre lui. « Je pardonne à Talleyrand, car je l'ai maltraité. » « Je l'ai maltraité, c'est vengeance légitime. » « C'était, de sa part, défense presque légitime », répéta-t-il quelques instants avant son essai de suicide. Il ajoute, dans son aveuglement : « Personnellement, Talleyrand ne me hait pas. » Eût-il pu pardonner, s'il eût connu la vérité ? A Sainte-Hélène, il parlait souvent de Talleyrand, flétrissait sa vénalité, ses mœurs, mais jamais son accord avec l'étranger, et vantait ses services. Il mourut sans rien savoir.

E. DARD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA MORT DU ROI DES BELGES

S. M. Albert 1^{er}, roi des Belges, est mort le samedi 17 février. Celui qui, durant quatre ans de guerre, avait donné à ses soldats et à son peuple l'exemple quotidien du courage tranquille et de la constance, s'est tué, non loin de Namur, en se livrant à son sport favori, l'escalade en montagne. Telle est la douloureuse nouvelle qui, dimanche matin, étreignait le cœur non seulement des Belges, mais aussi des Français, et qui, répandue par le monde, soulevait une émotion universelle. La *Revue* dit, par ailleurs, sa douleur en face du corps inanimé du grand souverain qui, en décembre dernier, avait daigné présider son dîner annuel. Nous voudrions ici, en quelques mots, marquer ce que fut la place et le rôle du roi des Belges dans l'histoire de l'Europe depuis qu'il succéda, le 1^{er} décembre 1909, à Léopold II, son oncle.

Les héros sont, dans la vie des peuples, des témoins et des juges. Ils attestent, par leur présence et leur exemple, que la grandeur d'âme et la droiture, que le courage et la probité sont la suprême sagesse ; ils jugent ceux dont la pusillanimité ou d'égoïsme choisit les chemins tortueux ou les voies obliques. Pour avoir préféré, le 4 août 1914, son honneur et le respect de ses engagements à toute considération basement intéressée, Albert 1^{er} et le peuple belge ont ajouté un acte de haute valeur éducative au patrimoine moral de l'humanité. Plutarque n'a pas menti : celui-là fut vraiment un homme de Plutarque.

Le roi des Belges en face de l'empereur allemand : tableau digne de passer à la postérité la plus reculée. C'est d'abord en novembre 1913 : Guillaume II, dans tout l'éclat fastueux de sa puissance, reçoit à Potsdam le jeune roi des Belges, modeste et

comme embarrassé de sa longue taille ; il cherche à l'éblouir, à le séduire, mais son chantage s'achève en une menace : une guerre contre la France est inévitable ; la victoire allemande ne fait pas de doute ; la Belgique, si elle veut sauver son existence, devra se ranger du côté du plus fort ; les temps vont venir où le roi devra se souvenir qu'il est un prince allemand. Albert I^{er} répond tout simplement qu'il se souviendra qu'il est le roi des Belges. Et puis, c'est le 2 août 1914 et l'ultimatum allemand : la menace comme la séduction reste sans effet ; entre le droit et la violence, entre le juste et l'injuste, le choix d'un homme d'honneur est fait d'avance ; il suit la règle du devoir, advienne que pourra. Voilà l'enseignement éternel qui se dégage de la vie de ce prince qui fut jusqu'au degré héroïque l'homme du devoir et de la rectitude. Sa conduite, qui était la plus noble et qui sauva l'humanité du joug dégradant du germanisme, se trouva en même temps être la plus habile. Aux Athéniens vaincus Démosthène criait : « Non, non, vous n'avez point failli ». C'est aux Belges vainqueurs que le roi Albert put attester qu'ils avaient bien agi.

Dans ces jours douloureux et magnifiques de 1914 et des quatre années de la guerre, l'exemple vint du Chef ; les hommes d'État belges et le peuple furent à la hauteur de leurs souverains. Le roi Albert, avec son casque de soldat, la reine, en costume d'infirmière, cramponnés au seul petit coin de Belgique qui ne fût pas envahi : c'est un spectacle dont les hommes s'édifieront tant que vivra le sentiment du devoir, du droit et de l'honneur. Au moment où le racisme hitlérien étale ses monstrueuses doctrines et prépare une nouvelle offensive du germanisme, on ne saurait trop amèrement déplorer la mort prématurée du roi Albert, honorer sa mémoire et s'inspirer de ses exemples.

Le souverain qui, dans l'ordre des relations internationales, fut un grand politique dans toute la mesure où il fut un honnête homme, devint, dans son pays, l'arbitre respecté des difficultés et des différends. Lui qui aimait à vivre dans la simplicité d'un simple citoyen, qui pratiquait le vieil adage que le bruit ne fait pas de bien et que le bien ne fait pas de bruit, il intervenait dans les moments difficiles avec décision et autorité. Comme il avait respecté la signature de la Belgique, il respectait aussi la constitution à laquelle il avait juré fidélité. Entrant vainqueur à Gand, le 13 novembre 1918, il répondait aux paroles émues du député socialiste Ansele : « Travaillons ensemble à la reconsti-

tution du pays, comme nous avons travaillé pendant quatre ans à sa délivrance. La main dans la main, honnêtement, dans l'union et l'abnégation, il faut agir sous la sauvegarde de nos libres institutions qui doivent garantir les droits et les intérêts de la nation.

Son action s'exerça toujours pour l'entente nationale, pour l'union des partis. Depuis la fin de la guerre, par le jeu de la représentation proportionnelle, trois grands partis, catholique, libéral, socialiste, se partagent les suffrages du peuple ; mais aucun n'a jamais été assez fort pour gouverner seul ; pour la formation et le maintien de ces gouvernements de coalition, l'influence discrète du roi savait s'exercer avec mesure mais avec autorité. Dernièrement, quand, à propos de l'amnistie proposée en faveur des fonctionnaires qui avaient, durant l'occupation, servi l'envahisseur, les esprits étaient échauffés, il a suffi d'une lettre du roi pour éviter une crise ministérielle et dire ce qui était juste. En face du mouvement flamingant, dont certaines outrances déchiraient son cœur de souverain, comme elles ont affligé l'âme apostolique de ce grand cardinal Mercier dont la rayonnante figure forme avec celle de son roi un merveilleux diptyque, Albert I^{er} sut discerner ce que certaines aspirations de ses sujets de langue flamande pouvaient comporter de légitime d'avec les criminelles folies de quelques activistes militants. En tout, il donnait l'exemple de la mesure.

Ami discret des humbles et des petits, il aimait à travailler en leur faveur ; mais il s'éloignait du socialisme doctrinaire et de la lutte des classes. Juste envers tous, il appréciait, d'où qu'ils vinssent, les efforts généreux ; et c'est un socialiste, le député Camille Huysmans, bourgmestre d'Anvers, qui a prononcé, en annonçant à son Conseil la mort du roi, l'un des éloges les plus frappants qui aient été publiés : « Nous ressentons plus que jamais tout ce que cet homme était pour notre communauté : un appui pour le maintien et le développement de nos libertés constitutionnelles, une garantie pour la conservation de notre indépendance, un refuge dans les jours de trouble et de danger. Son nom sera perpétué dans l'histoire du pays comme le nom d'un sage ; mais, dans l'histoire mondiale, il restera éternellement celui qui agissait et vivait habituellement comme un simple citoyen, comme un symbole de courage et de mâle énergie, non pas parce qu'il envisageait la gloire, mais parce qu'il songeait à son devoir. Celui qui l'a connu de près n'échappera pas à l'émotion, car ce roi était un

homme. » Oui, mais aussi cet homme était un roi. Ses devoirs, s'ils n'étaient pas foncièrement différents de ceux du commun des hommes, étaient en quelque sorte sublimisés par l'éminente dignité de sa fonction royale. Il cherchait la lumière qui permet de les discerner et la force qui aide à les accomplir dans sa conscience illuminée par une foi profonde : ce grand roi était un grand chrétien.

A sa noble mémoire va l'hommage de la nation française. M. Doumergue, accompagné de MM. Tardieu et Herriot, est allé, dès le lundi 19, porter à Bruxelles, devant le corps du héros, le cri de douleur de la France reconnaissante. Elle sera représentée aux funérailles par le Président de la République, le maréchal Pétain, ministre de la Guerre, et M. Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères. M. Albert Lebrun a télégraphié au duc de Brabant, fils aîné du feu roi : « Les sentiments que votre auguste Père avait témoignés à la France et l'impérissable souvenir des glorieux événements qui, sous son règne, ont uni les deux peuples, resteront gravés dans notre mémoire. » C'est, dans les termes les plus simples, la profonde vérité. La sympathie respectueuse du peuple français accompagne la douleur de S. M. la reine Élisabeth, et ses vœux ardents saluent le règne, qui commence dans la tristesse, de S. M. le roi Léopold III.

LA TRAGÉDIE DU 6 FÉVRIER ET LE MINISTÈRE DOUMERGUE

La France, après les événements douloureux de ces derniers jours, n'est plus tout à fait ce qu'elle était avant. Il y a, dans le sang généreusement répandu pour une noble cause, une vertu qui oblige tous les hommes, que n'aveuglent pas des passions atroces et qui ont gardé le contrôle de leurs actes, à réfléchir et à rentrer en eux-mêmes. Si l'on a pu en arriver à une pareille extrémité, au massacre de citoyens qui exerçaient sans violence le droit de manifester leur opinion et de réclamer, parmi des scandales trop certains, la propriété et la justice pour tous, c'est qu'il y a, dans les mœurs et les institutions, quelque chose de pourri ou de dérangé. Ces pénibles incidents comportent des leçons qu'il est nécessaire de ne pas laisser perdre. Dans l'ordre gouvernemental, la principale est celle-ci : entre le peuple français et les parlementaires qui sont censés le représenter et qui personnifient sa souveraineté théorique, le différend s'accroît de plus

en plus. L'opinion éclairée, en France, a cessé de penser parlementairement, tandis que les parlementaires forment de plus en plus une caste fermée qui a ses intérêts propres, ses ambitions et ses passions. Le gouvernement Daladier, dans les journées tragiques, en a montré la preuve. Ses préoccupations sont toutes d'ordre parlementaire. Il cherche une tactique d'étouffement, afin d'arrêter le discrédit qui monte autour de la majorité cartelliste. Il se préoccupe de trouver et de garder une majorité. Le cartel, inspiré par M. Léon Blum, dont on ne dit pas assez que la responsabilité est directement engagée dans le massacre des patriotes, exige l'emploi de la force, quelles qu'en puissent être les conséquences ; le gouvernement obéit pour ne pas compromettre sa majorité. Le sang coule ; les députés de Paris, au désespoir, adjurent le président du Conseil de sortir, d'arrêter le massacre. M. Blum l'en détourne. Il pense à sa majorité. N'a-t-il pas, plus que personne, contribué à démolir le cabinet Chautemps ? Quel désastre pour lui s'il est obligé d'avouer son échec, de donner sa démission ? A cette heure douloureuse, il pense encore parlementairement. La Chambre cartelliste est de plus en plus séparée du pays qui pense et qui vibre.

Le 19 février, la Chambre a décidé de nommer une commission d'enquête pour faire la lumière sur les responsabilités encourues dans la soirée et la nuit tragiques. Qui a donné et comment a été donné l'ordre de tirer ? Si le ministère Daladier, docile aux inspirations socialistes, n'a pas voulu avoir « une journée », comment se fait-il que, la veille, les préfets aient reçu de M. Frot des instructions sur l'interprétation qu'il conviendra de donner, pour la presse de province, à la manifestation annoncée pour le lendemain et qu'il aurait été si facile de prévenir ou de canaliser ? Tous les témoignages confirment que les anciens combattants, aussi bien que les « Croix de feu », étaient sans armes et défilaient dans un ordre impressionnant. Aucun agent ou garde blessé ne l'a été par balle, tandis que de véritables salves de coups de revolver furent tirées sur les manifestants pacifiques. Les anciens combattants, dans la plénitude de leur droit de citoyens, sans armes et sans arrière-pensées politiques, ont manifesté leur volonté d'un gouvernement d'assainissement, de propreté et de redressement ; ils ont le droit de parler à un pays qu'ils ont sauvé. Leur manifestation est nationale, non pas nationaliste. Espérons que l'enquête sera complète et établira les responsabilités.

Durant la nuit sanglante et dans la matinée du lendemain, deux tendances se firent jour au sein du gouvernement. Une minorité violente, dans laquelle s'agitaient M. Pierre Cot et M. Mistler, insistait pour que le ministère restât au pouvoir et prit des mesures brutales de répression. M. Cot, se prenant pour Barras, voulait un 13 vendémiaire ; il préparait l'intervention de l'aviation. La République était en danger, il fallait la sauver. Ces dispositions belliqueuses ne prévalurent pas. Les présidents des Chambres et plusieurs personnages qualifiés se rendirent à l'Élysée. M. Lebrun éclairé s'apprêtait à exiger la démission du cabinet quand M. Daladier la lui apporta.

Le sang répandu sans raison et sans excuse aggrave le différend entre le Parlement et le pays. Le correspondant parisien du grand journal radical de Manchester écrit : « La tâche de n'importe quel gouvernement, en France, doit être de prouver que les coutumes parlementaires ne sont pas inconciliables avec l'efficacité et l'honnêteté. Les Français ont un grand fond de pénétration et d'expérience, mais leur patience n'est pas inépuisable. » Les comités radicaux-socialistes et socialistes répandent en province le bruit que le gouvernement républicain a été sur le point de succomber à une émeute « nationaliste », « fasciste ». Quelle idée se font-ils d'un régime qui serait si peu enraciné, si fragile ? Il faut toujours redire que le régime parlementaire ne court d'autre danger que celui qui vient de ses propres fautes et de son impuissance. En Italie, le système parlementaire n'a disparu sous l'attaque du fascisme que parce qu'il se montrait incapable d'établir à l'intérieur un ordre créateur et réparateur, et, à l'extérieur, d'assurer à l'Italie la place à laquelle elle prétend parmi les Puissances.

Il faut s'entendre sur ce mot de fascisme dont on se sert comme d'un « tarte à la crème » sans en préciser le sens. Toute tendance à un renforcement du pouvoir exécutif, à un redressement du législatif, n'est pas par cela même fasciste. Tout le monde, à ce compte, en France serait fasciste. Mais il y a bien des manières de réorganiser le pouvoir exécutif, de renforcer l'autorité, surtout dans les temps de crise ; il y en a d'excellentes, de moins bonnes et de détestables. Le fascisme ne se confond pas avec la dictature, même illégale, d'un homme. Le fascisme, c'est la mainmise d'un parti fermé, organisé et armé sur l'État. A cette doctrine ne s'apparentent actuellement en France que les thèses du parti dont MM. Marquet, Déat, Montagnon sont les coryphées. N'est-ce

pas M. Déat qui, dernièrement, écrivait un article intitulé : « Le parti sera l'État », où il développait des théories nettement fascistes ? Que, la plupart du temps, le parti ait un chef qui finit par devenir un véritable dictateur, c'est évident ; mais qui nous dit que M. Déat ou M. Marquet, M. Cot ou M. Frot ne seraient pas tout disposés à jouer un tel rôle ? S'il y a un fascisme en France, il est là. M. Blum, avec ses « vacances de la légalité », en est, lui aussi, teinté. Le caractère de toutes les dictatures dont l'histoire fasse mention est d'être « de gauche », d'être démocratiques et d'évoluer vers un conservatisme réformateur. S'il n'y a pas, actuellement, en France, un fascisme puissant, c'est qu'il existe au Parlement et dans le pays un centre très fort. Mais il faut, sans tarder, aborder la réforme de la constitution par le renforcement du pouvoir exécutif.

Avant les événements tragiques de ces derniers jours, M. Gaston Doumergue méditait tranquillement à Tournefeuille sur l'avenir des démocraties et se laissait aller à communiquer ses idées à un rédacteur de 1934. Peut-être ne signerait-il pas intégralement aujourd'hui ce qu'il disait il y a peu de temps, quand il était un philosophe sans responsabilités ; sa pensée n'en est que plus intéressante à connaître. « Il faut en revenir à la vraie doctrine républicaine. Car elle n'est pas démocratique du tout cette dictature de six cents députés qui, pendant quatre ans, ne rendent de comptes à personne, et qui, parfois, ayant ainsi perdu le contact avec la nation, se mettent au service d'intérêts privés. La vraie démocratie, c'est autre chose ; c'est un équilibre entre les deux pouvoirs, le législatif et l'exécutif, celui-ci actuellement traqué, contesté chaque jour, tandis que celui-là reste à l'abri de toute sanction... Les constitutions ne sont pas des fétiches ; elles doivent évoluer avec le temps. Ce que je voudrais surtout, l'exercice du droit de dissolution, est déjà inscrit dans la nôtre. » Que ces paroles indiquent du moins l'orientation du nouveau gouvernement, c'est le vœu du pays.

En attendant, — car à chaque jour suffit sa peine, — le peuple français fait confiance à l'homme de bien, au patriote éprouvé, au républicain et au démocrate incontesté qui, avec une abnégation méritoire, a quitté ses livres et ses roses pour prendre, à une heure difficile, le gouvernement. Arrivé à Paris dans la matinée du 8, acclamé, à la gare de Lyon, par une foule émue et reconnaissante, il se rend d'abord à l'appel du président Lebrun,

et, tout de suite, il s'occupe de constituer un ministère d'apaisement. Quels furent, dans le rapide qui l'amenait, ses projets ? Eut-il d'abord l'intention de former un ministère extraparlémentaire, composé de hauts fonctionnaires et de compétences reconnues ? En tout cas, après avoir procédé rituellement à de nombreuses consultations, il y renonça. Les radicaux-socialistes, les « socialistes de France », mettaient à leur concours et au vote rapide du budget des conditions auxquelles il crut devoir acquiescer. Mais par là il retombait dans les dosages de groupes.

Pourtant, le Cabinet du 9 février sort du modèle parlementaire : d'abord, par la personnalité de son chef et la respectueuse confiance que le pays, le Sénat et une grande partie de la Chambre met en lui, ensuite par la présence du maréchal Pétain à la Guerre. Le chef qui, en 1917, sous le feu de l'ennemi, a redressé le moral de l'armée et rendu possible la victoire de 1918, est un symbole dont la haute signification n'a échappé à personne, en France comme à l'étranger. Le général Denain prend le portefeuille de l'Air. M. Rivollet, secrétaire général de la Confédération générale des anciens combattants, entre dans le cabinet comme ministre des Pensions. M. Doumergue ne prend pas de portefeuille ; à côté de lui, formant avec lui comme une sorte de Conseil étroit, deux chefs de parti, à la fois témoins et appuis, M. Tardieu et M. Herriot, sont ministres sans portefeuille. Les Affaires étrangères sont aux mains expertes et fermes de M. Louis Barthou, qui, sans doute, est un parlementaire, mais tellement au-dessus des querelles de groupes et des passions partisans ! La Justice est confiée à la probité du sénateur Chéron. M. Germain-Martin a la lourde charge des Finances. M. Piétri est à la Marine, M. Flandin aux Travaux publics. L'Intérieur et l'Instruction publique, citadelles électorales du radical-socialisme, restent aux mains d'hommes de confiance du parti, M. Albert Sarraut et M. Aimé Berthod. Ajoutons, pour ce même groupe, M. Lamoureux au Commerce, M. Queuille à l'Agriculture, M. William Bertrand à la Marine marchande. Les socialistes de France sont représentés par M. Marquet, maire de Bordeaux, au Travail. M. Pierre Laval reçoit les Colonies, M. Mallarmé les P. T. T., M. Louis Marin la Santé publique. Il n'y a pas de sous-secrétaires d'État.

Ainsi, après moins de deux années d'expériences désastreuses, la politique cartelliste s'avère impuissante à fonder un gouvernement stable, et il faut, comme en 1926, en revenir à la formule,

tant honnie, de l'union nationale. Le cartel est une coalition électorale, ce n'est pas une formation gouvernementale ; il ne le deviendrait qu'en se mettant absolument à la remorque du socialisme, qui l'entraînerait aux abîmes. C'est ce que, dans sa logique, préconise un petit groupe d'hommes à la tête desquels on distingue M. Bergery et quelques-uns des ministres du 6 février qui souhaitaient, pour le lendemain, un massacre plus complet. Partout, en Europe, le socialisme, avec sa doctrine de la lutte des classes, est en recul quand ce n'est pas en déroute. Si la République n'est pas disposée à se laisser dicter la loi par M. Blum, elle devra bien, tôt le dire. Il faut être avec lui ou contre lui : il n'y a pas de milieu.

A une manifestation des anciens combattants qui n'avait aucun caractère politique, M. Jouhaux et la C. G. T. ont répondu par une grève qui était, elle, exclusivement politique. Elle prétendait défendre la République contre le fascisme. Elle ne comprend pas que le fascisme, ce sont précisément ses agissements qui pourraient le faire naître. Le caractère de la grève du 12 février fut celui-ci : aucun enthousiasme, grève partielle chez les ouvriers, grève presque générale chez les petits fonctionnaires (ceux des P. T. T., par exemple). Que les employés de l'État se mettent en révolte contre l'État aux dépens du public qui les paie ; que des instituteurs osent fermer leurs classes, et même les cantines scolaires, comme on l'a vu à Malakoff, sous prétexte de donner des leçons au gouvernement, c'est ce qui est intolérable. Le jour où un ministère mettra fin à de tels abus, il sera acclamé par la nation. La sottise collective aboutit, inmanquablement, à l'appel à l'intelligence individuelle. Il n'y a rien de moins démocratique que l'insurrection des salariés de l'État qui sont les serviteurs de la nation. Obéissance à la loi : hors de là, il ne peut y avoir ni république, ni démocratie. La plus intolérable des dictatures serait celle des syndicats de fonctionnaires.

Le « gouvernement de trêve, d'apaisement et de justice », — ainsi l'a défini M. Doumergue dans sa concise et nerveuse proclamation, — s'est présenté le 15 février devant les Chambres. Parmi les hurlements de l'extrême-gauche communiste et socialiste, dans le tumulte d'une séance mal présidée, M. Doumergue lut une brève et excellente déclaration ministérielle ; puis, en quelques phrases très simples, prononcées d'une voix calme et forte et que l'on sentait venues du fond de son cœur de patriote et de républicain, il la commenta et demanda le renvoi des interpellations

après le vote rapide du budget : « J'avais, dit-il, un grand espoir en venant. Je me disais que le Parlement, pénétré de ses responsabilités, voudrait faire preuve d'une bonne cordialité pour les œuvres nécessaires. Il m'apparaissait qu'à la suite de tels événements, la Chambre, rangée et unie autour d'un vieillard, allait donner au pays un immense prestige. Vous me direz si je me suis trompé. Si je me suis trompé, je reprendrai ma route avec la pensée des malheurs que l'esprit partisan peut attirer sur notre pays. »

Ces malheurs, pour le moment, sont écartés. Le cabinet Doumergue obtint, ce jour-là, 402 voix contre 125. Depuis lors, sa majorité s'est maintenue pour le vote rapide d'un budget en équilibre. L'apaisement se fait dans le pays et la confiance renait. Mais les tronçons du serpent s'agitent. Les socialistes préparent une grande campagne dans le pays. A Melle, pays des mulets, un candidat radical se fait élire avec les voix des socialistes en promettant de voter contre le cabinet d'union nationale. Le cabinet Doumergue a pour lui presque tout le pays ; mais aura-t-il longtemps la majorité de la Chambre ? Son gouvernement ne peut être, d'abord, qu'un palier, un arrêt salutaire dans la descente vertigineuse. Mais bientôt se posera le dilemme : ou remonter la pente et aborder résolument les réformes nécessaires, ou s'attendre à une chute accélérée. Faisons confiance à M. Doumergue et que pour une fois, l'on s'abstienne de ce pessimisme désabusé et destructeur qui passe, trop souvent, pour la marque du bon ton !

LA RÉPONSE A L'ALLEMAGNE. — LE DRAME AUTRICHIEN

Déjà, au dehors, le raffermissement de la politique française fait sentir ses heureux effets. M. Barthou a remanié et mis au point la réponse au memorandum allemand du 19 janvier ; elle a été remise le 14 à Berlin. Courtoise et conciliante dans la forme, elle ne ferme pas la porte aux négociations, mais elle pose sur un terrain très solide la résolution de la France ; elle ne prêterait pas les mains à un réarmement du Reich qui n'est déjà que trop effectif ; elle ne saurait, en face d'une Allemagne qui n'accepte aucun contrôle et persiste à ne pas faire entrer dans le compte de ses effectifs ses formations paramilitaires, diminuer en quoi que ce soit ses moyens de défense nationale. Il est douteux que le voyage de M. Eden à Paris, à Berlin et à Rome parvienne

à rapprocher des points de vue aussi divergents. L'insistance du cabinet britannique restera vaine tant que lui-même ne se résignera pas, devant le péril croissant de l'offensive pangermaniste, à des engagements fermes et précis.

Le chancelier Dollfuss, sur le conseil de M. Suvich, secrétaire d'État italien aux Affaires étrangères, est allé visiter, à Budapest, M. Gömbös. Il s'est trouvé, en revenant, engagé dans une terrible bataille contre les socialistes et leur *Schutzbund*. Après de violents combats de rues, où il fallut employer l'artillerie et qui ont fait plusieurs centaines de morts, force est restée à l'armée et aux Heimwehren. L'organisation socialiste qui, à Vienne, jouissait de privilèges régaliens, est brisée. Mais M. Dollfuss n'est-il pas devenu le prisonnier des Heimwehren? Le fascisme national du prince Stahremsberg sera-t-il de taille à repousser l'hitlérisme qui annonce pour le 1^{er} mars une offensive générale? La politique italienne semble avoir réussi à rapprocher, sous ses auspices et sous le signe du fascisme, la Hongrie et l'Autriche; mais n'est-ce pas surtout pour les opposer aux États de la Petite Entente, et un dangereux antagonisme ne va-t-il pas en résulter dont les Allemands ne manqueraient pas de profiter? L'Angleterre, l'Italie et la France sont enfin tombées d'accord sur une déclaration commune qui atteste l'intérêt qu'elles prennent à l'indépendance de l'Autriche et leur commune volonté d'empêcher qu'il n'y soit porté atteinte. C'est un progrès. Que l'influence de l'Italie, qui seule a une frontière commune avec l'Autriche, soit prépondérante à Vienne, la France ne s'y oppose pas, pourvu que ce soit avec la ferme résolution d'arrêter toute tentative directe ou indirecte d'*Anschluss*. Mais comment ne pas redouter que le fascisme à la mode italienne, transplanté en Autriche, ne dégénère en un fascisme à la mode prussienne et au goût de M. Hitler?

RENÉ PINON.

du
si-
te,

ire
st.
er-
de
qui
et
ait
pas
du
qui
que
ous
pas
un
le-
lie
on
nce
oit
qui
nte
la
cte
la
me